

مكتبة النور

Arts et Spectacles : les festivals de l'été

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15043 - 7 F

JEUDI 10 JUIN 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

En acceptant l'accord sur les oléagineux avec les Etats-Unis

Paris cherche à sortir de son isolement commercial au sein de la Communauté européenne

Repentirs d'après-élections

SOUÇIEUX de sortir la France de l'impasse où, surenchère électorale aidant, elle s'était fourvoyée, le gouvernement d'Edouard Balladur se montre très présent sur le terrain commercial et agricole. Mardi 8 juin à Luxembourg, c'était pour donner un gage de bonne volonté aux partenaires de la France dans la CEE et, au-delà, aux Américains, en avalisant un accord conclu entre la Commission européenne et les Etats-Unis, afin de limiter la production d'oléagineux dans la Communauté.

Les protestations immédiates de certains dirigeants professionnels ainsi que celles de leaders socialistes en deviennent choquantes tant les contraintes qu'impose l'arrangement sont modestes. Loin d'être oubliés, les paysans, qui ont obtenu, voilà dix jours, d'avantageux aménagements à la réforme de la politique agricole commune (PAC), voient de surcroît se confirmer le clair refus de Paris d'accepter tels quels les autres volets du pré-accord agricole de Blair House, conclu par Bruxelles avec les Américains dans le cadre de l'Uruguay Round, pré-accord qui prévoit une réduction de 21 % des exportations subventionnées.

L'ACTIVISME de la France a pris ses partenaires de court. Mais ils ont réagi de façon plutôt positive à l'idée, développée dans un mémorandum récemment transmis par Paris, d'un accord de Blair House, qui viendrait défendre lui-même devant la Commission européenne jeudi 10 juin à Bruxelles, qu'après tout la Communauté ne peut se montrer éternellement vulnérable aux appétits exorbitants, que le libre-échange, pour ne pas devenir destructeur d'activité et d'emploi, doit être mieux maîtrisé.

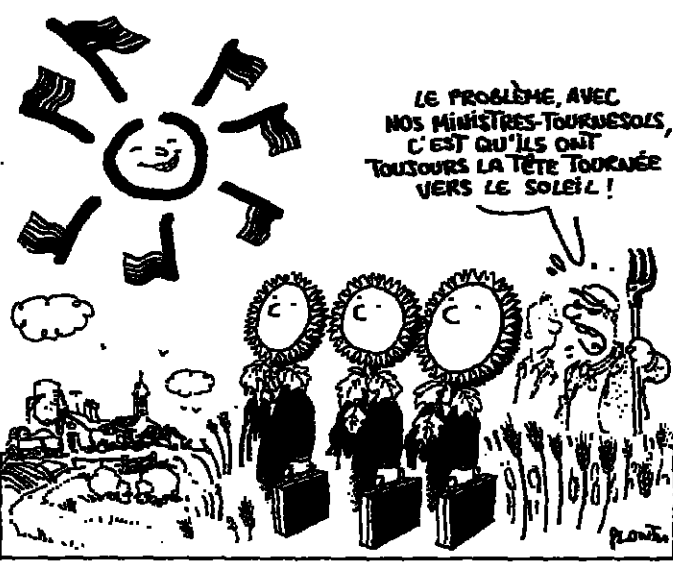
La crise se développe à grande vitesse, et crée des tensions nouvelles : prenant conscience d'une situation plus déstabilisée que prévu, le sidérurgiste, le constructeur d'automobile, le chimiste allemand ne prennent plus un air agacé lorsque les Français font valoir que le marché unique a davantage profité aux pays tiers qu'aux industriels de la CEE. L'Allemagne, frappée par la récession, change de point de vue, et d'autres avec elle. C'est essentiel pour le débat européen.

L'ÉVOLUTION sera-t-elle suffisante pour convaincre nos partenaires, et si possible les Américains, de rediscuter l'accord de Blair House et d'éviter ainsi à la Communauté une crise agricole et commerciale inopportune ? Rien ne l'indique. Mais rien n'a encore été dit non plus, à Bonn ou à Londres, qui interdisse de l'espérer. « Derrière l'arbre agricole, il y a la forêt industrielle ; c'est pour la défense de la production communautaire, et au-delà, de l'identité européenne, que nous ouvrons », a plaidé Alain Lamassoure, le ministre français des affaires européennes.

Il a eu raison de souligner que, fin juin à Copenhague, quoi qu'il arrive sur le front du GATT, les problèmes de commerce devront figurer au cœur de la réflexion que les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze veulent engager sur l'emploi et la croissance.

Mettant fin à une longue période d'isolement au sein des Douze, la France a accepté, mardi 8 juin, l'accord conclu le 19 novembre 1992 entre la CEE et les Etats-Unis sur la limitation de la production européenne de graines oléagineuses. Bien que cet accord ne préjuge pas de sa position sur les autres volets de la négociation agricole du GATT, il a provoqué une hostilité très vive dans l'opposition. Jean Glavany, porte-parole du PS, parle de « honteuse capitulation ». Le gouvernement fait valoir qu'il a obtenu des garanties et des compensations. Les milieux agricoles adoptent en général une attitude mesurée.

Lire pages 19 et 20 les articles de FRANÇOIS GROSCHARD et de PHILIPPE LEMAITRE



L'ensevelissement judiciaire du régime de Vichy

L'assassinat de René Bousquet stoppe une procédure qui allait enfin permettre d'éclaircir la politique antijuive sous l'Occupation

par Laurent Greilsamer

C'est une pavane judiciaire de quelque quinze ans qui s'achève. Une longue suite de réticences et de repentirs qui relèvent assez cruellement quelle fut l'incapacité de la justice française, et plus encore de notre société, de juger René Bousquet et sa politique antijuive quand il en était encore temps. Le paradoxe est cependant de taille : René Bousquet a

succombé sous les balles d'un mystique déclaré alors que la justice, si lente tout au long des années 80, s'apprêtait finalement, peut-être, à affronter un procès encore inimaginable il y a peu.

La chambre d'accusation de Paris ne venait-elle pas de clore, fin mai, l'instruction du dossier de celui qui fut, peu ou prou, le ministre de l'Intérieur de Vichy, d'avril 1942 à décembre 1943 ? Le substitut général de la cour d'appel de Paris n'attendait-il pas

un signe de la chancellerie pour paraphraser son réquisitoire demandant le renvoi de Bousquet devant une cour d'assises ?

En réalité, la justice française voit ce dossier lui échapper pour la seconde fois. Car voilà près de quinze ans que Jean Leguay, l'ombre de René Bousquet, son délégué permanent à Paris durant l'Occupation, a été inculpé de crimes contre l'humanité pour sa participation à l'organisation de la rafle du Vel'd'Hiv, avant de

mourir, dix ans plus tard, dans son lit. Sans avoir été jugé.

Les années 70 s'achevaient. L'avocat Serge Klarsfeld, après avoir obtenu que les principaux responsables nazis de la déportation des juifs de France soient jugés en Allemagne (les procès de Kurt Lischka, Herbert Hagen et Ernst Heinrichs), commençait à porter plainte contre les survivants français.

Lire la suite page 15

- Les coups d'éclat de Christian Didier
 - Le destin de quelques collaborateurs
 - 1942-1943 : l'autonomie d'un ministre de la police sous haute surveillance allemande
 - René Bousquet, une vie qui dérange
 - Les extraits du projet de réquisitoire définitif
- pages 12 à 15 et 28

La France qui planche

Entre le bac et les divers examens et concours trois millions de jeunes à la poursuite d'un diplôme

La France a deux passions : l'égalité des chances et la sélection des élites. Attachée, depuis deux bons siècles, à l'ambition démocratique d'un accès de tous au savoir, elle a, dans le même mouvement, mis un talent unique à distinguer les meilleurs, les plus méritants ou les mieux dotés. Elle a construit, au fil des décennies, une formidable machine à classer, évaluer, trier, distribuer bons et mauvais points, promouvoir ou exclure des pans entiers de chaque génération. Multipliant examens et concours, écrits et oraux, options et mentions. Du plus modeste au plus huppé, du certificat d'aptitude professionnelle à l'agrégation ou à Normale Sup.

Sans oublier, évidemment, le passage initiatique par le baccalauréat, dont l'épreuve de philosophie mobilisera, vendredi 11 juin, près de six cent mille candidats. Chaque année, donc, la France entière plonge dans ce grand

rituel saisonnier. Aux futurs bacheliers, s'ajoutent les huit cent mille collégiens du brevet, six cent mille postulants aux examens professionnels du secondaire, cent mille candidats à l'entrée dans les grandes écoles ou aux concours de recrutement de professeurs, plus d'un million d'étudiants passant DEUG, licence ou maîtrise. Bref, plus de trois millions de jeunes qui jouent un peu leur destin face à une copie blanche.

Et autour d'eux, chacun s'agit. Les familles, qui partagent espoirs et trac. Les bataillons de surveillants, qui traquent l'anti-sèche. L'armée des professeurs qui corrige, interroge et note à tour de bras. Les divisions de fonctionnaires anonymes. La France-qui-planche.

GÉRARD COURTOIS et JEAN-MICHEL DUMAY

Lire notre supplément Campus-Education page 18

Un entretien avec François Fillon

Plan Université 2000, aide aux étudiants et rénovation pédagogique : le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche précise sa politique universitaire.

page 16

M0147 - 0610 0 - 7.00 F



A L'ÉTRANGER : Maroc, 5 DH ; Tunisie, 850 m ; Algérie, 2,80 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Martin, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,400 L ; Luxembourg, 40 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 100 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 16 KRs ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,60 \$.

DÉBATS

Économie

La nouvelle trahison des clercs

par Alain Minc

HIER les intellectuels, aujourd'hui les élites économiques. Julien Benda avait-il raison de penser que les clercs tombent toujours du côté de la facilité? A voir revenir au galop le parti de la dévaluation et du laisser-aller, on ne saurait lui donner tort. Quinze ans de pédagogie économique n'auraient-ils servi à rien?

Les mêmes qui se rebiffaient en 1978 devant le plan de rigueur de Raymond Barre, qui en 1983 soulaient économiquement la sortie du système monétaire européen, qui, du même mouvement, à en faire payer le prix politique à la gauche, qui fin 1991 s'en prenaient au monétarisme de Pierre Bérégovoy, qui ont cru le 22 septembre dernier leur heure enfin arrivée, ces mêmes responsables-là — patrons, cadres dirigeants, experts — n'ont pas désarmé.

Ils réclamaient la dévaluation sous couvert d'un flottement dont ils osaient affirmer — question de rendre comestible le principe — qu'il aboutirait à une réévaluation; ils ne l'ont pas eue, et les taux d'intérêt sont descendus, d'avantage même qu'ils l'annonçaient dans leur propre économie-fiction.

Un procès d'intention injuste

Ils souhaitent, à défaut de manipulation monétaire, une relance budgétaire; ils l'ont obtenue: avec un déficit de 6 %, comment imaginer aller plus loin, sauf à entrer dans une spirale infernale que nous condamnons, des années durant, à exposer ce moment de négligence? Mais ils n'ont pas désarmé: les voix qui réclament tantôt des taux d'intérêt de 3 %, alors qu'ils se contentaient de 6 %, il y a trois mois, et tantôt le retour de l'inflation, tandis que, plus

hypocritement, ils rêvaient à l'époque de taux réels à peine positifs.

Une décennie et demie de désinflation n'y aura rien changé; ils rêvent, nos croisés, du temps bienheureux où l'inflation payait les dettes, où la dévaluation soldait les dérapages du pouvoir d'achat, où quelques quotas douaniers octroyaient, si besoin était, un lâche soulagement. Avec évidemment en point d'orgue l'argument de la lutte contre le chômage, comme si les pays laxistes avaient, de ce point de vue, mieux réussi que les pays vertueux. Ils rêvent de l'époque bénie où la CGT et le patronat de droit divin passaient un traité entre leurs arrière-pensées sur le dos du franc.

Mais, aujourd'hui, cette union sacrée a du plomb dans l'aile: si la CGT demeure fidèle au poste, les salariés ont, eux, appris l'ascèse permanente du marché, ses rigueurs, sa dureté. Existe-t-il de meilleur référendum économique que la disparition de l'inflation grâce à l'acceptation collective d'une modération salariale sans équivalent dans un pays dont on a longtemps cru qu'il exploserait si les entreprises n'achetaient pas la paix sociale en distribuant, sans contrepartie, quelques poils de pouvoir d'achat?

Étrange situation où les citoyens sont sans doute plus mûrs que leurs élites, les salariés que leurs dirigeants. Qu'indiquent d'autres sondages qui, au-delà du miracle de l'état de grâce, témoignent d'une acceptation quasi unanime de l'augmentation de la CSG? Ce sont les responsables qui profiteraient de la hausse de la TVA à celle de la CSG, non les salariés. Ce sont les patrons qui plaident, à cor et à cri, pour des incitations fiscales brutales à l'investissement immobilier, non l'opinion publique.

C'est faire un procès d'intention injuste aux salariés que d'imputer la modération salariale aux seuls effets anxiogènes du chômage: un ouvrier qui a vu disparaître sur une chaîne les postes de travail qui le précèdent et le suivent sait mieux que quiconque que la compétition est là, et qu'il a le nier ou s'exposer à des lendemains qui déchantent.

Par une étrange ruse de l'histoire, parce qu'ils vivent quotidiennement la pression des faits, les salariés sentent mieux que les cadres, jusqu'à il y a peu mieux protégés, la mesure du possible et de l'impossible. Nos élites croient-elles au mythe de la relance dans un seul pays? Regrettaient-elles, sur le plan économique, la politique de 1981, alors qu'elles la voulaient, à l'époque, aux géométries?

La confiance demeure l'apanage des élites

Mais si en politique l'acquiescement de l'opinion permet de faire l'impasse sur les atermoiements des corps intermédiaires, il n'en va pas de même en économie. Moteur de l'action, étrange facteur de production que Marx avait ignoré, la confiance demeure l'apanage des élites puisque, dans un pays sans cession, elles seules décident. Nul ne peut durablement s'en priver. Reste, dès lors, à prêcher auprès d'elles les vérités premières que l'opinion a, de son côté, acceptées.

Première vérité: nul ne peut inventer, seul, la relance dans un environnement qui l'ignore. Comment imaginer que la Grande-Bretagne puisse servir d'exemple, avec une modeste croissance qui ne fait que suivre deux années de récession après de laquelle la nôtre semble une binette, sur la toile de fond d'un déficit public égal à 8 % du produit intérieur et avec des taux d'intérêt à long terme qui témoignent de la méfiance des marchés internationaux? La France a voulu relancer seule en 1976 et en 1981; l'Allemagne en 1980: pourquoi des conséquences dévastatrices à l'époque ne se produiraient-elles pas aujourd'hui? Le monde, depuis lors, s'est davantage internationalisé, et l'interdépendance s'est accrue.

Deuxième vérité: la baisse des taux d'intérêt est une condition nécessaire mais non suffisante de la relance. Celle-ci ne peut venir que de la demande intérieure ou de la croissance des exportations. La première nous est interdite sous forme de déficit budgétaire accru, à moins d'entrer dans le processus de dévaluation-déflation-expansion artificielle et, dix-huit mois plus tard, rigueur accrue. Il n'existe aucun contre-exemple à cette fatalité. Un redémarrage de la croissance ne peut se faire non plus à partir d'une hausse de pouvoir d'achat, d'origine salariale, qui irait alors à l'encontre d'un partage minimum du travail; elle ne pourrait utilement provenir que d'un transfert d'épargne des ménages, mais aucune mesure artificielle ne l'alimentera, hormis la baisse des taux. Quant aux exportations, elles sont indexées avant tout sur une reprise allemande dont les ressorts nous échappent.

Troisième vérité: aucune manipulation financière ou monétaire ne peut davantage fonctionner à l'échelle d'un seul pays que le socialisme ne fonctionnerait, lui-même, dans un seul pays. Les prophètes du moment prêchent pour un retour de l'inflation! A l'échelle mondiale, ce serait un bienfait douteux: de toute façon, nous n'en sommes pas maîtres. A l'échelle nationale, ce serait une catastrophe: elle nous conduirait au cycle inflation-dévaluation que les Britanniques n'ont jamais su maîtriser depuis un siècle avec, pour résultat, la paupérisation que l'on connaît.

A la mesure de l'indifférence

Quatrième vérité: si notre industrie souffre aujourd'hui de la dévaluation de la livre, de la lire, de la peseta, elle a aussi profité, des années durant, de leur survallisation. De même ne devons-nous pas oublier que, pénalisés depuis un an par la politique monétaire allemande, nous avons profité pendant deux années du surcoût de croissance lié à la manière même, hyperkeynésienne, dont l'Alle-

magne a financé son unification. Cinquième vérité, a priori choquante: il ne faut pas s'étonner de la surréaction au chômage, à la mesure de l'indifférence qui a prévalu pendant une décennie. Dans une société «aristocratique», où les élites tiennent, seules, le discours de référence, le fait que pour la première fois sont touchés leurs enfants, neveux ou amis suffit à expliquer l'émotion.

Lorsque la croissance repartira et que, connue à l'accoutumée, l'embauche reprendra d'abord au profit des catégories les plus privilégiées, on peut parier que reviendra le même aveuglement égoïste, alors que, pour l'essentiel, la situation n'aura pas fondamentalement changé et que l'exclusion n'aura guère régressé.

Si, au lieu de croire à des miracles, nos clercs économiques sacrifiaient à leur devoir d'État, ils auraient de vrais sujets devant eux: avec les partenaires sociaux, le partage du travail; avec les pouvoirs publics, une réflexion concertée sur le GATT, dès lors qu'avec la fin de la guerre froide ses fondements ont changé.

Avec son projet de compenser en partie les baisses de salaires liées à la protection de l'emploi, un gouvernement de centre-droite a tenté de lever publiquement le tabou du partage du travail. A nous, les clercs de reprendre la balle au bond, d'élaborer des propositions, d'annoncer, le cas échéant, des exigences, de revivifier, sur ce terrain, la vie contractuelle.

Voilà une autre manière de relancer, sur un sujet majeur, la dynamique sociale, au lieu de voir s'esquisser un front commun entre les patrons les plus nationalistes et la CGT pour demander le retour de droits de douane nationaux! Qu'attend-on d'autre d'un acteur social? Mais le CNPF en est-il un? S'il l'était, face à un État qui prend ses responsabilités, face à des salariés qui assument, de gré ou de force, les leurs, il serait capable de s'engager, de se faire suivre par ses mandants, en un mot d'être collectivement responsable. Qu'il en est loin!

Pour un coût trente fois moindre

Même sur le terrain qui devrait lui être plus familier du commerce international, quel *aggravamento* nous propose-t-il, hormis de temps à autre de réclamer à un quota, ailleurs une subvention? Ce ne défend-il une position limpide! Le libre-échange modeste GATT correspondait à un univers où un milliard et demi de consommateurs vivaient hors économie de marché. Avec la libre circulation des capitaux et désormais des technologies, la compétition sera insupportable avec des Chinois forts de leur chromosome capitaliste, de leur productivité, de leurs capitaux et qui travaillent aussi efficacement que nous, pour un coût trente fois moindre.

L'explosion chinoise sonne le glas du GATT modeste 1945: nous allons vers une économie où, si les capitaux et les technologies continuent de circuler comme aujourd'hui, des «échecs» réapparaîtront entre les zones. Aux élites de cimenter leur unité sur ce thème, afin de mieux le faire partager à des Allemands que leurs propres difficultés vont rendre réceptifs. Se faire les chantres intelligents d'une préférence communautaire élargie à l'industrie et aux services, telle devrait être la réaction des clercs au lieu de courir, comme autrefois, derrière les mirages de l'économie-fiction!

N'oublions jamais qu'une société est malade lorsque l'opinion est plus mûre que ses élites. Quelle autre légitimité existe-t-il aux privilèges dont celles-ci disposent que d'être capables de précéder, d'anticiper, de devancer le pays, d'être, en un mot, les gardiens de la raison? Si, à l'inverse, les dirigeants cèdent davantage que leurs mandants aux fantasmes, à l'angoisse, à l'irrationalité, ils sapent, sans le savoir, le fondement même de la démocratie. Gare à ne pas commencer, avec la revendication d'une politique économique irrationnelle; avant de continuer demain avec un discours populiste! Ne jouons pas avec le feu! Ne trahissons pas une nouvelle fois!

Alain Minc est consultant.

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Pourquoi les médias inspirent moins confiance

Les difficultés que connaissent les médias ont des causes objectives bien connues. Mais elles tiennent aussi à un manque d'imaginaire pour s'adapter aux intérêts nouveaux des lecteurs et à des dérapages qui ont relancé le débat sur la déontologie journalistique.

CRISE financière, baisse d'audience, chute de crédibilité... Les médias sont bien malmenés ces temps-ci. Aux difficultés objectives, dues à l'effondrement de la publicité et à la modernisation technique, s'ajoute une crise de confiance alimentée par divers «dérapages» récents (de la guerre du Golfe à l'affaire Bontin) et relayant au sein de la profession le vieux débat sur la déontologie journalistique.

Le Débat se fait l'écho de ce divorce entre l'opinion et l'information. L'ex-sociologue devenu journaliste, Philippe Meyer, jette un regard sévère sur le paysage informatif français, estimant que la crise de la presse est d'abord «une crise de compétence». «Globalement, affirme-t-il, nos journaux font moins bien que leurs homologues européens leur métier de producteurs d'information.» Et il considère que «la crise de la presse quotidienne française «de qualité» ou «populaire», c'est (...) au premier chef une crise d'offre de contenu».

La presse serait donc d'abord victime de son manque d'imaginaire pour répondre aux attentes des lecteurs modernes. Ne voulant pas se contenter de critiquer, Philippe Meyer présente quelques-unes des pistes ouvertes, par des exemples récents de réussite. Il relève le goût pour «l'information sèche» sans commentaire, qui fait le succès de France Info, du *Parisien libéré* ou de *Capital*, les progrès sur «le visuel» réalisés par les titres du groupe allemand Bertelsmann, ou l'intérêt pour l'international qui atteste les bons résultats de *Courrier international* ou du *Monde diplomatique*. Il insiste aussi sur l'importance de la culture, qui devrait prendre, dans les années à venir, la place occupée par la rubrique Société dans la décennie précédente. «C'est autour de la culture, affirme-t-il, que se développe aujourd'hui, sous mille formes que chacun peut juger ou non à son goût, la question de la recherche du sens.»

La connivence presse-police

Philippe Meyer observe que si la presse populaire de Grande-Bretagne doit l'essentiel de son succès aux scandales privés, en France ce qui prime est plutôt le fait-divers. «La crime plutôt que la fesse», c'est pourquoi les relations entre les journalistes et la police y ont une importance particulière. La tournée des commissariats constitue l'activité de base dans les journaux à grand tirage. A beaucoup se fréquenter, on finit forcément par s'apprécier — voire se ressembler. Les *Cahiers de la sécurité intérieure* analysent, dans un dossier intitulé «Police et médias», les étranges relations entre ces deux corporations de fouteurs professionnels. A en croire les participants des deux bords réunis dans une table ronde, les choses se passent plutôt bien. Et entre la compétition et la connivence, la frontière est mince. Exception faite de quelques brebis galeuses, les uns et les autres connaissent la règle du jeu et, à la fois par intérêt et sympathie mutuelle, évitent de se mettre en difficulté. «La relation de confiance personnelle est le substitut d'une véritable déontologie professionnelle...», observe Guil-laume Devin, rédacteur en chef de la revue.

Mais cette vision un peu idyllique n'est pas entièrement confirmée par l'étude universitaire, réalisée par Isabelle Pon-

caud, dont rend compte Antoine Fouchet, journaliste à la *Croix*. Elle souligne la forte méfiance des policiers envers les journalistes en général, accusés de «gérer l'enquête», de dire impunément n'importe quoi et de monter systématiquement en épingle les «bavures» policières. En fait, policiers et journalistes ont en commun d'être... de plus en plus impopulaires et décriés — ce qui n'incite pas à la sérénité.

Comme l'observe Laurent Huberson, ancien journaliste travaillant au ministère de la Défense, la sécurité et l'information obéissent à des logiques différentes — souvent difficiles à concilier. Les contraintes de la rapidité, de l'immédiateté et du spectacle, exacerbées par la concurrence entre les médias audiovisuels, mettent souvent le journaliste dans une position difficile pour traiter de sujets complexes et demandant du temps, de la discrétion et de la prudence. Seules la spécialisation et la professionnalisation peuvent donner aux journalistes des garanties leur permettant de résister aux pressions des rédactions en chef d'un côté et des informateurs de l'autre.

L'image froissée des immigrés

Se repaissant de faits-divers, la presse est périodiquement conduite à faire une large place aux immigrés. Que ce soit comme agresseurs ou comme victimes, ceux-ci occupent dans les médias une place ambiguë, qui reflète la mauvaise conscience de la société française à leur égard. Une *étape froissée*, comme l'écrit Taher Ben Jelloun dans un dossier de *MScope* sur «Les images de l'immigration dans les médias». Sans vouloir «charger les médias de tous les maux», il fait état, écrit Ben Jelloun, qu'ils ont manqué d'audace et de clairvoyance. Ils ont, probablement involontairement, participé à instaurer une immense malentendu entre les immigrés et la France.

Mais la réalité est-elle aussi noire? Dans une intéressante étude sur l'image de l'immigration dans le *Parisien libéré*, Christian Hermelin montre que (à sa propre surprise) cette représentation n'est nullement négative. «Pour le *Parisien libéré*, il semble que l'immigration apparaisse plutôt comme un problème crucial non résolu, mais que l'immigré soit plutôt considéré avec neutralité, voire avec une certaine bienveillance.» Les immigrés sont considérés comme les victimes de situations cruelles et sont traités avec une certaine déférence. La parole leur est souvent donnée sans discrimination dans les petites interviews express qui sont la spécialité du journal et qui donnent une image familière des Parisiens.

Cette attitude de neutralité et de prudence est-elle généralisable à l'ensemble des médias? Christian Hermelin ne peut répondre à cette question. Mais il pense que, si c'était le cas, «cela laisserait à penser qu'après un temps de surchauffe, l'ensemble de la classe journalistique, avec les habitudes exceptions, et celle qui s'exprime par son truchement, aient accompli un premier retour sur soi et sur sa responsabilité sociale».

Acceptons-en l'augure. C'est probablement par de tels retours sur soi que les médias pourront remonter dans l'estime des citoyens...

► *Le Débat* n° 75, mai-août 1993. Gallimard. 82 F.

► *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n° 12, février-avril 1993. Institut des hautes études de la sécurité intérieure. La Documentation française, 29-31, quai Voltaire 75344 Paris Cedex 07. 105 F.

► *MScope*, n° 4, avril 1993. Centre régional de documentation pédagogique de Versailles, 3, boulevard de Lessa, 78000 Versailles. 60 F.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-26-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-26-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 281.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourme, gérant.

Imprimerie
de « Le Monde »
12, r. M. Clément
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Représentations sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-26-33

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
« LE MONDE » (USPS) - mailing is published daily for \$ 5 per year by LE MONDE, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. and additional mailing offices. POSTPAID.
Tél. : Send address changes to LE MONDE, 100 West 11th St., Champlain, N.Y. 12919 - 1318.
Pour les abonnements étrangers aux USA
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3130 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23461 - 2093 USA
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT
301 MON 01 PP-Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

La mise en place d'un...
risque de

Les Croates ont per...

ÉTRANGER

L'évolution du conflit en Bosnie-Herzégovine et les initiatives diplomatiques

La mise en place d'un dispositif de protection des enclaves musulmanes risque de prendre « plusieurs semaines »

Les ministres des affaires étrangères des Douze devaient rencontrer, mercredi 9 juin à Luxembourg, Warren Christopher, le secrétaire d'État américain, afin de clarifier plusieurs points concernant la mise en œuvre de la résolution 836 du Conseil de sécurité sur la protection des enclaves musulmanes de Bosnie. Le nouveau mandat donné aux « casques bleus » par cette résolution leur permet de riposter en cas d'agression contre les zones protégées. Au vu de ses récentes conversations avec Boutros Boutros-Ghali, le secrétaire général de l'ONU, Alain Juppé, tout en estimant que les décisions des Nations unies devraient « être suivies d'effets le plus vite possible », craint qu'il faille « plusieurs semaines » avant que le dispositif puisse être en place.

LUXEMBOURG

de notre correspondant

Les Douze veulent vérifier auprès de Warren Christopher si les États-Unis sont toujours disposés à tenir les engagements qu'ils ont pris lors de la signature

du programme d'action par les cinq (États-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne, Espagne) le 22 mai à Washington. Refusant de déployer des troupes au sol, ils s'étaient déclarés prêts à contribuer avec les Français et les Anglais à la protection aérienne des « casques bleus » défendant les zones de sécurité.

Une ambiguïté demeure sur l'intervention des avions américains : des responsables à Washington ont en effet précisé que celle-ci ne viserait que la protection des unités de la FORPRONU, pas celle des populations musulmanes en cas d'attaque par les forces serbes, une restriction qui en dit long sur le peu de motivation des Américains. Les Douze demanderont également à Warren Christopher si les États-Unis continuent à vouloir envoyer à titre préventif un bataillon de GI's en Macédoine.

Au-delà de la confirmation des promesses américaines, que faut-il entreprendre pour que la résolution 836 devienne opérationnelle ? Ce fut le thème principal de l'échange de vues des Douze, mardi. Il reste, bien sûr, à reconstituer les troupes qui seront envoyées sur place aux côtés des contingents français, anglais, canadiens, danois, égyptien. « Il ne

faut pas faire de maximalisme, mais commencer graduellement. Au départ, cinq mille hommes supplémentaires devraient suffire », a

estimé M. Juppé. M. Boutros-Ghali, plutôt optimiste, aurait déjà reçu, outre l'engagement de la Suède, des réponses favorables

de la Tunisie et du Pakistan ainsi que des signes positifs de la part du Maroc. Français et Britanniques se disent tout à fait satisfaits que des unités venant de pays musulmans puissent participer à l'opération. Les Allemands qui, pour des raisons politico-constitutionnelles, ne peuvent pas envoyer de troupes dans l'ex-Yougoslavie, consentiront un effort financier. Plusieurs ministres ont regretté que les Russes, revenant sur leurs promesses, écartent l'idée d'envoyer leurs soldats surveiller l'attaché de la frontière entre la Serbie et la Bosnie. « J'espère que cette position pourra évoluer », a commenté M. Juppé. Il restera alors à convaincre le président Milosevic d'accepter le déploiement de telles troupes.

Parmi les conditions à remplir pour parvenir à la mise en place des zones protégées, Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office, a cité la nécessité d'un minimum d'accord sur le terrain avec les Serbes de Bosnie : « Nous n'allons pas forcer le passage ! » s'est-il exilé. De nombreuses autres questions posées n'ont pas trouvé de réponses. Que feront les « casques bleus » en cas de provocation des forces musulmanes cherchant à impliquer davantage l'étranger dans le conflit ? C'est

là, apparemment, un point qui préoccupe lord Owen. Le médiateur a aussi estimé que les zones protégées (dont il a rappelé qu'il n'était pas l'inspirateur) ne peuvent être que des « solutions à très court terme » et qu'il faudrait « essayer de les étendre » géographiquement.

Comme prévu, les Douze ont adopté une déclaration qui témoigne de leur unité de vues retrouvée : le plan Vance-Owen est qualifié de « pièce maîtresse de la stratégie communautaire en faveur de la paix ». La création de zones de sécurité dont l'objet immédiat est de sauver environ un million de vies et de préserver une assise territoriale minimale pour engager la mise en œuvre du plan Vance-Owen, ne constitue, est-il précisé, qu'une première étape.

Les Douze ont d'autre part confirmé leur volonté d'appliquer strictement les sanctions décidées contre les Serbes et les Monténégrins et menacé d'agir de même à l'encontre des Croates s'ils multiplient les actions agressives. Ils se sont prononcés pour une présence internationale plus étoffée au Kosovo et en Macédoine.

PHILIPPE LEMAITRE



Les Croates ont perdu la bataille de Travnik

La présidence bosnienne a nommé, mardi 8 juin à Sarajevo, un nouveau chef de l'armée ainsi qu'un nouveau ministre de l'Intérieur pour remettre de l'ordre dans l'administration et restaurer la discipline au sein de l'armée et de la police de la République. Le général Rasim Delic, âgé de quarante-quatre ans, assume la fonction nouvellement créée de chef du commandement suprême, remplaçant à la tête de l'armée le chef d'état-major, Sefer Halilovic, quarante et un ans, ancien officier de l'armée yougoslave que les Croates accusent d'avoir participé activement à la guerre contre la Croatie en 1991. En Bosnie centrale, l'ONU estime que la bataille de Travnik est terminée.

Les musulmans bosniaques ont, au prix d'atrocités, chassé leurs anciens alliés croates de Travnik, cité historique de Bosnie centrale, où, selon l'ONU, la bataille est terminée. Des « casques bleus » britanniques ont été témoins de meurtres commis de sang-froid par les Musul-

mans contre des civils croates, a-t-on appris de source militaire proche de l'ONU. « Ils ont vu des gens assassinés de sang-froid. Lorsqu'ils ont vu ces atrocités, les soldats britanniques sont intervenus pour y mettre fin », a déclaré un militaire.

On précise, de même source, que ces incidents se sont produits dans des villages croates tombés aux mains des forces musulmanes au cours d'une offensive menée au nord-est de Travnik. Les soldats britanniques sont parvenus à empêcher une trentaine de combattants musulmans de tirer sur 170 civils qui s'étaient réfugiés dans une église. Les soldats ont été tués par des tirs de snipers. Selon cette source, au moins cinq soldats britanniques ont été blessés. Les soldats de l'ONU n'ont pas pu chasser le nombre des victimes. Pour James Miles, un porte-parole du bataillon britannique, l'ONU dispose de preuves suffisantes pour

attester de la réalité des atrocités commises par les Musulmans. « Par exemple, une porte forcée, apparemment fracassée et les occupants [de la maison], des civils, découverts dans le jardin, une balle dans la tête ».

Après avoir pris Travnik, où ils étaient quatre fois plus nombreux que les Croates, les Musulmans tentent désormais de s'emparer de la route conduisant à leur base de Zepa. Des centaines de réfugiés croates terrorisés ont fui Travnik mardi 8 juin. La bataille pour cette localité d'architecture ottomane a tourné à la déroute pour les Croates, dont un millier environ de combattants ont dû se rendre aux Serbes pour échapper aux Musulmans (Le Monde du 9 juin).

Les forces serbes bosniaques « ont fait un tri » des Croates fuyant la ville, internant 700 hommes et autorisant un convoi géant d'évacuation vers la Croatie de 3 500 femmes et enfants, a-t-on appris auprès du CICR à Zagreb. Quelque 700 Croates, « tous des hommes et probablement des combattants », ont été internés dans le camp de Manjaca, dans le nord-ouest de la Bosnie, a indiqué à l'AFP Jette Soerensen, porte-parole de la Croix-Rouge internationale, précisant que les Serbes avaient donné leur accord pour que ces hommes soient visités mercredi par un délégué du CICR.

Le camp de Manjaca, près de Banja-Luka, la principale ville des Serbes bosniaques, est constitué d'une demi-douzaine d'étables et avait été affecté, jusqu'à son évacuation totale, en décembre dernier, à l'internement des prisonniers croates et musulmans.

Bombardements serbes sur Gorazde

Le chef de la communauté croate de Bosnie-Herzégovine, Mate Boban, a accusé les Musulmans d'exécuter leurs prisonniers, mais cette accusation n'a été confirmée d'aucune source indépendante. Mate Boban affirme que « 350 Croates sont détenus dans des camps où ils sont torturés et exécutés » et il a lancé un appel à la communauté internationale pour faire cesser l'exode des Croates de Travnik. Les forces croates bosniaques du HVO (Conseil de défense croate) ont, elles-mêmes, été accusées d'atrocités lors de précédents affrontements croato-musulmans, en avril dernier dans la même région.

Des combattants croates avaient notamment incendié, à cette époque, des villages musulmans et détruit des mosquées dans cette zone à population mixte, que le plan Vance-Owen de règlement de la crise bosniaque a octroyée, de fait,

aux Croates. A pied, à dos de mulet, en voiture ou en camionnette, les réfugiés croates, y compris des militaires qui ont troqué leur uniforme contre des vêtements civils, fuient aujourd'hui l'enfer de leur ville pour rejoindre les lignes serbes. Depuis que les combats ont éclaté, le week-end dernier, des centaines de personnes ont été tuées, estime-t-on de source militaire occidentale.

Par ailleurs, un chef musulman local menace de faire sauter un pont sur la Neretva, entre Konjic et Sarajevo, empêchant l'acheminement des convois humanitaires par cette route stratégique, a-t-on appris auprès de la FORPRONU (force de protection de l'ONU) et du HCR.

Cependant, en Bosnie orientale, les forces serbes ont poursuivi leur offensive contre l'enclave musulmane de Gorazde, l'une des six que l'ONU a déclarées zones protégées. L'enclave, où s'étaient installés 60 000 habitants et réfugiés, est complètement isolée depuis que les Serbes ont coupé son seul axe d'approvisionnement. L'ONU continue de s'en voir refuser l'accès par les forces serbes. La radio de Sarajevo fait état de onze personnes tuées mardi dans un bombardement de Gorazde. - (AFP, Reuters)

Le Parlement suédois accepte l'envoi de 1 000 soldats en Bosnie. - Le Parlement suédois a accepté, mardi 8 juin, la proposition du gouvernement d'envoyer environ 1 000 hommes en Bosnie. Ce bataillon partira, si le Conseil de sécurité de l'ONU en fait la demande, au cours de l'été, a précisé un porte-parole. D'autre part, le gouvernement norvégien s'est dit prêt à envoyer 200 membres du corps médical et assistants techniques. - (AFP)

Une commission parlementaire américaine en faveur de la levée de l'embargo sur les armes. - La commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants a adopté, mardi 8 juin, à une nette majorité un texte autorisant le président Bill Clinton à rompre l'embargo des Nations unies sur les armes à destination de la Bosnie. Cette décision n'a pas valeur de loi car elle n'a encore été approuvée ni par la Chambre en session plénière ni par le Sénat. Le président Clinton, bien que favorable à cette levée de l'embargo sur les armes, a toujours dit qu'il n'agirait pas contre l'avis des Européens, lesquels y sont hostiles. - (AFP)

En Croatie

Bombardements serbes dans l'arrière-pays dalmate

De « violentes attaques » serbes dans les environs de Sinj (non loin de Split, arrière-pays dalmate) ont eu lieu, mardi 8 juin, faisant plusieurs blessés dans les rangs de l'armée croate, a annoncé l'agence officielle croate Hina.

L'infanterie serbe, appuyée par l'artillerie lourde, a tenté de percer la ligne de défense croate en plusieurs points, selon l'agence. Les forces croates ont réussi à repousser toutes ces attaques, a assuré Hina. Selon Radio Zagreb, il s'agit de la plus violente attaque depuis que les forces croates ont repris le contrôle de la région, fin janvier. Par ailleurs, des bombardements sporadiques ont été signalés dans l'arrière-pays du port de Sibenik.

Les autorités militaires de la Krajina, enclave serbe en Croatie qui s'est érigée en « République », ont ordonné une mobilisation générale, prêtant l'intention à la Croatie « d'empêcher par tous les moyens » la tenue d'un référendum, les 19 et 20 juin, sur l'unification de la Krajina et de la « République serbe » de Bosnie.

Pour sa part, le président croate Franjo Tudjman a averti que Zagreb userait de « tous les moyens » pour empêcher la Krajina de faire sécession et de s'unir avec les Serbes de Bosnie. - (AFP)

ALLEMAGNE

Nouveaux incendies criminels contre la communauté turque

La vague d'incendies criminels contre des maisons habitées par des Turcs s'est poursuivie, lundi 7 et mardi 8 juin en Allemagne. Après l'attentat de Wulfrath, près de Düsseldorf, qui avait, lundi, conduit à l'hospitalisation de quatorze personnes intoxiquées par les fumées (Le Monde du 8 juin), trois nouvelles tentatives d'incendie ont été rapportées.

A Francfort, des inconnus ont tenté d'incendier un restaurant turc à l'aide de térahéthane.

A Hambourg, des foyers d'incendie allumés dans la cave d'un restaurant ont été maîtrisés par les pompiers. Enfin à Oberhausen-Rheinhausen, dans la Ruhr, le propriétaire d'un restaurant a légèrement été intoxiqué par les fumées d'un incendie allumé durant la nuit.

La fédération des immigrants turcs en Allemagne a appelé les quelque 5 000 commerçants turcs de Berlin à fermer boutique pendant une heure, vendredi 11 juin, pour protester contre les attentats racistes. - (AFP, AP)

A TRAVERS LE MONDE

BURUNDI

Le président Ndayaye annonce la libération prochaine de 500 prisonniers

Le nouveau président du Burundi, Melchior Ndayaye, a annoncé, lundi 7 juin, au cours de sa première conférence de presse, la libération de 500 prisonniers politiques et de droit commun, le 15 juillet prochain, à l'occasion de son investiture. Il a également assuré qu'il n'y aurait plus de prisonniers politiques ou d'opinion au Burundi. M. Ndayaye, un Hutu, a déclaré que le futur premier ministre ne sera pas issu de son ethnie. L'ancien président Jean-Baptiste Bagaza, en exil depuis 1987, pourra pour sa part « rentrer au pays s'il le désire », a indiqué le nouveau président. M. Ndayaye a également affirmé que le Parti pour la libération du peuple hutu (PALI-PENUTU) pourra être autorisé au Burundi, « à condition qu'il respecte la loi établie ».

Environ 2 000 étudiants et lycéens tutsis ont à nouveau manifesté mardi dans Bujumbura. Depuis vendredi, des centaines de jeunes tutsis défilent quotidiennement, en dénonçant le « caractère ethnique » de l'élection présidentielle et en déchirant leurs cartes d'électeur alors que des élections législatives doivent avoir lieu le 29 juin. - (AFP)

ÉGYPTE

Des islamistes soupçonnés de l'attentat du Caire

L'attentat contre un car de tourisme, vraisemblablement commis par des islamistes, aura fait, mardi 8 juin, au Caire, sur l'avenue des Pyramides, un mort de nationalité égyptienne et quatorze blessés, dont cinq Britanniques (Le Monde du 9 juin). Cet acte terroriste est le premier à prendre pour cible des visiteurs étrangers depuis celui qui, le 26 février, dans un café du centre de la capitale égyptienne, avait notamment coûté la vie à deux touristes, un Suédois et un Turc. L'attentat a eu lieu à l'endroit où l'avenue des Pyramides passe sous un tunnel dont la partie supérieure sert de pont. De là, un ou plusieurs inconnus qui ont pris la fuite, ont lancé une bombe en direction d'un autobus qui transportait quarante-neuf touristes britanniques. Mais la bombe a manqué sa cible et frappé une voiture à moitié engagée dans le tunnel.

Cet attentat devait coïncider avec la reprise, le jour même, à Fayoum, à 100 km au sud du Caire, du procès par contumace du chef spirituel des islamistes armés, cheikh Omar Abdel Rahman, qui vit aux États-Unis. Mais ce procès, ouvert, le 6 avril, devant la Cour de sûreté de l'État, a été une nouvelle fois reporté au 13 juin, à la demande du parquet, pour des raisons de procédure. - (AFP)

AZÉRBÉIDJAN : négociations après les affrontements. - Le président Aboulfaz Elchibey a accepté la démission de son premier ministre Panakh Guseinov, rendu en partie responsable des affrontements de Gandja, la deuxième ville du pays, passée sous le contrôle de son homonyme, le chef de guerre local Surret Guseinov. Les négociations se prolongent, mercredi 9 juin, à Bakou comme à Gandja, où les rebelles disposent des armes - y compris des avions - laissés sur place par les parachutistes russes, dont certains seraient eux-mêmes restés à Gandja. - (AFP, Reuters)

CHYPRE : suspension des négociations à l'ONU. - Les pourparlers sur Chypre, ouverts le 24 mai aux Nations unies ont été suspendus jusqu'au 14 juin, à la demande de Rauf Denktaş, le chef de la délégation chypriote turque. Celui-ci a rejeté les dernières propositions du secrétaire général, prévoyant notamment la mise sous le contrôle de l'ONU de la région de Varosha occupée par les Turcs. Les États-Unis avaient soutenu ces propositions qualifiées de « justes et équilibrées » par le département d'État. - (AFP)

POLOGNE : prison avec sursis pour l'un des fils de M. Walesa. - L'un des fils du président Walesa, Slawomir, vingt ans, a été condamné, lundi 7 juin, à deux ans de prison avec sursis et privé de permis de conduire pour quatre ans et demi pour avoir renversé l'an dernier, au volant de sa voiture, une quinquagénaire qui a été grièvement blessée. - (AFP)

PORTUGAL : démission du ministre de l'environnement. - Le ministre portugais de l'environnement, Carlos Borrego, a présenté, lundi 7 juin, sa démission au premier ministre, Anibal Cavaco Silva, qui l'a acceptée. M. Borrego a estimé que « les conditions n'étaient pas réunies pour mener à bien une politique sérieuse dans le domaine de l'environnement ».

Cette démission fait suite à une plainte déposée par le ministre au sujet d'un empoisonnement à l'aluminium qui aurait tué dix-sept patients de l'hôpital d'Evora (sud du Portugal) : « Savez-vous ce qu'on fait à Evora aux gens déçus ? On les recycle, pour récupérer l'aluminium ». - (AFP)

UKRAÏNE : grève des mineurs du Donetsk. - Un tiers des mines de charbon du Donetsk (sud-est) étaient en « grève générale illimitée », mardi 8 juin, pour obtenir de nouvelles élections, mais les syndicats tentent de limiter au domaine économique ce mouvement de contestation lancé lundi. La Banque mondiale a par ailleurs octroyé mardi son premier prêt à l'Ukraine, d'un montant de 27 millions de dollars (environ 140 millions de francs). - (AFP)

RECTIFICATION. - Dans le Monde du 8 juin, nous indiquions que le général Wolf von Baudissin, décédé samedi, avait participé à la campagne de l'Afrika Korps sous les ordres du maréchal Rommel. Ce dernier se prénomme Erwin, et non pas Manfred comme nous l'avons écrit par erreur. - (AFP)

Des accords du GATT inacceptables menacent une industrie leader et 5 millions d'emplois en Europe.

Textile: Bruxelles doit virer de bord.

Les Gouvernements des Douze et la Commission Européenne doivent décider la renégociation des accords du GATT et un changement complet de politique.

LE TEXTILE EUROPÉEN,

CONSEJO INTERTEXTIL ESPAÑOL (ESPAGNE), FEBELTEX (BELGIQUE), FEDERAÇÃO INTERTEXTIL PORTUGUESA (PORTUGAL), GESAMTTEXTIL (ALLEMAGNE), IRISH TEXTILES FEDERATION (IRLANDE), TEXTIL OG BEKLAEDINGSINDUSTRIEN (DANEMARK), UNION DES INDUSTRIES TEXTILES (FRANCE), UNION INTERTEXTILE HELLENIQUE (GRÈCE),

DEMANDE :

1. Que les marchés de tous soient ouverts à tous.

Les droits de douane de la CEE sur le textile sont au maximum de 14%, mais ils atteignent 30% aux USA et 150% au Pakistan. De plus les obstacles non tarifaires sont la règle hors d'Europe. Bruxelles risque une nouvelle fois d'accepter toutes ces entraves à la compétitivité : ce serait inéquitable.

2. La mise hors la loi sans délai et partout de la contrefaçon et sa condamnation.

Bruxelles est prêt à approuver le projet du GATT qui autorise certains pays à copier et contrefaire pendant 10 ans tous les modèles européens. C'est inacceptable.

3. L'abolition des conditions de travail inhumaines et d'abord de l'esclavage des enfants.

La Chine fait travailler de force ses prisonniers, en Asie et en Amérique du Sud on met les enfants en usine pour des salaires de misère. Bruxelles ne fait rien : c'est scandaleux.

4. La répression des atteintes à l'environnement.

En Asie du Sud-Est, tout est permis : utilisation de teintures nocives, déversement de produits toxiques, pollution galopante. Bruxelles laisse faire.

5. L'interdiction des pratiques commerciales déloyales : subventions illicites, dumping, etc.

La Turquie accorde à ses exportateurs une aide directe plus des réductions d'impôt plus une aide à l'investissement. Le Pakistan fait acheter le coton pour le revendre à perte à ses fabricants qu'en plus elle subventionne. Que fait donc Bruxelles ?

6. Un contrôle européen efficace et dissuasif veillant au respect des accords commerciaux.

Actuellement, c'est le chaos : la Chine a dépassé un quota de 291% sans que Bruxelles agisse.

DIPLOMA

Le PKK met fin à la
avec les forces gouvern

L'armée iranienne multi
dans le Kurdistan

LES ANTI
OSTE
BRATIS
MONTE
NEW YO
MEXI
NAIRO
LA REIN

Nouvelles
On ne vit q

مکان العمل

DIPLOMATIE

Le problème kurde

Le PKK met fin à la trêve conclue avec les forces gouvernementales turques

Le chef du PKK, Abdullah Ocalan, a annoncé, mardi 8 juin, au Liban, que son organisation allait reprendre les combats dans le Sud-Est anatolien, et promettre « un été sanglant ». Le gouvernement d'Ankara n'entend pas céder à la menace, et promet seulement une amnistie partielle pour les combattants kurdes qui déposeraient les armes.

ISTANBUL
de notre correspondant

Le costume et la cavate qu'arborait Abdullah Ocalan en mars dernier lors de l'annonce du cessez-le-feu de son Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), ont été remis au placard et c'est celui de son traditionnel uniforme militaire vert que « Apo », a déclaré, mardi 8 juin, dans la plaine de la Bekka libanaise que le PKK reprendrait sa « guerre totale » contre la Turquie. « Des milliers, des dizaines de milliers de gens

ont souffert et cette campagne sera la plus féroce de toutes nos campagnes », a déclaré le dirigeant kurde. Le PKK, a ajouté M. Ocalan, a mobilisé plus de dix mille de ses partisans et entend frapper des cibles économiques et touristiques en Turquie au cours d'un « été sanglant ».

Les espoirs de solution politique soulevés brièvement par la trêve avaient déjà été entamés par l'opération lancée par les combattants kurdes à Bingöl, le 24 mai dernier, qui avait coûté la vie à plus de trente soldats turcs.

« L'Etat ne marchande pas avec des bandits »

Tout en admettant qu'il n'avait pas ordonné cette attaque qualifiée de « prématurée » (confirmant ainsi les rumeurs selon lesquelles ses commandants avaient agi sans son autorisation), M. Ocalan a rejeté la responsabilité de l'échec du processus de rapprochement sur les autorités turques. « Si les turcs ne reconnaissent pas le minimum de nos droits, s'il est déclaré, comment pouvons-nous abandonner la lutte armée ? »

Le dirigeant du PKK, apparemment déçu par la lenteur de la réaction turque à son offre de paix, semble avoir succombé à la pression de certains membres radicaux de son mouvement. Les autorités turques ont annoncé, mardi, l'entrée en vigueur officielle d'une nouvelle loi offrant une amnistie partielle aux combattants de « groupes armés » qui choisissent de déposer les armes, pour autant qu'ils n'aient pas commis d'actes de violence, mais continuent de rejeter tout contact avec le PKK.

« L'Etat ne marchande pas avec des bandits. Les forces de sécurité sont déterminées à se battre avec toutes leurs ressources jusqu'à ce que le terrorisme et le séparatisme soient éliminés », a annoncé le ministre de l'Intérieur, Ismet Sezin, affirmant que la seule façon pour le PKK de prouver sa sincérité était de déposer les armes. Durant la trêve unilatérale imposée par le PKK, les forces de sécurité turques avaient poursuivi leurs opérations, causant la mort d'environ quatre-vingt-dix militants kurdes.

« Ocalan attendait trop des autorités turques, nous l'avions averti que le gouvernement n'accepterait jamais de

négoier avec lui », explique un proche du dirigeant kurde irakien, Jalal Talabani, qui avait participé aux discussions avec M. Ocalan précédant l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Des sources kurdes affirment que la Syrie et l'Iran l'ont également encouragé à reprendre les combats pour limiter l'influence régionale de la Turquie.

Quelles que soient les explications fournies, les véritables victimes de cette reprise du conflit seront, comme d'habitude, les six millions de Kurdes - la moitié de la population kurde de Turquie - vivant dans le Sud-Est anatolien, qui n'ont été consultés ni par les autorités turques ni par le PKK. « Abdullah Ocalan est convaincu que la population le soutient à 100 % », explique un Kurde irakien. Pris entre le marteau et l'enclume depuis neuf ans, la majorité des Kurdes du Sud-Est semblent en effet avoir choisi le camp du PKK, mais leur lassitude des violences avait été démontrée clairement par la joie et le soulagement avec lesquels ils avaient accueilli l'annonce de la trêve, au mois de mars.

NICOLE POPE

AMÉRIQUES

HAÏTI

La démission du premier ministre pourrait favoriser la restauration de la démocratie

Accueillie avec indifférence à Port-au-Prince, la démission du premier ministre de fait, Marc Bazin, mardi 8 juin, a été considérée par les Etats-Unis et par les Nations unies comme « l'occasion de faire évoluer le processus de négociations vers la restauration de la démocratie en Haïti ». Le département d'Etat a souhaité que le président en exil Jean-Bertrand Aristide, renversé par un coup d'Etat le 30 septembre 1991, nomme un nouveau premier ministre que le Parlement serait appelé à confirmer, conformément à la Constitution. Des tractations en ce sens ont déjà commencé tandis qu'à Port-au-Prince l'armée a été mise en état d'alerte maximale.

SAINT-DOMINGUE
de notre correspondant

Un an après avoir été porté au pouvoir par les militaires, Marc Bazin a démissionné mardi sans être parvenu à rompre l'isolement international de son économie. Dans une déclaration radiodiffusée, il a justifié sa décision par « les pressions et les menaces » exercées contre plusieurs membres de son cabinet. A la suite d'un remaniement ministériel à la fin de la semaine dernière, plusieurs partis, dont le Peuple, une formation se réclamant de la social-démocratie, s'étaient retirés de la coalition gouvernementale (le Monde du 9 juin). Certains des ministres limogés étaient considérés comme proches du colonel Michel François, chef de la fraction la plus intransigente de l'armée.

Lâché par l'armée et ses alliés politiques, le premier ministre de fait n'a pas pu s'assurer le soutien des milieux d'affaires. Malgré sa réputation de technocrate, gagnée lors de son passage à la Banque mondiale, cet ancien ministre des finances de Jean-Claude Duvalier, largement battu à l'élection présidentielle de décembre 1990 par le père Aristide, s'est révélé un piètre gestionnaire. La corruption, le marché noir et le trafic de drogue se sont développés tandis que les prix flambaient et que la dépréciation de la gourde - la monnaie haïtienne - dépassait 200 % par rapport au dollar.

Outage des militaires. M. Bazin n'a jamais été en mesure de concrétiser ses déclarations en faveur de négociations avec le président en exil pour débloquer la crise politique. Avec des hauts et des bas, la répression n'a pas cessé durant sa gestion.

Le silence de l'armée

Ce nouveau rebondissement intervient alors que les Etats-Unis et l'Organisation des Etats américains (OEA) ont annoncé un durcissement des sanctions à la suite d'un nouvel échec du médiateur de l'ONU, Dante Caputo. La Maison Blanche a annoncé le gel des avoirs bancaires et la suspension des visas de quatre-vingt-trois civils et militaires impliqués dans le coup d'Etat, dont le général Raoul Cedras, commandant en chef de l'armée, et M. Bazin. Une menace plusieurs fois agitée mais qui n'avait jamais été mise en application. Réunis à Managua, au Nicaragua, les membres de l'OEA se sont engagés à respecter l'embargo qu'ils avaient décrété peu après le putsch de 1991 et qui avait souffert de nombreuses entorses.

L'armée est jusqu'à présent restée silencieuse devant le vide institutionnel créé par la démission de M. Bazin. La population, qui a fait quelques provisions au cas où, a réagi avec indifférence au départ d'un homme dont l'ambition a ruiné la carrière. Le Front national pour le changement et la démocratie (FNCD), la principale force au sein du Parlement, a demandé à l'armée « de sortir de la scène politique ».

Le FNCD propose que la « commission présidentielle », qui représente M. Aristide en Haïti, assume provisoirement le pouvoir exécutif avant le rétablissement de l'ordre constitutionnel. D'autres suggèrent que M. Emile Jonassaint, président de la Cour de cassation, occupe la présidence à titre intérimaire.

Depuis Managua, où il assistait aux travaux de l'OEA, Jean-Bertrand Aristide a pour sa part demandé l'envoi en Haïti dans les plus brefs délais d'une mission dirigée par le secrétaire général de l'Organisation, le Brésilien João Baena Soares. Le père Aristide a exprimé l'espoir qu'une telle mission puisse contribuer au rétablissement de la démocratie dans son pays « avec autant de succès et de rapidité qu'au Guatemala ».

JEAN-MICHEL CAROTT

ÉTATS-UNIS : un tribunal ordonne la libération des Haïtiens séquestrés de Guantanamo. - Un juge fédéral de New-York a ordonné, mardi 8 juin, la libération immédiate des Haïtiens porteurs du virus du sida et retenus sur la base navale américaine de Guantanamo (Cuba) depuis de nombreux mois. Ces cent cinquante-huit réfugiés, qui devront

être accueillis aux Etats-Unis, sont victimes d'un comportement « révoltant, inhumain et irrépréhensible » des administrations Bush puis Clinton, a estimé le juge Sterling Johnson. Ils font partie des quelque quarante mille Haïtiens ayant fui leur pays après le renversement du président Jean-Bertrand Aristide en septembre 1991. - (AFP, Reuters)

L'armée iranienne multiplie les opérations dans le Kurdistan irakien

Les ministères des affaires étrangères d'Iran, de Turquie et de Syrie réunis, au début de cette semaine, à Téhéran, ont exprimé leur « profonde préoccupation » face à la situation qui prévaut dans le nord de l'Irak. Ils ont réaffirmé leur opposition à tout démembrement de l'Irak « quel qu'en soit le prétexte ».

AZADI
de notre envoyé spécial

Discontinuant la guerre continue dans le Kurdistan irakien, depuis près d'un mois, bombardements et incursions de l'armée iranienne se succèdent le long des 300 km de la frontière qui sépare le Kurdistan irakien et iranien. Alors qu'en certains points, la frontière est « effilée », ailleurs elle est fermée, en d'autres c'est la guerre et des villages ont été évacués après de violents bombardements et des incursions brèves et répétées de « pasdaran ».

Perché dans la montagne, à 15 kilomètres de la frontière, Azadi, depuis six ans siège du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDKI), n'est pas épargné. Depuis près d'une semaine, habitants et combattants passent leurs nuits aux abris. En alerte depuis le 19 avril, les « pasdaran » du PDKI se sont déployés sur les collines qui dominent le village et certaines de leurs escarmouches démontrent de la précision et de l'intensité des tirs. Equipés principalement d'armements légers, à l'exception des batteries anti-aériennes qui protègent toutes leurs installations, ces maquisards ont pour seule tâche d'assurer leur sécurité et celle des 15 à 20 000 iraniens, réfugiés, depuis plusieurs années, en quatre points le long de la frontière. « Il n'y a aucun affrontement militaire avec l'Iran en territoire irakien », assure Abdullah Hassan, numéro deux du PDKI.

Plus au sud, le village de Qoran se situe de plein fouet par des obus tirés d'environ 15 à 20 km, depuis l'autre côté de la frontière, « est évacué par ses 500 réfugiés iraniens. Quelques « pasdaran » en armes gardent les maisons mais le gros de la troupe préfère s'abriter dans les creux des collines. A quelques kilomètres de là, les paysans kurdes irakiens d'Horen, demeurés sur place, vivent dans la terreur de nouveaux bombardements qui mettraient le feu à leur récolte, sur le point d'être engrangée. An poste militaire le plus proche de la nouvelle armée kurde, le capitaine Ali Souleyman reconnaît son impuissance à s'opposer à l'armée iranienne. « Oui, confie-t-il, une cinquantaine de nos soldats sont déployés le long de cette partie de la frontière, mais que pouvons-nous faire sinon compter les coups ? »

Face à cette recrudescence des activités de l'armée iranienne, le « gouvernement » kurde irakien a envoyé récemment une délégation à Téhéran à laquelle, dit-on, toutes les promesses ont été faites de retrait des « pasdaran » et de l'arrêt des bombardements. Mais, depuis son retour, les hostilités sont quotidiennes. Entre autres raisons de ce

regain d'activité, selon les kurdes irakiens et iraniens, la crainte de Téhéran d'une quasi indépendance du Kurdistan irakien.

« Les Iraniens pensent qu'il y a un complot international qui se trame contre eux et que les Kurdes en font partie », affirme Ahmad Bamarni, « député » de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani. « Depuis quelque temps des rumeurs courent affirmant que nous voulons attaquer les forces iraniennes pour obtenir une zone d'exclusion aérienne dans le Kurdistan irakien. Le PDKI est un prétexte, ajoute-t-il en donnant pour preuve le fait que nombre de villages bombardés ou attaqués ne sont pas des villages iraniens mais irakiens.

« L'Iran, note M. Bamarni, croit peut-être pouvoir obtenir de nous ce que la Turquie a obtenu. C'est-à-dire la mise au pas, avec l'aide des Kurdes irakiens, des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui lutte par la violence pour l'indépendance du Kurdistan kurde - mais l'Iran n'est pas la Turquie et le PDKI n'est pas le PKK, les situations sont totalement différentes. »

En attendant, le sort des Kurdes iraniens en Irak devient chaque jour plus précaire et la situation chaotique qui règne au Kurdistan n'est pas faite pour les rassurer. Si le « gouvernement » kurde ne manifeste aucune aménité à leur égard, il n'en est

pas de même pour nombre de villageois qui, de retour chez eux, contestent la présence de ces « étrangers » qui occupent leurs terres. « Depuis deux ans affirme un responsable du PDKI, nous dépensons notre énergie à régler le problème de notre installation. Les villageois réclament leurs terres et nous disent de partir mais nous ne savons pas où aller et nous ne savons surtout pas avec qui partir. »

Des milliers d'agents provocateurs infiltrés

Depuis le soulèvement du Kurdistan irakien, des petits chefs ont surgi partout et aucune autorité n'est en mesure de faire appliquer quel que ce soit. Il est donc facile aux milliers d'agents iraniens infiltrés de provoquer les Kurdes irakiens contre leurs « frères » iraniens. « Certains promettent de grosses sommes d'argent aux paysans qui arriveront à nous faire partir, ou leur mettent dans la tête que c'est à cause de nous que leurs villages sont bombardés », affirme M. Hassan. »

Une certaine amertume est perceptible chez les Kurdes iraniens qui comprennent mal qu'après avoir abrité chez eux, lors du soulèvement, plus d'un million de réfugiés Kurdes irakiens, dont cent mille sont toujours en Iran, la réciprocité, pour un nombre bien inférieur, ne joue pas. Sans oser l'avouer, certains

LES ANTILLES 2 430 F

OSLO 980 F
BRATISLAVA 1 050 F
MONTREAL 1 580 F
NEW YORK 1 990 F
MEXICO 2 800 F
NAIROBI 3 500 F
LA REUNION 3 600 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS
PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.

On ne vit que mille fois.

NOUVELLES FRONTIERES

Et après
la moiteur des sentiers tropicaux,
siroter un lait de coco, face à la mer
sur la terrasse de votre Paladien,
vous coûtera à peine plus cher que
votre séminaire d'ikebana.*

* Les Antilles avec Nouvelles Frontières,
c'est aussi des séjours ou des circuits,
avion compris, à partir de 3 840 F.

CONTACTEZ UNE DE NOS 150 AGENCES EN FRANCE
TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 41 41 58 58

AMÉRIQUES

Bolivie : la « diplomatie de la coca »

Les pouvoirs publics ont établi un distinguo subtil entre la cocaïne et la feuille de « l'arbuste miracle » vantée pour ses « vertus curatives »

COCHABAMBA

de notre envoyé spécial

Chez les Molina, tout est coca. De l'eau gazeuse, du vin servi à table en passant par les chewing-gum et les médicaments. Des sirops et infusions en tous genres « contre la toux ou l'obésité ; pour guérir le foie, les reins ou les yeux ; pour donner du tonus aux enfants, aux sportifs, ou aux femmes enceintes ». Pour le patriarche de la famille Molina, Eguil Paz Lora, « la feuille de coca est un purificateur universel ». Il en est tellement convaincu que l'ensemble de la famille travaille au succès de la firme Cincoca, qui fabrique, vend et distribue tous ces produits réalisés à partir de la feuille de cet « arbuste miracle », également utilisé par les trafiquants pour confectionner la cocaïne.

Cincoca est l'unique entreprise de ce genre en Bolivie. D'une taille certes modeste, sa production est exclusivement destinée au marché intérieur, en raison de la prohibition complète qui existe sur ses produits dans le monde entier (1). Elle a cependant disposé d'un allié de poids en la personne du chef de l'Etat, Jaime Paz Zamora, dont le mandat de quatre ans se terminera en août, après le second tour de l'élection présidentielle (le Monde du 8 juin). Depuis près de deux

ans, M. Paz Zamora a mis en œuvre ce qu'il est convenu d'appeler « la diplomatie de la coca ». Le thème en est simple : cette feuille est une ressource nationale importante et le fait que son traitement puisse fournir de la cocaïne ne doit pas empêcher l'industrialisation d'une plante aussi anciennement réputée.

M. Paz Zamora a multiplié les démarches en ce sens. A Séville, dans le cadre de l'Exposition universelle, un paquet de huit kilos de ces feuilles était arrivé, vite saisi à la douane en dépit de ses protestations. Le président a aussi offert à son homologue argentin, Carlos Menem, un coffret de coca, et au chef de l'Etat brésilien, Itamar Franco — bien embarrassé — un écusson « pro-coca ». Au-delà de ces gestes symboliques, le ministre des affaires étrangères a fait réaliser quatre brochures retraçant « la vision historico-culturelle, les problèmes d'environnement, les perspectives économiques et le point de vue politique » du gouvernement pour une industrialisation du produit.

Le ministère y souligne, par exemple, « le rôle intégrateur de la coca, indéniablement tant symbolique qu'économique », et affirme qu'à la fin du XIX^e siècle, « les politiques libérales ont provoqué une profonde crise dans le pays,

la farine chilienne remplaçant celle de Cochabamba et le sucre péruvien celui de Santa Cruz, alors que la coca n'était remplacée par aucun produit étranger ». Les autorités boliviennes précisent qu'« en dépit de sévères restrictions internationales, il n'y a pas en Bolivie de fête religieuse ou d'activité rituelle où ne soit présente la feuille de coca ». Le plaidoyer fait aussi référence à « cette boisson gazeuse vendue dans une bouteille qui rappelle la forme de la graine de coca, et qui est le symbole de l'American way of life » (2).

Adeptes et « martyrs »

Lors de la réunion de la commission des Nations unies sur les stupéfiants à Vienne au début du mois d'avril, le ministre bolivien de l'intérieur, Carlos Saavedra, a indiqué que l'objectif de son pays était « de faire sortir la feuille de coca de ce qui s'apparente à une mise en résidence surveillée ». Il a affirmé que « l'humble paysan qui la produit, faute d'alternative, n'est pas un délinquant et ne doit pas être considéré comme tel par la communauté internationale ».

L'offensive a ses adeptes. Dans son petit cabinet du centre de Cochabamba, le « docteur » Grover Crespo loue cette « diplomatie de la coca » et critique l'argent dépensé dans le monde entier pour dénigrer cette plante. Il explique cette campagne par la volonté « de la médecine classique, véritable pleure mondiale, d'empêcher la concurrence des guérisseurs naturalistes ».

Le député-médecin Walter Alvarez préconise une recette infallible pour remettre en forme les femmes qui viennent d'accoucher : « Des compresses de feuilles de coca, de sel, de romarin et d'urine, appliquées sur la plante des pieds pendant la nuit ». Plus sérieusement, Maria Lohman, qui dirige le Centre d'études andines, voit dans ce discours « pro-coca » « le bon moyen pour freiner la guerre et la militarisation du pays, dans le cadre de la lutte anti-drogue ».

La campagne a aussi ses « martyrs ». Le syndicaliste Casto Rivero a dû passer plusieurs heures à la douane uruguayenne pour expliquer — sans succès — « les raisons de la promotion du dentifrice à base de coca » qu'il entendait présenter à un congrès de Montevideo. Le directeur de Cincoca, Reynaldo Molina, n'a pu se rendre à Miami pour recevoir un prix attribué, par un organisme indépendant, à ses produits pour leur

qualité : « Le vice-consul américain a annulé mon visa en m'expliquant que si les Etats-Unis dépendaient des millions de dollars pour tenter d'éradiquer la coca, ce n'était pas pour donner un visa à un homme décidé à en faire la propagande ».

Pour le docteur Sandro Calvani, qui dirige à La Paz le programme de contrôle de la drogue de l'ONU, « cette campagne ne tient pas debout ». « Tout d'abord, dit-il, il existe plus que de sérieux doutes sur la réussite économique d'une éventuelle industrialisation de la feuille de coca. Le Pérou, voire même certains pays africains, seraient mieux armés pour une production à grande échelle. Ensuite, le slogan « La bonne feuille et la mauvaise cocaïne » est absurde : s'il n'y a pas de vin dans la grappe de raisin, il y a de la cocaïne dans la feuille de coca et il sera toujours possible, à partir de n'importe quel extrait, de fabriquer de la drogue. Enfin, même l'argument historique est fallacieux : la feuille de coca n'a jamais été consommée en grande quantité par les Indiens avant l'arrivée des Espagnols. Elle a surtout été un moyen, pour les colons, de maintenir le contrôle sur les paysans et de les obliger à effectuer des travaux pénibles dans les campagnes et les mines. La feuille sacrée est en fait celle de l'esclavage ».

L'unanimité existe en revanche sur les bienfaits du thé de coca, « qui aide, c'est indéniable, à supporter l'altitude », dit M. Calvani. Mais, le marché de la haute montagne n'est pas très grand. Alors que nous commençons à rencontrer quelques succès dans le combat contre la drogue et pour les cultures de substitution, à quel bon défendre de telles chimères ? L'élection d'un nouveau président ne devrait pas mettre un terme à la campagne pour la légalisation : une douzaine de députés représentant tous les partis politiques ont signé un texte demandant la dépénalisation de la fameuse « feuille ».

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

(1) La convention de Vienne sur les stupéfiants de 1961, que la Bolivie a signé, interdit le commerce de la feuille de coca, à quelques exceptions près. En 1988, la Bolivie a déclaré « inapplicable » l'article concernant la consommation de cette feuille sur son territoire.

(2) La feuille de coca entre dans la fabrication du Coca-Cola, mais après une opération de « décaféination ». Les Etats-Unis importent ainsi, chaque année, 450 tonnes de feuilles, alors que la production bolivienne annuelle est estimée à 80 000 tonnes, pour une surface cultivée d'environ 45 000 hectares, fournissant approximativement 150 000 emplois.

EN BREF

■ CONGO : l'opposition appelle à la « désobéissance civile ». — Bernard Koidas, dirigeant de la Coalition de l'opposition, a demandé, mardi 8 juin, l'annulation du second tour des élections législatives dans un délai de quarante-huit heures, appelant à une campagne de « désobéissance civile » à partir de jeudi. Intervenant à la télévision, il a engagé la population à « défendre par tous les moyens, la démocratie menacée ». Des échanges de tirs à l'arme automatique ont été entendus à plusieurs reprises au cours de nuit dans le

quartier populaire de Bacoogo, nous signale notre envoyé spécial, Frédéric Fritscher, selon qui les partis politiques ont continué, mardi, à distribuer des armes à leurs partisans.

■ GUINÉE : l'écritain Williams Sassine en résidence surveillée. — L'écritain Williams Sassine, de retour en Guinée après vingt-huit ans d'exil, a indiqué, mardi 8 juin, qu'il était en résidence surveillée à Conakry, avec interdiction de sortie du territoire, pour ses écrits hostiles au régime du président Lansana Conté. L'auteur de *Saint Monsieur Baly* (1973) et de *Le Zébré n'est pas*

n'importe qui (1985), a révélé que deux de ses fils se sont vu refuser toute inscription à l'université, et que lui-même rencontrait des difficultés pour se loger, en raison de pressions des autorités sur les propriétaires immobiliers. — (AFP)

■ IRAN : pas de démenti ni de confirmation du sabotage d'oléoducs. — Le ministre de la défense, Akbar Torkan, a déclaré, mardi 8 juin, ne pouvoir « ni confirmer, ni démentir » la revendication par les Moudjahidine du peuple — principal mouvement de lutte armée contre le régime de Téhéran — de la destruction, la

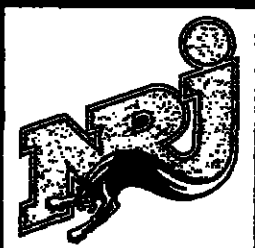
veille, de onze oléoducs dans le sud du pays. Il a seulement rappelé, au cours d'une conférence de presse, que les Moudjahidine du peuple avaient, à plusieurs reprises dans le passé, « mené des actions armées en Iran avec le soutien des forces et des services de sécurité irakiens », et que « plusieurs groupes venus d'Irak avaient été arrêtés récemment ». — (AFP)

■ MADAGASCAR : un candidat des Forces vives aux élections législatives a été assassiné. — Un candidat aux élections législatives malgaches du 16 juin prochain, Borgia Ramiamanana, qui était président des Forces vives (le mouvement du président Albert Zafy) dans le département d'Antananarivo, a été assassiné par balles, dans la nuit du dimanche 6 au lundi 7 juin. Le gardien attaché à sa sécurité a été également tué, et cinq personnes grièvement blessées, selon des témoignages rapportés dans la presse. Les agresseurs, au nombre de cinq, étaient armés de fusils d'assaut kalachnikov. — (AFP)

■ Inondations en Inde, au Bangladesh et au Sri-Lanka. — La mousson provoque de graves inondations au Tripura, Etat du nord-est de l'Inde, ainsi qu'au Bangladesh et dans le sud-ouest du Sri-Lanka. Depuis le début du mois de juin, plus d'un demi-million de personnes, dans ces trois pays, ont dû fuir leurs habitations, dont beaucoup ont été emportées par les eaux. — (UPI)

HISTORIQUE

NRJ
1^{ERE} RADIO DE FRANCE
SUR LES MOINS DE
50 ANS*



Pour la 1^{re} fois de son histoire, NRJ qui était depuis des années 1^{re} radio de France sur les moins de 35 ans, devient la 1^{re} radio de France sur les moins de 50 ans. Le leadership était détenu jusqu'à présent par RTL.

* Médiamétrie : audience cumulée janvier-mars 93, 15 ans et plus, moyenne lundi-vendredi, 6 h - 24 h.

La Société Comorienne des hydrocarbures lance un appel d'offres international pour la fourniture des produits pétroliers ci-dessous :

- Mogas (93 RON)	10 000 M/T
- JET A 1 (ATK)	8 000 M/T
- Gas-Oil (50/50 ou 45/55)	13 000 M/T

(Taux de soufre maximum 0,5 %)

- Livraison : en mix cargo par lots de 2 000 à 3 000 M/T.
- Prix : en dollars US dit rendu invariablement Moroni et Mutsemudu.
- Premières livraisons : fin août 1993.
- Suite des livraisons : selon calendrier arrêté avec la société comorienne des Hydrocarbures, tous les 30 jours après la première livraison.
- Paiement : en dollars US par lettre de crédit irrévocable et confirmée.
- Financement : (Comor-Hydrocarbures).
- Le document précisant les spécificités de cette soumission (cahier des charges) est à retirer à :

1. La Société Comorienne des hydrocarbures Moroni (RFI des Comores) (SCH). Tél. : (269) 73-04-86 / 73-09-71 / Fax : (269) 73-18-83.
2. L'ambassade des Comores à Paris, 20, rue Marbeau, 75016 Paris. Tél. : (33) 40-67-90-54. Fax : (33) 40-67-72-96.
3. Le Consul général de la République fédérale islamique à Jeddah, P.O. BOX 10635 - ARABIE SAOUDITE. Tél. : (966) 693-69-63. Fax : (966) 69-33-542. Télex : 606 786 KOMOR 55.

Les offres sous pli cacheté sont à adresser au plus tard le 15 juillet 1993 à M. le directeur général de la Société Comorienne des hydrocarbures.

Boîte postale : 28, Moroni (RFI des Comores). Le dépouillement de cet appel d'offres aura lieu au siège de la Société Comorienne des hydrocarbures à Moroni, Comores, le mercredi 28 juillet 1993.

(Publicité)

Ensemble, signons pour la Paix et la Raison

En BOSNIE-HERZÉGOVINE, la guerre s'étend ! En serait-il de même si les citoyens européens faisaient activement connaître leur vigilance sans faille devant ce conflit ?

En effet, qui pourrait rester insensible à un simple « Appel » signé par des millions de femmes et d'hommes ?

Persuadées de la force d'une telle action, catastrophées par les conséquences de l'évolution du conflit, qu'horrifiées par ce qu'elles ont constaté sur place, plusieurs personnalités lancent un « Appel Européen à la Raison ».

Gilberte BEAUX
Lucien BIENFAIT
Jean-Michel BLOCH-LAINE
Marcel BOITEUX
Pierre BRAQUE
Philippe CANDAS
Richard DACOURY
Jean-Pierre DAVID
François DENOËL
Claude GENTY
Laurent GREGOIRE
Christian HERVE

René HUEL
Jacques LAFLEUR
Martine LE BEC
Louis MACONARD
Jean MATTEOLI
Bernard MOREL
Pierre NETTER
Charles-Henri O'NEILL
Hafid OUARDIRI
Xavier POPELIER
Raymond POULIDOR
André POUSSE

Jean-Marc PRIOL
Gérard de FUYNEGE
Gerhart M. RIEGNER
Maurice RIEUTORD
Marcel RIGOUT
Emmanuel SAINT
Jean SCHLICK
René SCHLADE
Frédéric TRISTAN
Jean-André TSIMARATOS
Vassilis VASSILIKOS
Jacques WAARDENBURG

Appel Européen à la Raison

En BOSNIE-HERZÉGOVINE, nous percevons à quel point les individus sont faibles dès lors qu'ils sont en guerre.

Il ne s'agit pas pour nous de montrer du doigt les coupables.

Par contre, nous souhaitons faire savoir à tout un chacun qu'aujourd'hui, en Europe, des millions de personnes regardent, écoutent, jugent.

Si aujourd'hui certains dans l'ancienne YOUGOSLAVIE ont un comportement condamnable, demain ils devront s'en expliquer. Demain, ils seront au ban des nations.

Demain, au contraire, ceux qui œuvreront pour la Paix et la Raison auront la possibilité d'accéder tout simplement à la dignité.

S'il vous importe de mettre en évidence la capacité des Européens à se rassembler lorsque le genre humain est en péril, alors, vous aussi, soyez signataire. Merci.

« Appel Européen à la Raison », 7, rue Beaugendre, 78400 CHATOU.

DES HOMME

مركز العمل

COLLECTE, RECYCLAGE, GESTION DES DÉCHETS

A nouvelle ère, nouveaux coloris.

Plastic Omnium Systèmes Urbains, partenaire attentif et constant des élus locaux, a toujours été au premier rang des entreprises qui améliorent l'environnement des villes. Dans le domaine de la collecte sélective, du recyclage, de la lutte contre les nuisances urbaines, les temps sont à l'évolution. Il y a changement dans les règles du jeu, responsabilité individuelle accrue, prise de conscience du problème de l'Environnement par tous. Il y a aussi changement dans le choix et la fiabilité des matériels proposés. La collectivité exige aujourd'hui des produits plus robustes, insonores et recyclables, participant par leur esthétisme et leur couleur à l'environnement de la ville. Le lancement de nouveaux coloris pour les bacs roulants proposés par Plastic Omnium Systèmes Urbains, leader et référence en France depuis 1976, s'inscrit

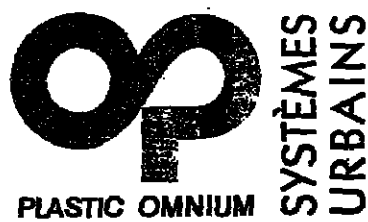
dans cette nouvelle logique. Pourquoi ? Le bac roulant fait partie depuis longtemps du décor de la ville. C'est un produit d'usage courant dont l'importance est pourtant essentielle. Il est le relais le plus proche et le plus concret entre

l'administré et les nouvelles règles qui vont progressivement s'installer en matière de collecte sélective.

Changer les coloris, ce n'est donc pas seulement redonner de la couleur, de la vie à la ville, c'est aussi préparer les citoyens à cette évolution. Vous le

voyez, à nouvelle ère, nouveaux coloris. Plastic Omnium Systèmes Urbains n'a pas fini d'innover. C'est le rôle d'un leader. C'est aussi l'expression d'une vocation qui vise avant tout à servir la Ville, ses Responsables et ses Citoyens. Les hommes qui aiment votre ville s'efforcent de le prouver chaque jour.

Paris, Lyon, Marseille, Lille, Rennes, Reims, Madrid, Turin, Copenhague, Hambourg, Los Angeles, Singapour, Taiwan, Hong-Kong, Seoul.



DES HOMMES QUI AIMENT VOTRE VILLE.

Plastic Omnium Systèmes Urbains, 1, rue du Parc, 92300 Levallois, Tél. : (1) 40 87 64 00. Fax : (1) 47 39 92 87.

ASIE

MONGOLIE : président sortant mais présenté par l'opposition

M. Ochirbat a remporté une ample victoire sur son rival soutenu par l'ex-PC

La réélection pour un deuxième mandat de quatre ans à la tête de l'Etat, dimanche 6 juin, du président Punsalmaagiyn Ochirbat, communiste passé dans l'opposition, sur fond de grave crise économique, pose autant de questions qu'elle en résout. Mais elle marque une avancée certaine du pluralisme politique que l'ex-PC au pouvoir s'efforçait de freiner.

OULAN-BATOR

de notre envoyé spécial

Les aspects byzantins du scrutin avaient de quoi déconcerter l'électeur dans un pays qui ne vit en semi-démocratie que depuis trois ans après sept décennies de dictature bolchevique : un président au profil plutôt technocratique qui reste membre du Parti populaire révolutionnaire (PPRM) au pouvoir mais qui, ses pairs lui ayant refusé l'investiture, se présente sous les couleurs d'une opposition démocratique ultra-minoritaire au Parlement (cinq députés sur les soixante-seize du « Grand Khoulai »).

Face à lui, un ancien apparatchik communiste, écrivain, philosophe, mais surtout ex-rédacteur en chef de *Unen* (la « vérité », la Pravda locale), qui promet de poursuivre la transition vers le capitalisme et la démocratie tout en remettant un peu d'ordre dans la confusion politique et économique ambiante. La Constitution parlementaire de 1992 interdit une candidature indépendante à la présidence. Le culte asiatique du consensus n'était en outre pas fait pour clarifier le débat.

Pourtant, les Mongols, seuls communistes d'Asie à avoir entrepris de s'affranchir du bolchevisme, ont repoussé la tentation du retour à l'ordre ancien malgré les difficultés économiques. Le résultat est symptomatique pour les héritiers de Gengis Khan, qui jamais n'avaient élu de cette manière un chef de l'Etat. Près de 60 % du million d'électeurs ont voté pour M. Ochirbat, certaines circonscriptions le plébiscitant à plus de 70 %. Son adversaire, Lodogyn Tudev, cinquante-neuf ans, ne l'emporta que dans quatre fiefs ruraux, malgré le soutien logistique massif que le PPRM avait, comme à l'habitude, déployé pour transporter jusqu'aux bureaux de vote des populations qui vivent au fin fond de la steppe.

En bleu-jeans de jeune occidental, baragouinant un anglais appris à la radio : en *dell*, robe traditionnelle celtique d'un coupon de soie de couleur vive ; en costume occidental de coupe soit moderne, soit soviétique, ils ont défilé vers les isolets en une foule bigarrée, endimanchée et calme, à cheval, à moto ou en camion. Pour ceux qui ne pouvaient aller à l'urne, l'urne alla à eux, apportée à domicile par un agent électoral. Mais si un rien que nous puissions faire pour l'y contraindre », soulignait un président de bureau de vote.

Maturité politique

Les démocrates les plus optimistes s'attendaient à un succès très mince, qui aurait été la sanction de la crise économique. Outre les plaies du chômage constant (cent mille sans-emploi), les pénuces épidémiques et le marasme économique dû à la crise postsoviétique en Russie, l'ouverture au capitalisme n'a pas été exempte de dérapages purtement indigènes, allant de l'affaiblissement de certains politiciens à l'irresponsabilité de prises de décision. Comme celle qui permit à des banquiers de spéculer sur les marchés des changes internationaux jusqu'à perdre la quasi-totalité des maigres réserves en devises du pays.

M. Tudev fit campagne sur le seul programme que lui permettait une Constitution garantissant la propriété privée : lutte contre la criminalité en hausse notable, amélioration des services publics désestrés, reprise en main de l'économie. M. Ochirbat avait plaidé pour la continuité dans la transition vers le système occidental, tout en s'élevant publiquement, à la veille du scrutin, contre une impopulaire dévaluation de la monnaie, prise

sans son consentement et qui ramène le tugrik à près de 400 pour un dollar (taux du marché noir) contre 150 auparavant.

La maturité politique des Mongols a fait la différence. Elle tient à un niveau d'instruction élevé, accomplissement que portent au crédit du système communiste ses adversaires les plus résolus. Ainsi, les personnes interrogées dans plusieurs bureaux de vote d'Oulan-Bator et de ses environs alors qu'ils s'apprêtaient à entourer le nom de M. Tudev sur le bulletin électoral, se gardaient de blâmer le principe démocratique pour les difficultés du pays.

« Le Parlement ne promulgue pas assez vite les lois dont nous avons besoin, comme celle sur la propriété foncière », disait, par-dessus son bol de yoghourt frais, Buyant Lkhamsjav, directeur général de l'une des six firmes laitières issues, par privatisation graduelle, de l'ancien élevage d'Etat de Gachurt, près d'Oulan-Bator, et accessoirement président de la commission électorale locale.

Une chambre d'un rouge éclatant

Cet autre communiste de soixante et un ans en voulait à M. Ochirbat, « en qui j'ai cru autrefois », de ne pas fournir un projet plus visionnaire. Il critiquait les jeunes démocrates alliés du président pour leur « incompétence ». Quant à cet ancien agronome de quarante ans reconverti à l'élevage par intérêt économique, en robe traditionnelle, perché sur son cheval au sortir du bureau de vote, il déplorait que M. Ochirbat ait attendu d'être vaincu aux primaires au sein du parti pour changer de camp.

La victoire ne résout pas, loin s'en faut, les problèmes du président. Il se retrouve face à une

chambre d'un rouge éclatant qu'il ne peut dissoudre. Il suffit d'une majorité des deux tiers des députés pour surmonter un éventuel veto. Son salut réside dans une reconversion, encore hypothétique, du PPRM, travaillé par l'ascension d'une classe de jeunes-turcs qui attendent le départ des anciens apparatchiks pour se saisir de ses instances dirigeantes.

La réélection de M. Ochirbat, déjà connu en Occident et au Japon, devrait aider à la reconduction d'une aide internationale évaluée pour 1993 à 320 millions de dollars. Mais celle-ci, à l'avenir, sera conditionnée par des accomplissements concrets et que la démocratisation n'a pas encore fournis. Cette assistance est cruciale pour un pays qui a rejeté la tutelle de Moscou mais voit maintenant ressurgir d'inquiétantes visions chinoises. Sortant de son habituelle réserve, le ministère des affaires étrangères a demandé, début juin, des explications à Pékin sur la publication, en Chine populaire, d'un livre mettant en question l'indépendance de la Mongolie, jadis partie intégrante de l'empire céleste.

Peu avant le scrutin, le département d'Etat américain avait fait savoir que le président Bill Clinton soutenait, comme son prédécesseur, la démocratisation dans ce pays devenu une pièce importante de la diplomatie de Washington en haute Asie. La France avait envoyé de Moscou un diplomate pour s'assurer, aux côtés d'observateurs américains, allemands, russes, japonais et sud-coréens, que le scrutin se déroulait dans les règles. Mais, à la différence de ces pays, Paris n'a toujours pas rouvert son ambassade à Oulan-Bator.

FRANÇOIS DERON

(Publicité)

APPEL POUR LA SAUVEGARDE DE LA SANTÉ DE LA POPULATION CUBAINE

A la suite des bouleversements internationaux survenus depuis trois ans, la population cubaine commence à manquer d'aliments de base comme le lait, de produits essentiels comme le savon et de médicaments vitaux comme l'insuline. Les maladies carenciales risquent de réapparaître dans l'île. L'embargo américain, récemment renforcé (loi Torricelli) contribue à la gravité de la situation.

En prêtant le serment d'Hippocrate, les médecins s'engagent à prodiguer leurs soins quelles que soient l'ethnie, la religion ou les idées politiques des malades. Cette exigence éthique, qu'on demande aux médecins, ne peut-on la réclamer aux gouvernants ? Les enfants et les malades de tous pays doivent-ils être victimes des conflits politiques internationaux ?

Les signataires, médecins de toutes opinions politiques, indépendamment du jugement qu'individuellement ils portent sur le régime cubain et ses responsabilités propres, en appellent à la communauté médicale internationale pour que soit levé l'embargo sur les médicaments essentiels et le lait maternisé à l'encontre de Cuba.

Dr Claude AIGUESVIVES, Dr François ALLAIN-UTET, Dr Jean-François ALLILAIRE, Dr Jean-Marie ANDRIEU, Dr Arnaud BADEVANT, Dr Philippe BATEL, Dr Gilbert BEREZIN, Dr Chantal BIS-MUTH, Dr Olivier BLETRY, Dr Jean-Pierre BOUCHON, Dr Dominique BOUREAU, Dr Pierre BOURGEOIS, Dr Rony BRAUMAN, Dr Gilles BRUCKER, Dr Jacqueline CAPEAU, Dr René CAQUET, Dr Nicole CASADEVALL, Dr Yves CATONNE, Dr Isabelle CAUBARRERE, Dr François CESSÉLIN, Dr Sylvie CHABERT-GISSELBRECHT, Dr Guillaume CHARPENTIER, Dr Jacques CHEYMOL, Dr Jean-Paul CHIGOT, Dr Patrick CLAROT, Dr Jean COIGNET, Dr Daniel COHEN, Dr Jacques CROUZET, Dr Jean DAUSSSET (Prix Nobel de Médecine), Dr Guenole de BLIGNIERES-STROUK, Dr Alain DELOCHE, Dr Patrice DEBRE, Dr Mathieu de BRUNHOFF, Dr Christian de GENNES, Dr Jean-Philippe DERENNE, Dr Bernard DEVULDER, Dr Roland DOUMITH, Dr François DREYFUS, Dr Serge ERLINGER, Dr Philippe EVEN, Dr Josée FEINGOLD, Dr Nicole FEINGOLD, Dr Hervé FRIDMAN, Dr Pierre FROIDEVAL, Dr René FRYDMAN, Dr Bernard GATTEGNO, Dr Jean-Marie GILGEN-KRIENTZ, Dr Christian GISELBRECHT, Dr Pierre GODEAU, Dr André GRIMALDI, Dr Jean-Pierre GRUNFELD, Dr Claude GUILME, Dr Suzanne GUION, Dr Marie-Claire HARDY-BAYLE, Dr Claude HERTZ, Dr Jean-Claude HOMBERG, Dr Bruno HOUSSSET, Dr Karl ISAAZ, Dr Jacques JAMI, Dr Léna JAMI, Dr Joëlle JANSE-MAREC, Dr Claude JASMIN, Dr Christine JOHANET, Dr Axel KAHN, Dr Christine KATLAMA, Dr Michel KAZATCHKINE, Dr David KLATZMANN, Dr Henri KREIS, Dr Alain KRIVITZKY, Dr Michel KUENTZ, Dr Anne LANGUEPIN, Dr Antoine LAZARUS, Dr Jacques LEBAS, Dr Chantal LEBANAND, Dr François LEMOINE, Dr Michel LEPORETTIER, Dr Jean LERNER, Dr Michèle LESSANA-LEIBOWITZ, Dr Daniel LEVY, Dr Jean-Paul LEVY, Dr Victor-Georges LEVY, Dr André LIENHART, Dr Jacky MAMOU, Dr Patrice MANNONI, Dr Dominique MARANINCHI, Dr Alina MARGOLIS-EDELMAN, Dr Jean-Pierre MARIE, Dr Isabelle MARIN, Dr Jean-Paul MASINI, Dr Pierre MASSIAS, Dr Claude MAWAS, Dr Olivier MEYER, Dr Jean MIGUERES, Dr Jacques MILLIEZ, Dr Paul MILLIEZ, Dr Alexandre MINIKOWSKI, Dr Arnold MURNICH, Dr Albert NAJMAN, Dr Jean-Marc OLLIVIER, Dr Daniel OPPENHEIM, Dr Hélène OPPENHEIM-GLUCKMAN, Dr Marie-Pierre POU-RIN, Dr Fabienne PESSIERE, Dr Jean-Charles PIETTE, Dr Pierre-François PLOUIN, Dr Raoul POU-PON, Dr Catherine RAZAVET, Dr Annie ROBERT, Dr Gilles ROBERT, Dr Aline ROBERT, Dr Willy ROZENBAUM, Dr Bernard RUEFF, Dr Françoise RUSSO-MARIE, Dr Francis SAINT-DIZIER, Dr Marie-Lyène SASPORTES, Dr Léon SCHWARTZENBERG, Dr François SIGAUX, Dr Luce SIRKIS, Dr Catherine SPIELVOGEL, Dr Francis THERVET, Dr José TIMST, Dr Bernard TOMENO, Dr Michel TULLIEZ, Dr William VAINCHENKER, Dr Bruno VARET, Dr Elisabeth VERDY, Dr Jean-Paul VERNANT, Dr Jean-Claude VERNANT, Dr Jean-Pierre VOLOCH, Dr Bertrand WECHSLER, Dr Daniel WIDLOCHER, Dr Robert ZITTOUN, Dr Jean-Marc ZIZA.

Les signatures doivent être adressées au Dr Annie ROBERT, Laboratoire d'Hématologie-Immunologie, Hôpital SAINT-ANTOINE, 184, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75571 PARIS CEDEX 12.

Japon : rite sans romance

Suite de la première page

Les mariés ont observé un autre rite, destiné celui-ci à assurer leur descendance, en partageant vingt-neuf (âge de la princesse) gâteaux de riz. Du 15 au 17 juin, des banquets seront offerts à quelque deux mille sept cents invités afin de célébrer l'événement (coût : 178 millions de yens sur les 286 qu'aura coûté le mariage).

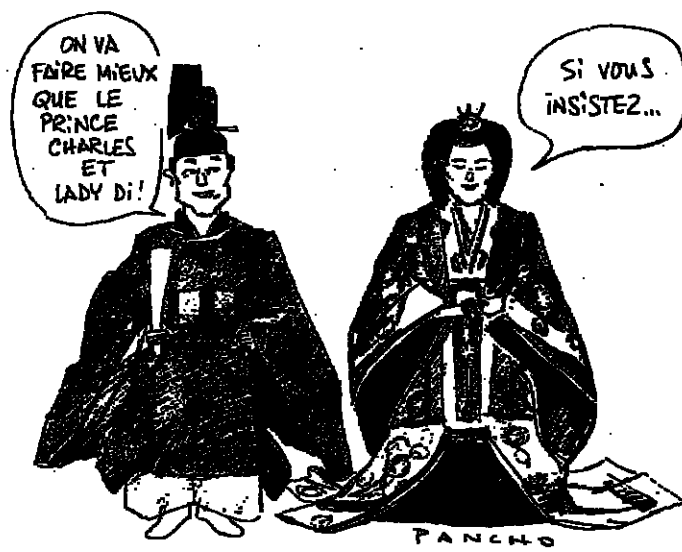
L'héritier du trône a épousé une jeune diplomate issue de Harvard et d'Oxford, qui a renoncé à une brillante carrière au ministère des affaires étrangères pour devenir le visage souriant et « cosmopolite » du Japon de ce tournant du siècle. Depuis des mois les médias, se plantant aux insidieuses pressions de l'agence impériale, se sont employés à présenter cette union comme une « romance » : la constance du prince ayant eu finalement raison des réticences de celle qu'il avait rencontrée six ans auparavant. En arrière-plan, il y a en fait une longue histoire de stratégies d'alliances, de pressions et de mépris.

Les rites de ce mariage, présentés comme l'expression d'une tradition millénaire, ne datent en réalité que d'un siècle. A l'époque Meiji, lorsque le Japon se modernisa, l'oligarchie régnante procéda à une « invention de la tradition » en normalisant ce qui allait devenir l'orthodoxie nationale. Apparaissant, la famille impériale était bouddhiste et l'empereur exerçait une fonction sacerdotale dans le shintoïsme. Meiji unifia celui-ci et en fit la religion d'Etat. Statut qu'il perdit en 1945, mais les rites du mariage devant l'autel shinto, qui n'ont rien à voir avec ceux observés à l'époque Heian, ont persisté.

Autre méprise : la « romance impériale ». Même selon les critères des Japonais, moins expansifs que les Occidentaux dans l'expression de leurs sentiments, on chercherait vainement trace de romantisme dans cette union. La quête d'une épouse par ce prince de trente-trois ans commença en 1924, pour l'institution impériale : les refus discrets de jeunes femmes qui ne tenaient pas à être confinées dans

un univers formaliste avec pour mission de mettre au monde un héritier mâle, confirmaient combien celle-ci était coupée du reste du pays.

La « romance » a en peu d'échappé. Point de Hesse populaire mais plutôt, selon les sondages, une bonne dose d'indifférence. Bien que les journaux ne les aient signalés que brièvement, des mouvements de citoyens se sont élevés contre des mesures de sécurité particulièrement strictes (vingt-six mille policiers autour du palais), l'usage des deniers de l'Etat et le fait que le 9



juin ait été déclaré jour férié. Nombre de petites entreprises n'en ont pas moins travaillé comme à l'accoutumée. La décision de faire retentir à cette occasion l'hymne national, *Kimigayo*, l'un des souvenirs de guerre, a en outre avivé les critiques. Socialistes et communistes ont refusé de participer aux festivités. Sur le plan économique, le « boom » attendu de la consommation, comme celui qui avait suivi le mariage en 1959 de l'empereur actuel, n'a pas été au rendez-vous.

Si certaines jeunes Nipponnes perçoivent la décision de M^{me} Owada comme une capitulation, d'autres la jugent pragmatique. Le Japon demeure une société où l'amour-passion et le mariage sont traditionnellement dissociés. Les Japonais d'aujourd'hui manifestent un certain scepticisme à l'égard de la pratique occidentale du mariage : l'augmentation du nombre des divorces parallèle à celui des mariages dits d'amour par opposition à ceux qui sont arrangés, leur donne à réfléchir.

Entre la « capitulation » et la romance, il y a une autre explication : le choix d'une femme intelligente, forte intérieurement comme sent l'être les Japonaises derrière leur apparente « soumission » et trop occidentaliste peut-être par ses

sejourns à l'étranger pour prendre un mari classique. Indépendamment de l'inclination qu'elle a pu finir par éprouver, M^{me} Owada s'est sentie prise dans une nasse, tant les pressions étaient fortes sur elle-même comme sur son entourage : sur son père en particulier, actuel vice-ministre des affaires étrangères. Persister dans un refus devenait intenable et elle décida d'aller de l'avant. Sera-t-elle broyée par l'institution comme l'impératrice Michiko - dont on dit qu'au début de son mariage elle fit une dépression nerveuse - ou parviendra-t-elle à s'affirmer ?

Ce mariage entre, en tout cas, dans une stratégie de « redéfinition » du trône : développer l'intérêt pour la vie quotidienne, simple et animée de vertus morales, de la famille impériale. Au lendemain de la guerre, il s'était agi d'humaniser

cet empereur « divinisé » : Hirohito parcourut alors le pays en ruines et y gagna une certaine popularité. Puis ce fut le mariage de l'empereur actuel avec une non-aristocrate. Par la suite, le « rite de chrysanthème » retomba et l'Agence impériale créa à nouveau une aura de sacralité autour du trône. Depuis l'avènement de l'empereur Akihito, on tend à retourner vers une image « humaniste » de la famille impériale comme foyer exemplaire, avec néanmoins le maintien d'une forte mystique impériale.

La couverture du mariage n'a pas fait exception : la presse hebdomadaire, comme la presse de livres publiées à l'occasion, se sont nourries des plus insignifiants détails de la vie de M^{me} Owada. En revanche, la couverture de *Nemureki*, « La princesse réincarnée », fit tellement grincer les dents de la maison impériale que, dans son édition japonaise le titre devint « Naissance d'une princesse ». Le souci de maintenir le mythe impérial va plus loin : l'Agence s'oppose en effet à l'ouverture de tombes datant de 1 600 ans car leur contenu risquerait de révéler une origine de la lignée impériale ne concordant pas forcément avec la version officielle.

PHILIPPE PONS

Le conservatoire d'une orthodoxie désuète

TOKYO

de notre correspondant

L'Agence impériale est la plus inaccessible administration japonaise. Dépendant du secrétariat du premier ministre, elle est détentrice de l'orthodoxie impériale. Elle filtre à l'extérieur ce qu'elle estime nécessaire de l'être. Elle régle le fonctionnement de la maison impériale et régit bien souvent sur les faits et gestes de ses membres. Son chef siège au conseil de la maison impériale, composé du premier ministre et de représentants du Parlement et de la Cour suprême. Quintessence de la bureaucratie, l'Agence est moins animée par une idéologie que par la crainte du moindre trouble. Dans leur prudence compassée, ses 155 fonctionnaires détachés d'autres administrations semblent n'avoir qu'une hantise : éviter que la famille impériale nipponne ne suive la voie de la famille royale anglaise.

Bien que l'Agence cherche à concilier tradition et nécessité contemporaine, les pesanteurs l'emportent sur les innovations. « L'empereur doit toujours rester au-delà d'une nappe de brouillard », commente un ancien fonctionnaire de l'Agence. Un souci qui se traduit par le voile jeté sur ce qui se passe au palais et la censure exercée sur la presse : une exclusion du club de presse de l'Agence impériale équivaut, pour un média, à être coupé des informations.

Le « retenue » observée lors de l'agonie de l'empereur Showa (Hirohito), puis celle qui entoura le choix d'une fiancée par le prince héritier, rompu par le *Washington Post* qui annonça inopinément la nouvelle que tous les journalistes savaient sans oser l'écrire, illustre l'attitude contrainte de la presse nipponne à l'égard de l'institution impériale. L'Agence a été divisée sur ce mariage : aux « internationalistes », qui pensaient qu'il renouvellerait l'image de la famille impériale s'opposaient les conservateurs qui estimaient qu'une plébiscite suffisait. La ligne étant établie par les hommes nombreux d'empereurs sont nés de liaisons avec des concubines, cet argument a été écarté.

L'ouverture de la maison impériale à des « plébiscites » a le mérite de rendre celle-ci plus proche de la nation. Mais elle risque aussi d'en faire le centre d'un échec complexe de connexions s'inscrivant dans la stratégie de puissance de familles. Après le monde des affaires avec l'impératrice Michiko, le nouveau princeps fait entrer la haute administration dans un jeu dont dépend le maintien de la neutralité du trône.

Ph. P.

► Lire l'étude d'Eric Setzler, *Monarchie et démocratie dans le Japon d'après-guerre*, Malesherbes et Larose, 1990.

Les socialistes contre

Les socialistes ont été les premiers à se lever contre le mariage de l'empereur Akihito et de l'impératrice Michiko. Ils ont dénoncé le mariage comme une « opération de propagande » et ont appelé à la démission de l'empereur. Ils ont également critiqué le rôle de la famille impériale dans la société japonaise.

Les socialistes ont également critiqué le rôle de la famille impériale dans la société japonaise. Ils ont dénoncé le mariage comme une « opération de propagande » et ont appelé à la démission de l'empereur. Ils ont également critiqué le rôle de la famille impériale dans la société japonaise.

Les socialistes ont également critiqué le rôle de la famille impériale dans la société japonaise. Ils ont dénoncé le mariage comme une « opération de propagande » et ont appelé à la démission de l'empereur. Ils ont également critiqué le rôle de la famille impériale dans la société japonaise.

Les socialistes ont également critiqué le rôle de la famille impériale dans la société japonaise. Ils ont dénoncé le mariage comme une « opération de propagande » et ont appelé à la démission de l'empereur. Ils ont également critiqué le rôle de la famille impériale dans la société japonaise.

Les socialistes ont également critiqué le rôle de la famille impériale dans la société japonaise. Ils ont dénoncé le mariage comme une « opération de propagande » et ont appelé à la démission de l'empereur. Ils ont également critiqué le rôle de la famille impériale dans la société japonaise.

Les socialistes ont également critiqué le rôle de la famille impériale dans la société japonaise. Ils ont dénoncé le mariage comme une « opération de propagande » et ont appelé à la démission de l'empereur. Ils ont également critiqué le rôle de la famille impériale dans la société japonaise.

Les socialistes ont également critiqué le rôle de la famille impériale dans la société japonaise. Ils ont dénoncé le mariage comme une « opération de propagande » et ont appelé à la démission de l'empereur. Ils ont également critiqué le rôle de la famille impériale dans la société japonaise.

سكركس النمل

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

Les socialistes ont engagé une bataille de procédure contre la réforme de la Banque de France

Les présidents de région à Matignon

Le premier ministre a reçu, mardi 8 juin, les vingt-deux présidents de conseil régional afin de leur demander, sous la signature d'un communiqué de l'hôtel Matignon, de s'associer étroitement à l'action de redressement entreprise par le gouvernement. Edouard Balladur a invité les « patrons » des régions à « engager un effort accru d'information en faveur de l'emploi des jeunes » et à « mettre en place, à l'échelon de chaque région, l'ensemble des dispositifs permettant de compléter l'action de l'Etat et d'en démultiplier les effets contre la montée du chômage ». Tous les présidents, notamment Robert Savy, président socialiste du Limousin, Valéry Giscard d'Estaing, président d'Auvergne et Marie-Christine Blandin, présidente verte du Nord-Pas-de-Calais, assistaient à cette réunion de travail, mais M. Blandin n'est pas restée au dîner qui a suivi.

EN BREF

■ Bernard Pons sollicite le premier ministre pour conduire une liste unique de la majorité aux européennes. Dans le dernier numéro de *Globe-Hédo* (daté du 9 juin), Bernard Pons, président du RPR de l'Assemblée nationale, se prononce pour une liste unique de la droite aux élections européennes de 1994, en souhaitant qu'elle soit conduite par Edouard Balladur, bien que ce dernier, précise-t-il, ne soit « apparemment pas très chaud ». Dans la mesure où M. Balladur n'a « pas le désir » de conduire une liste, ajoute, toutefois, M. Pons, « il faudra sans doute trouver une autre formule ». Pour sa part, Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et secrétaire général du RPR, avait déclaré au « Club de la presse d'Europe » le 6 juin que « le bon sens et la logique » voudraient que la majorité présente une liste unique, mais que ce n'était pas à lui de « pressentir » le premier ministre pour la conduire.

■ Edouard Balladur « meilleur candidat RPR » pour l'élection présidentielle. Une enquête effectuée par Louis Harris les 4 et 5 juin auprès de 1 004 personnes et publiée par *Globe-Hédo* daté du 9 juin, montre qu'Edouard Balladur est considéré par les Français comme « le meilleur candidat RPR » pour la prochaine élection présidentielle. Quarante-sept pour cent des personnes interrogées placent le premier ministre en tête, devant Jacques Chirac (22 %), Philippe Séguin (8 %) et Charles Pasqua (7 %). L'ordre de préférence est le même pour les sympathisants de droite comme pour ceux du RPR.

Les députés du PS et du PC ont exprimé, mardi 8 juin, leur hostilité au projet de loi réformant les statuts de la Banque de France, présenté par Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, en déclenchant, dès l'ouverture du débat, une bataille de procédure. Quelques députés de la majorité, dont Pierre Mazaud (RPR) et Philippe de Villiers (UDF), se sont abstenus sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par le président du Mouvement des citoyens, Jean-Pierre Chevènement.

La majorité avait su brider ses humeurs légèrement centrifuges pour offrir au gouvernement un débat poli et discipliné. On pensait donc les débats : les échanges s'annonçaient aussi experts que conviviaux. C'était ignorer, en vérité, que l'opposition avait précisément fixé à ce mardi la date de sa résurrection. Oubliées les mines chiffonnées de l'après-mars 1993 ! Guéris les tourments des lendemains de défaite ! Il fallait voir les communistes, les socialistes, ainsi que Jean-Pierre Chevènement et ses amis (trois députés désormais appartenant au groupe PS), au coude-à-coude et d'un même pas, sonner le change contre la réforme de la Banque de France, pour révéler que la gauche parlementaire venait de décider de redonner à ses petites troupes de l'air et de la voix.

En ouvrant le débat, Philippe Auberger (RPR), rapporteur du projet, ne se doutait probablement pas que la partie serait si dure lorsqu'il a expliqué que « confier l'ensemble de la politique monétaire à une institution autonome, dotée d'une grande autorité et d'un certain prestige, est le gage d'une plus grande crédibilité dans le contexte d'ouverture et de mondialisation des marchés financiers ». En ajoutant que « plus un

pays dispose d'un institut d'émission assurant de façon indépendante la gestion de sa politique monétaire, plus il obtient de bons résultats en matière de stabilité des prix », Edmond Alphandéry n'imaginait pas d'avance s'ouvrir à l'Assemblée nationale à controverse.

M. Chevènement : « L'orbite du monétarisme allemand »

Le ministre de l'économie pensait même désarmer la critique en réhabilitant la thématique de l'exception française. « Nous bâtissons là un nouveau concept de banque centrale, a-t-il assuré, un concept original, un modèle français de banque centrale, qui n'est ni une reproduction du système américain, ni une copie du système allemand, mais qui entend s'adapter parfaitement à nos institutions et à nos habitudes. » A ceux qui pouvaient s'inquiéter de l'érection d'un pouvoir monétaire échappant à tout contrôle, il a bien concédé que son projet « rompt avec le mouvement impulsé en 1936 », mais c'était pour mieux préciser, aussitôt, qu'il ne s'agit nullement de « restituer au secteur privé notre banque centrale, dont le capital reste bien entendu intégralement entre les mains de l'Etat ». D'ailleurs, a-t-il souligné, « si la banque centrale est indépendante dans la détermination de la politique monétaire, cette dernière est évidemment conditionnée par les grands choix de la politique économique générale du gouvernement ». Evidemment...

Cela n'a pas suffi. La gauche tout entière a récusé les « évidences » de M. Alphandéry. Réunifiée pour la circonstance, elle a laissé sans plaisir à Jean-Pierre Chevènement le soin de se livrer à une démolition en règle du projet, en soulevant une exception d'irrecevabilité. « Certes, l'indépendance de la Banque de France ne détruira pas à elle seule l'unité de la République, a affirmé le député du Territoire de Belfort, mais elle procède d'un vaste travail de sape, ce que j'ai appelé la « déconstruction

républicaine ». Fédéralisme rampant, renaissance des fodalités, abaissement du Parlement, « médiocratie » n'ayant de comptes à rendre qu'au pouvoir de l'argent (...), la dénationalisation de la Banque de France s'inscrit dans le mouvement continu qui tend à vider de leur substance la démocratie et la citoyenneté ». Evocant « la surenchère maastrichtienne », « l'illusion technocratique » et « l'asservissement aux intérêts (...) des oligarchies financières », M. Chevènement a averti que « la dénationalisation du pouvoir monétaire inscrist définitivement la trajectoire de la France dans l'orbite du monétarisme allemand et scellerait son déclin industriel et social ». « On ne peut servir deux maîtres : le peuple français et l'argent », a conclu l'ancien ministre de la défense.

Après que M. Alphandéry eût lancé à M. Chevènement que son discours datait « de 1936 », Jacques Barrot (UDF) a répondu au procès en inconstitutionnalité instruit par le député de Belfort. « Le principe de l'indépendance de l'institut d'émission est l'une des dispositions du traité de Maastricht portant création de

l'Union économique et monétaire, a plaidé le président de la commission des finances. Comment un élément de ce traité, rendu conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel après la révision de juin, pourrait-il être inconstitutionnel ? »

La majorité de l'Assemblée a suivi l'argumentation de M. Barrot, puisque la motion de procédure de M. Chevènement a été rejetée par 456 voix contre 82, mais, si la gauche a fait le plein de ses voix, la droite a connu une légère déperdition. Outre Bernadette Isaac-Sibille (UDF) qui a voté favorablement, six députés du RPR - Raoul Bétaille, Daniel Garrigue, Jean de Gaulle, Georges Gorse, Pierre Mazaud et Robert Pandraud - et un député de l'UDF, Philippe De Villiers, se sont abstenus. A voir les applaudissements ostensiblement adressés par MM. Mazaud et de Gaulle au discours de M. Chevènement, on pouvait se demander si cette abstention n'avait pas valeur d'approbation tacite. A l'évidence, le camp des « patriotes » et des « républicains », qui s'était illustré lors du débat sur Maastricht, a encore de beaux restes.

Ce qui était moins prévisible, c'est la tonalité de l'intervention d'Henri Emmanuelli (PS, Landes). Alors que l'on pouvait supposer le partisan du traité de Maastricht qu'il fût mieux disposé vis-à-vis d'une telle réforme, l'ancien président de l'Assemblée nationale a opposé la question préalable en objectant : « La construction communautaire n'exige nullement que l'on bouleverse le statu de notre Banque centrale du jour au lendemain. » « Ce gouvernement n'a pas été élu pour faire sauter la Banque », a-t-il ajouté. On ne joue pas au Maccartney au Monopoly ou au Lingo avec ce qui appartient à la collectivité nationale. Trouvant des accents que ne rendrait pas M. Chevènement, M. Emmanuelli a assuré que la formule du conseil de la politique monétaire, la nouvelle autorité de la Banque de France dont les liens sont distendus avec le pouvoir exécutif, aboutit à une « amputation sans précédent de la souveraineté démocratique ».

Requiquée, la gauche a maintenu la pression jusqu'à la dernière seconde. Pour qu'il n'existe plus aucun doute sur la combativité des socialistes, Martin Malvy, président du groupe, a demandé, un peu avant minuit, au président de séance, le communiste Jacques Brunhes, de vérifier que le quorum (la majorité absolue des membres de l'Assemblée, soit 289 députés) était bien atteint avant de procéder au vote sur la motion de M. Emmanuelli. « Obstruction ! », se sont indignés les députés de la majorité. La condition du quorum n'étant évidemment pas remplie, le vote n'a pu avoir lieu que lors d'une nouvelle séance, ouverte une heure après, conformément au règlement intérieur. Comme il était prévisible, la motion de M. Emmanuelli a été rejetée par 471 voix contre 88, mais qu'importe ? L'essentiel était ailleurs : les socialistes viennent de s'offrir leur première guérilla de procédure de la législature.

FREDERIC BOBIN

Manifestation du personnel

Cinq à six mille manifestants dans les rues de Paris, 70 % de grévistes, 139 comptoirs fermés sur un total de 210, les syndicats CNDT, CFE-CGC, CGT, FO et SNA de la Banque de France (BoF) pouvaient afficher une certaine satisfaction à la fin de la journée de protestation du mardi 8 juin contre le projet de réforme du statut de l'institut d'émission. Mais la forte mobilisation est avant tout le reflet de la crainte du personnel de la banque.

L'intersyndicale, à laquelle la CSL et la CFTC ne s'étaient pas jointes, ne cherche d'ailleurs pas à rentrer dans le débat sur l'indépendance de l'institut d'émission mais s'inscrit avant tout des conséquences de la réforme sur les activités non monétaires de la BoF, celles qui emploient la majeure partie des dix-sept mille salariés et qui correspondent aux yeux des syndicats à un service public. Une délégation a été reçue à l'Assemblée nationale.

(Publicité)

A Combs-la-Ville (77)

Une nouvelle maison de retraite vient d'ouvrir

Prestations de grande qualité notamment les soins médicaux et paramédicaux

Prix forfaitaire Aide sociale dans certains cas Courts séjours possibles

La Maison du Grand Chêne 2, rue de l'Abreuvoir 77380 Combs-la-Ville.

Tél. : 64-88-25-00.

"Cette partie du cinéma que l'on appelle Télévision" (J. L. Godard)

Cinémathèque française

et RAI RADIOTELEVISIONE ITALIANA

présentent

L'ECRAN MUTANT

Les rapports entre le cinéma et la télévision. L'expérience de Rai2 et son regard européen.

10 Juin <ul style="list-style-type: none">19h L'Altre cinema21h Zappo di poco	11 Juin <ul style="list-style-type: none">19h La storia del popolo sovietico21h Caccia alle vedove	12 Juin <ul style="list-style-type: none">19h Les Mémoires intérieures21h Marco Bellocchio
13 Juin <ul style="list-style-type: none">19h Le cinéma21h L'Altre cinema	14 Juin <ul style="list-style-type: none">19h L'Altre cinema21h L'Altre cinema	15 Juin <ul style="list-style-type: none">19h La Morte di Ivo21h Gianni Agnelli
16 Juin <ul style="list-style-type: none">19h La Morte di Ivo21h Gianni Agnelli	17 Juin <ul style="list-style-type: none">19h La Morte di Ivo21h Gianni Agnelli	18 Juin <ul style="list-style-type: none">19h La Morte di Ivo21h Gianni Agnelli

Pour comprendre l'avenir de la télévision européenne, l'Institut Culturel Italien et Rai2 présentent

"Rai2 se met en scène."

Une exposition vidéo et quatre conférences-débats sur les thèmes les plus actuels et déterminants

- 11 Juin : L'expérience Rai2
- 14 Juin : L'avenir du reportage
- 15 Juin : Une information télévisée européenne par satellite, business ou service
- 18 Juin : La Rai2 européenne vers l'an 2000

Avec la collaboration de COOP. Nous remercions : Nuova Eri, Sodi, Sipa, Institut Italien pour le Commerce Extérieur, Air France, Groupe Royal Monceau, Assarredo, Giv & Giv, Kartell, Melini, Moroso, Unibon.



Vous avez sous les yeux un cadeau d'entreprise d'autant plus inoubliable qu'il est garanti à vie. Pour l'offrir, appelez le 1-42-67-15-87.

CROSS
SINCE 1858
INSTRUMENTS A ECRIVE
GARANTIE A VIE

POLITIQUE

La mesure étant fortement critiquée

Le gouvernement renonce « dans l'immédiat » à son projet de compensation salariale

Entendu mardi 8 juin, en fin d'après-midi, par la commission des affaires culturelles et sociales de l'Assemblée nationale, Michel Giraud, ministre du travail, a annoncé que le gouvernement renonce, « dans l'immédiat », à son projet de compensation salariale pour les salariés dont les entreprises préféreraient les baisses de salaires aux licenciements. « En effet, en l'absence de négociations au sein de l'entreprise, cette mesure présenterait des difficultés d'application et des risques de dérive »,

aurait reconnu le ministre, selon le communiqué rendu compte de son audition. Le texte précise que « le gouvernement renonce dans l'immédiat à déposer un amendement » au projet de loi. Selon la procédure prévue le 2 juin, à l'issue du conseil des ministres qui venait d'examiner le plan-emploi de M. Giraud, il avait en effet été envisagé qu'une telle disposition, insérée dans la loi, permettrait de réintroduire l'autorisation administrative de licenciement de

l'emploi et de l'apprentissage que l'Assemblée nationale doit examiner au cours de la session de printemps. Annoncée à l'origine par Edouard Balladur, dans sa déclaration du 25 mai à l'Assemblée nationale, cette initiative avait été critiquée aussitôt par la plupart des organisations syndicales, qui y voyaient un danger. De son côté, le CNPF n'avait pas dissimulé ses réserves, craignant que la mesure ne soit utilisée par les entreprises pour réduire les salaires sans recourir à la réduction des effectifs.

Une fausse bonne idée

par Alain Lebaube

Deux semaines auront donc suffi pour que le gouvernement renonce, au moins temporairement, à son idée de « compensation salariale » telle qu'elle avait été avancée de façon précipitée, le 25 mai, par le premier ministre. Il s'était déjà écoulé quinze jours pour que M. Balladur opère un revirement inattendu, entre la présentation du plan de redressement accompagnant le collectif budgétaire et l'annonce de l'emprunt de 40 milliards de francs destiné à financer, en partie, un plan pour l'emploi. Bis repetita, donc, même si c'est Michel Giraud, ministre du travail, qui paraît porter le chapeau.

Cette affaire est exemplaire à plus d'un titre. Engagée à la va-vite, sur la base d'une intuition émanant de la Direction de la prévision, imprécise dès sa première formulation, la mesure a été ensuite élaborée dans

l'improvisation (le Monde du 4 juin), avant d'être victime de la plus totale des confusions. Déjà, lors d'un cafouillage rare, à ce niveau, Nicolas Sarkozy avait annoncé son report en septembre, dès la sortie du conseil des ministres du 2 juin. Lundi 7 juin, au moment de recevoir la délégation patronale, Madelin commençait à prendre ses distances avec cette disposition, estimant qu'elle avait du plomb dans l'ail.

Mais le coup de grâce sera venu d'un autre. Engagée à la va-vite, sur la base d'une intuition émanant de la Direction de la prévision, imprécise dès sa première formulation, la mesure a été ensuite élaborée dans

l'improvisation (le Monde du 4 juin), avant d'être victime de la plus totale des confusions. Déjà, lors d'un cafouillage rare, à ce niveau, Nicolas Sarkozy avait annoncé son report en septembre, dès la sortie du conseil des ministres du 2 juin. Lundi 7 juin, au moment de recevoir la délégation patronale, Madelin commençait à prendre ses distances avec cette disposition, estimant qu'elle avait du plomb dans l'ail.

Mais le coup de grâce sera venu d'un autre. Engagée à la va-vite, sur la base d'une intuition émanant de la Direction de la prévision, imprécise dès sa première formulation, la mesure a été ensuite élaborée dans

Jean-Yves Chamard, législateur de base

Député (RPR) de la Vienne depuis 1988, ce professeur de mathématiques, admirateur du général de Gaulle, associe ses électeurs au travail parlementaire

POITIERS

de notre envoyée spéciale

Jean-Yves Chamard a fait un adieu de plus. Le député RPR de la deuxième circonscription de la Vienne a convaincu son jeune confrère, Eric Duboc (UDF, Vienne), du bien-fondé de sa méthode. Le nouvel élu de trente-trois ans a bien saisi que, pour exister sur ces terres poitevines, il lui fallait copier son aîné. « Sur Poitiers-Nord, dit-il, les électeurs que je rencontrais pendant ma campagne étaient persuadés que leur député était Chamard, constamment présent sur le terrain. J'ai donc passé mon temps à expliquer que j'appliquais les mêmes principes que lui. » Cet engagement a visiblement convaincu, puisqu'il a battu le socialiste sortant avec 54 % des voix.

La méthode semble parfaitement réussir à M. Chamard. Peu après son élection en juin 1988, l'élu RPR a mis en place une « concertation législative » dans sa circonscription, destinée à recueillir le point de vue de la base. Partant de l'idée qu'avant de voter une loi, il vaut mieux prendre l'avis des personnes concernées, il organise une réunion, avant les séances de travail de l'Assemblée, pour consulter les différents partenaires impliqués. « J'ai commencé avec la loi instituant le RMI, en discutant avec les associations caritatives, les maires et les responsables du service public », explique M. Chamard. « Lorsque, en séance, j'ai défendu mes amendements, j'ai été beaucoup plus convaincant, car mes propositions émanaient du terrain », assure-t-il aujourd'hui.

« Un métier de chien »

Après l'avoir rodée, le député s'est empressé de faire connaître sa méthode. En juin 1988, il lance, avec une vingtaine d'autres jeunes députés du RPR, le groupe Vitamines, destiné à engendrer « une nouvelle race de députés et une nouvelle façon de vivre son métier de législateur ». Les jeunes tribuns voulaient secouer l'opposition, frappée d'apathie après la défaite, et redonner un peu de tonus aux débats du Palais-Bourbon.

Le député poitevin s'est passionné pour son nouveau métier et multiplie ses contacts avec ses mandants : petits déjeuners hebdomadaires avec les organisations et associations représentatives, rencontres dans cha-

que canton avec les maires, visites auprès de tous les conseils municipaux, réunions publiques annuelles de compte rendu de mandat... M. Chamard n'est pas à court d'idées pour séduire ses électeurs. « C'est un métier de chien quand on songe qu'il faut y ajouter les permanences qui n'en finissent pas, un courrier surabondant, les séances trop longues de l'Assemblée », admet-il.

Sûr de lui, un rien paternaliste, Jean-Yves Chamard a pris sous son aile son jeune collègue et l'associe à ses initiatives. Eric Duboc, en bon élève, écoute et suit. En ce lundi de concertation législative, ce sont les organisations patronales et syndicales que le député consulte sur les textes sociaux qui doivent venir en discussion à l'Assemblée pendant la session de printemps (système des retraites, assurance-maladie et plan d'aide à l'emploi). Mis à part la CFDT, ce ne sera qu'une longue suite de lamentations et de reproches. M. Chamard sait en jouer.

Première invitée, l'union patronale de la Vienne se déclare « très déçue » par la timidité des mesures d'exonération d'allocations familiales prises par le gouvernement. « Pour les entreprises de main-d'œuvre, c'est une économie nulle, car ne sont pas forcément des entreprises de bas salaires », s'est plaint le président de la Chambre des industries de la porcelaine, en revendiquant des mesures en faveur de l'absentéisme. « Le discours du premier ministre est très mal perçu, témoigne-t-il. On en est au stade où les entreprises sont en souffrance. Embaucher, aujourd'hui, c'est se consumer à dépecer. Ce n'est pas l'entreprise qu'il faut condamner. C'est le consommateur qui est responsable. »

Jean-Yves Chamard promet à ses visiteurs de se faire le relais de leur demande : « Votre combat, mon combat, consiste à défendre l'industrie française en poussant la Communauté européenne à établir des règles », insiste-t-il en invitant ses interlocuteurs à venir en audition devant la commission des finances du conseil général. Il écoute aussi patiemment les délégués de FO venus lui faire part du mécontentement des retraités « face à une politique qui n'est que la continuité de la précédente ». Très à l'aise lors des entretiens, le député le sera moins avec la délégation de la CGT. Un

tic nerveux de la mâchoire trahit un agacement qu'il aura du mal à surmonter. « Vous ne savez pas surprendre ! Vous ne savez pas surprendre ! Vous ne savez pas surprendre ! », s'écrit-il dans son journal intime. « C'est un métier de chien quand on songe qu'il faut y ajouter les permanences qui n'en finissent pas, un courrier surabondant, les séances trop longues de l'Assemblée », admet-il.

La tâche sera plus aisée avec la CFDT. C'est dans une atmosphère détendue et complice que l'entretient se déroule avec le secrétaire régional de la centrale, venu seul. Une collaboration sur de multiples dossiers a rapproché les deux hommes : accord sur l'exonération des cotisations d'allocations familiales pour les bas salaires, accord sur la compensation salariale prévue par le gouvernement en cas de chômage partiel, la discussion voit les deux partenaires sur la « même longueur d'ondes » selon Jean-Yves Chamard. « Je considère qu'on est dans une situation où il faut réduire les acquis sociaux », déclare l'entraîneur syndicaliste. « La CFDT va devenir le syndicat de la droite », s'amuse le député. Imperturbable, le secrétaire régional lui soumettra même un projet d'association pour la gestion prévisionnelle de l'emploi, pour lequel il a besoin de subventions. La méthode Chamard réussit à convaincre quelques-uns de ses anciens adversaires.

Cet agrégé de mathématiques de cinquante et un ans, maître de conférences à l'université de Poitiers, a depuis longtemps développé sa fibre sociale. Jeune professeur assistant, tout juste diplômé, il adhère à l'Union des jeunes pour le progrès (UJFP), branche de l'Union pour la nouvelle République (UNR). En 1965, En 1958, au moment du retour de de Gaulle, il avait fait ses débuts de militant gaulliste dans la cour de son lycée à Collé : le jeune Chamard avait été tué pour avoir osé afficher une croix de Lorraine au revers de sa veste, comme il aime à le raconter.

Porte-parole de l'opposition pour les affaires sociales sous la précédente législature, Jean-Yves Chamard caressait le rêve d'un portefeuille ministériel. Il trouvait celui des affaires sociales taillé à sa mesure et le faisait savoir. Monsieur le député a dû revoir ses ambitions à la baisse et se concentrer sur son prochain objectif, la mairie de Poitiers. Là, il en est sûr, son « terrain » ne le trahira pas.

SYLVIA ZAPPI

Au Sénat

L'UDF approuve sans enthousiasme le plan Balladur

Le Sénat a commencé, mardi 8 juin, l'examen du plan Balladur, le projet de loi de finances rectificative (« collectif » budgétaire) rendu public le 10 mai dernier et adopté en première lecture par l'Assemblée nationale. La discussion générale a permis aux sénateurs socialistes et communistes d'attaquer le texte gouvernemental, mais aussi à Jean-Pierre Fourcade (UDF), président de la commission des affaires sociales, d'émettre des réserves.

Dix-sept amendements en deux heures dix : pour la discussion du premier projet gouvernemental de la législature, la loi de finances rectificative pour 1993, le Sénat avance à petits pas, alors même que le temps lui est compté. Deux jours seulement, les 8 et 9 juin, étaient prévus pour examiner le collectif budgétaire adopté en première lecture par l'Assemblée nationale (le Monde du 29 mai).

Visiblement inspirés, les sénateurs ont déposé plus de deux cents amendements sur un texte déjà largement amendé et complété lors de son passage devant les députés. Environ quatre-vingt dix amendements émanant de l'opposition socialiste et communiste, qui ne s'est pas privée d'utiliser scrutins publics et rappels au règlement pour ralentir le débat.

Défendu par le ministre du budget, Nicolas Sarkozy, à l'ouverture de la séance, mardi, le « collectif » budgétaire a eu à subir les assauts

des sénateurs d'opposition. A l'écoute du ministre, Jean-Pierre Masseret (PS, Moselle), qui avait d'abord, selon ses dires, préparé une intervention tranquille et technique, a « changé [son] fusil d'épaulé ». Partant en guerre contre « l'idéologie » du gouvernement, « votre collectif », a-t-il lancé, est fondé sur l'idée que l'opulence renforcée des plus riches sauvera les plus démunies. Ce discours a été relayé, peu après, par Michelle Demessine, sénateur communiste du Nord, qui a dénoncé « des mesures d'austérité d'une rare violence à l'égard des salariés, des retraités et des chômeurs » et s'est écrié contre « cette véritable duprie qui consiste à affirmer que la relance de l'emploi peut passer par la réduction des revenus des salariés ».

Les réserves de Jean-Pierre Fourcade

L'intervention la plus surprenante est venue des rangs de la majorité en la personne de Jean-Pierre Fourcade (RI, Hauts-de-Seine). Après avoir « souligné combien l'exercice auquel le gouvernement s'est livré a été rendu difficile par les conditions dans lesquelles il lui a été donné de le faire », le président de la commission des affaires sociales du Sénat a émis une série de « réserves », critiques à peine voilées du plan gouvernemental. Il s'est demandé si les mesures d'économies prises dans le collectif ne risquent pas de « contrarier certains objectifs affichés par ailleurs », notamment en matière sanitaire et sociale.

Constantin qu'en matière de financement des comptes sociaux,

« mesures prises et intentions affichées laissent sur la faim », le sénateur des Hauts-de-Seine a conclu ainsi sa déclaration : « La loi de finances rectificative constitue l'amorce d'une réforme, dont je voudrais seulement regretter qu'elle n'adopte pas encore les dimensions qui pourraient laisser présager nos ambitions initiales et qu'elle appelle la situation présente. »

A l'aune de cette intervention, celles d'autres sénateurs de la majorité ont paru nettement plus faibles. Christian Poncelet (RPR), président de la commission des finances, a déploré que l'Etat « impécunieux et défallant » ne cesse de « solliciter la participation des collectivités locales ». Jean Arthuis (UC), rapporteur général de la commission des finances, tout en reconnaissant que « le gouvernement fait ou mieux », a appelé de ses vœux « la mise en chantier d'une réforme globale de notre fiscalité » et, notamment, de l'impôt sur le revenu, « dont la répartition inégale, la progressivité excessive sont des archaïsmes ».

Nicolas Sarkozy a répondu courtoisement ou ironiquement, selon leur appartenance politique, à chacun des intervenants. Puis sont venus la longue litane des amendements et les échos d'un « Magnificat » fredonné par Etienne Dailly (RDE, Seine-et-Marne), président de la séance nocturne, au fil des scrutins publics. A 4 heures du matin, mercredi, les sénateurs adoptaient le premier article du collectif budgétaire, supprimant la règle du décalage d'un mois, en matière de TVA.

CLAIRE BLANDIN

Calme au Luxembourg, impatience au Palais-Bourbon

En début d'après-midi, mardi 8 juin, Edouard Balladur s'est

autorisé une petite entorse à la règle qu'il s'est fixée de rencontrer alternativement, à l'Assemblée nationale, les députés UDF et ceux du RPR. Cette fois-ci, le premier ministre a choisi de se rendre au Sénat, devant l'intergroupe réconstitué de l'UDF au Palais du Luxembourg la conférence est en effet écartée en trois formations : l'Union centriste, les Républicains et Indépendants, le Rassemblement démocratique et européen.

Bien lui a pris. Il aurait certainement été plus mal reçu dans les couloirs de l'Assemblée nationale où les députés de la majorité ne masquaient pas leur inquiétude devant la morosité de la situation économique, sous les regards goujardes de socialistes requinqués par la perspective de batailles procédurières. « Aujourd'hui, le gouvernement capitule sur les oléagineux ; demain, la coordination rurale mobile : les RPR vont passer un mauvais week-end », se moque avec une rigueur de météorologue Georges Sarre (app. PS, Paris).

« On ne nous écoute pas »

Arrivée tardive RPR, Pierre Lellouche (Val-d'Oise) confirme que la réunion de groupe a été « houleuse ». « J'ai de la chance parce que, sur ma circonscription, il ne doit plus y avoir qu'un seul agriculteur survivant du côté de Villiers-le-Bel, mais un certain nombre d'entre nous redoutent l'effet d'annonce », ajoute le conseiller départemental de Jacques Chirac. Le président du RPR a pris la parole pour expliquer que l'accord oléagineux est bon, sans vaincre cependant toutes les réticences. Côté UDF, la prudence est de rigueur, « il n'y a pas de crainte, il y a de l'appré-

hension », ergote le président de l'UDF, Charles Millon.

Au moment même où M. Balladur regrette devant les sénateurs l'« impatience » de certains membres de sa majorité, les députés rentrés de leurs expositions affichent leurs exaspérations devant les derniers gestes du gouvernement : les admonestations aux patrons et le recul annoncé par Michel Giraud, ministre du travail et de la formation professionnelle, sur la compensation des baisses de salaires pour éviter les suppressions d'emplois. André Santini (UDF, Hauts-de-Seine), d'ordinaire intraitable, est presque taciturne. « On ne nous écoute pas. Changer de pied au galop, en équilibre, c'est une manœuvre périlleuse », lâche-t-il. Le matin même, deux centristes, Dominique Pallié et René Couneau, ont demandé une politique « encore plus volontariste » pour créer « un électrochoc dans le pays ».

« On ne peut pas dire aux patrons d'embaucher quand on ponctionne la consommation avec la CSG au lieu de la relancer », reprend M. Lellouche, qui précise qu'il émet là une opinion toute personnelle. « Le risque [du plan du gouvernement], c'est la déflation, accentuée par la religion du franc fort. Moi, je me fous du niveau du franc », assure-t-il. « Si j'étais entrepreneur, je dirais : j'embauche si mon carnet de commandes est plein, pas si l'Etat me paie la moitié du salaire de mes salariés », ajoute M. Lellouche.

« Autant on ne comprend pas certains licenciements, autant on comprend que les patrons ne puissent pas tout faire », assure Jean-Jacques Hyst (UDF, Seine-et-Marne). « Le gouvernement est un peu enfermé dans son approche monétariste, d'un autre côté, je comprends les entrepreneurs », ajoute François d'Aubert

(UDF, Mayenne). « Je les comprends aussi », glisse Yves Fréville (UDF, Me-et-Vienne). L'orthodoxie budgétaire semble de moins en moins de mise. « Je me demande si je ne deviens pas un petit peu keynésien. Le déficit n'est plus le problème actuellement, je le laisserais bien filer un peu », ajoute un autre centriste.

Alors qu'au Sénat, le premier ministre indique aux élus UDF que « les instruments de sa politique économique et sociale seront prêts au 14 juillet », et que celle-ci sera « mise en œuvre le 1^{er} septembre », à l'Assemblée nationale, plus aiguillon que jamais, M. Millon fait part de « l'inquiétude » des députés de l'UDF à leur retour de province. Il réclame aussitôt « une relance de la demande », « un plan d'urgence entre l'Etat et les collectivités locales » et « une mobilisation générale pour l'emploi ». Gilles de Robien (UDF, Somme) s'en prend à l'emprunt décidé par M. Balladur. « Ce qui compte pour moi, ce n'est pas l'avis du CNPF, c'est celui des petits patrons que j'ai rencontrés ce week-end. L'emprunt a été prévu pour anticiper les revenus des privatisations de cet automne. Si son produit n'est affecté qu'en octobre, cela n'aura servi strictement à rien », assure le maire d'Amiens.

A sa sortie de l'intergroupe UDF du Sénat, Edouard Balladur se laisse aller à quelques réflexions. « Les sénateurs trouvent que nous allons déjà assez vite, dit-il ; ils souhaitent que cela soit encore plus rapide bien entendu. Je le souhaite aussi. Il faut voir si c'est possible. » Ce mardi, l'atmosphère du Sénat était sensée être plus agréable au gouvernement que celle de l'Assemblée nationale.

GILLES PARIS

EN BREF

Le professeur Minkowski quitte Génération Ecologie. - Titre de liste de Génération Ecologie aux élections régionales de 1992 à Paris, le professeur Alexandre Minkowski vient de démissionner du mouvement présidé par Brice Lalonde. « L'exécutif de la région m'a confié des missions difficiles dans le tiers-monde, ce qui est beaucoup plus en rapport avec mes compétences que les activités à l'intérieur du groupe de Génération Ecologie », nous a-t-il affirmé, avant de

préciser qu'il se définit comme « un homme de gauche, ami de Michel Rocard » et qu'il souhaite achever son mandat de conseiller régional d'Ile-de-France en qualité d'appareillé au groupe GE.

Le maire de Cergy (Val-d'Oise) se met en congé du PS. - Isabelle Massin, maire de Cergy (Val-d'Oise), a rendu publique, mardi 8 juin, sa décision de se mettre en congé du Parti socialiste. Elle l'avait fait savoir par courrier, le 23 avril der-

nier, au secrétaire de la section locale du PS, en évoquant des divergences avec la fédération départementale. Ancienne collaboratrice de Michel Rocard à la mairie de Conflans-Sainte-Honorine, élue maire de Cergy en mars 1989, Massin a précisé qu'elle reste « fidèle aux valeurs de la gauche » et qu'elle participera à sa reconstruction « à l'extérieur du Parti socialiste ».

les pratiques de procréation pourraient favoriser le c

Nous devons mettre un système de veille et

Enseignants et parents d'élèves partages sur la réforme du bac

Selon des études françaises et américaines

Des pratiques de procréation médicalement assistée pourraient favoriser le cancer de l'ovaire

La stimulation de la fonction ovarienne, fréquemment mise en œuvre dans la procréation médicalement assistée, destinée à obtenir plusieurs ovocytes pour la fécondation *in vitro*, pourrait favoriser l'apparition de cancers de l'ovaire. Tel est le résultat d'une série d'observations épidémiologiques récentes, françaises et étrangères. Une équipe du CHU de Nantes, dirigée par le professeur Patrice Lopus, vient en effet de rendre publics les derniers résultats dont on peut disposer sur ce sujet en France (1). Chaque année, plusieurs milliers de femmes souffrant de stérilité font l'objet d'une stimulation ovarienne.

L'hypothèse selon laquelle de nombreuses ovulations pourraient favoriser l'apparition d'un cancer de l'ovaire n'est pas nouvelle. En 1971 déjà, une équipe spécialisée avait, dans l'hebdomadaire médical britannique *The Lancet*, évoqué ce risque. Cette hypothèse postule que les mécanismes mêmes de l'ovulation et le « traumatisme » cellulaire qu'ils impliquent peuvent déclencher ou stimuler l'apparition d'un processus cancéreux au sein de cet organe.

Cette hypothèse « mécanistique » est soutenue par le fait que la contraception orale (quand elle a pour effet de bloquer l'ovulation) réduit de manière significative le risque de survenue d'un cancer ovarien. Plus récemment, il existe un lien entre le nombre cumulé d'ovulations (2) et le risque d'apparition de ce cancer. On déduit ainsi un faisceau d'arguments, théoriques et pratiques, pour soutenir l'hypothèse selon laquelle le fait de multiplier, à partir de stimulations médicamenteuses, le nombre d'ovulations chez une même femme pourrait augmenter le risque de cancer ovarien.

Les praticiens spécialisés dans le traitement de la stérilité féminine ont en recours, dans un premier temps, à des substances hormonales dénommées « inducteurs de l'ovulation ». Apparus il y a plus de vingt ans, ces produits ont pour effet, en modifiant certains équilibres hormonaux féminins, de faciliter l'apparition d'une ovulation régulière et ainsi de permettre, dans certains cas, l'obtention d'une fécondation, puis d'une grossesse. Avec le développement brutal, au début des années 80, de la fécondation *in vitro*, ces mêmes inducteurs de l'ovulation furent utilisés à d'autres fins. Il s'agissait, en augmentant les doses ou en associant différentes substances, de provoquer une « hyper-ovulation ».

On cherche à obtenir que l'ovaire produise de manière simultanée plusieurs ovocytes (jusqu'à une dizaine). Ces ovocytes sont ponctionnés au moyen d'une aiguille, puis utilisés en dehors des voies génitales féminines pour obtenir des embryons *in vitro*, qui seront ensuite placés au sein de l'utérus. Ces embryons peuvent être conservés par congélation. Il est du plus grand intérêt, pour augmenter les taux de succès et réduire le nombre des ponctions, d'obtenir le maximum d'ovocytes lors de la même ponction. Selon le dernier bilan de

l'association FIVNAT, plusieurs dizaines de milliers de femmes, âgées en moyenne de trente-trois ans et demi, ont été, en France, ponctionnées après des stimulations hormonales (3).

Des observations convergentes

En juin 1990, l'équipe du CHU de Nantes diagnostiquait un cas de cancer de l'ovaire chez une femme de trente-sept ans souffrant de stérilité et ayant subi différents cycles de stimulation de ses ovaires. Le professeur Lopus découvrit alors que des cas similaires avaient déjà été publiés dans la littérature internationale. Il entreprit d'adresser un questionnaire aux cent seize centres français de procréation médicalement assistée afin de tenter un recensement national. La moitié de ces centres seulement devaient répondre.

Un premier bilan de dix cas de cancers de l'ovaire fut publié en 1992, dans la revue *Gynécologie*. Dans le même temps, le professeur Lopus publiait, en mars 1992, un éditorial dans la *Lettre du gynécologue*. « Il est très difficile de dire que la stimulation de l'ovulation augmente le risque de cancer de l'ovaire et d'établir un lien de causalité », écrivait-il. En effet, le suivi des femmes ayant bénéficié de stimulations de l'ovulation est très insuffisant. La complétude des cycles d'induction de l'ovulation en dehors de la fécondation *in vitro* est rarement faite. Les

registres de cancers gynécologiques sont très rares en France et ceux qui existent ne comportent pas les données d'induction de l'ovulation.

L'équipe nantaise vient aujourd'hui de publier un nouveau travail documenté dans lequel elle actualise ses données, sans toutefois prétendre à l'exhaustivité. Au total, dix-neuf cas de cancer de l'ovaire ont été recensés, dont treize concernaient des femmes ayant fait l'objet de stimulation ovarienne à partir de différents médicaments (cinaste de domipéline, hMG et hCG). Les femmes étaient âgées de trente-cinq à quarante et un ans et les cas ont été recensés dans neuf centres (dont quatre cas à Clamart). Il s'agit le plus souvent de formes de cancer offrant de réelles chances de guérison.

La prudence des laboratoires spécialisés

Au même moment, plusieurs études anglo-américaines publiées dans l'*American Journal of Epidemiology* viennent de donner à cette question une actualité plus grande encore. Ils établissent de nouveaux liens statistiques entre les traitements contre le cancer ovarien, ce risque pouvant être multiplié par près de trente (4). « Si rien ne permet d'établir un lien de cause à effet, il n'en reste pas moins qu'il y a là une association à priori inquiétante. Elle l'est d'autant plus que ce type de traitement est aujourd'hui mis en œuvre à une

« Nous devons mettre en place un système de veille et d'alarme »

nous déclare M. Douste-Blazy

Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, a commenté pour le *Monde* l'article du professeur Lopus sur les risques de cancer de l'ovaire liés à la stimulation ovarienne. « Dès que je suis arrivé au ministère de la santé, j'ai pris connaissance de l'article publié en 1992 dans *The American Journal of Epidemiology*, concernant le risque accru de cancer de l'ovaire chez les femmes traitées au moyen d'inducteurs de l'ovulation. J'ai immédiatement demandé à la direction générale de la santé de faire le point sur la situation en France.

« D'ores et déjà, je propose la mise en œuvre de trois types de mesures :

1. Informer les médecins du contenu de ces différents articles : cette information doit s'accompagner d'un rappel de l'importance des bonnes pratiques cliniques et, en particulier, du respect des doses à ne pas dépasser. J'indique que je vais demander la réunion d'une conférence de consensus destinée à définir les posologies optimales en la matière ;
2. Une modification des fiches du dictionnaire Vidal concernant les inducteurs de l'ovulation, de manière, là encore, à informer les praticiens ;
3. La mise en œuvre, le plus rapidement possible, d'études épidémiologiques, non seulement en France,

mais aussi en Europe de manière à disposer, en raison de la faible prévalence du cancer de l'ovaire, d'échantillons de population importants. Il est indispensable que tous les centres de procréation médicalement assistée acceptent de participer à ces études épidémiologiques. Les registres de cancer doivent également contribuer à mieux cerner l'importance éventuelle de ce risque.

« Cette affaire », ajoute M. Douste-Blazy, est caractéristique de l'absence de politique de santé publique dans notre pays. Nous devons absolument mettre en place un système de veille et d'alarme. Dix ans après l'introduction, en France, de ce nouveau type de pratique médicale, il n'est pas normal que l'on n'ait pas mis en œuvre, de manière concomitante, une étude de suivi de ces femmes. C'est tout le problème de la pharmacovigilance et de la pharmacopédo-épidémiologie au moment de l'introduction de nouveaux traitements qui se trouve ainsi posé. J'ajoute que, dans cette affaire, la transparence la plus totale soit assurée de manière, le moment venu, à pouvoir informer les femmes avec le maximum de précision.

Propos recueillis par FRANCK NOUCHI

ÉDUCATION

Les réactions au plan de M. Bayrou

Enseignants et parents d'élèves sont partagés sur la réforme du baccalauréat

Après l'annonce, lundi 7 juin, par le ministre de l'éducation nationale (le *Monde* du 8 juin), de sa réforme des classes terminales et du baccalauréat, le Syndicat national des enseignants de second degré (SNE), majoritaire dans les lycées, se félicite de voir « ses propositions partiellement prises en compte ». Le ministre confirme que le baccalauréat reste un examen national avec épreuves anonymes. Il annonce des modifications positives à la série technique tertiaire.

Le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC), pour sa part, « approuve le changement profond de conception » de la réforme, et se félicite de voir le ministre « réaffirmer son attachement sans équivoque à un baccalauréat anonyme et national, ce qui exclut le contrôle continu ». Même sentiment à la

Société des agrégés et à la Confédération nationale des groupes autonomes (CNGA), celle-ci regrettant cependant « que ne soit pas remise en cause la seconde indifférence ». Seul le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT), critique vigoureusement ce « bac rétro ». « Le système proposé n'empêchera pas que les stratégies individuelles recréent une hiérarchie interne aux séries. Les horaires restent trop lourds et ne laissent aucune place au travail personnel. Le maintien du système d'options facultatives inégalitaires et élitistes persiste ». En outre, le SGEN estime « scandaleux » que les bacheliers techniciens perdent, quand ils redoublent, le bénéfice du maintien de leurs notes en cas d'échec à l'examen (le *Monde* du 9 juin).

Enfin le Syndicat des enseignants (SE-FEN) estime que la réforme annoncée propose « peu d'innova-

tions » et suscite « beaucoup de questions ». Les fédérations de parents d'élèves, en revanche, sont plus réservées. La Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) juge que la réforme « ne répond pas à l'intérêt de tous les jeunes » et elle regrette « le rejet d'une prise en compte du contrôle continu ».

Quant au président de Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP), M. Bocquet, il aurait souhaité que le ministre « commence à démythifier un peu le baccalauréat » et il rappelle l'attachement de la PEEP à l'introduction partielle du contrôle continu et de la conservation des notes pour les élèves échouant au bac et qui redoublent.

Lire page 18, dans « Education Campus », le premier volet de notre série « La France qui plonge ».

JUSTICE

L'affaire du sang contaminé devant la cour d'appel de Paris

Un réquisitoire inachevé

Devant la cour d'appel de Paris, l'avocat général Christine Thin a requis, mardi 8 juin, une peine de quatre ans d'emprisonnement contre le docteur Michel Garretta, ancien directeur général du CNTS, quatre ans de prison dont deux avec sursis contre le docteur Jean-Pierre Allain, ancien chef du département Recherche et développement du CNTS, et quatre ans avec sursis contre le professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la Santé. Si, pour ces trois prévenus, les réquisitions sont conformes aux sanctions prononcées par le tribunal le 23 octobre 1992, l'avocat général a demandé à la cour un an de prison avec sursis contre le professeur Robert Netter, ancien directeur du Laboratoire national de la santé, relaxé en première instance.

Depuis plus d'une semaine, les avocats des victimes avaient, chacun à sa manière, puisé dans le dossier tout ce qui leur paraissait établir la culpabilité des quatre prévenus. Depuis plus d'une semaine, sur tous les tons, des arguments semblables avaient été développés avec cette minutie horlogère qui résulte des examens répétés d'un même objet par des mains différentes. Il semblait donc bien difficile qu'il restât quelque chose à dire. Mais l'immensité du dossier permettait encore à l'avocat général de s'y plonger à nouveau pour en extraire d'autres pièces et, quand il s'agissait des mêmes documents que ceux déjà exploités par les parties civiles, la redite pouvait être évitée.

Une caractéristique étrange de ce procès veut en effet qu'une même lettre, un même rapport, un même témoignage puisse être lu de mille manières, hier par les avocats des victimes, aujourd'hui par le parquet, et sans doute demain par la défense. Cette particularité trouve peut-être son explication dans ce préambule du réquisitoire de l'avocat général, Christine Thin : « Il faut bien juger en appréciant aujourd'hui des connaissances qui étaient celles d'hier. Ce décalage dans le temps ne rend pas les choses faciles. »

« On savait »

Les quatre prévenus s'abritent notamment derrière les incertitudes de l'époque. M^{me} Thin était contrainte de reprendre pas à pas la chronologie des événements. Un personnage indispensable, fascinant, que le magistrat exalta avec la patience et la minutie d'un entomologiste. « On savait » dans la foule de dates, de pièces, de documents, ces deux mots sont revenus en leitmotiv, ponctuant chaque extrait de compte-rendu ou chaque propos d'un témoin pouvant être interprété comme la révélation d'une connaissance.

La découverte du sida, la contamination des produits dérivés du sang, le chauffage de ces produits, le surcontaminant : successivement, méthodiquement, sans éclat de voix, l'avocat général a examiné toutes ces étapes, répétant : « On savait ». Le magistrat se livre même à une joute tautologique avec une phrase du professeur Jean Bernard, qui avait dit : « Avant de savoir, on ne sait pas », en lui répondant : « Quand on sait, on sait. »

M^{me} Thin a ensuite écarté la question de la responsabilité de

certaines médecins prescripteurs : « Ils ne font pas partie du cercle des médecins initiés qui ont eu droit à l'information », a constaté le magistrat, en notant : « Il n'y avait pas moyen d'avoir des produits infectés ».

Sur la qualification, M^{me} Thin, en est restée à la « tromperie » retenue par le tribunal, en ajoutant : « Que les victimes comprennent bien qu'il n'y a, dans ce choix, aucune volonté réductrice, aucune banalisation de leur incommensurable douleur. » La tromperie, selon le magistrat, a été caractérisée par deux phrases simples : « Le fabricant doit faire un produit sûr. S'il y a un risque non maîtrisé, il doit en prévenir l'utilisateur. »

Restait à départager les responsabilités. Celle du docteur Garretta sera examinée presque brièvement : « Sa responsabilité est totale », a déclaré l'avocat général. C'est lui qui choisit et met en œuvre les grandes options du CNTS. C'est lui qui contrôle le volume des importations. C'est lui qui filtre les informations qui sortent vers l'extérieur. Il ne peut bénéficier d'aucune circonstance atténuante.

« Dogme de l'autosuffisance »

Le magistrat s'est ensuite attardé sur le cas du docteur Allain : « Spécialiste de l'hémophilie, un homme d'ambigu. Il est celui qui distille les informations. Il continue de soigner une vingtaine de malades auxquels il applique la loi terrible et meurtrière du silence. » L'avocat général a souligné que le docteur Allain avait collaboré avec le directeur du CNTS et « déjoué » les informations qu'il donnait à l'extérieur. Aussi, alors que les victimes murmuraient encore après avoir entendu le mot « sursis », M^{me} Thin a souligné que sa peine soit assortie d'une mise à l'épreuve avec interdiction d'exercer la médecine pendant trois ans.

Concernant le professeur Jacques Roux, le magistrat lui a reproché d'être « à l'origine du dogme de l'autosuffisance » et de n'avoir « rien tenté pour s'opposer au docteur Garretta ». Elle a ajouté : « Il n'a fait aucune circulaire pour interdire, ou même pour avertir. C'est le silence. » Enfin, M^{me} Thin n'a pas accepté la relaxe du professeur Netter. « A-t-il tenu la même langue édulcorée, à tout prendre hypocrite. Médecin lui aussi, il s'est abstenu de toute action personnelle, alors qu'il connaissait les conséquences. »

Les peines requises, c'est l'instant où les avocats généraux se ressemblent. Mais M^{me} Thin avait encore des choses à dire : « Ce n'est pas le procès de la médecine. C'est le procès de l'antimédecine, de quatre médecins investis de la confiance de leurs malades », a lancé le magistrat, en fustigeant « l'ambition, le lâcheté, le goût du pouvoir et le mépris des autres. »

Tout semblait dit, et pourtant, malgré trois heures de réquisitoire, malgré l'abondance des arguments, il restait une étrange impression de discours inachevé. Est-ce ce sentiment de vide, notamment sur les politiques et leurs conseillers, qui a conduit l'avocat général à compléter son propos par quelques phrases où perceait une pointe d'embarras ? « D'autres procès sont en cours... D'autres procès auront lieu... Peut-être aurons-nous un grand procès avec tout le monde... Au cours de ce procès, la justice de ce pays s'essaye avec ses moyens, ses limites, d'approcher la vérité. »

MAURICE PEYROT

Manifestation « anti-dealers » porte Saint-Denis à Paris. - Plusieurs dizaines de commerçants et riverains du quartier de la porte Saint-Denis dans le 10^e arrondissement de Paris ont manifesté mardi 8 juin à 11 heures contre le marché de la drogue. Une manifestation organisée par l'ADUA (Association des usagers de l'administration et des services publics) et France Plus, pour amener les pouvoirs publics à « reconquérir le quartier Bonne-Nouvelle-Porte-Saint-Denis devenu

la zone franche des dealers ». Les manifestants ont bloqué pendant vingt minutes la circulation sur le boulevard Saint-Denis, avant de bloquer sur le trottoir une banderole « quartier sinistré par la drogue ». Ils menacent d'employer tous les moyens relevant de la désobéissance civile pour obtenir une présence policière plus importante dans le quartier. Jean-Claude Delarue, président de l'ADUA, devait être reçu mercredi 9 juin au cabinet du préfet de police de Paris.

L'ASSASSINAT DE RENÉ BOUSQUET

Des aveux à la presse

« Moi, Christian Didier, qui ai tué cette ordure... »

Christian Didier, âgé de quarante-neuf ans, est bien l'auteur de l'assassinat de René Bousquet, dont il s'était accusé, mardi 8 juin à midi, au cours d'une conférence de presse improvisée dans un hôtel des Lilas, en Seine-Saint-Denis (nos dernières éditions du 9 juin). Interpellé peu après par la police judiciaire parisienne, l'homme a répété aux enquêteurs qu'il avait tué l'ancien secrétaire général de la police du régime de Vichy à la fois pour son rôle joué dans la déportation des juifs et pour « redonner la spiritualité à l'humanité ».

Les expertises ont démontré que le revolver trouvé en sa possession est l'arme qui a été utilisée pour tuer René Bousquet. La concubine et le domestique de ce dernier ont formellement reconnu Christian Didier. Enfin, la fausse convocation judiciaire dont il s'était servi pour convaincre Bousquet de lui ouvrir sa porte a été retrouvée dans la main de ce dernier, tandis qu'une copie était saisie dans la chambre d'hôtel occupée par le meurtrier. Didier devait être déferé, mercredi après-midi, devant le parquet de Paris.

La mort de l'ancien ministre de la police de Vichy, âgé de quatre-vingt-quatre ans, est intervenue alors que la justice semblait, après tant d'années d'astérisques, se préparer au procès de René Bousquet et de sa politique antijuive. Jugé en 1949 devant la Haute Cour de justice, qui l'avait condamné à cinq ans de dégradation nationale — une peine dont il fut aussitôt relevé — Bousquet était en effet visé par une plainte pour crimes contre l'humanité, déposée en 1989 par M. Serge Klarsfeld et mettant en cause sa responsabilité dans les rafles et les déportations de juifs d'avril 1942 à la fin 1943. Nous publions des extraits du projet de réquisitoire définitif pris en réponse par le ministère public.

Les nombreuses réactions provoquées par l'assassinat de René Bousquet démontrent que le procès ne puisse avoir lieu. En 1979, Jean Legay, délégué permanent à Paris de Bousquet sous l'Occupation, était inculpé de crimes contre l'humanité pour avoir organisé la rafle du Vél d'Hiv, avant de mourir dans son lit, dix ans plus tard, sans avoir été jugé. Maurice Papon, ancien secrétaire général de la préfecture de Bordeaux sous l'Occupation, et Paul Touvier, ancien chef milicien, ont été à leur tour inculpés respectivement en janvier 1983 et juin 1989. Seul Paul Touvier, le moins « gradé », fait pour l'heure l'objet d'un renvoi devant une cour d'assises.

Une heure après avoir assassiné René Bousquet, Christian Didier a été saisi d'une frénésie médiatique. « C'est moi qui ai tué cette ordure », annonce-t-il d'une voix posée au Monde, ce mardi à 10 h 30 du matin, quelques minutes après que la nouvelle eut été signalée par une dépêche « urgente » de l'Agence France Presse au contenu très lapidaire. « Je vais me constituer prisonnier dans l'après-midi. Mais avant, je veux vous rencontrer, j'ai un message à délivrer. » Il insiste aussi pour obtenir les numéros de téléphone de TF1 et de France 2.

A-t-on affaire à l'assassin, ou bien est-ce un affabulateur ? De mauvaise grâce, l'homme livre des détails qui, à cette heure, ne sont pas de notoriété publique. « Bousquet habitait au sixième étage du 34, avenue Raphaël. J'ai pénétré dans son appartement en lui disant que j'avais une citation à comparaître à lui faire lire. Je l'ai tué de quatre balles, à 9 h 30, avec mon revolver de calibre 38. » Christian Didier nous donne rendez-vous une heure et demie plus tard, à la sortie du métro Mairie-des-Lilas. « Attention, ne venez pas avec des fachos... »

Il est midi. Quelques journalistes — le Parisien et le Monde pour la presse écrite, TF1 et RMC pour la presse audiovisuelle — font le pied de grue sur une placette des Lilas (Seine-Saint-Denis). Un homme aux cheveux gris, sec comme un sarmant de vigne, portant lunettes noires, Jean délavé et polo, s'approche. « C'est moi. » Il propose d'aller dans un endroit plus calme. La caméra de TF1 commence à filmer.

« La victoire du bien sur le mal »

Quelques minutes plus tard, une conférence de presse improvisée se tient dans la chambre qu'il occupe depuis la veille à l'hôtel Paul-de-Koch. Cet établissement sert de pied-à-terre à Christian Didier quand il quitte Saint-Dié (Vosges) pour subir à Paris des soins ophtalmologiques. « Ce sont des journalistes qui font une émission médicale », explique-t-il à sa logeuse, surprise par l'arrivée d'un groupe avec appareil photo et caméra de télévision. A diverses reprises, il se plaint de ses problèmes médicaux, notamment « une tumeur aux intestins à la limite du cancer ».

Toujours aussi calme, Christian Didier insiste d'abord sur « l'horreur que peut inspirer un type comme Bousquet, qui a été chargé de l'épuration ethnique

des juifs, qui a envoyé 20 000 adultes et 5 000 enfants dans les camps ». A-t-il été personnellement meurtrier, dans sa famille ou ses proches ? « Je suis né en 1944 dans une région [les Vosges] où il y a eu beaucoup de Résistants et j'ai un ami dont la famille est morte en déportation. » Il précise avoir « mis six mois » avant de se décider à supprimer l'ancien secrétaire général de la police de Vichy. « C'est la

j'ai sorti mon revolver et j'ai tiré à bout portant. Il a foncé sur moi, il avait vraiment une énergie inouïe, ce type-là. J'ai tiré une deuxième fois, il a continué à foncer sur moi. Une troisième fois, il a continué à chanceler, il courait encore sur moi. La quatrième fois, j'ai tiré dans la tête ou dans la nuque, j'ai pas bien vu, et là il est tombé, le sang qui pissait avec le papier dans la main. »

la justice, je vais me constituer prisonnier et je vais prendre dix ans de prison, s'énervait-il. Mais la justice n'a pas fait son travail. J'ai entendu parler du procès Bousquet pendant des années mais il n'a jamais eu lieu. En 1987 déjà, j'ai essayé de tuer Barbie en tentant de pénétrer dans la prison de Lyon où il était enfermé. Je m'étais fait passer pour un faux urologue, mais le portique de sécurité s'est déclen-

ché et l'on a vu que j'avais une arme sur moi. Pour ça, j'ai déjà fait quatre mois de prison. Comme Jean Moulin, j'ai connu l'angoisse du bruit des clefs qui tournent dans la serrure. »

Christian Didier s'emballa, coupe la parole, veut avant tout lire son « message religieux ». Il enlève ses lunettes de soleil, remplacées par des verres correcteurs. Il brandit une page, qu'il dit avoir envoyée à des amis, dernier à toutes les rédactions et à de nombreuses personnalités. Il récite son texte d'une voix enflammée. Les yeux vers le ciel, il connaît des passages entiers par cœur. Cette page dactylographiée est intitulée « SOS Spiritualité Monde » et commence par une citation de Malraux : « Le XX^e siècle sera spirituel ou ne sera pas ». A l'encre rouge, Christian Didier a ajouté : « ma mission sur Terre ».

L'homme parle de son « errance divine », du « souffle de Dieu », de « l'Occident menacé du manque de spiritualité ». Son propos s'égare, mélangeant Kerouac et Mère Teresa, Malraux et Rimbaud. « Je me suis servi du tremplin de cette action pour adresser ce message primordial au monde. S'adressant aux « frères humains », insistant sur « le respect de la différence, de

l'autre en tant qu'autre », « avide d'absolu », Christian Didier est convaincu d'avoir fait « une chose primordiale, qui peut changer la face du monde... »

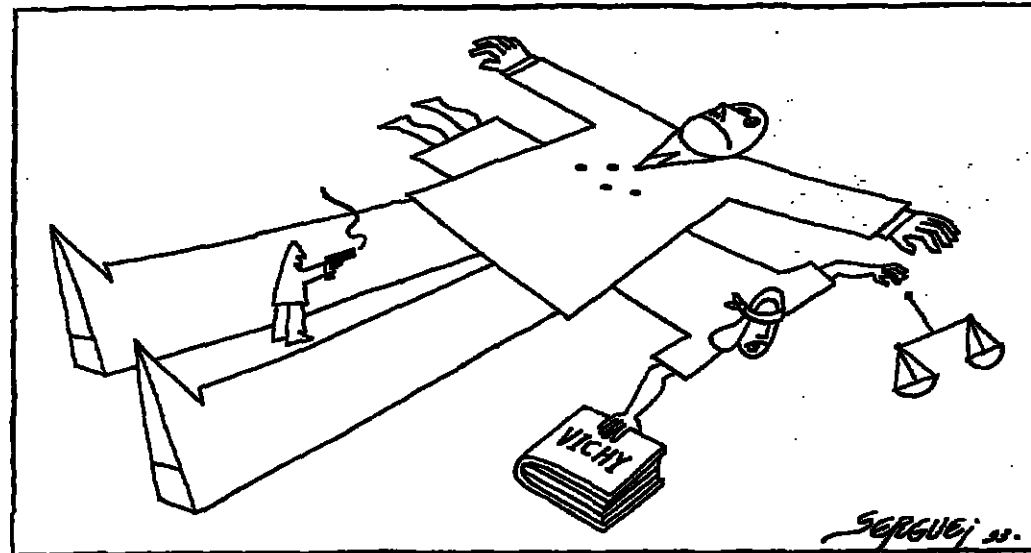
Son éternement monte encore d'un cran quand le journaliste de TF1, connaissant la biographie mouvementée et les coups spectaculaires réalisés dans le passé par Christian Didier, lui demande s'il s'agit d'un nouvel acte promotionnel pour l'un de ses bouquins. « Ce n'est plus la même époque. J'ai voulu tuer un monstre, écraser une punaise, un cafard. » Il explique aussi qu'il est « suivi depuis dix ans par un psychiatre », ajoute qu'il a « un tas de problèmes psychiques ». Puis confesse en guise d'explication : « La seule façon de m'en sortir était de supprimer une ordure qui a fait souffrir toute l'humanité. » L'interrogé-on sur sa folie ? « Tous les gens qui ont été victimes de ce type-là comprennent pourquoi je l'ai tué. Je l'avais en tête, j'assume l'avoir tué, je suis obligé d'aller en prison. Il faut s'attaquer aux Hitler, aux Mussolini, aux dictateurs. »

Suivi par un psychiatre

Passant de l'excitation au recueillement, Christian Didier donne des bribes de son passé. « J'ai beaucoup voyagé, en Australie notamment. Puis j'ai été pendant quinze ans chauffeur de stars dans Paris, puis chauffeur-livre chez Cardin. J'avais le temps de lire de la littérature quand j'attendais dans les voitures. Je suis devenu écrivain. » L'en-tête de son « message » porte en effet son nom, suivi de la mention « écrivain ». Enfin, l'homme précise qu'il perçoit le RMI et qu'il vit « très chichement ».

Il est presque une heure de l'après-midi quand Christian Didier se lève pour « pisser ». On frappe à la porte. Ce sont des journalistes de Libération. « Il va encore falloir que je raconte tout », soupire l'homme, qui s'enquiert à nouveau de l'absence de France 2. Un quart d'heure plus tard, d'autres visiteurs font irruption dans la salle. Le premier porte une arme au poing. « Qui c'est ? » Les journalistes encore présents dans la chambre lèvent les mains en l'air. Christian Didier se laisse interpellé par des inspecteurs du service départemental de police judiciaire sans brutalité.

ERICH INCIVAN



première fois que je tue quelqu'un. Éliminer un monstre est honorable, c'est la victoire du bien sur le mal, d'Eras sur Thanaos. » Puis il raconte la scène avec force détails mais sans laisser s'installer un vrai dialogue.

« Je suis arrivé vers 9 h 30 avenue Raphaël. J'ai sonné à l'interphone. J'ai dit à Bousquet que j'étais un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur et que je devais lui remettre une citation à comparaître pour un procès. » Bousquet a finalement accepté. « Je suis monté au sixième. Il m'a ouvert la porte. J'ai reconnu son visage que j'avais vu sur des photos et à la télé. Je l'ai appelé par son nom — « M. René Bousquet ? — pour être sûr de ne pas tuer quelqu'un d'autre, dit-il encore. Il y avait un grosberger allemand et j'ai eu peur qu'il me saute dessus. Mais il s'est enfui quand j'ai tiré la première balle. »

D'un geste, Christian Didier désigne une sacoche en cuir noir qui gît sous le lavabo de cette chambre d'hôtel exigüe et sans grâce. « J'ai expliqué à Bousquet que je devais lui remettre une assignation à comparaître devant le procureur de la République. J'ai mis la main dans la sacoche — « Je vais vous passer ces documents qui sont nécessaires. » Puis

Demandant au cameraman et au photographe de poser leurs appareils, Christian Didier sort son arme de la sacoche. « Un Remington 38 », indique-t-il curieusement puisque les policiers saisissent en fait un Colt américain de modèle « Frontier ». Il ajoute qu'il a « toujours aimé tirer » et concède à un journaliste qu'il s'agit « quasiment d'une arme de cow-boy ». Il actionne la détente à plusieurs reprises, observant le contenu du barillet pour vérifier qu'un coup de feu ne va pas partir. « Combien j'en ai tiré ? Ah oui, quatre, c'est bien ça », note-t-il après s'être assuré qu'il reste deux balles. Puis l'arme est rangée dans la sacoche.

A diverses reprises, Christian Didier s'inquiète de l'absence de France 2, demande qu'on aille les chercher au lieu de rendez-vous. Il perd son calme quand on lui demande s'il se considère comme un justicier, s'il estime avoir le droit de se substituer à la justice.

« La justice n'a pas fait son travail »

« J'ai laissé la fausse citation à comparaître sur place pour signer mon geste. Je n'ai pas voulu me sauver, je ne veux pas échapper à

Les coups d'éclat médiatiques d'un simple quidam qui ne supportait pas de le rester

LYON et NANCY

de nos correspondants

Depuis le 19 mai 1987, où il fut arrêté dans l'enceinte de la prison Saint-Joseph de Lyon, porteur d'une réplique de Remington chargé de six balles, Christian Didier pouvait se vanter d'être « l'homme qui avait tenté de tuer Klaus Barbie ». Mais ce titre de gloire médiatique bien éphémère, qui lui valut quatre mois d'incarcération, ne lui suffisait apparemment pas. Pour faire le « one » et surtout pour passer à la télévision, le simple quidam qui ne supportait pas de le rester était prêt à toutes les extravagances. Comme s'il lui fallait effacer son passé d'homme issu d'un « milieu modeste », d'ancien chauffeur de maître qui avait peut-être développé sa soif de célébrité en transportant quelques vedettes. Comme s'il voulait accéder coûte que coûte à une autre notoriété que celle d'écrivain raté, inondant les rédactions de lettres mystiques pour faire connaître sa croisade auprès des « frères humains », pour le « bien contre le mal ».

Déjà, en 1980, Christian Didier avait attiré l'attention sur lui en s'imposant 480 kilomètres de marche, entre Strasbourg et Paris, dans le vain espoir qu'un

éditeur accepte de publier un livre de souvenirs de voyage en Australie (le Monde du 29 avril 1980). Puis, le 1^{er} mars 1986, pour présenter un autre livre, édité à compte d'auteur, la Ballade d'Early Bird, il avait fait irruption sur le plateau d'Antenne 2, au cours de la cérémonie de remise des Césars. Depuis, il était devenu un habitué des apparitions pressées à la télévision. Il a fait irruption sur le plateau de « Droit de réponse » et a perturbé le Jeu de la vérité d'Alice Sapritch ainsi que « La Nuit des Césars » et la cérémonie des Molières en mai 1989. L'an dernier, il a provoqué Jean-Marie Le Pen en duel et, toujours en 1992, a tenté d'arracher à Georges Marchais son micro lors de la Fête de l'Humanité. Il s'est également enchaîné à la terrasse du Fouquet's et il lui est arrivé de perturber une finale de la Coupe de France au Parc des Princes en brandissant une banderole autoproclamatoire (« Achetez mon livre »).

A propos de cet homme de rien capable de tout, M. François La Phuong, qui fut son défenseur parle d'« exaltations », de « romantisme » et se souvient de « bouffées de mysticisme ». L'avocat lyonnais garde aussi le souvenir d'un prévenu « sympathique », qui lui avait confié combien il avait été

choqué par le témoignage de Lise Lesèvre, l'une des victimes de Klaus Barbie, à l'occasion du procès de celui-ci. « Bien que né en 1944, il semblait sincèrement obsédé par les atrocités du nazisme », souligne M. La Phuong.

« Psychose narcissique »

Devant la sixième chambre du tribunal correctionnel de Lyon, où il avait comparu, le 22 septembre 1987, pour « port d'arme » et « usage de faux » — la « tentative d'homicide volontaire » n'ayant pas été retenue —, Christian Didier avait été précédé, à travers le rapport des experts psychiatres, comme souffrant d'une « psychose narcissique ». Considéré comme n'étant pas en état de démente au moment des faits — avant d'être démasqué par un portique de sécurité, d'ailleurs —, s'était fait ouvrir la porte de Saint-Joseph en se présentant comme un urologue périsien, muni de faux certificats. — Christian Didier ne pouvait voir sa « responsabilité atténuée par sa pathologie, compte tenu de la richesse de ses processus de pensée ». Pour les psychiatres, il était « capable de gérer sa vie » et bénéficiait d'un « pronostic relativement bon sur le plan pénal ».

La peine qui lui fut infligée, douze mois de prison dont huit avec sursis, couverte par la prévention, était assortie d'un contrôle judiciaire prévoyant une obligation de soins et un suivi psychiatrique. « J'ai toujours navigué sur le plan mental en lisant des sermons bouddhistes », avait d'ailleurs admis à la barre du tribunal l'accusé qui, dans sa jeunesse, avait été victime d'un grave traumatisme caréen.

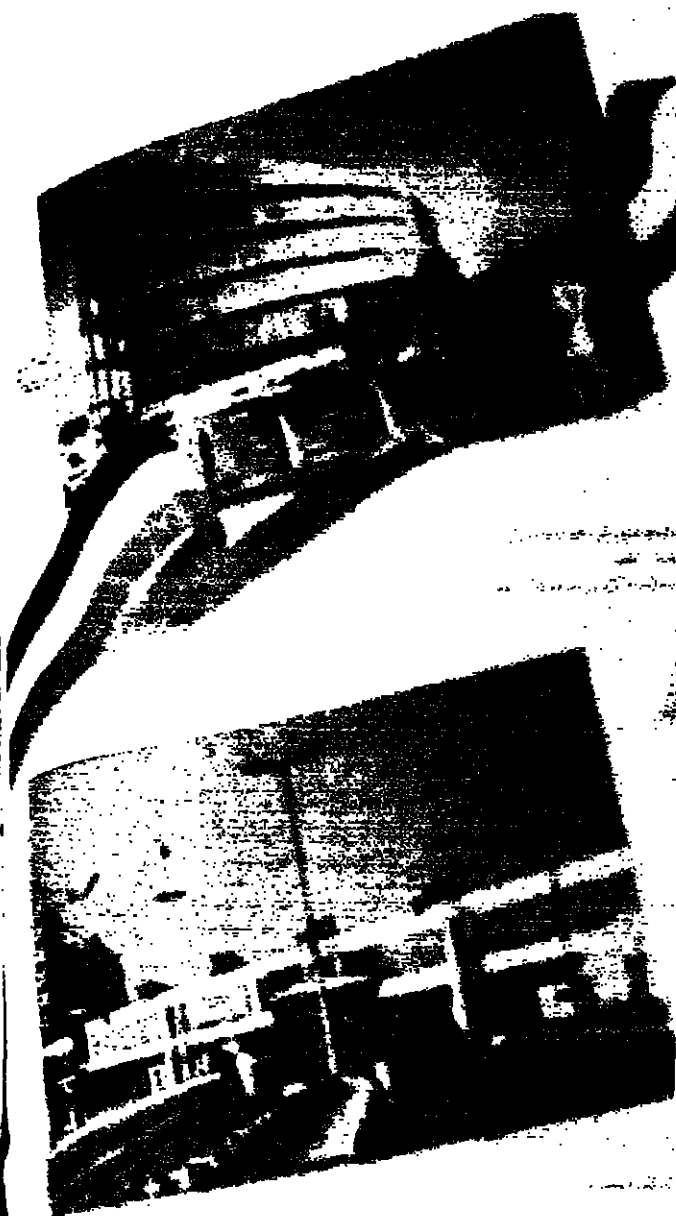
Depuis ce « procès ambigu », M. La Phuong n'entend plus guère parler de son client qu'à travers la presse, notamment lorsqu'en 1989 Didier réussit à s'introduire dans le parc du palais de l'Élysée et fut interpellé alors qu'il caressait l'un des chiens de François Mitterrand. Il entendait remettre au président de la République un mémoire sur Raoul Wallenberg, disparu le 27 janvier 1945 à Budapest et révéler ainsi « la conscience de l'Occident ». Il était alors placé en garde à vue dans un commissariat de quartier, tandis que le préfet de police de Paris signait un arrêté d'internement à l'Institut psychiatrique de police de Paris. Il y restera un mois et demi, avant de bénéficier d'un non-lieu, en vertu de l'article 64, qui prévoit qu'il n'y a ni crime ni délit lorsque l'auteur a agi dans un moment de démente. Par la suite, il a

attaqué l'arrêt du préfet de police devant le tribunal administratif de Nancy et obtenu gain de cause.

Christian Didier, qui avait passé un CAP d'ajusteur pendant son service militaire dans la marine nationale, continuait à vivre à Saint-Dié (Vosges), la ville où il est né en 1944. Ces dernières années sa mère, coiffée à la retraite, l'avait jugé « très très dépressif ». « Il ne parlait presque plus, il était très renfermé », a-t-elle indiqué au micro de Radio Monte-Carlo. « Il ont parlé à la télévision du procès Touvier : et il a dit : « Dire que ce type ne va être jugé que pour quelques crimes, la justice est pourrie. » Il se documentait. Il lisait énormément d'articles à ce sujet. » Christian Didier ne quittait plus Saint-Dié que pour se faire soigner une maladie des yeux à la Fondation Rothschild de Paris. L'auteur méconnu de la Ballade d'Early Bird et de Sang Ruiké, qui rêvait de coups médiatiques et de reconnaissance télévisuelle n'aura finalement atteint celle-ci qu'à travers un coup de sang meurtrier et calculé.

ROBERT BELLERET et MONIQUE RAUX

participez au c...



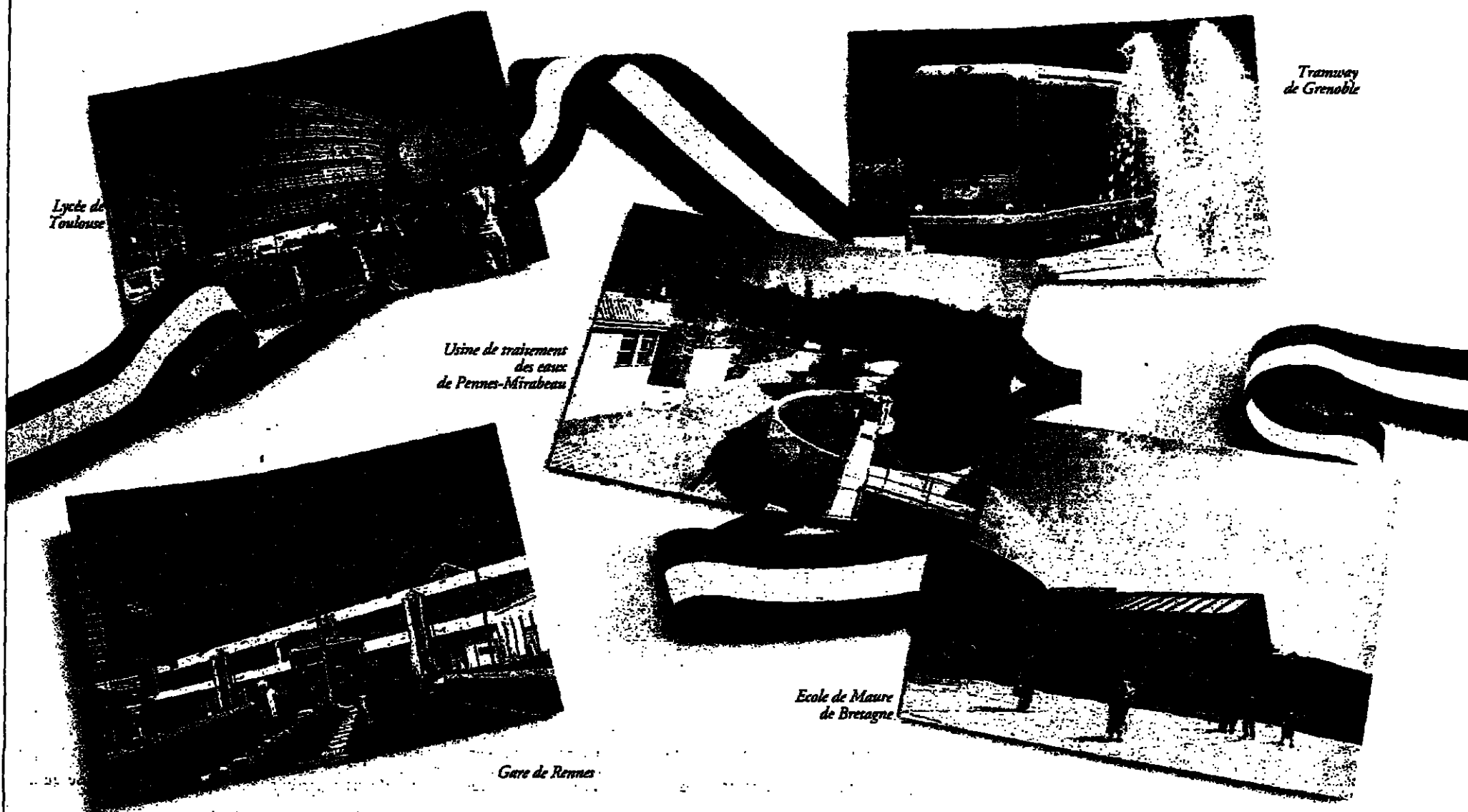
rejoignez les actio

BOUSQUET

i tué cette ordure.

هكذا من العمل

Première privatisation Participez au capital du Crédit local de France: un capital de réussite



Le Crédit local de France est en plein développement, devenez actionnaire d'une entreprise performante.
Sa solidité financière (15,9 milliards de francs de fonds propres consolidés), son bénéfice net consolidé de 1 193 millions de francs, en augmentation de 12 % en moyenne par an depuis cinq ans, son développement international (en progression de 30 % par rapport à 1991), lui ouvrent des perspectives qui lui permettent d'être confiant dans l'avenir. En 1992, avec 68 % de hausse, le titre Crédit local de France est devenu une valeur de référence à la Bourse de Paris. Sa capitalisation boursière de l'ordre de 14 milliards de francs le classe parmi les 40 premières sociétés françaises cotées.

Le Crédit local de France aide à bâtir votre cadre de vie, devenez actionnaire d'une entreprise utile.
En 1992, le Crédit local de France a prêté 42 milliards de francs aux communes, départements et régions pour financer des écoles, des lycées, des hôpitaux, des routes, des équipements sportifs, des tramways, des bus... Partenaire financier des collectivités locales, le Crédit local de France finance aujourd'hui près d'un équipement sur deux.

Bientôt, vous aussi vous pourrez participer au capital du Crédit local de France.



Le financier du cadre de vie

Rejoignez les actionnaires du Crédit local de France

Aucune réservation d'achat ne peut être faite avant publication de la note d'opération visée par la COB. Un document de référence enregistré (visa COB n° R 93-016 du 4 juin 1993) est disponible sans frais chez votre intermédiaire financier ou au Crédit local de France. **N° Verif 05 19 93 05**

RENÉ BOUSQUET

Après-guerre, entre haute finance et radical-socialisme

Une vie qui dérange

La mort de René Bousquet libère-t-elle l'histoire? Pourra-t-on enfin aborder sereinement la véritable énigme de cette vie : la renouveau de Bousquet après-guerre, ses appuis et ses solidarités, ses réseaux et ses amitiés. Contrairement à une idée répandue, le procès Bousquet n'a pas été celui d'un homme, Bousquet, et de ses actes à une période précise, d'avril 1942 à décembre 1943, quand il fut secrétaire général de la police. Or la perspective de cette échec, arrachée de haute lutte par Serge Klarsfeld et d'autres, les tensions et les passions qui l'entouraient, contraignaient paradoxalement à un relatif silence acteurs et témoins de la troisième carrière de Bousquet, celle d'après-guerre.

Or c'est là, après 1944, que se niche ce qui dérange. Si René Bousquet a pu si facilement et longtemps faire oublier sa complicité active avec l'occupant et sa participation au crime contre l'humanité, c'est parce que son itinéraire incarne la vérité cachée des années noires françaises. René Bousquet, ce n'est ni Klaus Barbie, ni Paul Touvier. Ce n'est pas l'effrayant SS ou le vilain milicien, le tortionnaire ou la crapule, le « boche » ou le « collaborateur », ces figures d'un ennemi qui a bel et bien existé, mais qui, aujourd'hui exorcisé, ne nous dérange plus. Avec lui, c'en est fini des catégories élémentaires, d'autant plus rassurantes pour nos consciences qu'elles sont excessives. Plus de bons et de méchants, de héros et de salauds, mais la banalité du mal, l'immense banalité du mal si courante, sinon de 1940 à 1944, du moins de 1940 à 1942.

Raisons d'Etat

Car Bousquet, c'est l'Etat, cette machinerie administrative, responsable de bien ce qui a été construit et façonné par la République, continuant, s'adaptant et négociant sous un régime qui en était la négation. C'est le symbole de cette haute fonction publique, préfets, magistrats, policiers, etc., qui, à qu'il se soit, les exceptions près, a choisi, admis et servi la collaboration. Ce sont ces Français qui, sans haine ni idéologie revendiquée, mais dans l'alibi du service de l'Etat, ont non seulement contribué à la solution finale, devantant les exigences nazies, faisant du zèle dans un paisible esprit de bonne administration. En brandissant comme excuse la continuité de l'Etat, sous ses habits républicains ou vichystes, ils ont fait.

C'est ce que s'efforçait de répondre le pasteur Boegner, responsable de la Fédération protestante de France, quand, le 11 septembre 1942, il vint à Vichy s'inquiéter auprès de Bousquet et de Laval du sort des enfants juifs dont les autorités françaises avaient décidé la déportation sans que les Allemands l'aient demandée : « Il y a, monsieur le pasteur, des raisons d'Etat, lui explique Bousquet ; et puis il faut, à la dernière minute, sauver la tête d'un Français... Tous les Etats ont dû faire cela pendant la guerre l'ont fait. (...) L'impopularité actuelle du gouvernement sera un de ses plus beaux titres de gloire dans l'avenir » (1).

C'est encore ce que dira Bousquet lors de son procès en Haute Cour de 1949 : « J'ai soutenu les lois raciales comme la corde sou-

tient le pendu. (...) Il s'agissait de tenir tête aux Allemands (...). Je voulais leur faire croire que j'étais le chef de la police française. Je ne regrette rien, et si je devais recommencer dans les mêmes conditions, j'agirais de la même manière, exactement. » Et c'est ce qu'il répètera encore quand, en 1954, il est appelé à témoigner au procès de Karl Oberg, chef suprême de la SS en France de 1942 à 1944 (2) et, à ce titre, son interlocuteur : « Je dois à la vérité de dire que, sur la plupart des points, le général m'a donné satisfaction. Pour le reste, Berlin ne lui permettait pas d'aller plus loin ».

Servir l'Etat, coûte que coûte et quoi qu'il en coûte, et donc revendiquer la sale besogne pour la police française, de façon à prouver sa permanence et sa continuité. Telle est la clé de la perpétuation d'un homme qui n'avait rien d'un extrémiste ou d'un antisémite, que ses amitiés radicales et radical-socialistes classaient au centre-gauche du corps préfectoral, et dont le credo était à l'origine celui d'un serviteur républicain au point qu'il fut distingué en 1936 par Roger Salengro, ministre de l'Intérieur du Front populaire. Telle est aussi l'explication de son étonnant itinéraire après guerre où loin d'être mis en quarantaine en raison de son comportement à Vichy, il bénéficie de solidarités institutionnelles, au croisement de la haute finance et du radical-socialisme, de la grande bourgeoisie et de la franc-maçonnerie, de l'anti-gaullisme et de l'anti-communisme. C'est que Bousquet, pour nombre d'élites françaises, était le symbole de leurs propres ambiguïtés et abandons, résumant à lui seul la face cachée de la collaboration.

A peine fini le bref procès de Haute Cour, où il sera condamné à cinq ans d'indignité nationale, sanction immédiatement relevée, René Bousquet est accueilli par une entreprise de travaux publics jusqu'en 1950, année où il entre à la Banque d'Indochine dont il sera l'un des principaux dirigeants (secrétaire général en 1951, directeur en 1953, directeur général adjoint en 1960), avant de devenir directeur de la Banque d'Indochine-Suez, après la fusion des deux banques. Il occupera ainsi, dans diverses sociétés gravitant autour de la banque, six titres de PDG et douze d'administrateur. Sous la Quatrième République et notamment sous la présidence de Charles de Gaulle, Bousquet fut ministre des Colonies sous la Troisième République, fut élu en 1951 président de l'Assemblée de l'Union française.

En 1958, lors des élections législatives de novembre, Bousquet sort de l'ombre en se présentant dans la troisième circonscription de la Mayenne. Il est élu et en février 1957, il a obtenu du Conseil d'Etat l'annulation du décret l'excluant de la Légion d'honneur... Anti-gaulliste, sa candidature se présente sous le label « Conciliation républicaine ». Sa profession de foi laisse

songeur : « Je pense plus à l'avenir qu'au passé. Entre les véritables républicains, dont certains ont des opinions plus audacieuses et d'autres des tendances plus modérées, sans que cela les rende modérément républicains, aucune barrière infranchissable n'existe. (...) C'est-à-dire, ce n'est pas abdiquer. C'est comprendre et tolérer. C'est faire de la rénovation du pays le modeste sacrifice de nos amertumes et de nos déceptions passées. » Il échoue, malgré le soutien local (dont fait foi un rapport des renseignements généraux) d'un petit parti charnière de l'après-guerre, l'UDSR, dont François Mitterrand était l'un des dirigeants nationaux.

« Ne vous inquiétez pas, c'est un ami »

Faute de politique au grand jour, Bousquet devient alors l'émancipation d'un quotidien régional influent, la *Dépêche du Midi*, dont le propriétaire, Jean Baylet, qu'il avait connu dans l'entourage des Sarraut avant-guerre, avait été l'un de ses plus actifs soutiens parmi les juifs de la Haute Cour. En 1960, après le décès de Jean Baylet en 1959, René Bousquet rentre au conseil d'administration du journal, qu'il ne quittera qu'un débat des années 70. Il est alors très proche d'Eveline Baylet, veuve de Jean et mère de l'ancien ministre des Renseignements généraux, Jean-Michel Baylet. Pratiquement tous les jours, il se rend aux bureaux parisiens du quotidien et toutes les fins de semaine à Toulouse. En 1965, ce journal dont il surveille de près la gestion et les finances soutient activement la candidature de François Mitterrand à l'élection présidentielle.

Les relations entre ces deux hommes, l'actuel président de la République et l'ancien chef de la police de Vichy, seront sans doute éclaircies un jour par les historiens. Il le faudra bien, tant elles recourent à des termes qui ont été utilisés par les deux camps de la vie politique de l'après-guerre qui refusait la bipolarisation entre gaullistes et communistes. Ce qui est certain, c'est que François Mitterrand et René Bousquet se sont fréquemment après la guerre jusqu'à début des années 80. Sans être dément, un journaliste, Stéphane Denis, qui eut ses entrées à l'Elysée, a fait état publiquement de ce que confiait parfois certains proches du président : une rencontre après 1981, après laquelle Mitterrand aurait confié à l'un de ses collaborateurs étonné de cette relation persistante : « Ne vous inquiétez pas, c'est un ami : il a rendu des services » (4).

Quand d'autres proches l'interrogeaient, lui, l'ancien résistant indiscutable, sur ces amitiés politiquement contre nature, le président alme répondait ceci : « Vous croyez que la vie, c'est noir et blanc? Non, c'est gris clair et gris foncé... »

EDWY PLENEL

- (1) Carnets du pasteur Boegner, 1940-1942, présentés et annotés par Philippe Boegner, Fayard, 1992.
- (2) Condamné à mort, gracié en 1958 par le président de la République, René Coty, libéré en 1962 après dix-huit ans de détention.
- (3) Marc Meunier, *Des punions et l'extrême-droite. Histoire de la Scapelle de l'Indochine*, 1875-1975, Fayard, 1990.
- (4) Quand René Bousquet fréquentait les amis politiques de Mitterrand : interview de Stéphane Denis par Pascal Kriv, *L'Evenement* du jeudi, 18 au 24 avril 1991.

« Rien de commun »

« Il n'y a strictement rien de commun entre le Front national, mouvement de parotes français, et M. Bousquet, secrétaire général de la police de Vichy, personnalité influente de gauche et du Parti radical-socialiste, ancien dirigeant du journal la *Dépêche de Toulouse*. » Ces propos datent du 16 juillet 1992. A l'occasion du cinquantenaire anniversaire de la rafle du Vél d'Hiv, le parti d'extrême droite avait dénoncé « les propos calomnieux de certains professionnels de la mémoire juive qui se servent des commémorations du martyre de leur conditionnaires à des fins basement politicienne ».

La 24 juin 1944, sous le titre « Une situation régularisée », le *National populaire*, organe du Rassemblement national populaire (RNP) de Marcel Déat, un parti de la collaboration avec les nazis, écrivait : « Le 15 avril, nous annonçons que M. Bousquet, ex-secrétaire général pour la police, avait de sérieux ennemis. Nous

avions été trop vite en besogne. Et il nous fallait constater le 28 du mois que M. Bousquet vivait et circulait toujours en citoyen respectable consciencieux et libre. Il paraît qu'aujourd'hui ce n'est plus vrai. Et que M. Bousquet est maintenant considéré et traité en délinquant pour ce qu'il est, c'est-à-dire l'organisateur du maquis en France. C'est une situation régularisée ».

Propagandiste zélé du film nazi « Le Juune hitlerien », Roland Gogoulet était un des jeunes principaux rédacteurs du *National populaire*. Ayant pris le pseudonyme de Gaucher après la guerre, M. Gogoulet est aujourd'hui membre du bureau politique du Front national et conseiller régional de Franche-Comté. Dans *National Hebdo*, dont il est le directeur, M. Gaucher écrivait, le 23 avril 1992 : « Il m'arrive de lire, de temps à autre, que j'ai été vichyste, ce qui me fait sourire. Le RNP et le JNP (les jeunes du parti) n'ont jamais été vichystes. (...) »

Nous avions pour « ligne » de combattre l'« éternel » ennemi du Maréchal. Nous tenions cet entourage pour réactionnaires, bourgeois, conservateur, clerical ».

De fait, dans le dernier numéro du *National populaire*, le 5 août 1944, Roland Gogoulet signait un article intitulé « Le sang des nôtres » où il exigeait « une terreur plus grande que celle déchaînée par les nazis. Il faut dresser des listes d'otages, choisir ailleurs que parmi les lampistes du terrorisme et faire des représailles... ». Si la maquis a pris une telle ampleur et le terrorisme une telle extension, c'est par la carence prolongée de l'Etat. Il y a des hommes coupables parce qu'ils assassinent, et d'autres parce qu'ils ont provoqué le pillage des assassins. Les seconds sont aussi criminels que les premiers. Ils devront payer comme eux. Ce ne sera pas demain, hélas ! Car le gouvernement est sans forces avec sa justice rétrograde et sa police qui se défait ».

L'ASSASSINAT

Des extraits

« Le complice des crimes »

Jugé en 1949, René Bousquet a été condamné à une peine de cinq ans de dégradation nationale dont il fut aussitôt relevé. La plainte déposée contre lui par Serge Klarsfeld, en 1989, pour crimes contre l'humanité visait deux faits nouveaux. D'abord la réunion du 2 juillet 1942 au cours de laquelle Bousquet donne son accord aux chefs SS pour que la police française participe à la rafle du Vél d'Hiv (12 884 juifs arrêtés). Ensuite l'annulation, par un télégramme daté du 18 août 1942, de plusieurs dispositions réglementaires mettant à l'abri des rafles certaines catégories d'enfants juifs.

Nous publions ci-dessous deux extraits du projet de requête du ministère public contre René Bousquet qui analysent la validité juridique de ces faits nouveaux.

« Il va de soi que si Bousquet a été traduit devant la Haute Cour à raison de l'ensemble de ses activités en tant que membre du gouvernement de Vichy, son comportement à l'égard de la communauté juive a été pris en considération comme l'une des composantes essentielles desdites activités, tant

par le parquet général que par la Haute Juridiction.

« L'examen des pièces du dossier construit à cette occasion révèle d'ailleurs la présence d'une liasse entière de documents relatifs à la question juive. Ceux-ci ont servi de fondement à l'argumentation développée dans l'acte d'accusation. Les plus significatives d'entre eux ont été analysés dans le présent réquisitoire pour établir la réalité et la nature exacte des agissements criminels commis au détriment des juifs en application des directives gouvernementales dont Bousquet assume en partie la responsabilité.

« Il a déjà été indiqué que parmi ces pièces figuraient les trois télégrammes incriminés par les parties civiles mais que le compte rendu dressé par Hagen [responsable allemand], le 4 juillet 1942, en était absent.

« Sur un plan strictement matériel on doit en déduire que la participation de Bousquet à la conférence du 2 juillet 1942 - à laquelle il ne fait d'ailleurs aucune allusion lors de ses interrogatoires pendant l'instruction du dossier de la Haute Cour - n'a pu être appréciée par cette juridiction.

« Par ailleurs, contrairement à ce qu'affirme l'inculpé dans sa note du 19 août 1992, la révélation de l'existence de cette conférence et de la position qu'il adopta à l'issue de celle-ci n'est pas seulement l'émergence d'un élément parmi d'autres au sein de l'ensemble des pourparlers conduits entre les autorités allemandes et le gouvernement de Vichy, de telle sorte que ce fait - même ignoré de la Haute Juridiction - n'apporterait en soi aucun éclairage neuf sur la situation de Bousquet telle qu'elle avait pu être appréciée lors du procès de 1949.

« Au cours de l'instruction effectuée à cette époque, l'inculpé a en effet constamment affirmé avoir tout entrepris pour contrecarrer l'action de Daaneker [responsable allemand] et les initiatives de Darquier [collaborateur français] et avoir seulement participé à une rencontre orageuse avec ceux-ci le 7 ou le 8 juillet 1942, rencontre au cours de laquelle il aurait appris la création pour la zone occupée de la commission mixte où devait siéger Leguay (cf. Cotes 2245 et 2300 du dossier Haute Cour).

1942-1943 : l'autonomie d'un ministre de la police sous haute surveillance allemande

Que ce soit en juin 1949, lors de son procès pour atteinte à la sûreté de l'Etat devant la Haute Cour, ou en octobre 1954 devant le tribunal militaire de Paris, où il était cité comme témoin au procès du général Oberg, commandant supérieur des SS et de la police allemande en France, René Bousquet, ancien secrétaire général à la police du gouvernement de Vichy, affirmait toujours une aisance singulière et, par-là même, déconcertante. C'est que cet homme non seulement est toujours de lui-même une idée suffisamment haute mais encore sentait bien, en ces deux occasions, qu'il n'avait pas à faire face à de bien grands dangers.

Lorsqu'il prend ses fonctions de secrétaire général, René Bousquet dispose de 22 000 hommes. Plus tard, la Milice instituée par la loi du 31 janvier 1943 sera forte, de son côté, de 29 000 hommes et sera qualifiée par le gouvernement de « force indispensable pour mener la lutte contre les puissances occultes », en d'autres termes les gaullistes, les communistes, les juifs. Cette Milice restera cependant sous l'autorité du chef du gouvernement, c'est-à-dire Pierre Laval, et de son patron, Joseph Darnaud, appelé lui-même à succéder à René Bousquet en décembre 1943, lorsqu'il sera nommé secrétaire d'Etat à l'Intérieur chargé du maintien de l'ordre.

Bousquet eut l'occasion de le dire lors du procès des chefs de la police en France : lorsqu'il arriva au ministère de l'Intérieur, il trouva une situation jugée par lui-même pas brillante. Une série d'ordonnances allemandes prises en 1940, après l'armistice, avaient placé police, gendarmerie et justice françaises sous le contrôle direct de l'occupant. Elles avaient été suivies, dès 1941, d'autres dispositions utilisant un « code des otages » qui plaçait tous les Français détenus ou arrêtés en position d'otage. C'est-à-dire, la menace d'une mise à mort en représailles de tout acte commis contre les troupes d'occupation. Entre le 8 avril 1942 et la fin de ce mois, soixante-dix Français avaient encore été fusillés.

La Milice, « force indispensable »

En ce même mois d'octobre, quelques jours plus tôt, six des sept synagogues de Paris avaient été dynamitées. Tout un contexte est là qui se fait sentir et montre les dangers encourus. Le 20 janvier 1942, ce sont les fonctionnaires de la police parisienne qui prêtent serment au maréchal Pétain. Une quinzaine de jours après l'installation de René Bousquet, le 5 mai 1942, c'est l'avocat antisémite virulent, Darquier de Pellepoix, qui prend la suite de Xavier Vallat à la tête du commissariat aux questions juives. Le 29 du même mois, une ordonnance allemande impose le port de l'étoile jaune, à partir du 1er juin, à tous les juifs de la zone occupée. Le 11 juin, c'est le *Journal officiel* de l'Etat français, publié à Vichy, qui proclame une interdiction de tout emploi artistique contre ces mêmes juifs. Le 22 juin, deux mois donc après l'arrivée de René Bousquet au gouvernement, c'est Pierre Laval, son mentor, qui lance la phrase par laquelle il le consacrera sa perte, en 1945 : « Je souhaite la victoire de l'Allemagne, car sans elle le bolchevisme, demain, s'installera partout en Europe ».

Les faits, inexorablement, se suivent et s'accablent. Juillet 1942 : ce sont les rafles de Paris dominées par celle du Vél d'Hiv. En même temps se sont produites bien avant le 11 novembre 1942, plus d'une violation par l'occupant des dispositions de l'armistice de juin 1940.

Or, chaque fois, elles ont été acceptées par Pierre Laval, cautionnées par Darquier et couvertes par Philippe Pétain. Dans une telle situation René Bousquet sait bien que demeurer à son poste revient à cautionner de tels actes. Tout ce qu'il pourra faire se ramène à ce simple mais tragique choix : parvenir à tout faire se pour à limiter les effets de la pression en se substituant aux Allemands mais, du même coup, en leur donnant suffisamment de gages de bonne volonté pour que la police française et son chef puissent espérer empêcher ou retarder le pire.

Lorsqu'il prend ses fonctions de secrétaire général, René Bousquet dispose de 22 000 hommes. Plus tard, la Milice instituée par la loi du 31 janvier 1943 sera forte, de son côté, de 29 000 hommes et sera qualifiée par le gouvernement de « force indispensable pour mener la lutte contre les puissances occultes », en d'autres termes les gaullistes, les communistes, les juifs. Cette Milice restera cependant sous l'autorité du chef du gouvernement, c'est-à-dire Pierre Laval, et de son patron, Joseph Darnaud, appelé lui-même à succéder à René Bousquet en décembre 1943, lorsqu'il sera nommé secrétaire d'Etat à l'Intérieur chargé du maintien de l'ordre.

Bousquet eut l'occasion de le dire lors du procès des chefs de la police en France : lorsqu'il arriva au ministère de l'Intérieur, il trouva une situation jugée par lui-même pas brillante. Une série d'ordonnances allemandes prises en 1940, après l'armistice, avaient placé police, gendarmerie et justice françaises sous le contrôle direct de l'occupant. Elles avaient été suivies, dès 1941, d'autres dispositions utilisant un « code des otages » qui plaçait tous les Français détenus ou arrêtés en position d'otage. C'est-à-dire, la menace d'une mise à mort en représailles de tout acte commis contre les troupes d'occupation. Entre le 8 avril 1942 et la fin de ce mois, soixante-dix Français avaient encore été fusillés.

Avec Oberg et Heydrich

Sur quoi, le général Karl Oberg était installé dans les fonctions de chef suprême de la police allemande en France par Heydrich, considéré comme le bras droit du Reichsführer SS Himmler. On a souvent évoqué cet épisode de la carrière de René Bousquet d'autant plus qu'un extrait d'actualités cinématographiques le montre arrivant tout sourire au-devant du général SS et lui tendant la main chaleureusement. L'ancien secrétaire général à la police de Vichy n'en avait jamais pour sa part, semble-t-il, le moindre regret de cette rencontre. C'est qu'à son avis, et il le soutient avec force et même une sorte d'orgueil, le haut fonctionnaire français qu'il était avait amadonné le redoutable nazi.

Oui, disait-il en substance, j'ai parlé avec Heydrich, celui-ci avait des idées précises, il n'expose que les Allemands avaient constaté l'échec de leur méthode en France et, devant cette situation inquiétante, il faisait valoir que l'armée

d'occupation avait le devoir de se défendre elle-même par tous les moyens. Il vantait les mérites d'une police méritante née d'un parti politique dévoué à la collaboration. Il voulait la sévérité et la création de tribunaux spéciaux.

A ce discours René Bousquet avait répondu en disant notamment que l'Allemagne ne pouvait pas demander à des Français ce que des Allemands, dans une situation identique, n'accepteraient pas de faire. Et, selon lui, le SS avait été ébranlé et même retourné. Telle avait donc été l'origine de ce que l'on a appelé les accords Oberg-Bousquet car, après Heydrich, c'est avec Oberg que le secrétaire général à la police de Vichy négocia constamment.

En fait, Oberg ne s'engageait pas trop. Il acceptait de ne pas donner lui-même, ni laisser donner par ses adjoints, d'ordres à des fonctionnaires de police français sans passer par le ministère de l'Intérieur à Vichy. Dans les départements ce seraient les préfets qui traiteraient les délits et les volontés de la police allemande. Il n'aurait plus d'opérations mixtes entre policiers français et allemands.

Enfin, tout ressortissant français, qu'il soit arrêté par la police de Vichy ou par celle d'Oberg, et qui n'aurait pas commis une action directe contre les forces occupantes, ne pourrait être jugé que par des tribunaux français et en aucun cas être considéré comme un otage.

Il est donc toujours apparu à René Bousquet que cet accord permettait à l'administration française de retrouver son indépendance. Il n'en resta pas moins qu'en septembre, puis novembre 1942 et encore en novembre 1943, un commissaire de police de Bordeaux avait remis soixante-dix personnes aux Allemands. Quant aux juifs, les accords Oberg-Bousquet s'en souciaient peu. Dix mille personnes arrêtées en zone non occupée furent ainsi livrées à l'Allemagne en août et septembre 1942 sans autre forme de procès. Lorsque ces faits lui furent rappelés, Bousquet se contentait d'invoquer l'article 9 de la Convention d'armistice, aux termes duquel la France s'engageait à remettre ces personnes à l'Allemagne car il s'agissait d'étrangers, et notamment de ressortissants allemands.

Il reste enfin que René Bousquet devait se trouver bientôt dans l'obligation de demander, le 17 octobre 1943, lors d'une réunion à Vichy, où avaient été convoqués les procureurs généraux, une sévérité accrue des tribunaux contre les auteurs de ce que l'on appelait les menées anti-nationales. Ayant obtenu des Allemands une autonomie sous haute surveillance, il lui fallait bien montrer qu'il faisait son possible. Et comme il souhaitait obtenir un plus grand nombre de policiers, mais que cela dépendait de l'occupant, il fallait en outre que celui-ci constate une bonne volonté française, autrement dit une justice rigoureuse et rapide. De tout temps on a su ce que signifiait cet euphémisme.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE

LE RENÉ BOUSQUET
Commis au détriment

Le destin de quelques collabo

Le Monde
DES LIVRES

DE RENÉ BOUSQUET

du projet de réquisitoire définitif

commis au détriment de la communauté juive

Il a par ailleurs déclaré que la mise en œuvre des mesures d'exception sollicitées par les Allemands s'était effectuée sous la responsabilité et le contrôle direct de Laval (chef du gouvernement français), celui-ci lui ayant demandé de se tenir à l'écart de cette affaire pendant toute la durée du mois de juillet 1942 (P.V. 2300 dossier Haute Cour).

Or s'il n'est pas douteux que la Haute Juridiction a pu trouver dans le dossier soumis à son examen des éléments montrant que, contrairement à ses déclarations, Bousquet était intervenu dans le processus de déclenchement des rafles de juillet en zone occupée (cf. notamment la cote 1714 du dossier où l'inculpé donne le 15 juillet 1942 au préfet de police des instructions pour le regroupement dans des camps de juifs étrangers ou apatrides), il est certain qu'elle n'avait à l'époque aucun élément de conviction lui permettant de considérer que dès le début du mois de juillet 1942, Bousquet, en accord avec Laval, lui-même, se tenait à l'écart des négociations sur les juifs, avait formé une proposition concrète concernant l'arrestation des juifs étrangers

ou apatrides par la police française.

Autrement dit, tandis que les éléments soumis à l'appréciation de la Haute Cour tendaient à établir que Bousquet s'était soit opposé aux mesures projetées contre les juifs, soit tenu éloigné de leur exécution, au moins jusqu'au 15 juillet 1942, le compte rendu dressé par Hagen le 4 juillet 1942, révèle (ce que la Haute Juridiction n'a pu ignorer) que dès le début du mois de juillet 1942 il avait adopté une position fautive de lui en tant que membre du gouvernement et responsable des forces de police, le complice des crimes qui allaient être commis au détriment de la communauté juive.

Conséquence, cet acte de complicité, au demeurant corroboré par des comportements ultérieurs encore plus circonstanciés déjà en partie examinés par la Haute Cour et ayant abouti à des actes criminels globalement connus de cette juridiction mais pleinement détaillés dans la procédure Leguay (notamment en ce qui concerne les rafles des 16 et 17 juillet 1942), constitue un fait nouveau au sens juridique de ce terme.

Le crime contre l'humanité :

infraction distincte ou qualification nouvelle.

Les différents éléments constitutifs du crime contre l'humanité ont déjà été examinés dans la troisième partie du présent réquisitoire. On rappellera seulement que si un tel crime doit, pour être puni, s'enraciner dans un crime de droit commun, il doit également s'en distinguer par des éléments supplémentaires qui, une fois dûment identifiés, doivent le placer sous le régime particulier qui lui a été reconnu touchant à la prescription.

Ces éléments ne sauraient concerner la matérialité du crime contre l'humanité, laquelle coïncide avec celle du crime de droit commun qui lui sert de support. Il ne peut en fait s'agir que de l'élément psychologique. Il faut entendre par là la volonté consciente de l'auteur d'adhérer à un plan concerté tendant à la persécution systématique de victimes choisies en fonction de critères variés, principalement d'ordre ethnique et racial, définis dans le cadre de la politique d'hégémonie idéologique pratiquée par un Etat.

(...) Les éléments tant factuels que psychologiques permettant de retenir la qualification de crime

contre l'humanité étaient d'ores et déjà contenus dans les pièces du dossier antérieur; la présente procédure (hormis le cas de la conférence du 2 juillet 1942) n'a pas en effet abouti à la découverte de faits nouveaux ou à la mise en évidence d'indices particuliers de nature à caractériser le dol spécial inhérent à l'essence de cette incrimination.

Enfin la procédure antérieure, loin d'aboutir à une condamnation, s'est terminée par une décision d'acquiescement, hypothèse expressément prévue par l'article 368 du code de procédure pénale.

Est-ce à dire pour autant que l'arrêt rendu par la Haute Cour fait obstacle à l'exercice de nouvelles poursuites au nom du principe de l'autorité de la chose jugée? Pour répondre à cette question par l'affirmative, il faudrait admettre que les faits de complicité de crimes contre l'humanité visés dans la présente procédure sont effectivement entachés dans la saisine de cette juridiction.

A cet égard, il y a lieu de formuler les observations suivantes :

- C'est la totalité de la conduite de Bousquet, en tant que haut fonctionnaire puis en tant que

secrétaire général pour la police, qui a été soumise à l'appréciation de la Haute Juridiction. Son attitude à l'égard des juifs n'a représenté qu'une partie des éléments de fait sur lesquels devait statuer la Haute Cour. Sans acquiescer de contour autonome par rapport aux autres données recueillies au cours de la procédure, cet aspect du comportement de l'inculpé n'a constitué qu'une des composantes de l'ensemble des agissements qui lui étaient reprochés.

Par ailleurs, les qualifications pénales retenues dans l'acte de poursuite initial puis dans les réquisitions finales et l'arrêt de renvoi montrent que les agissements de Bousquet n'ont été envisagés que sous l'angle des atteintes aux intérêts vicaux de la France (trahison, intelligences avec l'ennemi, atteinte à l'unité de la nation, actes nuisibles à la défense nationale, etc.).

Il y a par conséquent entre les faits tels que qualifiés dans la procédure de la Haute Cour et ceux visés dans les présentes poursuites non seulement une différence de niveau mais une différence de nature.

En réalité, dès l'origine, les agissements reprochés à Bousquet constituaient un concours réel d'infractions puisqu'aussi bien la situation dans laquelle il se trouvait se caractérisait par plusieurs éléments moraux distinctement incriminés et par la violation cumulative d'intérêts collectifs ou individuels distinctement protégés.

Ainsi les agissements de l'inculpé à l'égard des membres de la communauté juive étaient à la fois une partie des actes constitutifs d'atteintes aux intérêts de la nation et en raison du dol spécial qui s'y rattache des faits distincts de nature à caractériser la complicité de crimes contre l'humanité.

Il apparaît, compte tenu des qualifications retenues dans la présente procédure, que la Haute Cour ne s'est trouvée saisie in rem que des faits susceptibles de préjudicier aux intérêts de la France et non de ceux qui, bien que reposant sur les mêmes éléments matériels, lésaient les victimes juives de la participation à la politique d'hégémonie idéologique du III^e Reich.

Le destin de quelques collaborateurs

Parmi les responsables de la collaboration entre Vichy et Berlin, certains sont morts durant la guerre, comme Philippe Henriot, ministre de l'information, tué par un commando de résistants, le 28 juin 1944, ou Eugène Defoort, conspirateur inféodé et collaborateur forcé, mort sous les balles de la Gestapo après avoir mené un obscur double jeu. Bien d'autres furent arrêtés et jugés. Nous résumons ci-dessous le sort de quelques-uns de ces collaborateurs :

Raphaël Alibert, né en 1887, membre de l'Action française, conseiller d'Etat, fut le premier garde des sceaux du maréchal. Après avoir rédigé les actes constitutionnels qui établissent le nouveau régime, il inspire la dissolution de la franc-maçonnerie et rédige le premier statut des juifs du 3 octobre 1940. Lors de la Libération, il parvient à gagner l'étranger. La Haute Cour de justice le condamne à mort par contumace le 7 mai 1947. Un décret du 26 février 1959, signé par le garde des sceaux Edmond Michelet, lui accorde la bénédiction de l'amnistie. Il meurt en 1963.

Abel Bonnard, né en 1883, est un intellectuel de l'entre-deux-guerres élu à l'Académie française en 1932. Il devient ministre de l'éducation nationale en 1942 dans le gouvernement de Pierre Laval, qui dit de son ministre qu'il « est parfois plus allemand que les Allemands ».

Il est condamné à mort par contumace le 4 juillet 1945 tandis que l'Espagne accepte de lui donner refuge. Revenu en France en 1958 pour être jugé, il est laissé en liberté jusqu'à son procès. La Haute Cour de justice le condamne en 1960 à dix années de bannissement. Il repart pour l'Espagne où il meurt en 1968.

Robert Brasillach, né en 1899, est un ancien élève de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, devenu romancier et journaliste. Rédacteur en chef du magazine le suite parurent durant l'Occupation, il symbolise le journalisme de la collaboration. Il voue « sans remords », dans ses articles, les résistants, et plus particulièrement les communistes, « au camp de concentration sinon au potasse ».

Il se livre à la justice lors de la Libération. Jugé le 13 janvier 1945, il est condamné à mort. Le général de Gaulle rejette son recours en grâce. Il est exécuté le 6 février.

Joseph Darnand, né en 1897, montre une grande bravoure

durant la première guerre mondiale. Militant d'extrême droite d'abord à l'Action française puis dans la Cagoule, mouvement clandestin qui conspire contre la République, il crée la Milice, sorte de police politique au service de Vichy, le 1^{er} janvier 1943, et devient secrétaire d'Etat à l'Intérieur en 1944. Il prête serment de fidélité à Hitler et entre dans la Wehrmacht SS.

Il est arrêté après avoir lutté jusqu'au bout aux côtés des Allemands. Jugé le 3 octobre 1945, il est exécuté sept jours plus tard.

Louis Darquier de Pellepoix, né en 1887, milite à l'extrême droite après la première guerre mondiale et participe aux manifestations des ligues des anciens combattants. Il se fait élire en 1935 conseiller municipal de Paris sur un programme « national antijuif ». En 1937, il prend la tête du Comité antijuif de France et plaide pour que les juifs soient expulsés ou massacrés. De mai 1942 à février 1944, il dirige la Commissariat général aux questions juives, organisme dont la mission est de faire appliquer les lois antisémites françaises.

Il est condamné à mort par contumace le 19 juin 1947 par la Haute Cour de justice. Réfugié en Espagne où il bénéficie d'amnisties folles chez les franquistes, il y meurt en 1960.

Jean-Pierre Ingrand, né en 1905, conseiller d'Etat, occupe différentes fonctions dans plusieurs cabinets ministériels avant guerre. Il est nommé le 27 juin 1940 à la tête de la direction de l'administration départementale et communale du ministère de l'Intérieur. Mais, surtout, son nom reste étroitement lié à la création de la Section spéciale de Paris, en août 1941, juridiction d'exception.

Il est arrêté en mai 1945 et révoqué du Conseil d'Etat. Il est libéré en août. Plusieurs procédures conduisent à son acquiescement en 1948. Mais un mandat d'arrêt ayant été lancé contre lui par la justice suisse, il s'enfuit en Suisse puis en Argentine où il prend la direction d'une filiale de la Banque de Paris et des Pays-Bas. Il meurt en 1992.

Pierre Laval, né en 1883, avocat, député, puis ministre et président du conseil sous la III^e République, favorise l'arrivée au pouvoir du maréchal Pétain et lance la politique de collaboration entre Vichy et Berlin à l'automne 1940. Brutalement écarté du gouvernement le 13 décembre 1940, il y revient en avril 1942 sous la pression des Allemands

avec des pouvoirs sensiblement accrus. Il déclare, le 22 juin 1942, « souhaiter la victoire de l'Allemagne, parce que, sans elle, le bolchevisme s'installerait partout ». Il dirige la police du gouvernement jusqu'en août 1944.

Au moment de la Libération, il se trouve en Allemagne. Il réussit à gagner l'Espagne. Mais il est finalement remis aux autorités françaises le 1^{er} août 1945. Il est condamné à mort le 9 octobre sans avoir pu véritablement exposer sa défense et dans une ambiance particulièrement lourde. Il est exécuté le 15 octobre 1945 après avoir tenté de se suicider.

Philippe Pétain, né en 1856, est nommé maréchal de France en novembre 1918 lors de la victoire sur l'Allemagne. Pour les Français qui ont vécu cette période, il est le « vainqueur de Verdun », celui qui, en 1918, a tenu bon devant les troupes allemandes au prix de pertes humaines énormes. A la faveur de la débâcle de l'armée française devant les armées de Hitler en 1940, il devient le chef de l'Etat français. Durant toute l'Occupation, il assume cette fonction et la politique de collaboration avec Berlin.

Il se livre à la justice française le 24 avril 1945 après avoir séjourné en Allemagne et après une brève fuite en Suisse. Jugé en juillet et août 1945, il est condamné à mort. Sa peine est commuée en détention perpétuelle. Il meurt sur l'île d'Yeu en 1951.

Xavier Vallat, né en 1891, est enseignant puis avocat avant de se lancer dans l'action politique. Militant catholique et membre de l'Action française, député de l'Ardèche, il rejoint le maréchal Pétain à Vichy en septembre de l'armistice de juin 1940. Secrétaire général aux anciens combattants, il devient responsable aux questions juives jusqu'en 1942. Louis Darquier de Pellepoix lui succède.

Arrêté et jugé après la Libération, il est condamné à dix ans d'emprisonnement. Il codirige ensuite l'hebdomadaire royaliste Aspects de la France. Il meurt en 1972.

L. G.
On se reportera utilement à l'ouvrage « René Bousquet, la Collaboration, les noms, les thèmes, les lieux », publié chez MA Editions en 1987 (204 pages, 95 francs), et à l'épuration des intellectuels, de Pierre Assolonne, aux éditions Complexe (1985, 174 pages).

Le mémoire en défense de l'ancien secrétaire général de la police

« Je fais front »

Nous publions ci-dessous l'introduction et le conclusion du mémoire en défense que René Bousquet avait adressé, le 19 août 1992, au président de la chambre d'accusation de Paris.

« Monsieur le président,

J'ai suffisamment réfléchi, pendant et depuis les années 1940-1943, sur la situation tragique de la France, sur la situation tragique de la France, en conséquence de la convention d'armistice et de l'occupation allemande, avec tout ce que celles-ci entraînaient pour elle, pour moi, pour cette période de notre histoire comme devant rester un sujet douloureux, inscrit dans la mémoire collective.

Ma pensée ira toujours vers les victimes de la guerre :

- laquelle par nature, est porteuse de drames et de peines, parce qu'elle génère, au-dessus des individus, des phénomènes collectifs qui les dépassent et qu'ils ne peuvent maîtriser ;

- guerre dont, cette fois, les conséquences furent encore aggravées par l'idéologie destructrice qui était le support de « l'entreprise hitlérienne ».

Contre une telle entreprise, chacun à sa place devait lutter, quand il le pouvait, et dans la mesure où il le pouvait. C'est ce que j'ai fait, avec les difficultés, les obstacles, les risques de toute nature que cela comportait, et le meilleur était partout.

C'est pourquoi je suis profondément attaché par les plumes déposées contre moi (...).

Les plaignants et les parties civiles qui se constituent à la suite ont fait valoir, lors des audiences des 5, 7 et 11 juin 1991, que la qualification de crime contre l'humanité qui m'a été notifiée s'applique à des infractions de droit commun commises au préjudice de particuliers en raison de leur appartenance à une race ou à une religion déterminées, arrestation illégale et enlèvement d'enfants, qui ne m'avaient pas été notifiées devant la Haute Cour.

Il y a lieu de rappeler ici que les dispositions combinées des articles 6 et 368 du Code de procédure pénale ne permettent pas de reprendre sous une qualification nouvelle les faits déjà jugés, cette autorité ayant été à l'égard de tous.

Par ailleurs, ainsi qu'il est rappelé à la sténographie des débats qui ont eu lieu devant la Haute Cour, cette juridiction était souveraine pour statuer sans reste sur l'ensemble de mon activité à compter du 18 juin 1940, notamment dans mes fonctions de secrétaire général pour la police au ministère de l'Intérieur, avec cette précision que l'ordonnance d'octobre 1945 qui institua cette juridiction lui donnait, avec la compétence la plus générale - « pour tous crimes et délits et exclusive de tous autres » - le pouvoir de souverainement qualifier les faits.

D'où l'inculpation la plus générale dont j'avais été l'objet (P.V. de première comparution du 23 mai 1945), laquelle a finalement abouti à l'arrêt d'acquiescement rendu par la Haute Cour de justice ; le relevé de l'indignité nationale, celle-ci attachée à la fonction, ayant été motivé par ma participation active et soutenue à la Résistance contre l'occupant.

En terminant, je veux dire ici, dossier fermé, des vœux simples.

Alors que j'étais jeune fonctionnaire, j'ai beaucoup sacrifié à l'accomplissement de mes fonctions, avec la volonté de servir. Le sort d'une carrière a fait que j'ai été appelé en 1942 à des fonctions au ministère de l'Intérieur, au moment même où l'appareil policier allemand s'étendait sur la France et où étaient déjà mises à exécution les décisions allemandes qui atteignaient les juifs français et étrangers.

Devant cette agression conduite par l'occupant, qui était en cela aidé par le Commissariat aux questions juives, j'ai fait ce qui était en mon pouvoir pour en réduire les effets. Enfin est intervenu l'arrêt rendu par la Haute Cour de justice.

Plus de quarante ans plus tard, certains veulent aujourd'hui me juger à nouveau. Je fais front, comme je l'ai toujours fait dans le passé, d'abord pour mon pays, que l'on veut charger de responsabilités qui ne sont pas les siennes.

(1989). Quatre hommes qui « symbolisent quatre institutions françaises : le gouvernement, la police, l'administration préfectorale, la Milice », a-t-il souvent déclaré.

Quelque vingt ans après le dépôt des premières plaintes pour crimes contre l'humanité, le bilan est cependant singulièrement mince. Seul Paul Touvier, le moins « gradé », le petit chef régional d'une police politique aux ordres de Vichy, fait pour l'heure l'objet d'un renvoi devant un cour d'assises.

Avec Maurice Papon, quatre-vingt-deux ans, l'on assiste à un invraisemblable enlèvement judiciaire. Comme si l'institution attendait que son décès vienne clore un dossier trop encombrant. A n'en pas douter, sa carrière de préfet, et notamment son poste de préfet de police à Paris (1958-1967), et sa carrière ministérielle au budget (1978-1981), lui épargnent un désagréable procès tout en ne lui permettant pas de décrocher un non-lieu. « Il existe une répugnance à mettre en cause des personnalités respectables par leurs titres, par tout un ensemble de signes sociaux, et encore plus à les traîner devant la justice », analyse Serge Klarsfeld.

Un « blocage d'ordre sociologique » qui avait bénéficié à René Bousquet, dont le dossier judiciaire s'est si souvent égaré dans des impasses. « Il faut prendre conscience que, au-delà de la nécessaire lutte contre l'oubli, il peut paraître important de préserver la paix civile », avait déclaré en 1990 Georges Klejman, alors ministre délégué à la justice. Et d'ajouter : « Il y a d'autres moyens qu'un procès pour dénoncer la lâcheté du régime de Vichy ».

A ce rythme, le cours de l'Histoire ne tardera pas à lui donner définitivement raison faute de survivants.

LAURENT GRELSAMER

BENJAMIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

NIPPON
LE JAPON DEPUIS
1945
William Horsley,
Roger Buckley
EN VENTE EN LIBRAIRIE

EDUCATION • CAMPUS

Un entretien avec François Fillon

Rééchelonnement du plan Université 2000, rénovation pédagogique, relance du plan social en faveur des étudiants : le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche précise ses projets

«Dès votre arrivée, vous avez exprimé la crainte que les engagements du plan Université 2000 de développement de l'enseignement supérieur ne puissent être tenus comme prévu. S'agit-il de simples retards de mise en œuvre ou ce plan était-il trop ambitieux et doit-il être revu à la baisse ?

— J'ai effectivement constaté un retard certain dans la réalisation de ce plan par rapport au calendrier d'origine. Depuis 1991, l'Etat a dégagé seulement 5,7 milliards de francs et les collectivités locales 6,2 milliards, alors que l'enveloppe initiale s'élevait en principe, pour la période 1991-1995, à 32 milliards répartis pour moitié entre l'Etat et les collectivités territoriales.

— Ce retard est dû à deux causes. D'une part la situation économique générale fait que l'Etat a du mal à suivre les rythmes d'engagements budgétaires qu'il s'était fixés, tandis que les collectivités locales ont découvert brutalement depuis un an que leur situation financière se dégrade très vite. Ce qui avait été imaginé en 1990-1991 apparaît donc, aujourd'hui, difficile à réaliser. C'est indéniable.

— D'autre part, il est certain que l'Etat, notamment, n'était pas prêt à une telle accélération de ses crédits d'investissement en faveur des constructions universitaires. Non pas que son administration fonctionnelle mal, mais elle n'était pas préparée à instruire aussi rapidement des données techniques complexes. Ainsi il manquait, quand je suis arrivé, environ 600 millions de francs pour réaliser les opérations notifiées au début de 1993.

— Je me suis attaqué au problème à tous les niveaux. Il convient tout d'abord d'essayer de simplifier les circuits administratifs pour permet-

tre une instruction plus rapide des dossiers, en utilisant le plus possible les services existants de l'Etat, comme les directions départementales de l'équipement. En second lieu, le premier ministre a accepté l'idée que les produits des privatisations à venir puissent être affectés, pour partie, à des opérations de constructions universitaires. Pour 1993, nous devions ainsi bénéficier de 400 millions de francs sur l'emprunt à valoir sur les privatisations. Cela devrait permettre de lancer, d'ici à la fin de cette année, toutes les opérations techniques prêtes et qui étaient prévues. Le processus devrait être renouvelé en 1994.

— Enfin, à plus long terme, il sera nécessaire de recaler le calendrier d'Université 2000 et d'en étaler un peu la réalisation. Ce rééchelonnement devrait s'inscrire dans le XI^e Plan pour lequel les discussions démontrent.

— Cela entraînera-t-il la suppression d'opérations déjà annoncées ?

— Non. Mon souhait est de revoir le calendrier mais pas les opérations elles-mêmes.

— Pourtant, le coût de bon nombre d'opérations a, semble-t-il, été sous-évalué au départ, de 15 % à 20 % dit-on. Et un certain nombre de projets prévus ne paraissent plus très réalistes aujourd'hui.

— Il est probable que les budgets ont été calculés un peu juste, ne serait-ce que par l'omission, dans toutes les opérations, des premiers équipements indispensables au démarrage des nouvelles implantations. Il est également possible qu'après un examen sérieux nous fassions le constat que tel ou tel investissement, tel ou tel département d'instituts universitaires de technologie, par exemple, ne sera pas viable et qu'il faille y renoncer.

— Mais cela doit rester exceptionnel. On ne peut pas sans cesse reve-

nir sur des décisions déjà adoptées. Et il faut imaginer ce que cela signifierait, aujourd'hui, d'annoncer à une ville que l'on a condamné un projet d'implantation universitaire dont elle doit bénéficier. Ce serait un message terrible, un élan économique et une dynamique sociale qui seraient brisés. Cela va bien au-delà des stricts problèmes universitaires.

— Vous pensez-il souhaitable de rééquilibrer l'effort entre la région parisienne et la province ?

— Proportionnellement, la part consacrée par l'Etat est plus importante dans la région parisienne, qui ne s'est pas engagée dans Université 2000 et ne consacre que quelques 300 millions de francs par an au développement universitaire. Alors qu'en province, ce sont les collectivités locales, et notamment les moins riches, qui ont investi le plus dans l'enseignement supérieur.

— Je souhaite apporter un double correctif à ce déséquilibre. D'une part, j'ai engagé des discussions avec le président de la région Île-de-France et j'ai obtenu de sa part un accord de principe pour que la région augmente sensiblement sa participation en ce domaine. D'autre part, il faudrait que, dans les budgets à venir, on trouve un mécanisme de péréquation capable de compenser les inégalités entre régions ; cette réflexion est engagée avec le ministère de l'Intérieur.

— Entre l'Etat et les régions comment concevez-vous le partage des rôles ?

— Les collectivités locales sont devenues des partenaires obligés de l'Etat en matière d'enseignement supérieur. Mais je ne souhaite pas qu'elles deviennent, du même coup, des gestionnaires. L'autonomie des établissements est la seule voie qui répond à toutes les critiques que l'on fait à l'Université. Nous réaffirmons à une formule qui préserve cette autonomie et permette aux universités de déroger au cadre



légal et réglementaire actuel afin d'expérimenter avec les collectivités locales de nouveaux modes d'organisation et des partenariats plus clairs, mieux formalisés et mieux contrôlés par l'Etat, qui retrouverait là son rôle actuel de garant.

— Sortir du cadre de la loi de 1984 suppose une modification législative. Comment et quand espérez-vous y parvenir ?

— Je ne suis pas maître du calendrier parlementaire. La formule, plus rapide, de la proposition de loi aurait mon agrément. Celle à laquelle songent Charles Millon n'a pas l'accord du gouvernement. En revanche, une proposition plus modeste qui vient d'être déposée à l'Assemblée nationale — et qui ne modifie que l'article de la loi réservant aux universités nouvelles les possibilités d'expérimentation — pourrait permettre d'engager le débat avant l'été. Il serait dommage qu'on ne puisse avoir ce débat rapidement, car cela reporterait, alors, les possibilités d'innovation à la rentrée 1994.

— L'autre gros dossier que vous

avez trouvé est celui de la rénovation pédagogique, bouclé par votre prédécesseur au début de l'année. Vous avez incité les présidents d'université à une mise en œuvre prudente. S'agit-il d'un coup de frein temporaire ou d'une réticence sur le fond ?

— La philosophie de cette réforme est bonne. Il est indispensable d'assurer un meilleur encadrement aux étudiants qui arrivent à l'université. Mais cela soulève des difficultés de financement que nous sommes en train d'évaluer. Et surtout, il n'est pas réaliste de vouloir imposer cette réforme de la même manière à toutes les universités, sans tenir compte de leur taille, de leurs effectifs et de la diversité selon les disciplines. Mon souci est double : trouver, dans les deux ans, les moyens d'application de cette réforme et laisser un peu plus de souplesse d'application aux universités.

— Troisième dossier-clé : le plan social en faveur des étudiants. Vous avez demandé au directeur du CNOUS, M. Prévost, un bilan des mesures engagées. Où en est-on ?

— L'élargissement de la base sociale des étudiants rend de plus en plus nécessaire une politique de soutien. C'est une priorité. Le rapport demandé à M. Prévost n'est pas complètement bouclé, mais les grandes lignes de la réflexion sont claires. La première idée est que les moyens de l'Etat doivent être concentrés sur les étudiants qui en ont le plus besoin. Or il existe des dispositifs, comme l'allocation logement, qui donnent lieu à des abus. Il est indispensable d'introduire des critères sociaux d'attribution de cette aide au logement, aussi bien par équité que par réalisme, car l'Etat ne pourra pas assumer longtemps cette charge.

— La deuxième idée est de maintenir, voire d'augmenter le niveau des bourses, en sachant que leur

nombre va automatiquement augmenter du fait de la croissance des effectifs d'étudiants. En troisième lieu, il faut reprendre l'étude du dossier des prêts aux étudiants. Pour que ça marche, il faut que les prêts, accordés par les banques, soient pratiquement sans intérêt. On est en train de réfléchir à un système dans lequel l'Etat assurerait la totalité du cautionnement de ces prêts, dans le cadre d'accord avec les régions qui pourraient prendre à leur charge la bonification des intérêts. La concurrence, dans ce domaine, joue dans le bon sens. Nous allons tester ce dispositif dans quelques régions volontaires.

— La quatrième piste s'inscrit dans le cadre des discussions avec les responsables de la région parisienne. Il serait souhaitable que, comme en province, les collectivités locales apportent une aide aux étudiants en matière de transport ; c'est le dossier de la carte orange. La discussion est ouverte. Enfin il est nécessaire de déconcentrer complètement, sur les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS), toute la gestion des aides aux étudiants.

— Je souhaite avancer sur ces dossiers d'ici à la mi-juillet, pour tenir compte des orientations budgétaires pour 1994.

— Comment se présentent ces perspectives budgétaires ?

— Il est clair, pour le premier ministre, que l'Etat, en général, et notamment l'enseignement supérieur et la recherche, ne peuvent pas participer à la décroissance souhaitée du nombre des fonctionnaires. Au contraire. Dans les objectifs budgétaires qui nous sont fixés pour 1994, cette contrainte ne nous est pas imposée.

Propos recueillis par
MICHÈLE AULAGNON
et GÉRARD COURTOIS

Villes et universités en communauté

Selon un sondage réalisé pour la MNEF par l'Institut Louis-Harris, les liens sont de plus en plus naturels entre élus locaux et universitaires

Où en sont vraiment les relations des collectivités locales avec les universités ? On a voulu en savoir plus, à l'occasion du sondage réalisé par l'Institut Louis-Harris pour la MNEF (1), à l'occasion du colloque qu'elle organise, du 9 au 11 juin, avec la ville d'Evry (Seine-et-Marne), sur « L'Université et la ville », à la mémoire de rappeler que les relations entre les collectivités locales et les universités n'ont pas encore atteint leur rythme de croisière. Mais le partenariat qui s'est mis en place paraît désormais bien établi dans les esprits comme dans les faits.

L'approfondissement des relations entre les universités et les collectivités locales semble indéniablement fort chez les universitaires, comme chez les élus, le sentiment d'appartenance à la même communauté d'intérêts. Ainsi, la quasi-totalité d'entre eux estiment que la présence d'une unité d'enseignement supérieur a des conséquences favorables sur la population, sur l'image de marque de la collectivité et sur l'économie locale. Aux yeux de 97 % des élus et de 96 % des universitaires, la qualité des relations entre ces deux partenaires est un facteur très ou assez important.

Ce plébiscite répond à l'expérience vécue : 89 % des universitaires indiquent travailler dans un établissement qui bénéficie de l'aide directe ou indirecte d'une collectivité. Les conseils régionaux sont l'échelon le plus impliqué dans ce partenariat. Leurs élus locaux sont 96 % à préciser qu'ils aident des établissements d'enseignement supérieur contre 65 % des membres des conseils municipaux et 82 % des conseils généraux. Plus et universitaires sont unanimes pour considérer que la région est la collectivité territoriale la plus concernée et celle qui pourrait bien devenir la pièce maîtresse pour l'avenir. Toute évolution devra néanmoins répondre à un souci d'équilibre.

Car, si les établissements d'enseignement supérieur emendent proté-

ger leur autonomie, les élus, eux, comptent bien servir leurs intérêts en investissant sur ce terrain. Ainsi, 61 % des élus souhaitent engager en priorité leurs interventions dans la direction de l'environnement économique des universités ; le corps professoral considère pour sa part que les collectivités devraient tout d'abord soutenir l'urbanisme et les infrastructures universitaires, puis les dépenses d'équipement et de fonctionnement de leurs établissements avant de chercher à muscler l'environnement économique.

Le choix des filières

Si 86 % des élus et 77 % des universitaires sont favorables à la mise en place d'une structure spécifique les réunissant, il n'est pas certain que les uns et les autres lui attribuent le même pouvoir. En revanche, son action serait soumise par tous concernant le partenariat avec les entreprises. Mais il n'en va pas de même pour les décisions d'équipement, au axe dont attendent beaucoup les universitaires, ainsi que sur le choix des filières et des cursus. Un dossier sur lequel les élus aimeraient intervenir davantage.

En matière de transfert de compétences, par exemple, les avis divergent. Si 54 % des élus se verraient bien attribuer une compétence financière, seuls 44 % des universitaires sont prêts à la leur concéder. En matière de choix de filières, 63 % des élus aimeraient intervenir sur ce sujet et 51 % des universitaires ne s'y opposeraient pas. Concernant le recrutement de professeurs, les uns et les autres refusent en bloc de déléguer cette compétence aux collectivités locales. Il en est de même, bien sûr, à propos d'un éventuel transfert de tutelle. Une tutelle financière ne tenterait que 42 % des élus et 35 % des universitaires. Et, en matière de choix des filières, 53 % des élus soutiendraient en assumant la charge contre 44 % d'universitaires.

Toute répartition des rôles en matière d'intervention sur les questions universitaires entre l'Etat, les régions, les départements et les villes devrait être formalisée, pour 72 % des élus locaux. Les universitaires ne sont que 57 % à souhaiter ce cadrage précis.

L'attente des étudiants

Cette méconnaissance n'est pas le reflet d'un désintérêt. Les attentes des étudiants sont très fortes. La quasi-totalité d'entre eux souhaitent que les collectivités locales jouent un rôle important dans l'amélioration de leurs conditions de vie. Elles pourraient ainsi, selon leur vœu, attribuer prioritairement des bourses puis des aides au logement, à la restauration, aux transports ou encore gérer un système de prêts et, enfin, fournir des prestations socio-culturelles.

Les universitaires, pour leur part, considèrent que les collectivités locales devraient œuvrer en faveur du logement étudiant, la restauration et les transports ; ensuite seulement fournir des bourses. Ils se montrent très réticents à la mise en place d'un système de prêts distribués par les villes, les départements ou les régions. Seuls 21 % d'entre eux y sont favorables.

Les élus ont des priorités différentes. S'ils estiment avoir un rôle à jouer en ce qui concerne le logement, l'intégration, les activités socio-culturelles et les transports, en revanche ils rechignent à prendre en charge un secteur comme la restauration. Un tiers d'entre eux estiment qu'il ne s'agit pas là de leurs compétences. Une réponse étonnante, au moment où un certain nombre de municipalités avaient pris en charge un système

de chèques-déjeuner dont elles financent une partie.

Les collectivités locales affichent vis-à-vis des étudiants une certaine bonne conscience. 67 % d'entre elles indiquent avoir instauré des facilités d'accès à des activités culturelles, 59 % une aide au logement, 46 % (surtout les villes) une aide aux transports ; 40 % (notamment les départements et régions), un système de bourses complémentaires. Dans la grande majorité des cas, ces aides sont fournies sans limitation d'âge ou de cycles d'études. Il suffit pour en bénéficier d'être inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur. Seuls 12 % des élus interrogés lient l'attribution de ces aides à une obligation de résultats universitaires et 30 % d'entre eux sont opposés à l'idée de demander une contrepartie aux étudiants.

Curieusement, les étudiants sont 57 % à trouver plutôt normal ce système de troc entre eux et la collectivité territoriale. Seuls 38 % y sont opposés. 63 % seraient notamment prêts à effectuer un travail d'utilité sociale.

Mais le lien entre les étudiants et leur ville, leur département ou leur région est distendu. Seuls la moitié d'entre eux espèrent trouver un premier emploi dans la ville dans laquelle ils effectuent leurs études. Et si 78 % des étudiants sont effectivement inscrits sur des listes électorales, dans la plus grande majorité des cas, ils ne votent pas là où ils effectuent leurs études. On imagine les conséquences que pourrait avoir, dans les relations entre les étudiants et les villes universitaires, un changement d'habitudes électorales.

M. A.

(1) Effectuée par l'Institut Louis-Harris-Council communication et université, cette enquête a été réalisée, par téléphone, du 13 au 19 mai, auprès d'un échantillon représentatif de 403 professeurs d'université ; du 17 au 23 mai auprès d'un échantillon de 350 élus (conseillers régionaux, conseillers généraux, maires ou adjoints) en charge des questions liées à l'éducation, répartis sur l'ensemble des régions françaises ; et enfin du 19 au 21 mai, par entretiens en face à face, auprès d'un échantillon de 804 étudiants, établi selon la méthode des quotas.

INSA M
INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES
ET DU MANAGEMENT

4 ans de formation internationale au management
Études à Paris, État-Unis, Europe
Admission 1^{re} année : bac + concours,
2^e année : bac + 2 (DUT, DEUG, BTS).

GRANDE
eslsc
1, rue Beaudouin, 92007 Paris - France
Tél. (1) 45.51.32.33
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
POUR LE DUT, LE DEUG, LE BTS ET LE DUT

Le 2^e Cycle
Gestion du Personnel et des Ressources Humaines

IGS Institut de gestion sociale
Demain vous serez en entreprise :

- Responsable du Personnel
- Responsable de la Formation
- Responsable du Recrutement
- Directeur des Ressources Humaines

11 mois d'enseignement
7 mois de stage en entreprise

CONCOURS 22 JUIN 1993

Admission : Titulaire d'un DEUG, DUT, BTS, Licence
Concours : Sessions 1993 Avril, Juin, Septembre
Renseignements tel : (1) 47.57.31.41
IGS 120 rue Danton 92200 Levallois-Perret

GROUPE IGS

Nom _____ Prénom _____
Age _____ Niveau d'études _____
Adresse _____
Code Postal _____ Ville _____ Tél. _____

souhaite recevoir une brochure détaillée du 2^e cycle de Gestion du Personnel
IGS 120 rue Danton 92200 Levallois-Perret - Tél (1) 47.57.31.41

Les bâtisseurs

3000 francs par an

EDUCATION • CAMPUS

Les bâtisseurs d'Amiens

La capitale picarde fait du développement universitaire la vitrine de sa rénovation urbaine et de son dynamisme économique

AMIENS

de notre envoyé spécial

JULES VERNE lui-même aurait sans doute été séduit. Car le grand écrivain avait aussi, par anticipation, rêvé sur Amiens, sa ville adoptive. En 1875, le créateur du capitaine Nemo écrivait une nouvelle intitulée « Une ville idéale, Amiens en l'an 2000 ». Presque un siècle après que l'artiste se soit éteint dans la capitale picarde, laissant les traces de ses rêves, le rêve prend forme.

L'université a changé de nom, baptisée en 1990 « Université de Picardie-Jules-Verne ». Mieux : les premières réalisations du vaste projet d'aménagement urbain lancé il y a trois ans prennent actuellement, au cœur de la ville, des allures de *Mausolée de l'architecture*. On construit, on innove, on voit grand. En somme, on garde l'esprit. Certains s'interrogent. Tous, pourtant, se prennent à espérer : Amiens sera-t-elle en l'an 2000 le grand pôle universitaire qu'elle rêve de devenir ?

A une heure de Paris, le défi est audacieux. Coincé entre la capitale et Lille, le pôle traditionnel de la région Nord, la ville d'Amiens souffre de lourds handicaps. Trop loin de Paris pour ne pas subir l'inconvenance d'être une ville de province, elle est en même temps trop proche de la capitale pour échapper à sa force d'attraction. Un phénomène que l'on appelle ici l'« effet châtiment » pour signifier que sous l'air de Paris - la vie se dédouble, alors que les rayons du soleil stimulent, plus loin, l'éclosion et la croissance d'organismes bien vivants. A preuve les réussites de Toulouse ou Grenoble.

Volonté acharnée

Mais le fatalisme n'est guère dans l'esprit picard. A l'image du citoyen Laëlius, héros infatigable de la ville, né en 1811 au quartier Saint-Leu, et qui, tiré du théâtre local de marionnettes - les cabotins - est à la fois débrouillard et indépendant. Depuis trois ans, la ville fait preuve d'un dynamisme acharné.

Campagne publicitaire dans un grand quotidien national, affiches vantant les mérites de la ville, politique de séduction à l'égard des enseignants : tous les ingrédients d'une volonté acharnée de transformer Amiens et son image sont réunis. Et il n'est pas jusqu'à certaines rues de Paris pour être

témoins des efforts de sa petite cousine de la Somme. « Amsterdam ou Amiens ? », « Columbia-USA ou Amiens ? » : les slogans publicitaires accompagnent dans les rues de la capitale certaines photos des dernières réalisations architecturales de la « ville-cathédrale ». Le message est clair : c'est bien à Amiens que telle usine ultra-moderne, tel bâtiment universitaire flamboyant neuf ou tel palais omnisports sont situés.

Au-delà cependant d'une simple politique de valorisation de la ville, cette stratégie de communication recouvre un vaste plan d'aménagement urbain. Lancé en 1990, les travaux ont un objectif prioritaire : rénover au cœur même de la ville les différentes facultés de l'université picarde, située jusqu'ici sur un campus excentré. Et le projet est déjà bien avancé. A deux pas de la cathédrale, fièrement dressés sur les flots des canaux depuis longtemps domptés de la Somme, les bâtiments flamboyants neufs de la nouvelle faculté des sciences étalent le luxe de leur jeunesse.

Le Quartier latin

Les façades claires sont couvertes de baies vitrées, renvoyant pour certaines les reflets chatoyants de la rivière, laissant deviner pour d'autres la richesse des installations intérieures. En vis-à-vis, les nouveaux laboratoires rivalisent de modernité : les installations de recherche - en suco-chimie, notamment - donnent à leur tour l'image d'une université qui se veut jeune, dynamique, prometteuse.

Edifié à l'endroit même où l'ancienne brasserie de la ville exhibait depuis des décennies la vétusté de ses bâtiments laissés à l'abandon, côté nord encore la tristesse des maisons ouvrières du quartier des Parcheminiers, de l'usine à vinaigre ou des vieux moulins délabrés, le luxe des ouvrages prend parfois des allures de provocation. Mais la réhabilitation du quartier tout entier vise à l'uniformité : des logements pour étudiants ont été construits, séparés des autres par des clôtures, habillés du coffrage en bois qui caractérisait les traditionnelles maisons de l'Amiens médiéval.

De l'autre côté du canal, à deux pas des hortillonnages, ces jardins verdoyants qui bordent la partie nord de la ville, les travaux de la future école supérieure d'ingénieurs

en électronique et électrotechnique (ESIEE) affichent l'originalité d'un amphithéâtre imposant dont la forme sphérique domine la Somme. Enfin, au pied de la cathédrale, en bordure de ce que l'on nomme ici le « Quartier latin » de la ville, des grands panneaux cachent d'autres travaux en cours. Les facultés de droit et d'économie, ainsi qu'une bibliothèque universitaire, s'élèveront bientôt ici, en lieu et place des terrains restés vagues depuis la destruction, au cours de la seconde guerre mondiale, des demeures du centre-ville.

Au total, ce sont près de 860 millions de francs qui doivent être engloutis par le projet d'ici à 1995. Le plan « Université 2000 » prévoit une participation de l'Etat (et du Fonds européen de développement régional) de 340 millions de francs sur six ans. Quant aux collectivités locales - ville, département, région - elles doivent y consacrer quelque 520 millions de francs. Dans l'immédiat, près de 500 millions de francs (soit un peu moins des deux tiers de l'enveloppe globale) ont déjà été investis.

Avec ses 20 000 étudiants - sur une population totale de 132 000 habitants - la municipalité d'Amiens a donc tenu à se donner les moyens de ses objectifs. En l'an 2000, la ville espère accueillir près de 30 000 étudiants. Des anciennes facultés construites à la fin des années 60 en dehors de la ville - à une époque (1969) où Amiens s'est émanée de la tutelle de Lille et où son université prenait le pas sur les anciens collèges d'enseignement supérieur - il ne restera bientôt sur le campus que les seules facultés de lettres et de sciences humaines.

« La nouvelle équipe issue des élections municipales de 1989 a tenu d'emblée à redonner son dynamisme à la ville », précise Gérard Thomas, conseiller technique du maire d'Amiens. Faire de la ville un grand pôle universitaire est une de ses priorités. Le 29 mars 1991, un colloque se déroule à Amiens sur le thème « Villes à une heure de Paris, formation supérieure et recherche ». Pour Amiens, le constat est sévère sur deux points : absence d'école d'ingénieurs et lacunes en troisième cycle, d'une part ; et, d'autre part, absence sur le campus des enseignants-chercheurs qui, dans 28 % des cas, ne sont pas résidents. En sciences économiques, le taux des « turbopros » s'élève alors à 73 % !

Il s'agit donc d'inverser la tendance qui faisait d'Amiens la ville où le taux des professeurs non

résidents était le plus fort de la Grande Couronne. On connaît la logique du cercle vicieux professeurs-recherche. Une quadrature que la ville d'Amiens a décidé de briser en anticipant la sélection en offrant des bâtiments neufs et des équipements ultra-sophistiqués. Résultats : 150 postes d'enseignants ont été ouverts en cinq ans et trois nouveaux troisième cycle créés en deux ans.

Séduire les enseignants

« Nous avons également bénéficié d'un partenariat original entre les trois collectivités locales », souligne Daniel Couapel, directeur de cabinet du président de l'Université de Picardie. Une opération qui a porté ses fruits en terme d'attractivité. Campagne publicitaire à l'appui, la ville lance en 1991 un vaste appel aux enseignants-candidats. Au cœur de la démarche, une proposition : celle de prendre en charge pendant un an les frais de logement des enseignants qui s'engageront à résider à Amiens pendant au moins trois ans.

L'aide - limitée à 5 000 francs au maximum - a joué son rôle. « C'est un petit plus qui a décidé de nombreux candidats », confie Daniel Couapel. En deux ans, seize enseignants ont bénéficié de cette « allocation logement », dont le financement est pris en charge en trois tiers répartis entre la ville, le département et la région. Si l'opération a permis de « capter » des enseignants séduits, elle a aussi pour rôle de fidéliser les professeurs à la vie universitaire en les incitant notamment à participer aux activités de recherche.

Car la jeunesse d'une université a aussi ses avantages : « Elle offre des possibilités plus grandes en termes de carrière et de reconnaissance sociale », précise Daniel Couapel. Et il est vrai qu'en la matière les petites - ou jeunes - universités de province sont plus « ouvertes » que les grands et traditionnels bastions universitaires. Le président de l'Université d'Amiens, Bernard Némitz, en est un bon exemple. Venu de Versailles pour faire ses études de médecine dans la capitale picarde, il a peu à peu franchi tous les échelons, pour finir directeur du SAMU d'Amiens et président de son université depuis 1989.

OLIVIER PIOT

Les compagnons européens de la plasturgie

Un lycée professionnel trouve des partenaires italiens et allemands pour créer objets et diplômes

SENS

de notre envoyé spécial

« **H**IER, j'évoquais à Bruxelles le drame de l'exclusion sociale dans la Communauté. Demain, il faudra à nouveau s'inquiéter du sort de la Bosnie. Mais aujourd'hui, l'aventure qui a été menée dans le cadre du programme Petra avec les jeunes du lycée professionnel Pierre-et-Marie-Curie de Sens en France, du Gewerbeschule à Lorrach en Allemagne, et de l'ITS Ferdinando Modène en Italie représente, pour moi, un coin de bleu dans le ciel de l'Europe », déclarait, le 5 juin à Sens, M. Jacques Delors.

Quel est donc l'objet de ce débordement lyrique, surprenant de la part d'un président connu pour sa modération ? Il s'agit en fait de deux petits objets plastiques et sans prétention : un puzzle et un trombone. A partir de 1991, ils ont été imaginés, dessinés et fabriqués dans le cadre d'études et d'échanges menés entre les jeunes des trois pays et mettant en commun les savoir-faire de chacun.

« Les Allemands et les Italiens sont de remarquables mécaniciens, explique Solange Michel, proviseur du LP de Sens ; c'est pourquoi les moules et l'outillage ont été fabriqués dans leur atelier. » Le point fort de la France, c'est la transformation des matières plastiques. Elle est d'ailleurs la seule en Europe à proposer aux élèves un enseignement technique de cette discipline, sanctionné par un bac professionnel. Une fois réalisés, les puzzles et outillages ont donc été acheminés au LP de Sens pour entamer la phase de production. Parallèlement, les multiples séjours des jeunes ont donné lieu à des stages en entreprise dans les trois bassins industriels.

De l'avis général, la langue n'a pas été un obstacle : « Le pari, explique M. Bouix, secrétaire général des commissions consultatives de l'éducation nationale, consistait précisément à dire que, dans le domaine de la formation professionnelle, on pouvait passer la barrière de la langue en se réunissant directement autour de la fabrication d'objets techniques. » Pari gagné sur toute la ligne, d'après Dominique Teraud, chef de travaux. « On se rend compte que, dans nos

domaines technologiques, nous nous débrouillons très bien dans une espèce de jargon à base d'anglais approximatif où la grammaire et la syntaxe n'ont aucune importance. » Dans la foulée, élèves et professeurs en ont profité pour établir un glossaire technique de la plasturgie en cinq langues. Il sera diffusé dans tous les établissements scolaires européens concernés par cette discipline.

Homologation franco-allemande

Enfin, et c'est sans doute ce qui fait de cette opération une aventure exemplaire, un diplôme d'équivalence en plasturgie entre la France et l'Allemagne a été établi par les professeurs à partir de l'expérience. En mars dernier, une commission franco-allemande d'homologation a reconnu et signé une équivalence. Jean-Claude Fortier, recteur de l'académie de Dijon, n'en finit pas de s'émerveiller : « Voir notre système français, traditionnellement hypercentralisé, parvenir à s'entendre avec le système allemand, dans lequel tout se passe au niveau des régions ; voir aussi notre ministère prendre en charge et consacrer une expérience locale par une équivalence au niveau national, c'est exceptionnel. Je dis qu'il s'est passé là quelque chose de grand. »

Et il est vrai, ce projet concernant l'enseignement technique, traditionnellement dévalorisé, acquiert, dans le contexte d'une Europe dénoncée pour ses lourdeurs, une certaine valeur symbolique. « Nos jeunes sont en train de réhabiliter le concept de compagnonnage des métiers d'autrefois, ajoute le recteur. A l'issue de leur tour d'Europe, ils ont réalisé deux chefs-d'œuvre : une production d'objets mettant en œuvre le meilleur des technologies de chaque pays et la mise en place d'une formation commune. »

La troisième et dernière année sera consacrée à la formalisation de l'expérience afin qu'elle devienne transférable et que cette aventure ne reste pas une éclaircie passagère et fugace dans le ciel de la Communauté, comme dans celui de l'enseignement professionnel français.

JEAN-CLAUDE BÉHAR

3 000 francs par an et par enfant

Le budget scolaire des familles, relativement modeste en moyenne, présente des écarts considérables

TROIS mille soixante-dix francs en moyenne par enfant scolarisé de deux à vingt-cinq ans, soit, pour une famille type de 1,8 enfant, une dépense totale annuelle s'élevant à 5 600 francs : tel a été le budget des dépenses d'éducation des familles en France en 1991-1992, établi par l'INSEE par Claude Gissot et François Héran (1). Encore ne s'agit-il que des dépenses directement requises par les établissements (fournitures, transports ou sorties scolaires) ou complémentaires mais ayant elles-mêmes un caractère scolaire (cours particuliers et séjours linguistiques).

Ce sont les frais de pension et de demi-pension qui coûtent le plus cher aux familles (680 francs en moyenne), puis les frais d'inscription et d'assurance (680 francs), enfin les fournitures exigées (430 francs).

Mais ces dépenses moyennes recouvrent de très fortes disparités entre les familles, puisque 40 % des dépenses totales sont concentrées sur 10 % des enfants. Pour la moitié d'entre eux, la dépense annuelle est inférieure à 1 740 francs et, pour le quart d'entre eux, elle est inférieure à 500 francs. A l'opposé, un autre quart dépense plus de 3 800 francs.

Le coût des recours au privé

Les dépenses scolaires ne cessent de croître à mesure que l'enfant s'élève dans le cursus : l'entrée au collège augmente les dépenses de 50 %, l'entrée au lycée de 62 %. Enfin, dans l'enseignement supérieur, les dépenses sont multipliées par 2,5 entre le premier cycle universitaire et les grandes écoles.

Mais c'est, plus encore, le recours au privé qui explique les fortes disparités constatées. Le privé est, en

effet, trois fois plus coûteux que le public. Et pas seulement en raison des frais de scolarité qu'il occasionne. Il est néanmoins moins coûteux dans ses terres de tradition - l'ouest de la France - qu'en Ile-de-France. La raison ? En Bretagne, les élèves du public dépensent en moyenne 2 600 francs par an, ceux du privé 4 800 francs. En raison de la forte implantation de l'enseignement supérieur privé en Ile-de-France, l'écart est beaucoup plus

grand dans cette région : 2 710 francs côté public, 11 220 francs côté privé.

Mais les disparités sont plus grandes encore si l'on considère l'origine sociale des familles. Un chef d'entreprise dépense en moyenne six fois plus qu'un ouvrier non qualifié pour la scolarité de chacun de ses enfants. Motif : les enfants des premiers font des scolarités plus longues, ce qui occasionne des dépenses plus lourdes, et le recours au privé -

on l'a vu, très coûteux - concerne un enfant de chef d'entreprise (et de membre des professions libérales) sur trois, mais moins d'un enfant d'ouvrier non qualifié sur dix.

Les catégories qui dépensent le plus pour l'école ne sont pas nécessairement les catégories les plus diplômées, précise Claude Gissot et François Héran, mais les « indépendants fortunés », chefs d'entreprise et professions libérales mais aussi artistes et commerçants (ces derniers étant 29 % à recourir au privé). Par rapport aux ouvriers non qualifiés, les chefs d'entreprise dépensent deux fois plus en fournitures, quatre fois plus en transports et achats de livres, 5,5 fois plus en pensions et demi-pensions, six fois plus en sorties, vingt fois plus en frais d'inscription et d'assurance. La comparaison n'est même plus possible, soulignent les auteurs de l'étude, pour les cours particuliers et les séjours linguistiques, presque inexistantes au bas de l'échelle sociale.

Il y a bien sûr les bourses, censées corriger ces inégalités, mais, d'après l'INSEE, si cette correction est « spectaculaire » en ce qui concerne l'enseignement supérieur, elle est modeste aux étapes inférieures de la scolarité. Ainsi, les familles ouvrières bénéficiant d'une bourse récupèrent, grâce à elle, la moitié des dépenses engagées dans la scolarité de leur enfant quand ce dernier est dans l'enseignement supérieur. En revanche, quand il est dans l'enseignement secondaire, le montant des bourses couvre moins d'un tiers des dépenses, pourtant beaucoup moins élevées.

CHRISTINE GARIN

(Publié)

Université de Paris-X - Nanterre

L'institut doctoral de sciences juridiques et politiques propose en 1993-1994 les DEA suivants :

- DEA de Droit privé. Responsable : prof. Jérôme Fodilak
- DEA de Droit des affaires. Responsable : prof. Marie-Jeanne Campana
- DEA de Droit social et droit syndical. Responsable : prof. Jean-Maurice Vassier
- DEA de Droit pénal et politique criminelle en Europe (en collaboration avec les universités de Paris-I et Paris-XII). Responsable : prof. Mirella Delmas-Marty et Francis Caballero
- DEA de Théorie et d'Histoire du droit
 - ▷ Option Théorie et philosophie du droit. Responsable : prof. Michel Trépo
 - ▷ Option Histoire et anthropologie des systèmes juridiques. Responsable : prof. Jean-Pierre Poly
- DEA de Politique comparée et sociologie politique. Responsable : prof. Michel Dobry
- DEA de Droit public de l'entreprise. Responsable : prof. Michel Bazez
- DEA de Droit des relations économiques internationales et communautaires. Responsable : prof. Alain Pellet

et ouvert pour la première fois :

- DEA de Droits de l'homme et libertés publiques. Responsable : prof. Danièle Lochak

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :

Université de Paris X, 280, avenue de la République, 92891 Nanterre
Bât. 7, bureau 2. 12, tél. : 48-97-77-38

Date limite de retrait des dossiers : 25 juin 1993

COURS D'AMERICAIN

THE
AMERICAN UNIVERSITY
OF PARIS

departement de la formation permanente

cours de langue / prépa TOEFL & GMAT

34, av. de New-York, 75116 Paris, tel. 47-20-44-99

eslsca

ADMISSIONS SUR TITRE EN 1^{re} ou 2^e ANNÉE

L'admission sur titres à l'ESLSCA permet aux diplômés de l'enseignement supérieur d'intégrer l'une des meilleures écoles de commerce françaises et d'obtenir à l'issue du programme le diplôme ESLSCA visé par l'Etat. Ce diplôme peut être cumulé avec le diplôme M.B.A. d'une université américaine dans le cadre du programme international de 3^e année.

Pour la première année, les candidats doivent être titulaires d'un DEUG, DUT, ou diplôme équivalent.

La deuxième année s'adresse aux candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur, pharmacien, médecin, d'IEP ou d'une licence.

DATES DES ÉPREUVES

- 1^{re} ANNÉE (1 session) 6 et 7 juillet 1993
inscriptions avant le 15 juin
- 2^e ANNÉE (2 sessions) 8 et 9 juillet 1993
23 et 24 septembre 1993
inscriptions avant le 15 juin (1^{re} session)
4 septembre (2^e session)

Renseignements-inscriptions

ECOLE SUPERIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES
1, rue Bougainville, 75007 Paris - Tél. (1) 46-51-32-59

Établissement privé d'enseignement supérieur - reconnu par l'Etat - Fondé en 1949
Diplôme visé par le Ministère de l'Éducation nationale

EDUCATION • CAMPUS

La France qui planche

1. — Plus de trois millions de candidats aux examens et concours

C'est le printemps. Presque l'été. Et, comme un seul homme, la France planche. Trois millions et demi de candidats, au bas mot, tous examens et tous concours confondus (1), an-boutés sur leur copie, machonnant stylos, regardant plancher, puis plafond, creusant la mémoire, ajoutant deux à deux qui font quatre, retenant un, dissertant, composant, traduisant. Imagine-t-on la partition des chefs d'orchestre, maîtres de l'organisation, la cohorte des surveillants, antiques de l'antichambre, et le bataillon des correcteurs, évaluateurs, membres de jury ?

Société du diplôme. La France, chaque année, se plait à cet exercice collectif. Trois millions et demi de portes à ouvrir sur l'avenir : reçu ou recalé. Autant d'adoucissements que l'on espère, de craintes que l'on affiche, d'angoisses que l'on surmonte, en un mot d'étapes que l'on franchit. Ou que l'on ne franchit pas, collé.

Il y eut feu le certificat d'études, emporté corps et biens en 1989, jeté aux oubliettes républicaines bien qu'instauré sous le Second Empire. Première consécration dans l'échelle éducative de la République, le « certifié » des Parisiens (le « succédané » des paysans limousins) vérifiait qu'il était acquis « tout ce qu'il n'est pas permis d'ignorer ». Clôurant les terrains trépidants d'un triple rang de fil de fer à 2,60 franc le mètre, le « certifié » testait certes l'accord des parties ou la

connaissance des tables de multiplication, mais il testait surtout le bon sens. Disparu, le certificat d'études a laissé place dans la conscience collective au monument phare, « historique », que les ministres veulent ou peuvent juste ravaler, jamais réformer : le baccalauréat est, bien sûr, le plus connu de tous les examens et fournit toujours, avec 637 897 candidats pour la session de 1993 qui s'ouvre, à l'écrit, vendredi 11 juin par l'épreuve de philosophie, le gros des bataillons.

Le bac, dont la nouvelle carte pour 1993 vient d'être présentée lundi 7 juin par le ministre de l'Éducation (le Monde du 8 juin), est la référence. Comme une sorte de Bastille à laquelle on accroche les slogans (80 % d'une classe d'âge à son niveau, avait lancé Jean-Pierre Chevènement en 1985) et les formules à l'emporte-pièce. « Passe ton bac d'abord ! » Et puis on verra. Cap sur le monde du travail, ou vers d'autres diplômes, ou sur les concours, ces examens fraticides, lâchés aux « flammes » surchauffées pour que finalement « les meilleurs gagnent » !

L'armée des sans-grade

Mais pense-t-on aussi à l'armée des sans-grade, aux examens du second degré méconnus, voire oubliés ? À commencer par les séries professionnelles : certificat d'aptitude professionnelle (CAP), brevet d'études professionnelles (BEP), brevet professionnel

(BP), brevet de technicien (BT) (niveau bac), brevet des métiers d'art. En 1991, on ne comptait pas moins de 440 000 candidats au CAP, 280 000 au BEP (on prépare souvent un BEP et un CAP en même temps), débouchant, en cas de réussite, sur la vie active... ou le chômage.

Parmi tous, certains examens connaissent un franc succès : le certificat de formation générale (CFG), quasi inconnu (voir encadré), le baccalauréat professionnel (bac pro) qui a compté 29 % de prétendants en plus entre 1991 et 1992, puis 20 % entre 1992 et 1993 (76 082 inscrits pour la présente session). D'autres ne concernent plus que quelques filières spécifiques. Le brevet professionnel, diplôme de niveau bac moonayable dans des secteurs spécialisés tels que la banque, attire 46 000 candidats. Et se prépare essentiellement par l'apprentissage ou la formation continue.

Et puis il y a les atypiques. Le brevet, tout d'abord. Ni « scolaire » ni « professionnel », le brevet est surtout, comme dit un collègue, « la première fois » : le premier trac, l'examen « pour de vrai ». Le moins cher de tous à organiser (moins de 20 francs par élève, douze fois moins que le bac général). « Le plus convivial à corriger », confie un enseignant du Dauphiné, « tout se fait en salle, dans le centre d'examen. On peut parler, échanger des impressions. » La correction du bac, elle, demeure un exercice solitaire.

De son côté, le concours général, vieux de deux siècles, est aussi prestigieux que gratuit. Inutile, si ce n'est à maintenir le symbole d'une élite et des honneurs républicains, il mobilise toujours, pour son organisation, un fonctionnaire au ministère de l'Éducation.

La multiplication des filières et des spécialités ont naturellement conduit l'administration centrale à déconcentrer la gestion de l'organisation des examens. Si les calendriers restent encore souvent nationaux, la confection des sujets est l'affaire des rectors, voire des inspections d'académie. Celles-ci, par exemple, supervisent les CAP et les BEP, ou encore le brevet des collèges. Cinq groupements académiques se partagent les sujets des bacs généraux.

La marée des candidats

Symbole de l'imposante machinerie des examens, le service interacadémique des examens et concours (SIEC) des trois académies d'Ile-de-France (Paris, Créteil, Versailles) « gère » à lui seul, grâce à trois cents administratifs, plus de 400 000 candidats chaque année, dont le quart des candidats au baccalauréat en France. En 1992, le SIEC a donc « traité » 17 000 candidats à... 171 spécialités de CAP (1), 14 000 prétendants à 35 BEP, 14 000 autres à 56 BP, 32 000 candidats à 98 BTS ou encore 21 500 candidats à l'expertise-comptable. Et encore : 31 spécialités d'agrégation, 24 de CAPES, 23 de CAPET (enseignement technique), 26 de divers concours administratifs... Au total, près d'un million de spécialités d'examen ou de concours.



Pour le SIEC, il a fallu ainsi concocter en 1992 3 886 sujets d'examen, avec cahiers, plans et graphiques, notamment pour les disciplines techniques, distribuer cinq millions de copies, treize millions de feuilles de brouillon.

La hausse du nombre des candidats est impressionnante : en cinq ans, de 1986 à 1991, le nombre de candidats au baccalauréat général a augmenté de 28 %, de 37 % au baccalauréat technologique, de 53 % au BTS. Il a fallu chercher des places. « Je suis l'un des plus gros locataires de la place de Paris », constate en souriant M. Marigny, directeur du SIEC. Tout espace conforme au passage des examens est bon à prendre, location « clé en main », avec tables et chaises, et respect du cahier des charges portant sur les télécommunications, la sécurité, la signalétique, l'écartement des tables ou les toilettes : aujourd'hui, des khâgneux composent donc au Parc Floral de Vincennes, quand 6 000 autres candidats à un BTS bureaucratique planchent sur quatre niveaux d'un hall du Parc des expositions de la porte de Versailles.

Casse-tête français, l'organisation des examens trouble jusqu'au dernier maillon de la chaîne : centres d'examen, nombre de chaises doivent varier en fin d'année. « Dès février, on commence à ne plus penser qu'à cela », explique Jean-Paul Dastillong, chef de travaux au lycée professionnel de Creutzwald (Moselle). « L'organisation sur le papier, en fonction du nombre d'élèves, des horaires d'examen et du planning académique. » Car, dans ce lycée spécialisé en plongée il faut gérer tout à la fois des BEP en contrôle continu, des bacs pro évalués « en cours de formation » (2) et des examens-courants traditionnels.

La seule préparation du matériel (tableaux, fils pour les épreuves d'électricité, par exemple, ou ferraille à débiter pour l'usinage de pièces) a débuté voilà deux mois. Il a fallu aussi prendre contact avec les entreprises locales pour que des professionnels se libèrent afin de participer aux jurys d'examen. Quant aux sujets de pratique professionnelle (une quinzaine de pages chacun) mis au point par les professeurs du lycée, ils symbolisent le mieux la ronde infernale : pour préparer l'examen, c'est-à-dire concevoir les sujets, acheter le matériel, préparer les outils, il faut tout juste... une année !

L'usine à élites

Une année, c'est bien le temps nécessaire également pour mettre en route la formidable usine à fabriquer les élites françaises : cette centaine de concours des grandes écoles d'ingénieurs et de commerce qui constituent l'horizon, l'obsession même, de quelque quarante mille candidats cette année. Des plus huppées aux plus modestes, depuis le concours de Polytechnique jusqu'à celui de l'École supérieure de l'énergie et des matériaux d'Orléans, depuis le concours de Normale Sup jusqu'à celui de l'École de management européen de Strasbourg, du concours commun Mines-Ponts aux épreuves de la banque d'épreuves du réseau d'écoles de commerce Écristom, de l'École des Chartes à Navale, de l'Agro à Vêto, de Centrale à HEC, c'est un incroyable échec qui permet de sélectionner la crème des bacheliers français, au terme du parcours du combattant dans les classes préparatoires aux grandes écoles.

Pour recomposer, chaque année, ce puzzle difficile, il ne faut pas moins d'une douzaine de mois. C'est ainsi que le 16 juin prochain, alors que les examens du cru 1993 ne sont pas encore terminés, se tiendra, au ministère de l'Éducation nationale, la première réunion chargée de préparer le calendrier des concours pour le printemps 1994.

Avec un défi constamment renouvelé : permettre à chaque concours de trouver sa place et éviter au maximum les chevauchements entre écoles de même calibre ou de même standing. Au terme d'arbitrages subtils, compliqués cette année par la volonté du ministère de ne pas commencer la sai-

son des concours avant le 11 mai pour ne pas amputer excessivement l'année scolaire, c'est Polytechnique qui a ouvert le bal, tandis que Centrale le fermera.

Entre-temps, c'est un exercice de haute voltige auquel se seront livrés les responsables des concours : recenser les élèves, leur envoyer les dossiers d'inscription, passer les conventions avec les centres d'examen, trouver, par exemple, pour la banque d'épreuves commune pour le haut enseignement commercial (qui regroupe de vingt-quatre écoles derrière HEC et l'ESSEC), 600 surveillants, 6 000 à 7 000 correcteurs qui engloberont à haute dose 180 000 copies, composer les jurys, harmoniser les notes, en attendant l'exercice délicat, une fois terminés les concours, de l'affectation définitive des candidats admis.

« Si on continue comme ça, la moitié de l'année scolaire sera dévorée aux examens », souligne Gilbert Frade, directeur des études à l'École des Mines de Paris. Et nombreux sont les responsables, depuis la direction des enseignements supérieurs du ministère jusqu'aux grandes écoles de tout poil, qui prônent des regroupements de concours ou d'écoles, ou encore la constitution de banques de notes pour tenter de maîtriser une machine de plus en plus complexe et coûteuse.

Mais ces velléités ne passent pas très lourds qu'elles risquent de heurter la hiérarchie des écoles, aussi enracinée dans les mentalités des enseignants que dans celle des familles. Ainsi, après de longues discussions, les trois Écoles normales supérieures de la rue d'Ulm, de Lyon et de Cachan ont décidé, pour la première fois, de recruter cette année sur des épreuves communes de maths et de physique, mais pour la seule option M. On ne bouscule pas les vieilles dames !

L'université terre inconnue

Ce qui est vrai des grands concours l'est, à la puissance vingt, pour les examens universitaires, cet immense continent mal connu puisque de partielle en examens terminaux, d'école en école, environ un million d'étudiants de DEUG, de licence et de maîtrise planchent, chaque année, dans l'anonymat des amphithéâtres, pour la plupart des universitaires, un sentiment d'impuissance devant le flot montant des étudiants et d'accablement devant les vagues de copies.

« Nous passons de plus en plus de temps à contrôler ce que nous avons de moins en moins le temps de faire. Quarante semaines sur vingt-cinq par les examens », lance un professeur de droit à Nantes. « Plus les années passent, plus ça devient insupportable de corriger ces masses de copies indigestes. Les universitaires avaient depuis toujours intégré les examens aux devoirs de leur charge. Mais on attend aujourd'hui des niveaux tels qu'on finit par se poser la question de ce fantasme que gaspillage d'énergie, sans parler de la fiabilité de l'exercice », lâche tel autre à Rennes. Quant à cette universitaire chevronnée de Lille, elle estime que « l'enseignement supérieur de masse a placé le système d'évaluation au bord de l'implosion ».

Mais personne ne trouve réellement de solutions. Car les réserves sont fortes, et pas illégitimes, à l'égard de tout ce qui pourrait accentuer le sentiment lancinant d'une dégradation des formations universitaires. Elles ne sont pas moins vives chez les étudiants, que la pression et la crainte du chômage incitent à demander toujours plus d'examens rassurants. La France, à l'évidence, n'est pas près de cesser de plancher.

GÉRARD COURTOIS
et JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Exception faite des cinq millions d'adultes, inscrits en formation continue, dont un certain nombre passe des examens.

(2) Le contrôle continu supprime la notation traditionnelle et valide tout au long de l'année l'acquisition de compétences définies dans un « référentiel ». Le contrôle en cours de formation vise à évaluer, ponctuellement dans l'année, certaines disciplines, notamment en pratique professionnelle.

Prochain article :

II. — La machinerie du bac

Premier « grade »

C'est le plus méconnu au bataillon des examens. Le petit dernier aussi. Le certificat de formation générale (CFG) connaît pourtant un succès grandissant. 28 287 candidats en 1987, 44 200 en 1990, plus de 50 000 aujourd'hui. Avec, bon an mal an, 70 % de réussites.

Créé en 1983 à l'occasion de la mise en place des dispositifs jeunes de la mission Schwartz, le CFG n'est pas un diplôme. Il ne confère aucune qualification, mais constitue un bon tremplin vers le certificat d'aptitude professionnelle (CAP). De fait, c'est aujourd'hui le premier « grade », le minimum des compétences requises, « le » diplôme de la jeune France chômeuse. Celui qui permet, par exemple, de décrocher un contrat d'apprentissage.

Qui concerne-t-il ? Des jeunes en échec scolaire, bien sûr. Pour 30 % d'entre eux, des élèves qui ont quitté l'école et tentent de s'insérer, par la moindre brèche (contrat formation, contrat de qualification, etc.), dans le monde du travail. Des élèves de collège d'autre part : élèves de troisième d'insertion, de sections d'éducation spécialisée (SES), de sections d'enseignements généraux et profession-

nels adaptés (SEGPA), qui « préparent » le terrain du CAP. On compte aussi des élèves qui étudient à distance ou des détenus (1 875 inscrits en 1991, 1 234 repus).

A chacun son exam. L'un, plus « scolaire » consistait jusqu'à présent, pour les élèves en formation initiale, en trois épreuves ponctuelles : expression orale et écrite, mathématiques, connaissance du monde contemporain. Modernisée, la version 1994 introduira une dose de contrôle en cours de formation, sur des épreuves en articulation avec les programmes du CAP : épreuve de Français pour s'assurer de la bonne lecture et de la compréhension d'un texte, mathématiques usuelles appliquées à des situations de vie quotidienne. Le nouveau CFG fera également une part plus large à l'oral : présentation d'un dossier lors d'un entretien, où non seulement les compétences de base (lire, écrire, compter, lire un plan...) seront évaluées, mais aussi la pertinence du projet professionnel, la capacité d'insertion sociale.

J.-M. Dy.

(Publicité)

L'université de Marne-la-Vallée et l'École Nationale des Ponts et Chaussées proposent pour la rentrée universitaire 1993

DEA Organisation et pilotage des systèmes de production

— une approche pluridisciplinaire (sociale, technique, économique) — une formation par la recherche en situation réelle d'entreprise Enseignants de l'université, des écoles des Ponts, des Mines, de l'École polytechnique, de Sciences-Po, du CNAM...

Date limite : 21 juin 1993

ENPC — 28, rue des Saints-Pères, 75007 Paris

UNLV — 2, allée Jean-Renoir, 93160 Noiny-le-Grand

PCS
PRÉPARATION COMMERCIALE
SUPÉRIEURE

Centre de préparation
aux HEC et à Sciences Politiques
créé en 1976

• Classes prépa ESC
et classes pilotes HEC
• Corps professoral réputé
• Suivi personnalisé et groupes
homogènes
• Admission sur dossier pour
bacheliers B, C, D.

Classes « pilotes » HEC

Conditions d'admission

• Voie générale
bac C plus mention et/ou
admissibles aux concours
• Voie économique
Bac B et D plus mention et/ou
admissibles aux concours
• Dépôt des dossiers à partir
de janvier

GRUPE ESC-PCS
1, rue Beaumarchais 75007 Paris
Tél. (1) 46-51-32-59
enseignement supérieur privé

LYCEE LA FONTAINE
75016 PARIS
Tél.: 16 (1) 46 51 31 21

PREPA HEC
CONCOURS D'ADMISSION DIRECTE
2ème année

ESCP
CONCOURS D'ADMISSION L'ANKEE
(diplôme du cycle)

STAGE D'ETE
EN COLLABORATION HEC/CNED
19 JUILLET - 21 AOÛT 1993

Réunion d'information au lycée
26 juin 10h

MINISTÈRE DE
L'ÉDUCATION
NATIONALE

CNED DE VANVES

238 francs pour un bac, 644 pour un BTS

Évaluer à un prix. Inscrits au budget 1993, 501 millions de francs doivent couvrir les dépenses liées aux examens et concours placés sous la responsabilité de l'éducation nationale. Ce chiffre, cependant, est forcément impropre à la comparaison, puisqu'il n'inclut pas les charges de rémunération des personnels administratifs chargés de l'organisation et les services rendus, les qualités, par les enseignants, à savoir la conception des sujets ou la surveillance de deux demi-journées d'épreuves du bac par exemple.

La demi-milliard ainsi prévu couvre grosso modo la moitié des indemnités de correction (1), le quart du remboursement des frais de déplacement des examinateurs et des membres des jurys, pour un quart les matières d'œuvre, nécessaires à la réalisation des épreuves professionnelles, et les frais d'organisation.

Tout est codifié : 211 francs pour une vacation de quatre heures d'examen oral au bac par exemple, sachant qu'une vacation se compose de quinze fois quinze minutes ou de sept heures d'une demi-heure. De même, une copie de bac sera corrigée, selon l'importance des matières dans la série, pour 8,44 francs ou 10,56

francs. Le coût relatif d'un examen, variera selon sa nature, mais aussi selon le lieu où il est organisé.

En moyenne relative sur l'ensemble des académies, un brevet des collèges revenait, par élève, à 19 francs en 1991, l'épreuve anticipée de français au baccalauréat à 34 francs, un CAP à 163 francs, un BEP à 199 francs. De même un baccalauréat général coûtait 238 francs (quand les droits d'inscription tournent autour de 150 francs), un bac technologique 316 francs, un baccalauréat professionnel 460 francs, un brevet de technicien 589 francs, un BTS 644 francs.

Au sommet de la hiérarchie, les grandes écoles d'ingénieurs estiment à environ 10 000 francs le recrutement effectif d'un élève et l'organisation d'un concours comme celui de Mines-Ponts revient, globalement, à environ 60 millions de francs par an.

À l'intérieur d'un même examen, le coût des matériaux engendrera d'importantes disparités : en Ile-de-France, un BEP de construction topographique revient à cinq francs, quant un CAP de plâtrerie-peinture est évalué à... 1 000 francs et un BEP sols-moquettes à 950 francs.

« D'où l'importance qu'il y a, sans cesse, à convaincre les auteurs de sujet à prendre en compte le coût des matières d'œuvre », explique le directeur du service interacadémique des examens et concours d'Ile-de-France, M. Mersigny.

Selon le barème académique, chaque établissement se voit doté d'un montant théorique en fonction du nombre de candidats à examiner, à charge pour l'établissement d'acheter au mieux les matériaux, en fonction des feuilles de route communiquées avant les sujets (dans le cas du contrôle continu, il n'y a pas d'indemnités spécifiques, l'examen restant à la charge de l'établissement). Libre à lui, aussi, de chercher à « grignoter » sur le budget. « Je me souviens, confie un ancien professeur de carrosserie, quand, à la veille des examens, on allait faire les casses pour récupérer au meilleur prix les coques de véhicules ! »

J.-M. Dy.

(1) Qui ne manquera pas d'augmenter par exemple si, comme le souhaite le ministre de l'Éducation nationale, une double correction était mise en place pour les copies présentant un écart de note supérieur à trois points par rapport au livret scolaire du candidat.

Les Douze ont d

ÉCONOMIE

BILLET

Inquiétudes patronales

Jamais peut-être le CNPF n'avait admis aussi clairement les tensions que suscitent, parmi les chefs d'entreprise, la soutien apporté par l'organisation patronale à la politique gouvernementale de franc fort. Mardi 8 juin, lors d'une conférence de presse sur son rapport économique annuel « Cartes sur table », Ernest-Antoine Seillière, qui préside la commission économique du CNPF, n'a pas caché que de nombreux chefs d'entreprise étaient favorables à une dévaluation compétitive du franc.

La position officielle du CNPF n'a pas changé. Lorsque la gauche était au pouvoir et que Pierre Bérégovoy, d'abord comme ministre des finances puis comme premier ministre, défendait bec et ongles la nécessité absolue d'une monnaie forte pour notre économie, l'organisation patronale avait fait sienne cette stratégie. Officiellement, le CNPF adhère toujours à la politique d'un franc fort au sein du SME que poursuit M. Balladur. Le fait pourtant de reconnaître les dissensions qui existent à ce sujet parmi les chefs d'entreprise est révélateur d'un malaise croissant et probablement grave. Les partisans de la dévaluation ont toujours conservé en France une certaine audience, d'autant plus faible que la croissance économique était plus forte. Le fait nouveau, et qui pourrait être lourd de conséquences, est que la crise actuelle est grave, peut-être sans précédent dans son ampleur depuis une quarantaine d'années. A une fin de cycle, s'ajoutent les difficultés immenses de l'Allemagne, dont l'économie a versé dans la récession. S'ajoutent aussi les dysfonctionnements d'un système mondial de libre-échange perturbé par les progrès de plus en plus rapides des pays d'Asie et, plus grave encore, par le « dumping » et les fraudes des pays de l'ex-bloc communiste, qui font feu de tout bois pour exporter et gagner, dans d'invariables conditions, les devises dont ils ont un besoin urgent. Des pays comme la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne ont choisi de dévaluer ou de sortir du SME pour se donner de l'air. Le CNPF se contente, pour l'instant, de réclamer une forte baisse des taux d'intérêt, dont le bon niveau devrait être, selon lui, de 3 %. M. Seillière suggère une démarche collective des pays de la Communauté pour obtenir de l'Allemagne qu'elle réduise davantage et plus vite ses taux à court terme.

La rentrée de septembre risque d'être d'autant plus agitée que les pressions exercées par les chefs d'entreprise tant sur le CNPF que sur le gouvernement (par le biais des parlementaires) ne se manifesteront pas seulement sur les taux d'intérêt et les taux de change, mais aussi sur la politique commerciale de l'Europe à l'égard du monde. « L'angélisme libre-échangiste aura vécu dans quelques mois », a prévenu, mardi, M. Seillière.

ALAIN VERNHOLES

Rectifié. - Dans le Monde du 26 mai, nous indiquions la mise en place d'un plan social à la banque San Paolo (France). Un plan qualifié, dans l'article, d'« inévitable » selon un commentateur attribué à la CFDT. La CFDT récusé de tels propos et affirmé, au contraire, son refus de tout licenciement sec. Elle conteste un bon nombre de modalités de ce plan.

Les Douze ont donné leur aval à l'accord sur les oléagineux

Avec le feu vert de la France et sous la pression de Washington

Mardi 8 juin, à l'unanimité, avec, donc, la voix de la France, le conseil des ministres des Douze a donné son aval à l'accord conclu en novembre 1992, à Washington, entre la Commission et les Etats-Unis, afin de limiter la production d'oléagineux dans la Communauté.

Cet accord suscite un certain mécontentement en France où les députés socialistes ont bruyamment exprimé leur opposition, mardi, à l'Assemblée nationale. Certains secteurs du monde agricole expriment le même mécontentement.

La Coordination rurale a ainsi annoncé qu'elle tenterait un nouveau blocus de Paris (lire page 20). La Communauté s'est engagée à ce que les surfaces plantées en colza, tournesol et soja n'excèdent pas 5,128 millions d'hectares, ce qui correspond à la moyenne des emblavements au cours des années 1989-1991. Compte tenu de l'engagement de geler au moins 10 % des surfaces traditionnellement affectées aux graines oléagineuses, la production, selon la Commission, devrait pouvoir se stabiliser entre 10,5 et 11 millions de tonnes.

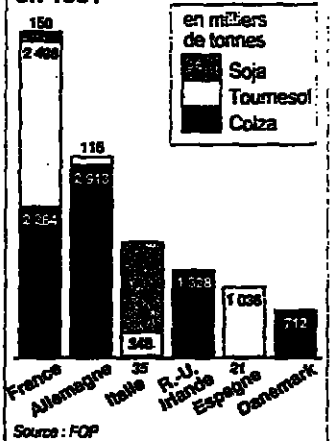
L'accord oléagineux, accueilli avec soulagement lors de sa conclusion (les Etats-Unis exigeaient initialement que la CEE s'engage sur les quantités produites, qu'ils voulaient voir plafonnées à 9 ou 9,5 millions de tonnes), ne devrait pas en pratique entraîner pour les producteurs des contraintes allant au-delà de la réforme de la PAC. L'idée maîtresse de la réforme est, en effet, de moins produire. Comme le remarquait Alain Juppé, nonobstant les réactions très vives de certaines organisations professionnelles, bon nombre de dirigeants admettent en privé que c'est là un arrangement tout à fait raisonnable. C'était également, avant les élections législatives, l'avis de plusieurs ministres socialistes, au premier rang desquels Dominique Strauss-Kahn, ancien ministre de l'Industrie et du commerce extérieur.

L'accord met fin à un contentieux ancien opposant les Etats-Unis à la Communauté, pour lequel celle-ci a été condamnée à deux reprises par une instance d'arbitrage du GATT. MM. Juppé et Lamassoure ont rappelé, mardi, que la confirmation de l'accord mettrait la Communauté, et principalement la France, première visée, à l'abri des mesures de rétorsion que les Etats-Unis s'approprient à mettre en œuvre.

Le feu vert donné à l'accord oléagineux, ont fait valoir les ministres français, s'inscrit dans une démarche d'ensemble dont l'objet est de reprendre l'initiative sur ce double terrain agricole et commercial. Pour passer les premières plaies, le gouvernement a d'abord adopté, au plan national, un train de mesures de soutien aux agriculteurs, assorti d'un financement de 1,5 milliard de francs. Puis il a obtenu, à Bruxelles, voici dix jours, des ajustements significatifs de la réforme de la PAC. Le mémorandum soumis aux parlementaires, qui confirme son hostilité au préaccord agricole de Blair House, a permis d'élargir le débat et d'exposer les thèses françaises sur les préoccupations à prendre par la CEE en matière de politique commerciale. MM. Juppé et Lamassoure ont manifesté quelque agacement à l'annonce de réactions professionnelles très vives : « Il ne faut pas être trop maximaliste. L'action que nous sommes en train de mener est conforme aux engagements que nous avons pris », a estimé le ministre des affaires étrangères.

Selon M. Lamassoure, la délégation française a obtenu des pays partenaires et de la Commission des « précisions » de nature à apaiser les dernières inquiétudes. La Commission est ainsi invitée à proposer une « gestion équilibrée », autrement dit, un partage équilibré entre les Etats membres des surfaces (les 5,128 millions d'hectares) que la CEE est autorisée à cultiver en graines oléagineuses. Ce partage se ferait en prenant

Les principaux producteurs d'oléagineux de la CEE en 1991



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CNP Résultats 1992 : Des performances qui constituent les meilleures garanties pour l'avenir.

Le chiffre d'affaires consolidé de la CNP s'est élevé à 42,4 milliards de francs en 1992, en progression de 19,1 %. La branche Grand Public, assurances individuelles, a représenté une activité de 30,6 milliards de francs et la branche Groupe, assurances collectives, un volume de 11,8 milliards de francs.

Le résultat net s'établit à 1 118 millions de francs, en progression de 13 %.

La CNP a ainsi conforté sa position de leader de l'assurance de personnes en France, avec une part de marché de 13,5 % en constante progression depuis plus de cinq ans malgré l'augmentation du nombre d'intervenants.

L'exercice 1992 a aussi été marqué par le changement de statut de l'établissement public Caisse Nationale de Prévoyance qui est devenu, le 9 décembre, une société anonyme : CNP Assurances SA. Ce changement de statut a été accompagné par la mise en place du tour de table, aujourd'hui composé de l'Etat, de la Caisse des Dépôts, de la Poste et des Caisses d'Épargne. Les liens de la CNP avec ses principaux partenaires sont ainsi renforcés.

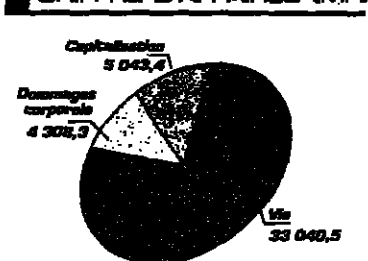
Pour l'avenir, la CNP continuera de se développer autour de ses quatre axes stratégiques :

- spécialisation sur le marché porteur des assurances de personnes,
- développement simultané de ses différentes activités : assurances individuelles et collectives, produits d'épargne et garanties de risques,
- partenariat avec de grands organismes français et étrangers qui assurent la distribution des produits élaborés en commun,
- accroissement de la rentabilité par l'optimisation de la gestion.

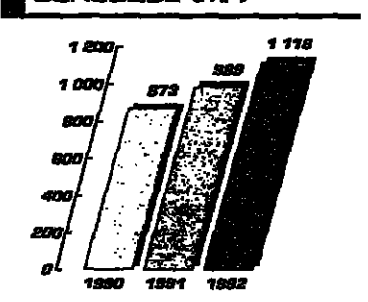
Données consolidées (en MF)

	1992	1991	1990
Chiffre d'affaires	42 392	35 601	29 007
Part de marché	13,58 %	13,04 %	12,04 %
Résultat net, part du Groupe	1 118	989,3	873
Total de Bilan (en Mds F)	181	146,2	116
Fonds propres part du Groupe	8 473,4	8 035,4	7200

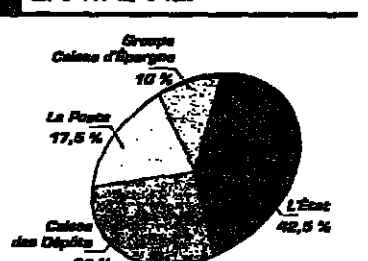
RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES (MF)



RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ (MF)



RÉPARTITION DU CAPITAL (%)



Communication Financière
Tél. : 42 18 87 00



CNP, VIVEZ BIEN ASSURÉ

ÉCONOMIE

L'accord sur les oléagineux et les réactions en France

Le feu vert donné le mardi 8 juin par la France, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères des Douze à Luxembourg, à l'accord CEE-Etats-Unis sur les produits oléagineux met fin à un long contentieux entre Paris et ses partenaires d'une part, entre la CEE et Washington d'autre part. Ce « oui » français a été accordé, parce que Paris, selon les ministres concernés, a obtenu des engagements précis et des compensations.

Les milieux agricoles, dont la plupart s'attendaient à cette issue, n'ont pas, en général,

exprimé de réactions violentes. Peu de manifestations ont eu lieu dans les campagnes. Le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), très en pointe sur ce dossier, a appelé ses fédérations départementales à aller voir les députés de la majorité pour leur réclamer des comptes. Dans le XV^e arrondissement de Paris, la permanence d'Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, a été barbouillée de peinture jaune mercredi matin 9 juin. Celle de Gérard Longuet, ministre de l'industrie et du commerce extérieur, a connu le

même sort à Bar-le-Duc. La Confédération paysanne parle de « soumission, de capitulation sans contrepartie » et se demande à « quelle autre trahison il faut s'attendre demain ». La Coordination rurale a organisé une manifestation à Auch (Gers) et des paysans, se réclamant de cette organisation, ont brûlé des pneus devant la préfecture à Chartres.

La réaction de la FNSEA est mesurée. « Le panel oléagineux qui résulte d'une condamnation abusive de la CEE au GATT demeure injuste...

Nous veillerons à ce que les modalités d'application du panel ne pénalisent pas la France », indique l'organisation de Luc Guyau qui estime que « la mobilisation de l'ensemble des agriculteurs français et européens reste indispensable ». La FNSEA ajoute : « Face à la globalisation des discussions du GATT, nous en appelons aux autres secteurs économiques concernés pour s'unir en faveur d'une politique préservant l'avenir de l'économie et de l'emploi... La vigilance est de rigueur, ce n'est pas l'heure de baisser la garde ».

Les cinq conditions françaises

La France a mis cinq conditions pour donner son aval à l'accord particulier entre la CEE et les Etats-Unis sur les produits oléagineux, conclu le 19 novembre 1992 à Washington dans le cadre d'un arrangement agricole plus global connu sous le nom de « pré-accord de Blair House ». Le ministre de l'Agriculture et de la Pêche a énuméré ces conditions, mardi 8 juin au soir, dans un communiqué.

« Notre acceptation n'a été acquise que parce que nous avons obtenu de nos partenaires des modifications substantielles des conditions de mise en œuvre de l'accord oléagineux », a indiqué Jean Puech en expliquant que :

- cet accord est explicitement dissocié du reste de la négociation de l'Uruguay Round ;

- il est distinct du problème dit du corn gluten feed, c'est-à-dire des sous-produits du maïs servant à l'alimentation du bétail qui entrent en Europe sans droits de douane ;

- il permet une répartition des

surfaces d'oléagineux qui prend en compte nos références nationales des années 1989-1991 ;

- ses modalités de gestion conduisent, en cas de dépassement de surface, à pénaliser les pays qui en sont à l'origine ;

- il s'accompagne de l'engagement de la Commission de présenter, au 31 décembre 1996, un bilan de l'utilisation des surfaces d'oléagineux à des fins non alimentaires (c'est-à-dire pour produire des carburants) et de faire des propositions à ce sujet en tant que de besoin.

Le ministre de l'Agriculture et de la Pêche ajoute que « la fermeté du gouvernement sur le pré-accord de Blair House reste entière. En effet, le contenu actuel du volet agricole négocié par la Commission de la CEE et les Etats-Unis reste inacceptable en l'état et ce ne sont pas des modifications de détail qui pourraient assouplir la position française ».

Claquement de pupitres à l'Assemblée nationale

Ce fut un chahut assourdissant, un de ces pugilatés gourmands où l'on joue les braves, à l'Assemblée nationale, en prenant le monde à témoin. Combien y eut-il de pupitres au régime ? Une dizaine. Des suspensions de séances ? Trois. Il y eut, surtout, ces claquements de pupitres quasi interrompus des députés du PS et du PC, auxquels répondaient les insultes de la majorité (« voyous ! », « nazis ! », « fascistes roses »).

Tout a commencé vers 16 heures, mardi 8 juin, lorsque Jean-Louis Debré (RPR, Euro) a pris la parole pour demander que le gouvernement confirme devant l'Assemblée que l'accord sur les oléagineux « ne préjuge en rien de la position de la Communauté sur les autres volets de l'accord de Blair House ».

Pascal Clément, ministre délégué chargé des relations avec l'Assemblée nationale, a eu à peine le temps de lui fournir quelques assurances que Martin Malvy, président du groupe socialiste, intervenait à son tour pour demander que l'Assemblée puisse directement entendre Édouard Balladur, puisque la France avait, selon lui, « capitulé devant les intérêts américains ». La réaction n'avait rien d'innocent. Quelques minutes plus tard, le groupe socialiste venait de mettre au point sa stratégie. Le PS avait trop souffert, avant les élections, des surenchères de l'opposition d'alors sur le dossier agricole pour ne pas, cette fois-ci, réclamer des comptes au nouveau gouvernement. Le président du groupe a

regu, aussitôt, le concours expert de Jean-Pierre Solisson en sa qualité d'ancien ministre de l'Agriculture, tandis que Patrick Ollier (RPR, Hautes-Alpes) s'élevait de « constations » devant l'« emménagement » fait entre l'accord sur les oléagineux et l'accord de Blair House.

M. Malvy n'obtenait pas satisfaction sur la venue du premier ministre, il a campé sur une position de repli : que des délégations parlementaires soient donc reçues à l'hôtel Matignon. Dominique Parbon, ministre des DOM-TOM, qui tentait d'assurer l'ordre du jour — une déclaration d'actualité du gouvernement sur l'outre-mer, — a été brisé net dans son élan par un concert de claquement de pupitres.

Après une suspension de séance, il a fait une nouvelle tentative. Le crépitement sec des pupitres a continué à rythmer ses considérations sur le chômage à la Martinique et l'immigration en Guyane. Il a tenu jusqu'au bout dans le vacarme.

Les députés de l'outre-mer, dont certains étaient déplacés pour la circonstance, ont observé ce chahut avec un mélange de perplexité et de colère. A Gérard Grignon (UDF, Saint-Pierre-et-Miquelon), qui lui faisait part de sa frustration, Henri Emmanuelli a répondu : « Vous n'avez qu'à retourner à Saint-Pierre-et-Miquelon ! ». Le député saint-pierrais est resté sans voix. Tout l'après-midi était dans ce dialogue de sourds.

F. B.

Quand la droite était l'opposition...

Le 25 novembre 1992, le premier ministre, Pierre Bérégovoy, avait fait adopter, par l'Assemblée nationale, une déclaration du gouvernement selon laquelle « la France considère que le projet d'accord relatif à l'agriculture, conclu le 20 novembre 1992 par les représentants de la commission, outrepassait le mandat défini par le conseil (des ministres de la Communauté européenne) le 6 novembre 1990 et aurait des conséquences inacceptables pour l'économie agricole française ». Cette déclaration avait été approuvée par 301 voix (PS et PC) contre 251 (RPR, UDF, UDC).

Refusant d'accorder sa confiance au gouvernement, l'opposition de l'époque avait reproché aux socialistes d'avoir accepté, au préalable, la réforme de la politique agricole commune. « En voulant donner à l'avance des gages aux Américains,

vous avez conduit la négociation comme des enfants de chœur », avait affirmé Alain Juppé. Le secrétaire général du RPR avait exigé que le gouvernement confirme « qu'il opposera son veto au compromis adopté le 20 novembre dernier à Washington et qu'il demandera que la commission soit mandatée pour en informer la partie américaine et ouvrir la négociation ». Pierre Méhaignerie, au nom des députés centristes, avait renchéri : « Je crains que [cet accord] soit exceptionnellement mauvais pour la France », précisant : « Ce qui est en jeu, aujourd'hui, ce ne sont pas quelques dizaines de milliers de tonnes de céréales et d'oléagineux, c'est le partage du pouvoir entre la Communauté européenne et les Etats-Unis sur les marchés mondiaux ».

Un entretien avec le président du CNJA

« La France commet une erreur stratégique majeure », nous déclare Christian Jacob

« Estimez-vous que le gouvernement, en donnant son aval à cet accord, trahit les intérêts de l'agriculture française ? »

Christian Jacob. — Trahir est un mot très fort ; je préfère parler d'une erreur stratégique majeure. En effet, la France lâche la proie pour l'ombre. Elle dit « oui » au volet sur les oléagineux, alors qu'elle n'a aucune assurance que son mémorandum sur l'ensemble du GATT (que nous trouvons plutôt bon) et que M. Balladur va défendre lui-même devant la Commission, le 10 juin, sera approuvé par nos partenaires. Elle base sa garde avant même de s'engager dans l'action, et avant de savoir comment son initiative sera accueillie par ses partenaires. Ce n'est pas une bonne manière de donner à l'Europe un poids politique.

« Les hommes politiques de l'opposition d'aujourd'hui, pour plusieurs d'entre eux, sont au gouvernement depuis longtemps. Ils ont donc une expérience de la vie parlementaire internationale. Or je ne vois aucun débat. »

« Si n'y a pas trahison, y a-t-il tromperie ? »

« Je suis très sévère par le gouvernement et sa majorité. A l'égard du ministre de l'Agriculture et de la Pêche, Jean Puech, qui est venu à notre congrès de Biarritz, j'ai de l'amertume. Il savait très bien que la France allait signer, mais il ne nous en a rien dit. Ce n'est pas loyal. »

« En quoi cet accord vous apparaît-il si mauvais ? »

« Il va beaucoup plus loin que les limites tracées dans la réforme de la PAC (politique agricole commune) de mai 1992 car la CEE et la France acceptent une jachère spécifique de 10 % pour un type particulier de produits. Ensuite, la Communauté accepte, sous la pression américaine, que les modalités de soutien à un produit soient remises en cause. »

Qu'est-ce qui nous dit que demain Washington ne voudra pas continuer nos aides à la viande, au blé, au lait ? Enfin, en souscrivant à cet accord, la France s'interdit de développer à l'avenir une production qui n'est qu'à ses balbutiements — je veux parler des carburants à partir des oléagineux, — mais qui peut représenter pour les jeunes un avenir intéressant. Et vous savez qu'au CNJA c'est notre cheval de bataille : faciliter les installations de paysans avec des perspectives de développement. Cet

accord sera peut-être indolore dans les mois qui viennent mais, à plus long terme, il aura des effets très pénalisants.

« Pourtant, par rapport au projet initial, des améliorations ont été apportées... »

« Sans doute, mais ce ne sont que des correctifs à la marge. Il est vrai qu'une limitation en surface est un moindre mal par rapport à une limitation en tonnes. Mais toute limitation en soi constitue déjà une erreur. En acceptant un contingent pour les

usages industriels, on accepte du même coup un plafond pour les sous-produits qui servent à l'alimentation du bétail. Or il s'agit d'un marché où les Américains sont très actifs. D'où leur souci de limiter la production européenne. »

« L'accord prévoit aussi une clause de renégociation des plafonds en 1996. Mais nous savons bien qu'il s'agit d'une possibilité beaucoup plus théorique que réelle. »

« Le CNJA va-t-il riposter, manifester, et selon quelles modalités ? »

« Nous avons mobilisé toutes nos fédérations départementales. Les permanences des parlementaires de la majorité seront « visitées », on va leur demander des comptes. Il est quand même curieux que les mêmes hommes, Alain Juppé en tête, qui il y a six mois — lors de la déclaration de politique générale du 25 novembre — jugeaient l'accord CEE-Etats-Unis inacceptable prétendent aujourd'hui qu'il « n'est pas désavantageux » pour la France. »

« On a cependant le sentiment que, sur ce dossier, la cause est entendue depuis assez longtemps, qu'il n'était pas possible de dire « non » indéfiniment et que, du reste, les campagnes ne se sont pas mobilisées outre mesure. »

« C'est vrai : nous ne verrons les conséquences de l'accord que plus tard. Le danger n'est pas immédiat. Le CNJA a été très en pointe dans cette affaire, mais il s'est senti, je le dis tout net, un peu seul. »

« Qui visiez-vous ? »

« D'autres organisations agricoles... »

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSCHARD

La Coordination rurale annonce un blocus de Paris à la rentrée

AUCH

de notre correspondant

Réagissant immédiatement à l'aval donné par le gouvernement à l'accord sur les oléagineux, la Coordination rurale a organisé, mardi 8 juin, une manifestation à Auch, chef-lieu du Gers. C'était l'occasion pour ses responsables d'affirmer leur opposition résolue à ce que la base agricole — qu'ils déclarent représenter — nommée « trahison ». « Nous avons demandé à tous nos adhérents d'effectuer un tour de chauffe dans leurs départements respectifs car nous nous préparons à une action d'envergure qui aboutira au blocage de Paris à la rentrée », ont-ils déclaré.

Si cette initiative déjà organisée fin juin 1992 s'était alors achevée par un relatif échec, Jacques Lagau, président de la Coordination et ses amis comptent bien, cette fois, profiter du ras-le-bol des campagnes pour tenter, avec quelque chance de succès, le blocus de

la capitale. Les exploitants agricoles suivront-ils pour autant ? La branche départementale de la FNSEA, dont beaucoup de responsables désapprouvent les méthodes de la Coordination, reste officiellement largement majoritaire dans le syndicalisme. Mais, dans un milieu qui a longtemps fait prévaloir l'unité comme vertu première, il est clair que les fractures s'élargissent. En témoignait, mardi, le détour symbolique effectué par les manifestants de la Coordination jusque dans les locaux de la chambre d'agriculture d'Auch, siège de l'« officielle » FDSEA, où ils venaient réclamer « le droit à la libre expression ».

La pression est ainsi mise sur la FDSEA du Gers, d'autant plus « travaillée au corps » par une base remuante que la virulence de son action revendicative s'est notablement estompée depuis le retour de la droite au pouvoir.

DANIEL HOURQUEBIE

SOCIAL

« Réduction de salaire ou licenciement »

Une entreprise d'Angers sévèrement condamnée en appel

ANGERS

de notre correspondant

« Licenciement sans cause réelle et sérieuse » : confirmant la décision rendue en mai 1992 par le juge départemental du conseil de prud'hommes, la cour d'appel d'Angers a condamné, mardi 8 juin, la société TRW-Repa à verser de huit à quatorze mois de salaire à chacun des 112 salariés licenciés en février 1991 et à rembourser aux ASSÉDIC les indemnités de chômage indûment versées.

Une facture de l'ordre de 10 millions de francs pour l'entreprise. Et un exemple, estiment les syndicats, à l'heure où se multiplient les « chantages » patronaux à la réduction des rémunérations.

Deux cents personnes travaillaient dans l'établissement d'Angers appartenant depuis 1983 à l'un des « grands » mondiaux de la ceinture de sécurité, lorsque, en novembre 1990, les 143 salariés de la production reprirent un ultimatum de la direction les mettant en demeure d'accepter, à compter du 1^{er} janvier 1991, sous peine de licenciement pour motif économique, une modification des salaires entraînant une baisse de pouvoir d'achat de l'ordre de 20 % (!).

Soutenus par la CGT et la CFDT, 112 salariés visés refusent la « proposition » patronale : ils recevront leur lettre de licenciement début février 1991 après plusieurs jours de grève. Et l'employeur réembauchera par la suite 90 autres personnes... aux nou-

velles conditions. La plupart de ces « 112 », hommes et femmes, n'ont toujours pas retrouvé d'emploi vingt-sept mois plus tard.

Les magistrats de la cour d'appel ont estimé que la réalité du motif économique susceptible de justifier la réduction de salaire à l'origine des licenciements « devait s'apprécier dans le cadre du groupe auquel appartient l'unité angevine ». Ils soulignent dans leurs attendus que « le groupe avait accru ses profits de 7,4 % à l'époque des faits » et que « la production de l'usine angevine a augmenté en 1991, la baisse des effectifs [ayant été] compensée par des améliorations de productivité — expliquées par des investissements de 20 millions de francs — et par des achats de produits finis à l'étranger ».

Les juges d'appel concluent à l'inexistence de motifs « sérieux et réels » aux licenciements : « Sans justifier d'autres motifs que l'intérêt de tout employeur à diminuer ses charges salariales, la société TRW-Repa a procédé, sous couvert de licenciements consécutifs au refus de modification du contrat de travail, à de nombreuses suppressions d'emploi en faisant l'économie de la recherche du reclassement des salariés concernés et de la mise en place d'un plan social digne de ce nom. »

CLAUDE-HENRI GAY

(1) Les rémunérations mensuelles considérées se situaient sensiblement dans une fourchette de 5 500 F à 6 500 F.

Gel des rémunérations, diminution des effectifs

Les syndicats de fonctionnaires préparent leur riposte au gouvernement

Alors qu'André Rossinot, ministre de la fonction publique, devait présenter, mercredi 9 juin devant les membres du conseil supérieur de la fonction publique, les orientations de son ministère, les syndicats cherchent à se mobiliser pour riposter au gouvernement sur les deux principaux « sujets de désaccords et de conflits potentiels » actuels, à savoir la politique salariale et la diminution des effectifs.

Ainsi le « groupe des cinq » fédérations « réformatrices » (CFDT, CFTC, CFE-CGC, FEN et FGAF) a-t-il lancé, mardi 8 juin, une pétition nationale auprès de tous les agents de la fonction publique afin d'exiger « l'ouverture immédiate des négociations salariales ». « Si les

fonctionnaires n'ont pas à être traités mieux que les autres citoyens, a affirmé Guy Le Néouanic, secrétaire général de la FEN, ils ne doivent pas pour autant subir de discrimination. »

De son côté, la CGT avait, la veille, « confirmé son appel aux personnels pour amplifier durant le mois de juin leurs revendications ». « On ne peut pas réduire la fonction publique à une logique de rentabilité, assure Bernard Lhubert, l'un des responsables de la fédération (CGT). Car son coût constitue avant tout un investissement en faveur de la lutte contre les exclusions et du développement économique. »

V. D.

(Publicité)

Avis d'appel d'offres international

La Société burkinabé des Fibres textiles (Sofitex) lance un appel d'offres pour la fourniture d'engrais (campagne agricole 1994/95), en deux lots :

Lot n° 1 : 20 000 tonnes NPKSB 14.23.14.6.1 ou 15.20.15.6.1.
Lot n° 2 : 10 000 tonnes UREE 46 % N.

Prix du dossier : 2 000 FF.

Financement Sofitex.

Date limite de dépôt des offres : 14/07/1993 à Bobo Dioulasso (Burkina Faso).

Le cahier des charges, ainsi que tout renseignement peuvent être obtenus auprès de la Compagnie française pour le Développement des fibres textiles CFDT (attention : direction du Développement rural), 13 rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. : 42-99-54-52. Télécopie : 43-59-50-13, ainsi qu'auprès de la Sofitex au Burkina Faso.

L'Etat doit repenser sa

Jacques Fournier
un chemin de

Esso

Exxon

AB
DU

ÉCONOMIE

TRANSPORTS

Le rapport d'une commission d'enquête sénatoriale

« L'Etat doit repenser sa tutelle sur la SNCF »

Le Sénat devait rendre publiques, mercredi 9 juin, les conclusions d'une commission d'enquête sur la situation de la SNCF. Confiée aux sénateurs Hubert Haenel (RPR) et Claude Belot (Union centriste), président et rapporteur de la commission, le constat dressé par cette commission est très critique.

pouvoirs qu'ils s'étaient vu confier, ont cherché à collaborer avec la SNCF. Mais ils se sont heurtés à « une certaine désinvolture, l'absence d'interlocuteurs, et l'opacité des comptes de la SNCF ». M. Haenel cite notamment l'exemple de M. Mercier, président du conseil général du Rhône, qui voulait investir 1,5 milliard sur les 4,5 milliards de son budget pour la construction d'une nouvelle ligne, et qui s'est vite vu décourager.

« Logique de l'hypercentricité »

« Ne rien voir, ne rien entendre, ne rien dire », le proverbe chinois souvent représenté par trois singes, le premier fermant les yeux, le second se bouchant les oreilles, et le troisième se voilant la face : telle est l'image qui vient spontanément à l'esprit du sénateur du Haut-Rhin, Hubert Haenel, pour caractériser la manière dont l'Etat remplit ses devoirs envers la SNCF.

Placée dans une situation schizophrène, la SNCF est « déboussolée ». Coincée entre des missions de service public qu'elle assume de plus en plus difficilement, et une logique d'équilibre financier inscrite dans le contrat de plan qui la lie avec l'Etat, mais qu'elle n'arrive pas non plus à atteindre, la SNCF se retrouve à faire « le grand écart en permanence », note M. Haenel. Et, sous la pluie des critiques provenant des élus, des usagers, voire de la base, la direction de la SNCF se réfugie dans une attitude de ci-devant assailli.

Avec les profondes mutations des années 80, et le lancement des programmes TGV, la SNCF a créé « un chemin de fer à deux vitesses ». Le développement des TGV s'est accompagné d'un délaissement certain des « grandes lignes classiques ». La décline est remarquable. Sur dix ans, le trafic des « grandes lignes » est passé de 42 à 27 milliards de voyageurs/km en 1992. Ce déclin s'accompagne, malgré la protestation des élus, par la fermeture des dessertes non rentables, remplacées le plus souvent par des trajets en autocar.

La SNCF ne s'est pas mise à l'heure de la décentralisation, constate le sénateur Haenel. Beaucoup, sur la base des nouveaux

Le sentiment de se heurter à « un monde clos, un Etat dans l'Etat conduit par sa logique de l'hypercentricité » se retrouve chez les usagers. L'accès au train est devenu plus difficile, notamment pour les personnes âgées. Et avec Socrate, le nouveau système informatisé de billetterie et de réservation, la SNCF a réussi le tour de force de mettre l'usager à son service, et non le contraire. Pour la commission d'enquête, loin de se résumer « à des déboires de jeunesse », Socrate illustre « les dysfonctionnements majeurs de l'entreprise nationale : haute technicité, oubli de l'usager, personnel non préparé ».

Mais loin de jeter le bébé avec l'eau du bain, la commission sénatoriale estime que bon nombre des

dysfonctionnements dont souffre la SNCF incombent à la responsabilité de l'Etat. L'Etat assume mal son rôle de conception et d'arbitrage dans le domaine des transports. « Les missions de service public imposées à la SNCF doivent être compensées franc pour franc », d'autre part, il n'est pas de définition des missions de service public remplies par la SNCF, ni de son rôle dans l'aménagement du territoire, double tâche qui relève des pouvoirs publics.

Sur le plan financier, la SNCF est exsangue. Son déficit cette année peut atteindre 6 milliards de francs, et le déficit cumulé atteint 152 milliards de francs, soit trois fois le chiffre d'affaires de l'entreprise nationale. Les soldes positifs des années 1990 et 1991 sont dus aux efforts de productivité, mais aussi aux résultats exceptionnels (vente de domaines). Dans ces conditions, la SNCF ne peut pas assumer seule le financement des infrastructures ferroviaires nouvelles. C'est au-dessus de ses moyens : 4 700 kilomètres de lignes nouvelles pour un total de 210 milliards de francs (valeur 1989).

En dix ans, la SNCF s'est trouvée confrontée à une réduction du quart des effectifs, qui sont passés de 250 000 en 1982 à 193 000 en 1992. La SNCF a dû faire face à « une véritable crise identitaire ». Dans ce personnel, une dichotomie s'est fait

jour entre les laissés-pour-compte des anciennes lignes, et ceux qui participent à l'aventure de la grande vitesse. Résumée par un cheminot de base, la situation est la suivante : « La SNCF [la direction] ne nous dit rien, quant aux syndicats, ils ne nous disent pas la vérité ».

Face à cette situation de crise, quelques idées-forces se dégagent de la commission d'enquête. L'Etat doit repenser sa tutelle sur la SNCF, en transformant les multiples contrôles taillonnés en un contrôle général. Une harmonisation de la concurrence entre le rail et la route est vitale, si l'on ne veut pas qu'à terme la SNCF soit exclue du transport de marchandises. Il est urgent que la SNCF se dote d'une véritable comptabilité analytique. La politique de tarifs menée par la SNCF ne doit plus servir des objectifs financiers, mais uniquement commerciaux. Le groupe SNCF doit aussi se recentrer sur ses métiers de base, car, par l'intermédiaire de ses filiales, la SNCF, c'est aussi 3 500 camions, 1 900 autocars, 1 500 chambres d'hôtel, une présence dans l'armement naval... La commission préconise un audit de l'ensemble de ses filiales avant de possibles privatisations.

ALAIN BEUVE-MÉRY

Dans une déclaration au « Monde »

Jacques Fournier se défend de vouloir instituer « un chemin de fer à deux vitesses »

Dans une déclaration au Monde, Jacques Fournier formule trois remarques de fond sur le rapport remis par la commission sénatoriale. S'il note « une bonne analyse des difficultés financières de la SNCF », il observe cependant « des critiques, lot du genre de ce type d'exercice ». Il y a « une sous-estimation, des efforts fournis par la SNCF tant sur le plan des rapports avec la clientèle, que sur celui du partenariat

avec les collectivités territoriales ». Jacques Fournier se défend de vouloir faire « un chemin de fer à deux vitesses ». « Ce n'est absolument pas la politique suivie par la SNCF, mais l'arrivée du TGV a jeté en arrière les autres lignes. Quand l'aviation a réagi, elle a pris un coup de vieux ». De même, « si le chemin de la SNCF est le rail sur soi, la culture cheminot évolue ». En conclusion,

M. Fournier note « des pistes intéressantes » dans les propositions des sénateurs « sur l'harmonisation rail/roue » ou « sur une collaboration accrue avec les régions », et, dans l'ensemble, « ce rapport devrait plutôt aider la SNCF car il contribue à la prise de conscience des problèmes qui se posent entre le chemin de fer et la Nation ».

A. B.-M.

INDUSTRIE

Dans une grave situation financière

Chausson souhaite la nomination d'un mandataire

Jean Melin, PDG des usines Chausson, devrait rencontrer prochainement le président du tribunal de commerce de Nanterre pour discuter les mesures à prendre face à la situation financière très « dégradée » de l'entreprise. Il souhaite la nomination d'un mandataire.

Chausson, filiale à 50-50 de Peugeot et de Renault, avait essuyé des pertes de 166,3 millions de francs en 1992. Un plan social avait été négocié en février avec les syndicats pour accompagner le départ de 1 104 salariés. Mais son financement est source de discordes. Lors d'un conseil d'administration, tenu vendredi 4 juin, Renault a fait part de son « accord pour contribuer au financement de la société, rendu nécessaire par les pertes

de l'exercice 1992 et l'exécution du plan social en cours, pour autant que l'autre actionnaire y contribue pour sa part ». Ce qui ne serait pas le cas actuellement, bien que Peugeot se refuse à tout commentaire.

La CGT, CFDT et FO ont estimé mardi, au cours d'une assemblée générale à l'unité de Creil (Oise) de Chausson, que l'entreprise « est proche du dépôt de bilan et d'une cessation totale de l'activité ». Chausson, qui, après le plan social en cours, devrait employer 1 400 personnes, fabrique les petits utilitaires (J-5, Trafic, Express) des deux firmes, mais le plan de restructuration de Peugeot ne prévoit plus de production pour contribuer au financement de la société, rendu nécessaire par les pertes de Renault arrêtées à 1994-1995.

Le marché automobile de la CEE en baisse de 19,1 % en mai

Les immatriculations de voitures particulières ont baissé de 19,1 % en mai dans la CEE, par rapport à mai 1992, selon les chiffres provisoires de l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA). Sur les cinq premiers mois de l'année, le nombre des immatriculations a diminué de 17,9 % par rapport à la période correspondante de 1992. Pour l'ensemble de l'Europe de l'Ouest, l'ACEA a noté une baisse des immatriculations de 18,5 % en mai et de 17,6 % sur les cinq premiers mois. En mai, la Grande-Bretagne a été le seul pays de la CEE à enregistrer une hausse - de 9,1 % - des immatriculations.

La publication de ces chiffres donne de nouveaux arguments à la Commission européenne, qui avait demandé au Japon, le 1^{er} juin, la résiliation d'un accord sur les importations de voitures japonaises dans la CEE pour 1993. Cet accord, conclu le 1^{er} avril, ne table que sur une baisse de 6,5 % du marché communautaire cette année et prévoit ainsi une réduction de 9,4 % des importations de voitures japonaises dans la CEE.

Changement à la tête du premier groupe chimiste mondial

Jürgen Dormann sera président de Hoechst en 1994

Le président du directoire du groupe allemand Hoechst, Wolfgang Hilger, soixante-trois ans, cèdera sa place, en avril 1994, à Jürgen Dormann, cinquante-trois ans, actuel directeur financier, a annoncé, mardi 8 juin, le premier chimiste mondial à l'issue du conseil de surveillance. Le mandat de M. Hilger, qui avait débuté en 1985, ne sera donc pas renouvelé l'an prochain.

Jürgen Dormann sera le premier président du directoire de Hoechst ayant une formation économique et non pharmaceutique ou chimique. Jeune, « courtisé » de réputation et moins autoritaire que son prédécesseur, M. Dormann, membre du directoire depuis 1984, fut à l'origine de l'achat en 1987 de la firme américaine Celanese et de l'entrée, de la Dresdner Bank dans le capital en 1991 à hauteur de 10 %.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SOCIÉTÉ DU GROUPE
EXXON

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ESSO S.A.F. DU 8 JUIN 1993

DÉCLARATION DE MONSIEUR JEAN VERRÉ, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL



Mesdames, Messieurs, Chers Actionnaires, Permettez-moi de vous souhaiter la bienvenue à Rueil-Malmaison dans le nouveau Siège Social de votre Société que beaucoup d'entre vous découvrent aujourd'hui. Nous l'avons voulu à la fois confortable et fonctionnel de façon à procurer à notre personnel un cadre de travail agréable et un outil performant. Nous avons aussi choisi son emplacement et son architecture afin qu'il constitue pour nos actionnaires un investissement de qualité. Vous pourrez en juger par vous-mêmes. L'année 1992 restera vraisemblablement

dans les annales de votre Société comme une année paradoxale. A première vue, en effet, nous pourrions parler d'un exercice exceptionnellement bon, le résultat consolidé du groupe s'étant élevé à 1 852 MF et le résultat net d'Esso S.A.F. ayant atteint 1 825 MF, soit dans les deux cas des records pour Esso. Ces résultats proviennent de l'élément exceptionnel constitué par la vente effective de l'ancien Siège Social de La Défense réalisée le 16 septembre 1992 pour un montant brut de 1 808 MF (part Esso).

Les résultats économiques sont, eux, franchement médiocres, voire mauvais. Le résultat d'exploitation du Groupe s'élève à 652 MF en 1992, en baisse de 53 % par rapport à l'année précédente. Cette baisse provient essentiellement de la dégradation des marges de raffinage : le résultat économique de l'ensemble de l'activité Raffinage-Distribution est tombé à 30 francs par tonne vendue, loin du niveau objectif de 100 F/T qui permettrait d'assurer une rentabilité satisfaisante des capitaux investis et loin des 140 F/T obtenus en 1991.

Compte tenu de ces éléments, il vous est proposé de maintenir le dividende 1992 au niveau de celui de 1991, soit 50 francs par action. Rappelons que ce montant représente un doublement du dividende des 5 années précédant 1991.

La présentation du rapport annuel 1992 vous permettra d'analyser en détail les résultats de votre Société. Cependant, permettez-moi dès maintenant d'en souligner quelques points essentiels. A l'instar de l'ensemble de ses concurrents, votre Société a particulièrement souffert de la dégradation des marges de raffinage sur les marchés européens, dégradation liée à nouveau à un déséquilibre entre offre et demande. Ce phénomène provient essentiellement d'un environnement économique très morose qui explique notamment la faiblesse de la demande en carburants, et de l'apparition de nouvelles capacités

de raffinage programmées ces dernières années pour produire les supercarburants sans plomb et satisfaisant à des normes drastiques de protection de l'environnement. Dans cette situation difficile, votre Société a heureusement prouvé son aptitude à faire face, grâce aux qualités d'innovation de son personnel et à sa rigueur de gestion. C'est ainsi que les performances opérationnelles ont été excellentes tout au long de l'année et ont permis de limiter l'impact du choc économique. Je voudrais ici mettre plus particulièrement l'accent sur certains résultats qui symbolisent ce savoir-faire. L'Exploration-Production est depuis de très nombreuses années à la fois une fierté et une valeur sûre. La qualité de l'expertise et la persévérance de notre filiale Esso REP lui ont permis de dégager un résultat d'exploitation de 468 MF en dépit d'une baisse du prix du brut de l'ordre de 10 % en 1992. L'accroissement de la production du champ de Chaunoy, découvert en 1984, et le début du développement du champ des Arbousiers découvert en 1991 près d'Arcachon, ont permis de maintenir la production de pétrole brut au niveau de

1,4 MT, ce qui représente encore aujourd'hui près de 50 % de la production nationale. Le bilan de l'« aval », le Raffinage-Distribution, est certes plus mitigé. Les « lignes commerciales », malgré leurs bons résultats, n'ont pu compenser les pertes du raffinage. Cependant, je tiens à souligner la bonne performance de notre réseau de stations-service qui, pour la première fois depuis 1985, se rapproche d'un niveau de rentabilité satisfaisant. Nous ne pouvons que nous féliciter de la stratégie de Qualité adoptée depuis quelques années. Elle porte maintenant ses fruits, que ce soit dans le domaine des produits, de notre partenariat avec Peugeot, de la communication et de l'accueil des automobilistes. Nos différentes campagnes de publicité et de promotion des ventes ne sont certainement pas étrangères à ce succès. La sécurité et l'excellence de l'ensemble de nos opérations demeurent des priorités. Les très bons résultats enregistrés depuis plusieurs années ont été confirmés en 1992.

Deux exemples vous permettront d'en juger : • Le personnel d'Esso REP et les marins d'Esso S.A.F. ont respectivement travaillé 8 ans et 7 ans sans qu'un seul accident ait été à déplorer.

• La fiabilité de nos deux raffineries a été approchée de très près le « sans faute » absolu : 3 centres de contrôle ont été mis en service à Port-Jérôme. Demain, encore plus qu'aujourd'hui, à une époque où l'opinion publique ne tolère, à juste titre, aucun manquement de la part des industriels, notre objectif est de rester irréprochables. Pour conclure, je voudrais finir sur une note d'optimisme « raisonnable » pour l'avenir de notre secteur d'activité.

Certes, le contexte économique immédiat doit nous inciter à une très grande prudence à court terme. 1993 a démarré à l'image de 1992, c'est-à-dire avec des marges de raffinage très insuffisantes. Mais si l'on se tourne vers un horizon un peu plus lointain, il est clair que le pétrole restera pour plusieurs générations la source d'énergie principale à l'échelle mondiale. Les transports, sous toutes leurs formes, mais aussi la pétrochimie et les spécialités, lubrifiants et bitumes, ne peuvent s'en passer.

La disponibilité en pétrole brut ne pose pas de problèmes majeurs : les réserves mondiales représentent actuellement plus de 44 années de consommation, et chaque année on découvre plus de pétrole qu'on en consomme. Dans cette perspective, votre Société dispose d'atouts spécifiques majeurs : rigueur de gestion, professionnalisme et créativité de son personnel, appartenance à un très grand groupe. Ces atouts, j'en suis sûr, permettront de remplir les attentes que vous avez légitimement mises dans votre Société.

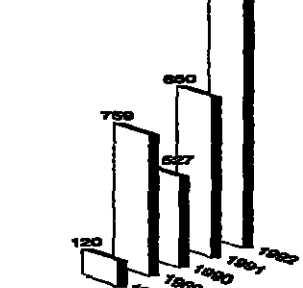
Mesdames et Messieurs, chers Actionnaires, je vous remercie de votre attention.

DONNÉES FINANCIÈRES

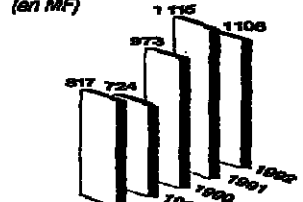
RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE ESSO S.A.F. (en millions de francs)

	1991	1992
Résultat d'exploitation	665	652
Exploration - Production	1 402	1 402
Résultat d'exploitation opérationnel	(570)	(570)
Raffinage - Distribution	1 497	1 497
Effet prix sur stocks net	(8)	(8)
Résultat d'exploitation du Groupe	1 489	1 489
Résultat financier	(233)	(233)
Résultat courant comptable	(331)	(331)
Eléments exceptionnels	(26)	(26)
Impôts courants et différés	850	850
Participation des salariés	1 957	1 957
Minoritaires	1 393	1 393
Résultat net du Groupe	9 550	9 550
Capacité d'autofinancement (hors effet prix sur stocks)		
Production de pétrole brut (milliers de tonnes)		
Ventes sur le marché intérieur (milliers de tonnes)		

RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ (en MF)



INVESTISSEMENTS (en MF)



COMMUNICATION

La crise de la presse

Le groupe Desfossés en quête de capitaux

Pour convaincre les investisseurs potentiels de renforcer son groupe de presse endetté, Georges Ghosn fait état de deux audits, l'un industriel, l'autre financier. Le sort de la Tribune-Desfossés est en jeu, mais son principal concurrent, le directeur général des Echos, met sur la sellette le fonctionnement de l'OJD, l'organisme de contrôle de la presse.

Le groupe Desfossés international, qui contrôle notamment le quotidien la Tribune-Desfossés, cherche depuis des mois des capitaux, car ses fonds propres actuels ne lui permettent pas d'assumer une lourde dette, dépassant 300 millions de francs. Pour son président, Georges Ghosn, la situation d'exploitation est pourtant bonne : la fusion intervenue à l'automne dernier entre la Tribune de l'Expansion et la Cote-Desfossés (le Monde du 7 octobre 1992) aurait permis d'augmenter sensiblement la diffusion, et le budget actuel, tenu mois après mois, conduirait à un bénéfice d'exploitation en fin d'année.

A l'appui de ses dires, Georges Ghosn cite — par exemple dans les colonnes du Figaro du 8 juin — deux audits. Le premier, de caractère « industriel », fait état d'une diffusion payée de 69 131 exemplaires d'octobre 1992 à mars 1993, contre 49 195 exemplaires pour la Tribune de l'Expansion entre janvier et septembre 1992. Cet audit a été réalisé par Jean Miot, le directeur délégué du Figaro, l'un des « barons » du groupe Hénart, qui préside à la fois le Syndicat de la presse parisienne (SPP) et l'OJD-Diffusion, l'organisme professionnel qui contrôle la diffusion des journaux (1).

Or, c'est la confusion des rôles

induite par ces multiples casquettes que critique aujourd'hui ouvertement le directeur général des Echos, Gilles Brochen, au nom du principal concurrent de la Tribune. Plus que le résultat chiffré de l'audit sur lequel se fonde M. Ghosn, M. Brochen, qui est vice-président du SPP, a critiqué, mardi 8 juin, la méthode de travail de M. Miot, qui n'a pas respecté, selon lui, les procédures habituelles de l'OJD : « On ne peut pas adapter les règles à chaque journal, nous a-t-il déclaré, sinon on aboutit à l'anarchie des chiffres... Six mois après une fusion on ne sait pas encore quel sera le comportement des abonnés. » Bref, le vice-président du SPP dénie au directeur de l'OJD le droit de décider de procédures particulières sur des périodes taillées sur mesure.

M. Miot reconnaissait, mardi, que la procédure était inhabituelle. Mais il estimait que, en sa qualité de président du SPP, il devait répondre à la demande de M. Ghosn. « Mes fonctions de président de l'OJD-Diffusion ne me permettent pas de contrôler la véracité de chiffres avancés sur l'honneur, et dont je réponds », nous a-t-il indiqué.

« Situation redressée »

Georges Ghosn fait état d'un autre audit, « financier » cette fois-ci, qu'il a commandé à la firme Coopers et Lybrand. Selon M. Ghosn, ce document « prévoit l'équilibre financier pour 1993 ». Dans son budget pour 1993, M. Ghosn table sur un chiffre d'affaires de 217 millions de francs, avec un résultat d'exploitation positif d'une dizaine de millions, notamment grâce à la publicité des privatisations dont la Tribune-Desfossés peut espérer bénéficier. M. Ghosn affirme que ce budget est tenu, et qu'il a donc « redressé

la situation par rapport au gouffre qu'était la Tribune avant la fusion, qui perdait 60 millions de francs en six mois ».

Conformément à la discrétion habituelle des cabinets d'audit, Coopers et Lybrand ne souhaitait pas, mardi, commenter son travail. Il semble toutefois qu'en adoptant une approche plus prudente, notamment dans l'anticipation des privatisations, les vérifications des « auditeurs » aboutissent à un léger déficit d'exploitation en fin d'année.

Il ne s'agit dans tous les cas que de résultats d'exploitation. La dette du groupe et les frais financiers qu'elle entraîne rendent de toute façon la situation périlleuse. M. Ghosn, qui détient 12,5 % du capital directement, et 12,5 % de plus avec ses cadres, essaie depuis des mois de convaincre les banques, les autres actionnaires, voire de nouveaux investisseurs, de renouer avec et amplifier leur confiance d'actionnaires et de prêteurs. Mais beaucoup semblent réticents, et les nombreux abandons d'éventuels projets de reprise du titre. L'échéance de fin juin que s'est fixée M. Ghosn pour restructurer le capital de sa holding et augmenter ses fonds propres est donc cruciale pour le second quotidien économique français.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

La réduction des effectifs dans les imprimeries parisiennes

Les éditeurs réclament des aides similaires à celles des dockers

La rencontre du mardi 8 juin, entre une délégation du comité inter-syndical du Livre parisien CGT et Philippe Villin, PDG de France-Soir, concernant une réduction accélérée des effectifs d'ouvriers dans les métiers techniques de la presse parisienne (le Monde du 3 juin) a tourné court.

Le Livre CGT a préféré suspendre les discussions, dans l'attente d'une prochaine réunion avec le syndicat de la presse parisienne (SPP, qui regroupe la majorité des quotidiens nationaux), fixée au vendredi 11 juin, à propos d'une « note sur le nouveau plan social » adressée aux pouvoirs publics par le SPP. Mardi 8, Villin avait insisté sur le fait que le Figaro et France-Soir sont adhérents de ce syndicat et que sa demande concernant ces deux titres n'était pas différente des conclusions exprimées par celui-ci.

Pour sa part, France-Soir, présent dans certaines imprimeries de la presse parisienne, a protesté contre les négociations séparées menées entre le groupe Hénart et le Livre CGT, en y décelant un « apartheid syndical ».

Dans sa « note » aux pouvoirs publics, le SPP rappelle le « monopole de fait » réservé, après guerre au Livre CGT en ce qui concerne l'embauche des ouvriers des imprimeries, en notant que cette « rigidité » a « retardé » mais n'a pas « empêché » la modernisation de la presse par-

isienne, permise par des accords qui ont débuté en 1976. Le syndicat des patrons de la presse parisienne indique que « l'aggravation de la crise structurelle de la presse quotidienne ne remet pas en cause la logique » du plan social signé entre le SPP et l'Etat en octobre 1992 (qui prévoit le départ ou la conversion de 840 ouvriers sur 2 500), mais « impose d'aller beaucoup plus loin ». « Les mutations technologiques permettent un bouleversement en profondeur dans la mesure où elles banalisent l'activité technique de la presse, poursuit le SPP. Elles rendent ainsi possible le recours au personnel des rédactions dans le secteur de la préparation et la mise en place d'une organisation productive dans celui de l'impression ou un personnel technique restant nécessaire (...). La généralisation de la mise en page électronique provoque la disparition de la division nette du travail entre concepteur et réalisateur, avec un transfert des tâches au profit du journaliste-secrétaire de rédaction ».

Réaffirmant le caractère inductible de la disparition de certaines

catégories ouvrières liées à la préparation ou à la maintenance, du fait de l'introduction de nouveaux matériels informatiques, le SPP fait remarquer que cette disparition « marque une rupture fondamentale dans le rapport de force entre les éditeurs et les ouvriers du Livre : ces derniers n'auront désormais plus la possibilité de bloquer la préparation des journaux ». La presse « peut faire disparaître le Livre de la préparation et faire de ses imprimeries une industrie comme les autres, avec des ouvriers librement choisis selon leur compétence professionnelle » fait enfin observer le SPP, pour lequel il convient de « mettre en place les solutions sociales de nature à résorber les surcoûts » comme des congés de conversion ou des départs négociés à partir de cinquante ans. Ces thèmes récurrents, selon lui, sont ceux de l'avenir des métiers pressés pour les dockers, profession dont les similitudes avec la presse parisienne sont évidentes ». Le SPP conclut : « L'effort demandé aux pouvoirs publics, s'il est exceptionnel, est à la mesure de l'enjeu ».

Deux nouvelles chaînes privées de télévision en Suisse

Le gouvernement helvétique vient d'autoriser deux nouvelles chaînes privées de télévision. La première, distribuée par câble en zone alémanique, diffusera surtout des informations de services, météorologiques ou touristiques.

Le second projet est plus ambitieux puisque Cinévision se propose d'arrosier par satellite toute l'Europe, avec des films et téléfilms réalisés entre 1930 et 1975. Ces films seraient disponibles en cinq langues (allemand, anglais, espagnol, français, italien) et, bien sûr, payants.

Cinévision a reçu une concession de dix ans, et doit succéder à la fin de l'année à Télé-Cinéma Romand, la chaîne de cinéma à péage francophone qui était limitée à la Suisse romande. La société Télévision multilingue SA, qui est dirigée par le groupe, regroupe des capitaux suisses, majoritaires, mais Jean Frydman, l'homme d'affaires qui fut l'un des artisans de Canal

Plus, détient une importante participation. Cinévision, qui vise cinq à six millions de spectateurs s'engage à diffuser un film ou une coproduction suisse tous les deux mois, et consacrer 4 % de ses recettes à l'achat ou la production d'œuvres audiovisuelles suisses.

Le lancement de cette chaîne préfigure une bataille d'importance à l'échelle européenne, pour la commercialisation, par abonnement ou paiement à la séance, du cinéma.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRESLE MONDE
DES CARRIÈRES

INSEEC

École de Commerce
privée parisienne

recherche
pour le rentrée 93
la collaboration de

PROFESSEURS
VACANTAIRES

polytechniques confirmés en :
■ Finance
■ Marketing industriel (*)
■ Marketing des services (*)
■ Gestion de production
■ Stratégie de vente
■ Management stratégique (*)
■ Innovation produits et technique
■ Affaires internationales (*)

(*) Enseignants de langue anglaise.

CV + photo + lettre de motivation
INSEEC
à l'attention de
Jean THOUAZARD
31, rue de la Seine
75019 Paris

SEUNAM demande CV complet
précisant pays, âge, et sujet F :
16.92.62.80.27 max-Pain

Recherche collaborateur 25-35 ans,
2 à 3 ans d'expérience pour
assurer l'entretien de presse et
renforcer équipe de rédaction
+ coordination d'une revue
trimestrielle.
Envoyer CV à : 8893
LE MONDE PUBLIQUE
1517, r. de Col-P-A, Ave
75002 Paris Cedex 15

Recherche collaborateur 25-35 ans,
2 à 3 ans d'expérience pour
assurer l'entretien de presse et
renforcer équipe de rédaction
+ coordination d'une revue
trimestrielle.
Envoyer CV à : 8893
LE MONDE PUBLIQUE
1517, r. de Col-P-A, Ave
75002 Paris Cedex 15

DEMANDES
D'EMPLOI

Cadre cherche emploi
DOM-TOM ou étranger.
Expert international en FPA.
Expert technique auto. Expé-
rience 20 ans dans monde.
68-64-23-89, ap. 20 h prov.

Cadre confirmé (18 ans d'ex-
périence) assurance capital en
formation « OJD » cherche FPA
proposé un stage pratique
(gratuit) du 6 septembre à
octobre en entreprise en mar-
chandises ISO 9000 et/ou
société de conseil en qualité.
14-06 au 27-07-93.
Pour contacts :
tél. dom. 34-72-51-57
ou 01-40-20-00-00
ou 01-21-25-81
M. VIGNERON CLAUDE

Entreprises soucieuses de
la qualité de vos produits
JEUNE DIPLOMÉ
BAC + 5

physico-chimie et qualité
d'un bachelier diplômé
recherche emploi dans
entreprise ayant besoin
de personnel polyvalent,
curieux et performant.
Contactez G. GOLLER
44470 Thouars-Loire.

24 ans, maîtrise lettres mod.,
3 cycle journalisme, angl. av.
réf. exp. Recherche emploi
documentaire. 43-40-64-78

REGIS MONNIER
étudiant en 2^e année à
l'ESCE. Bonne présenta-
tion, discipline, sérieux,
recherche un stage du
1^{er} août 1993 au
31 mai 1994. 1993
15 domaines suivants :
■ FINANCE
■ IMPORT/EXPORT
■ LOGISTIQUE
Tél. 39-57-00-95 (p.p.)
4, allée des Fèves-Bleues
78420 Carrières-sous-Poissy

UN ENSEIGNANT
DE PHYSIQUE

de formation initiale
3 cycle universitaire
ou ingénieur Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle à l'ESIEA Ouest
et à l'ESIEA Paris.

Il sera aussi responsable
du laboratoire
de travaux pratiques
de physique et de mécanique
du 1^{er} cycle à l'ESIEA Ouest
et chargé de travaux
pratiques en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

UN ENSEIGNANT
D'INFORMATIQUE

de formation initiale 3^e cycle
universitaire ou ingénieur
Grande Ecole,
il sera chargé de cours
en 1^{er} cycle
de l'ESIEA Paris
et de l'ESIEA Ouest
chargé de travaux pratiques
en 1^{er} cycle.
Envoyer CV, lettre manuscrite,
photo et références à :
M. C. COISEL - ESIEA
8, rue Vassée, 75006 Paris.

REPRODUCTION INTERDITE

HEBDOMADAIRE
FINANCIER

appartenant à
un grand groupe de presse

recherche

UN SPÉCIALISTE
DES QUESTIONS
JURIDIQUES,
FISCALES
OU COMPTABLES

ou
UN BANQUIER

scrutant des
journalistes

■ Diplômé de l'enseignement
supérieur.

■ Aient une bonne connais-
sance des entreprises et/ou
des marchés financiers.

■ Aient au moins deux ans
d'expérience professionnelle.

Envoyer CV + lettre manus-
crite à : M. ARBUS
1, rue du Col-Pierre-Ave
75003 Paris Cedex 15

JOURNALISTE ET RESPON-
SABLE

UNIVERSITAIRE

SECRETARIE
PARTICULIERE

■ Goût des relations
publiques.

■ Connaissances du traitement
des textes et culture générale
nécessaires. Temps plein ou
partiel.

Env. CV,

VIE DES ENTREPRISES

Grandes manœuvres dans l'assurance

Worms et Cie, Colonia et Winterthur se placent pour les privatisations

A la veille de l'examen au Sénat, jeudi 10 juin, du projet de loi sur les privatisations, les déclarations d'intentions et les grandes manœuvres se succèdent. Les privatisations à venir révéleront les ambitions des présidents des groupes publics les mieux placés et agissent les appétits des futurs actionnaires de référence. D'un côté comme de l'autre, on prépare fébrilement les tours de table et les alliances afin de séduire les pouvoirs publics, la future commission de privatisation et les indispensables petits actionnaires.

Banquiers, assureurs et autres holdings financiers cherchent à prendre date et à devenir incontournables. Jusqu'à la vénérable maison Worms et Cie, qui renonce à sa discrétion légendaire pour mettre en avant, mardi 8 juin au cours d'une conférence de presse, un « trésor de guerre » de plusieurs milliards de francs. « Nous avons des moyens importants, une exposition aux risques limités et pratiquement pas de dettes », explique Nicolas Chivo-Worms, le premier des associés-gérants du holding qui ne dissimule pas son intérêt pour les privatisations.

Une place de choix dans le « noyau dur »

Pas de doute de renouer avec son passé et de reprendre la Banque Worms, nationalisée en 1982, Worms et Cie longe plutôt sur les assureurs publics. Un choix stratégique puisque la principale filiale du holding est une compagnie d'assurances de taille moyenne à Athènes.

Manifestement, les compagnies d'assurances publiques séduisent beaucoup. Toujours le 8 juin, mais cette fois-ci en Suisse, Winterthur, le deuxième assureur du pays, a déclaré qu'il pourrait augmenter sa participation de 2,9 % dans l'UAP. La compagnie dirigée par Jean Fyrcyevade semble mettre beaucoup d'atouts de son côté pour figurer en tête de liste. Elle a renforcé tout récemment (le Monde du 4 juin) ses liens avec le groupe

belge Albert Frère en prenant 5 % du capital de son holding de tête.

Avec une « cagnotte » évaluée à 10 milliards de francs, l'ensemble dirigé par M. Frère fait plus que jamais partie des candidats potentiels à une place de choix dans le « noyau dur ». La BNP, principal actionnaire de l'UAP avec 19,4 % du tour de table n'est pas en reste. La banque a annoncé par la voix de son directeur général, Daniel Lebegue, être disposée à prendre des participations croisées à l'occasion des privatisations.

Le numéro un français de l'assurance séduit d'autant plus que l'horizon semble se déboucher comme par miracle en Allemagne. La perspective de sa privatisation, a, semble-t-il, changé brutalement l'état d'esprit des dirigeants de Colonia, la troisième compagnie allemande.

« Il n'est pas exclu que l'UAP devienne notre actionnaire majoritaire. Nous n'avons rien contre un groupe, bientôt privatisé, qui exerce le même métier que nous », a expliqué Claus Kleyboldt, président du directoire, lors de la présentation, toujours le 8 juin, de ses résultats en 1992. Une prise de position qui laisse entrevoir une éventuelle solution au conflit à rallonge entre Suez et l'UAP au sujet de la filiale de Colonia.

A l'occasion de la cession au privé de la compagnie publique, Suez pourrait apporter Colonia à l'UAP en échange d'une participation. La sortie récente des actionnaires minoritaires, Balcica et Dai-ichi, du capital de Winterthur, milite également en ce sens.

Les AGF se sont pas en reste. La semaine dernière le deuxième groupe d'assurances allemand Aachener und Muenchener a annoncé réfléchir à une augmentation de sa participation de 3 % dans les AGF jusqu'à 10 %. La future commission de privatisation risque d'avoir finalement l'embaras du choix.

ERIC LESER

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Dans le cadre de la coopération entre COLAS et SOCOGOTRA (Belgique) démarrée en juillet 1992 suite à la prise de participation par COLAS de 40 % dans son capital, la société belge SOCOGOTRA vient de céder 99,9 % des titres de la société SPAC à COLAS SA.

Le Groupe SPAC, spécialisé dans les travaux de pose de canalisations (eau et assainissement, gaz, pétrole, électricité) et de tuyauteries industrielles, a réalisé un chiffre d'affaires consolidé en 1992 de 852 millions de francs, et a dégagé un résultat net part du Groupe de 8 millions de francs. Le SPAC avait en 1992 des titres détiens 48,2 % du capital de la SUBURBAINE DE CANALISATIONS ET DE GRANDS TRAVAUX, dont l'activité s'exerce également dans la pose de canalisations en France, et dont les actions sont cotées sur le marché au comptant de la Bourse de Paris.

Ce rapprochement avec le Groupe SPAC apporte à COLAS une activité complémentaire proche de son métier de base et offrira à SPAC, et ses filiales des atouts supplémentaires pour son développement grâce aux synergies qui pourront être mises en œuvre tant en France qu'à l'international.

Après cette acquisition COLAS détient directement et indirectement 63,2 % du capital de la SUBURBAINE DE CANALISATIONS ET DE GRANDS TRAVAUX (formé de 419 904 actions) et, dès l'autorisation des autorités de marché, proposera aux actionnaires de la SUBURBAINE d'acheter leurs actions à un prix de 130 francs par offre publique d'achat simplifiée par garantie de cours.



L'assemblée générale ordinaire réunie le 27 mai 1993 sous la présidence de M. Christian GIACOMOTTO, président du conseil de surveillance, a approuvé les comptes de l'exercice 1992, présentés par M. Paul ALIBERT, président du directoire.

Le bénéfice net consolidé s'élève à 187 millions de francs. Ce résultat est obtenu hors incidence de toute opération exceptionnelle (et en particulier sans que soit prise en compte la réévaluation résultant à hauteur de 24 millions de francs de la conclusion d'un contrat de crédit-bail sur un immeuble précédemment loué en location simple).

L'assemblée a fixé le dividende à 70,50 F par action (sans avoir fiscal), légèrement supérieur à celui de l'exercice antérieur (70,00 F), et payable à compter du 1^{er} juillet.

M. Alibert a commenté les différents éléments caractéristiques de l'activité de la société au cours de l'année 1992 :

- Production de nouveaux contrats de crédit-bail exceptionnellement élevée, de près de 1 milliard de francs.
- Absence de tout engagement nouveau dans le domaine des immeubles en location simple.
- Poursuite satisfaisante de l'activité d'Euroleasing IMMOBILIARIO SA, filiale détenue à moitié avec la Caisse de Barcelone, spécialisée dans le crédit-bail immobilier en Espagne.
- Démarrage de l'activité de la filiale OXIANE, spécialisée dans les missions de maîtrise d'ouvrage déléguée, par la signature d'un contrat en vue de la réalisation du siège social d'un important groupe industriel.
- Préparation d'un accord de collaboration tripartite (signé au début 1993) entre LOCINDUS SA, Euroleasing Immobilier et Deutsche Anlagen-Leasing GmbH DAY, première société de crédit-bail allemande.

Enfin, LOCINDUS SA a émis au cours du mois de mai 1993 un emprunt obligataire d'une durée de dix ans pour un montant de 300 millions de francs.

Fléchissement de 16,5 % du bénéfice net en 1992

Le BHV frappé par les crises de la consommation et du logement

Fortement impliqué sur le secteur de l'équipement de la maison, le BHV a pâti en 1992 de la double crise de la consommation et du logement, et aucun signe d'amélioration ne s'est manifesté depuis le début de l'année. Ses performances s'en ressentent inévitablement : le chiffre d'affaires a baissé l'an passé de 4,3 % (à 4,1 milliards de francs) et le bénéfice net de 16,5 % à 68,8 millions de francs.

La reprise espérée au dernier trimestre de 1992 ne s'est pas confirmée. Au contraire, le chiffre d'affaires s'est détérioré. « Aucune amélioration de cette tendance lourde » a-t-il été constatée au cours des cinq premiers mois de 1993, a expliqué le président du groupe, Jean-Pierre Boulot. « Nous tendons l'échine et nous espérons une reprise pour nous en 1994 », a-t-il ajouté, le temps que les mesures prises par le nouveau gouvernement dans le bâtiment et en faveur de l'emploi fassent sentir leurs effets. Car plus que la hausse de la CSG (contribution sociale généralisée), M. Boulot s'inquiète des effets de « la hanse du chômage » sur les consommateurs. Se

griffent sur ces problèmes les restrictions de crédit, la concurrence de chaînes spécialisées, qui ont ouvert des magasins aux portes de la capitale, et l'ouverture le dimanche de certaines d'entre elles.

Face à cette situation, « nous nous efforçons de limiter les dégâts et de ne pas perdre trop de chiffre d'affaires et de parts de marché », a expliqué M. Boulot, en lançant notamment des promotions. La morosité de la rentrée de septembre 1992 avait entraîné un tour de vis sur les frais de personnel (-3 % en 1992 malgré une hausse de 4 % des salaires), sans licenciements. Le temps partiel a été développé, ainsi que les rayons textile (notamment dans les magasins situés en périphérie et dans les centres commerciaux). En outre, le groupe a tiré les conséquences des mauvaises performances de ses magasins exploités sous l'enseigne Music Way (disques et vidéo), en en fermant trois.

F. V.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTAT

o Dunhill Holdings (taxe) : bénéfice imposable en recul. - Le groupe britannique Dunhill Holdings, propriétaire de la marque Dunhill, des maisons de couture Karl Lagerfeld et Chloé et des styles Montblanc, a vu son bénéfice imposable reculer de 7 %, à 70,7 millions de livres (568,8 millions de francs) pour l'exercice terminé au 31 mars, contre 76 millions un an auparavant. En revanche, le chiffre d'affaires a progressé de 29 % l'an dernier à 327,3 millions de livres (2,71 milliards de francs) contre 254,6 millions de livres, grâce notamment aux acquisitions de Karl Lagerfeld en juin 1992 et de la société allemande de cuir Seeger. La branche Alfred Dunhill, qui regroupe les activités traditionnelles (fabric, pipes, montres, maroquinerie) a particulièrement souffert de la baisse de la demande au Japon et de la réduction des achats des touristes japonais en Extrême-Orient.

RESTRUCTURATION

o Rhône-Poulenc-Rorv constitue des restructurations. - Le groupe pharmaceutique Rhône-Poulenc-Rorv a provisionné 77 millions de dollars (430 millions de francs) au second trimestre afin notamment de financer un certain nombre de restructurations. Déjà annoncées, ces programmes concernent l'usine de Moins (Inde-et-Loire) dont le groupe suédois Astra reprendra une partie des activités, et une usine de Cologne en Allemagne. Deux cent trente personnes sont concernées par la restructuration de Moins, et cent trente autres-Rhin. D'autres mesures devraient également toucher des sites en Italie. Ces restructurations « visent principalement à compenser l'effet des mesures prises, en particulier en Allemagne et en Italie, pour limiter la prescription et les prix de certains produits pharmaceutiques », souligne un communiqué publié le 8 juin.

CRISES

o Alko (chimie) va supprimer 515 emplois dans son secteur « fibres ». - Le groupe chimique néerlandais Alko va supprimer 515 emplois avant la mi-1994 dans son secteur fibres. Ces mesures, qui pourraient se traduire par des licenciements touchant les sites de production de Emmen, Ede, Arnhem et Steenbergen aux Pays-Bas. Le groupe chimique les justifie par la récession frappant les industries textile et automobile, débouchés traditionnels, ainsi que par les effets négatifs des ajustements récents des monnaies européennes et la hausse des importations de fibres en provenance d'Extrême-Orient. Alko a affiché un bénéfice net de 158 millions de florins (474 millions de francs) au premier trimestre 1993, en baisse de 24 %. Sur la même période, le secteur fibres a vu son chiffre d'affaires chuter de 15 % à 837 millions de florins.

o Air Martinique se déclare en cessation de paiement. - Les responsables d'Air Martinique ont présenté, mardi 8 juin, au greffe du tribunal de commerce de Fort-de-France (Martinique) une « déclaration de cessation de paiement ». Michel Montbrun, président du directoire d'Air Martinique a expliqué qu'il s'agit d'un acte de gestion qui n'engage absolument pas la poursuite de l'activité de la société. Selon lui, les vols, l'exploitation et la maintenance seront assurés. Air Martinique connaît une situation financière grave depuis plusieurs mois. Un plan de redressement et de restructuration de la compagnie est en cours d'élaboration. Le tribunal de commerce de Fort-de-France devrait

se prononcer le 18 juin prochain, à la suite de cette déclaration de cessation de paiement.

INVESTISSEMENT

o Motorola lance un nouveau programme à Toulouse. - La firme américaine Motorola Semiconducteurs, fournisseur de systèmes et composants électroniques, a annoncé mardi 8 juin dans un communiqué qu'elle allait renforcer son « pôle semi-conducteurs » de Toulouse en investissant 250 millions de francs dans la création d'un nouveau centre de production. La branche semiconducteurs de Motorola a réalisé en 1992 un chiffre d'affaires de 4,5 milliards de dollars (15,3 milliards de francs). Le nouveau centre est destiné à la production de circuits intégrés pour les marchés de l'automobile, des télécommunications, de l'informatique et de l'électronique industrielle. La construction de ce nouveau unité, qui comporte 2 000 m² de « salles blanches classe 10 » (salles exemptes de tous parasites et poussières), s'achèvera en novembre 1993 et la production devrait débuter au cours du premier trimestre 1994.

CAPITAL

o Ferruzzi pourrait céder un tiers de son capital à des banques étrangères. - Le groupe italien Ferruzzi pourrait céder prochainement un tiers de son capital à un consortium de banques italiennes nationalisées, qui sont ses créditrices, afin de diminuer le montant de son endettement, affirmant les milieux financiers italiens lundi 7 juin. Selon eux, c'est la seule chance pour Ferruzzi de continuer à occuper un rôle primordial dans l'industrie et l'agroalimentaire, deux secteurs où le groupe a décidé de concentrer ses activités. Les banques créditrices entrent dans le capital de Ferruzzi à hauteur d'un tiers en échange des dettes qu'il a contractées auprès d'elles. Ferruzzi, qui était jusqu'alors contrôlé par les héritiers du fondateur Serafino Ferruzzi, avait annoncé voici deux semaines l'ouverture de son capital à des investisseurs extérieurs. Un plan définitif devrait être présenté à la mi-juin.

Le Monde

Édité par le SARE, Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lemaire, président
directeur de la rédaction
Bernard Pignatelli
directeur de la gestion
Jacques Guille
directeur de la gestion
Maurice Laffont
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoint au directeur de la rédaction)
Yves Agnès
Thierry Farnet
Philippe Herveau
Jacques-François Simon
Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Bonnes-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurent (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

REDACTION ET BUREAU SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 16
Tél. : 40-45-25-26
Tél. : 40-45-25-27
Tél. : 40-45-25-28
Tél. : 40-45-25-29
Tél. : 40-45-25-30
Tél. : 40-45-25-31

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 9 juin ↑ Au-dessus des 1 900 points

Après avoir entamé la séance sur un petit repli, la Bourse de Paris a ensuite renversé la tendance mercredi 9 juin et a même progressivement recouvré ses positions dans un marché sensible à l'évolution des taux d'intérêt. L'indice CAC 40 après avoir ouvert inchangé, gagnait 0,86 % à 1 909,50 points en début d'après-midi pour sa troisième journée consécutive de hausse, à pu franchir le seuil des 1 900 points.

La grande fermeté du franc face au deutchmark, et la nouvelle baisse du taux du jour à 7,514-7,775 % ont encouragé les intervenants dans leurs espoirs de baisse des taux d'intérêt français. La mise en pension mercredi de Bundesbank s'est traduite comme prévu par une stabilité des taux, mais le marché a néanmoins été ébranlé par les annonces de la Banque d'Allemagne. Les déclarations dans le journal anglais « Times » du

financier international George Soros, prédisant un affaiblissement du mark contre toutes les devises et une baisse des obligations allemandes par rapport aux fonds d'Etat français étaient largement commentées dans les salles de marché.

Du côté des valeurs, Vallourec perd 1,5 %. Le groupe a fait savoir que son chiffre d'affaires consolidé devrait reculer de plus de 10 % à périmètre comparable en 1993, ce qui entraînera une diminution sensible des résultats. En revanche, SAGEM gagne 1,9 % après avoir pronostiqué une poursuite de la progression de son résultat en 1993. Suez s'adjuge 2,5 %. Le secteur du groupe japonais Dai-ichi Mutual Life Insurance du capital de Winterthur et les déclarations confidentielles de l'UAP dans son capital pourraient permettre de débloquer le conflit qui oppose Suez à l'UAP au sujet de la filiale.

Hausse des transactions sur emprunts d'Etat en mai

Le montant des transactions sur emprunts d'Etat à Paris a atteint un mois de mai un total de 1 643 milliards de francs, contre 1 517 milliards de francs au mois d'avril, soit une moyenne quotidienne de 86 milliards de francs contre 78 milliards de francs le mois précédent, selon les statistiques publiées mardi 8 juin par la société interprofessionnelle de compensation de valeurs mobilières (SICOVIM).

Les cinq OAT (obligation assimilable du Trésor) les plus traitées ont représenté 53 % des transactions globales. Le dix ans 8,50 % avril 2003 restant la plus traitée avec un montant échangé en mai de 230,1 milliards de francs, soit une moyenne quotidienne de 12,7 milliards de francs contre 11,8 milliards de francs en mars.

NEW-YORK, 8 juin ↓ Nouveau recul

Wall Street a accablé ses pertes, vendredi, les investisseurs craignant une remontée des taux d'intérêt et les chiffres de l'inflation en mai, attendus en fin de semaine, déçus, selon les prévisions. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a fini la journée à 3 810,54 points, en baisse de 21,59 points, soit un repli de 0,51 %. Quelques 238 millions de titres ont été échangés. Les valeurs en baisse ont été deux fois plus nombreuses que celles en hausse : 1 345 contre 613, alors que 500 titres sont restés inchangés.

Les investisseurs craignent que se reproduise la situation du mois dernier, lorsqu'une hausse plus forte que prévu des prix de gros et de détail avait entraîné une nette remontée des taux sur le marché obligataire, selon des analyses.

L'indice des prix de gros en mai est attendu vendredi 11 juin et celui des prix de détail mardi 15 juin. Les experts s'attendent à une hausse respective de 0,1 % et de 0,2 %.

Les déclarations ont été ébranlées par la chute du dollar face au yen qui peut entraîner une hausse des prix des valeurs.

Importations et accroître les pressions inflationnistes, ont estimé les analystes.

Par ailleurs, le marché a ignoré les déclarations d'un gouverneur de la Réserve fédérale, selon lesquelles l'économie américaine ne subit pas pour l'instant de pressions inflationnistes.

VALEUR	Cours de 7 juin	Cours de 8 juin
Alcoa	89 1/2	88 3/4
AT&T	82 1/8	81 7/8
Boeing	38 7/8	38 1/4
Chemical Bank	28 5/8	28 1/4
Du Pont de Nemours	52 1/2	52 1/4
Exxon	68 3/4	68 1/4
GenCorp	51 1/2	50 3/4
General Electric	39 1/2	39 1/4
General Motors	41 1/2	40 3/4
General	38 1/2	38 1/4
IBM	82 1/4	82 1/4
ITT	34 3/8	34 1/8
Johnson & Johnson	69 1/2	69 1/4
Merck	50 1/2	50 1/4
Philips	69 1/2	69 1/4
Schering	60 1/2	60 1/4
Union Carbide	128 1/8	127 3/4
United Tech.	82 1/2	82 1/4
Westinghouse	44 1/8	44 1/4
Yen Corp.	24 5/8	24 1/2

LONDRES, 8 juin ↑ Progression

Après un bon départ, les valeurs ont été tirées vers le bas par les pessimismes, mardi 9 juin, au Stock Exchange. L'indice Footsie 100, cent grandes valeurs, a obtenu un recul de 0,4 point (0,01 %) à 2 844,4 points, alors qu'il avait gagné de 10 points dans la matinée. La faiblesse du marché à terme a contribué au recul. Le volume des échanges s'est élevé à 548,4 millions de titres contre 452,9 millions le veille.

Les pharmaceutiques ont subi de nettes pertes, mais les entreprises de construction, les banques, les alimentaires et les supermarchés ont été fermes.

Wellcome, qui commercialise le Retrovir (AZT), a plongé de 26 pence à 728 avant la publication mercredi de résultats préliminaires sur les essais d'un vaccin contre le sida développé par Rhône-Poulenc-Rorv. SmithKline Beecham a baissé de 13 pence à 436. Glaxo Holdings de 8 pence à 553. Pirelli de 8 pence à 149 et Zeneca de 5,5 pence à 612.

VALEUR	Cours de 8 juin	Cours de 9 juin
Adelphi	5,20	5,21
BP	3,09	3,07
LYA	6,11	6,10
De Beers	4,47	4,46
De Bono	11,28	11,26
Enso	5,50	5,49
Enso	20,15	20,13
LCL	6,95	6,94
Lyons	13,62	13,60
Lyons	6,28	6,27
Lyons	6,08	6,07
Lyons	10,28	10,27

TOKYO, 9 juin

Clos

Tous les marchés boursiers et financiers japonais ont fermé mercredi 9 juin en raison du mariage princier.

CHANGES

Dollar : 5,4860 F ↑

Le dollar regagnait du terrain à Paris mercredi 9 juin, s'échappant à 5,4860 francs contre 5,4630 francs la veille au cours indicatif de la Banque de France. Le mark poursuivait son recul, à 3,3650 francs contre 3,3666 mardi.

	8 juin	9 juin
FRANCFORT	1 628	1 638
Dollar (en DM)	1 628	1 638
TOKYO	186,34	Clos
Dollar (en yen)	186,34	Clos

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (9 juin) : 7,34-7,78 %
New-York (8 juin) : 2,88 %

BOURSES

7 juin 8 juin
(SBF, base 100 : 31-12-91)
Indice global CAC 500,18 516,82
(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 : 1 887,86 1 893,65

NEW-YORK (Indice Dow Jones)
7 juin 8 juin
Indice global : 3 812,13 3 810,54

LONDRES (Indice Financial Times)
7 juin 8 juin
100 valeurs : 2 844,40 2 844,40
30 valeurs : 2 224,28 2 224,28
Mines d'or : 189,10 189,10
Fonds d'Etat : 94,99 94,99

FRANCFORT
7 juin 8 juin
Dax : 1 635,01 1 631,61

TOKYO
7 juin 8 juin
Nikkei Dow Jones : 28 575,24 Clos
Indice global : 1 653,03 Clos

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,4865	5,4915	5,5485	5,5485
Yen (100)	162,15	162,15	162,15	162,15
DM	6,5615	6,5615	6,5702	6,5803
Deutchmark	3,3642	3,3642	3,3620	3,3642
Franc suisse	3,7555	3,7578	3,7551	3,7579
Lire Italienne (1000)	3,7555	3,7580	3,7628	3,7628
Livre sterling	1,9383	1,9384	1,9377	1,9390
Peseta (100)	4,463	4,4670	4,4626	4,4705

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 1/8	3 1/4	3 1/4	3 3/8	3 7/16	3 9/16
Yen (100)	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2
DM	7 13/16	7 15/16	7 7/16	7 9/16	7 3/16	7 5/16
Deutschmark	7 5/8	7 3/4	7 7/16	7 9/16	7 1/8	7 1/4
Franc suisse	5 1/16	5 3/16	5 1/16	5 1/8	4 7/8	5
Lire italienne (1000)	12 1/4	12 1/2	10 1/4	10 1/2	10 1/4	10 1/2
Livre sterling	5 7/8	6	5 7/8	6	5 3/4	5 7/8
Peseta (100)	11 3/8	12 1/8	10 3/4	11 1/4	10 3/8	10 7/8
FRANC FRANÇAIS	7 1/2	7 5/8	7 5/16	7 7/16	7 1/8	7 1/4

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

BOURSE DE PARIS DU 9 JUIN

Comptant

Second

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 9 JUIN

Cours relevés à 13 h 30

Competition						Competition						Competition						Competition											
Order	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Order	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Order	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Order	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%						
5570	C.I.E. 3%	5500	5500	5520	+ 0.36	400	Orléans Fr. Franc.	404	402	407	+ 0.74	255	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	355	Essex Corp.	356	359	350	+ 5.7
1085	B.A.P. T.P.	1071	1072	1077	+ 0.47	401	D. Lyon D.L.	408	398	397	- 0.25	256	Lafayette	4240	4240	4255	+ 0.36	640	S.I.T.A.	547	547	548	0.00	356	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
910	C.Lyon. T.P.	921	920	920	0.00	402	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	257	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	357	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
1820	Orléans T.P.	1811	1808	1816	+ 0.37	403	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	258	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	358	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
1510	Rhone-P. T.P.	1512	1508	1516	+ 0.37	404	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	259	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	359	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
1920	Saint-Gobain T.P.	1912	1912	1932	+ 1.11	405	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	260	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	360	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
705	Orléans T.P.	706	706	706	0.00	406	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	261	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	361	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
915	A.C. 3%	915	915	915	0.00	407	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	262	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	362	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
300	Alcatraz	300	300	300	0.00	408	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	263	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	363	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
330	Alcatraz	330	330	330	0.00	409	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	264	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	364	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
335	Alcatraz	335	335	335	0.00	410	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	265	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	365	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
336	Alcatraz	336	336	336	0.00	411	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	266	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	366	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
337	Alcatraz	337	337	337	0.00	412	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	267	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	367	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
338	Alcatraz	338	338	338	0.00	413	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	268	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	368	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
339	Alcatraz	339	339	339	0.00	414	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	269	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	369	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
340	Alcatraz	340	340	340	0.00	415	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	270	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	370	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
341	Alcatraz	341	341	341	0.00	416	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	271	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	371	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
342	Alcatraz	342	342	342	0.00	417	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	272	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	372	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
343	Alcatraz	343	343	343	0.00	418	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	273	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	373	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
344	Alcatraz	344	344	344	0.00	419	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	274	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	374	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
345	Alcatraz	345	345	345	0.00	420	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	275	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	375	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
346	Alcatraz	346	346	346	0.00	421	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	276	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	376	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
347	Alcatraz	347	347	347	0.00	422	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	277	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	377	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
348	Alcatraz	348	348	348	0.00	423	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	278	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	378	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
349	Alcatraz	349	349	349	0.00	424	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	279	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	379	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
350	Alcatraz	350	350	350	0.00	425	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	280	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	380	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
351	Alcatraz	351	351	351	0.00	426	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	281	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	381	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
352	Alcatraz	352	352	352	0.00	427	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	282	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	382	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
353	Alcatraz	353	353	353	0.00	428	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	283	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	383	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
354	Alcatraz	354	354	354	0.00	429	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	284	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	384	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
355	Alcatraz	355	355	355	0.00	430	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	285	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	385	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
356	Alcatraz	356	356	356	0.00	431	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	286	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	386	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
357	Alcatraz	357	357	357	0.00	432	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	287	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	387	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
358	Alcatraz	358	358	358	0.00	433	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	288	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	388	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
359	Alcatraz	359	359	359	0.00	434	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	289	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	389	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
360	Alcatraz	360	360	360	0.00	435	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	290	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	390	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
361	Alcatraz	361	361	361	0.00	436	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	291	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	391	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
362	Alcatraz	362	362	362	0.00	437	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	292	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	392	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
363	Alcatraz	363	363	363	0.00	438	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	293	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	393	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
364	Alcatraz	364	364	364	0.00	439	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	294	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	394	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
365	Alcatraz	365	365	365	0.00	440	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	295	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	395	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
366	Alcatraz	366	366	366	0.00	441	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	296	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	396	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
367	Alcatraz	367	367	367	0.00	442	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	297	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	397	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
368	Alcatraz	368	368	368	0.00	443	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	298	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	398	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
369	Alcatraz	369	369	369	0.00	444	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	299	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	399	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
370	Alcatraz	370	370	370	0.00	445	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	300	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	400	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
371	Alcatraz	371	371	371	0.00	446	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	301	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	- 0.58	401	Frank Hove	358	359	350	+ 5.7
372	Alcatraz	372	372	372	0.00	447	Orléans Fr. Franc.	408	398	397	- 0.25	302	Lafayette	259	259	550	+ 0.74	620	S.I.T.A.	517	518	514	-						

Comptant (sélection)**SICAV** (sélection)

8/6

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% du pmi	% du coupon		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Emission/ Fraix net	Rachet net		Emission/ Fraix net	Rachet net		Emission/ Fraix net	Rachet net
Obligations						Étrangères						Hors-cote											
F.I.P.P.	100	...	F.I.P.P.	100	...	A.E.G.	480	...	Reliance NV	163 80	162 80	Accion	230 80	224 71	321 82	271 82	271 82	Paribas Capitalization	1741 67	1707 36			
F.I.A.C.	2250	...	F.I.A.C.	2250	...	Alcan NV Sica	425 1/4	416 1/4	Reliance	324 70	325 10	Accion	230 80	224 71	321 82	271 82	271 82	Paribas Capitalization	1741 67	1707 36			
Forced Fin	600	...	Forced Fin	600	...	Alcan NV Sica	425 1/4	416 1/4	Reliance	324 70	325 10	Accion	230 80	224 71	321 82	271 82	271 82	Paribas Capitalization	1741 67	1707 36			
10-20% 78/84	104 85	8 84	10-20% 78/84	104 85	8 84	Alcan NV Sica	425 1/4	416 1/4	Reliance	324 70	325 10	Accion	230 80	224 71	321 82	271 82	271 82	Paribas Capitalization	1741 67	1707 36			
Emp. Sst. 12 1/2 % 85	102 12	0 24	Emp. Sst. 12 1/2 % 85	102 12	0 24	Alcan NV Sica	425 1/4	416 1/4	Reliance	324 70	325 10	Accion	230 80	224 71	321 82	271 82	271 82	Paribas Capitalization	1741 67	1707 36			
10-20% 85/90	106 30	0 20	10-20% 85/90	106 30	0 20	Alcan NV Sica	425 1/4	416 1/4	Reliance	324 70	325 10	Accion	230 80	224 71	321 82	271 82	271 82	Paribas Capitalization	1741 67	1707 36			
DAT 10% 5/2000	117 11	0 35	DAT 10% 5/2000	117 11	0 35	Alcan NV Sica	425 1/4	416 1/4	Reliance	324 70	325 10	Accion	230 80	224 71	321 82	271 82	271 82	Paribas Capitalization	1741 67	1707 36			
DAT 6 3/4% 12/1997	112 69	0 82	DAT 6 3/4% 12/1997	112 69	0 82	Alcan NV Sica	425 1/4	416 1/4	Reliance	324 70	325 10	Accion	230 80	224 71	321 82	271 82	271 82	Paribas Capitalization	1741 67	1707 36			
DAT 9 3/4% 1/1998	106 17	0 48	DAT 9 3/4% 1/1998	106 17	0 48	Alcan NV Sica	425 1/4	416 1/4	Reliance	324 70	325 10	Accion	230 80	224 71	321 82	271 82	271 82	Paribas Capitalization	1741 67	1707 36			
PTT 1 1/2 % 85	110 18	5 41	PTT 1 1/2 % 85	110 18	5 41	Alcan NV Sica	425 1/4	416 1/4	Reliance	324 70	325 10	Accion	230 80	224 71	321 82	271 82	271 82	Paribas Capitalization	1741 67	1707 36			
CPA 10-25% 95/98	...	2 41	CPA 10-25% 95/98	...	2 41	Alcan NV Sica	425 1/4	416 1/4	Reliance	324 70	325 10	Accion	230 80	224 71	321 82	271 82	271 82	Paribas Capitalization	1741 67	1707 36			
10% 10% 97/00	...	2 41	10% 10% 97/00	...	2 41	Alcan NV Sica	425 1/4	416 1/4	Reliance	324 70	325 10	Accion	230 80	224 71	321 82	271 82	271 82	Paribas Capitalization	1741 67	1707 36			
CHB Bays 5000F	100 20	3 78	CHB Bays 5000F	100 20	3 78	Alcan NV Sica	425 1/4	416 1/4	Reliance	324 70	325 10	Accion	230 80	224 71	321 82	271 82	271 82	Paribas Capitalization	1741 67	1707 36			
CHB Bays 5000F	100 20	3 78	CHB Bays 5000F	100 20	3 78	Alcan NV Sica	425 1/4	416 1/4	Reliance	324 70	325 10	Accion	230 80	224 71	321 82	271 82	271 82	Paribas Capitalization	1741 67	1707 36			
CHB Bays 5000F	100 20	3 78	CHB Bays 5000F	100 20	3 78	Alcan NV Sica	425 1/4	416 1/4	Reliance	324 70	325 10	Accion	230 80	224 71	321 82	271 82	271 82	Paribas Capitalization	1741 67	1707 36			
CHT 9 % 85	105 10	1 39	CHT 9 % 85	105 10	1 39	Alcan NV Sica	425 1/4	416 1/4	Reliance	324 70	325 10	Accion	230 80	224 71	321 82	271 82	271 82	Paribas Capitalization	1741 67	1707 36			
CHT 10 3/8% 02/86	118 10	4 32	CHT 10 3/8% 02/86	118 10	4 32	Alcan NV Sica	425 1/4	416 1/4	Reliance	324 70	325 10	Accion	230 80	224 71	321 82	271 82	271 82	Paribas Capitalization	1741 67	1707 36			
CHRB 9 3/4% 100	1050	...	CHRB 9 3/4% 100	1050	...	Alcan NV Sica	425 1/4	416 1/4	Reliance	324 70	325 10	Accion	230 80	224 71	321 82	271 82	271 82	Paribas Capitalization	1741 67	1707 36			
CNCA	2050	...	CNCA	2050	...	Alcan NV Sica	425 1/4	416 1/4	Reliance	324 70	325 10	Accion	230 80	224 71	321 82	271 82	271 82	Paribas Capitalization	1741 67	1707 36			
Come	1050	...	Come	1050	...	Alcan NV Sica	425 1/4	416 1/4	Reliance	324 70	325 10	Accion	230 80	224 71	321 82	271 82	271 82	Paribas Capitalization	1741 67	1707 36			
Ly. Eaux et E.P.	430	...	Ly. Eaux et E.P.	430	...	Alcan NV Sica	425 1/4	416 1/4	Reliance	324 70	325 10	Accion	230 80	224 71	321 82	271 82	271 82	Paribas Capitalization	1741 67	1707 36			
Orléans, 6 1/2 % 86	830	...	Orléans, 6 1/2 % 86	830	...	Alcan NV Sica	425 1/4	416 1/4	Reliance	324 70	325 10	Accion	230 80	224 71	321 82	271 82	271 82	Paribas Capitalization	1741 67	1707 36			
Actions																							
VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission/ Fraix net	Rachet net	VALEURS	Emission/ Fraix net	Rachet net	VALEURS	Emission/ Fraix net	Rachet net
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824	Orléans	812	824
Orléans	812	824																					

Second marché (sélection)

[illegible]

Marché des Changes

Marché libre de l'or

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15

TAPEZ LE MONDE

PUBLICITÉ

FINANCIÈRE

Renseignements

46-62-72-67

Marché à terme international de France MATIF

Cotation du 8 juin 1993

NOTIONNEL 10 % Nombre de contrats estimés : 218 866				CAC 40 A TERME Volume : NC			
COURS	Jun 93	Sept. 93	Déc. 93	COURS	Jun 93	Juillet 93	Août 93
Dernier	117,72	117,50	116,98	Dernier	-	-	-
Précédent	117,30	117,08	116,54	Précédent	1 882,50	1 879	-

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

CULTURE

Campra retrouve Versailles

Hommage du centre de musique baroque de Versailles à un compositeur longtemps éclipsé par Lully et Rameau

La vie d'André Campra se termine simplement en 1744 dans sa maison de l'avenue de Saint-Cloud à Versailles. Le vieux maître avait encore, à soixante et onze ans, le sang assez vivement irrigué : la fenêtre ouverte du «magasin de l'opéra», où se trouvaient Campra et quelques autres, avait laissé envahir et entendre une compagnie des deux sexes en exercice pratique de libération.

L'affaire, qui défraya la chronique, fut réglée par protection royale, et le vieux monsieur put s'éteindre en laissant un souvenir digne. Ce goût de la vie, Campra l'a eu très jeune, à Aix-en-Provence, au pays du soleil, si près de l'Italie. N'avait-il pas été blâmé lorsque, clerc à Saint-Sauveur, il avait déserté la maîtrise pour aller au «théâtre» — autant dire, pour l'époque (1681), tendre la main au diable et à la canaille. Du goût de la vie au succès, il n'y a qu'un pas. Campra, qui sait ce qu'il veut et ce qu'il faut, s'empare à mener impeccablement sa carrière. Ses premières armes de maître de chapelle, il les fait à Toulouse, Arles et Toulouse entre 1678 et 1694. De Toulouse, Campra rejoint à Paris, où il ne peut la capitale; il dit y aller «pour perfectionnement», ou ne sait s'il va «au théâtre» et s'y débouche, mais il y noue des contacts suffisamment fructueux pour quitter Toulouse en mai 1694, sans crier gare, et prendre poste à Notre-Dame de Paris. Le cardinal de Noailles, pro-janséniste, n'a pas à se plaindre de son excellent maître de chapelle. Mais des ennemis l'attendent, comme en témoignent ces quatrain circulant bientôt :

«Quand notre Archevêque saura
L'auteur du nouvel opéra
De sa cathédrale, Campra
Décampera, Alléluia!»

Le vieux était toujours actif : Campra n'a pas résisté au théâtre et livre à la scène, sous un pseudonyme tout relatif, l'Europe galante (1697), un opéra-ballet qui le rend immédiatement célèbre. Il y intègre l'acquéreur lyrique, mais y mêle le goût italien; surtout, il redonne à la danse, et divertissement, une place prédominante. Paris apprécie, mais Lecerf de la Vieville (1705), gardien du Par-nasse français, ne lui pardonne pas d'avoir «désigné l'Église» et, plus encore, d'avoir «été le camp des Italiens».

Vendront ensuite des tragédies lyriques, dont Tancrède (1702) et Idoménée (1712), ouvrages récem-

ment restitués au disque par Jean-Claude Malgoire (Musifrance) et William Christie (Harmonia Mundi). Ils ont, aux côtés d'un Requiem bien connu, placé Campra au rang des plus grands. Dans Idoménée, le prologue passe de la révérence obligée au roi à un rôle structurel; le récit a quelque chose d'émouvant, de décoratif. Mais, avant tout, Campra fait pénétrer l'orchestre dans le drame — ce que Lully n'avait esquissé que dans ses dernières tragédies, — lui assurant, outre les symphonies, un concours dramatique au sein des récits et des airs. Mais les coups de théâtre instrumentaux d'Idoménée ne sont pas seulement d'ordre dramatique et illustratif; ils fonctionnent déjà comme de la musique pure, ce que Rameau mènera à un point insupportable dans les derniers feux de la vieille tragédie lyrique.

Lully a été le modèle obligé de Campra pour ses tragédies et, dans une certaine mesure, pour ses motets; mais, comme du Mont et du Charpentier, l'Ainois témoigne d'une habileté particulière dans l'écriture polyphonique et d'un goût pour les harmonies épiciques. Nommé en 1722 à la chapelle royale de Versailles, il succède à Lalande et laisse une production de magnifiques motets, hauts en ces couleurs dramatiques qu'il avait su imprimer à ses tragédies.

Le grand week-end (du jeudi 10 au dimanche 13 juin) qu'organise le centre de musique baroque de Versailles permettra de découvrir Campra sous tous ses aspects : les cantates, où il fut un maître, mises en scène par Philippe Lenaël (10 juin, salon d'Hercule, 21 heures); le fameux Requiem (une œuvre dont nous pensons qu'elle a été écrite dans les années passées à Notre-Dame) et un De Profundis de 1723 dirigés par un Leonhardt qui fait ici ses débuts dans le grand motet français (11 juin, 21 heures, chapelle royale); il avait gravé vingt ans l'Europe galante (Deutsche Harmonia Mundi) que nous rend cette fois Marc Minkowski (13 juin, 20 h 30, opéra royal); entre-temps, les meilleures œuvres religieuses auront été entendues, sous des directions aussi variées que celles d'Edward Higginbottom (12 juin, 17 h 30, chapelle royale), Jean-Claude Malgoire (12 juin, 21 heures, chapelle royale) et Christophe Colin (13 juin, 17 h 30, chapelle royale).

RENAUD MACHART

► Versailles, opéra et chapelle du château, tél. : 39-02-30-00.

MOTOCYCLISME

Cagiva 350 W12 : le passe-partout rustique

La circulation en ville présente-t-elle tant d'obstacles qu'il soit devenu nécessaire d'emprunter des engins tout terrain pour s'y faufiler? C'est la question que l'on peut se poser en voyant proliférer les motos de cross ou de trial dans les rues des cités modernes.

La plupart de celles-ci cachent cependant sous de larges guidons, des suspensions surdimensionnées et des échappements relevés, de paisibles machines qui seraient bien en peine de quitter un chemin de terre pour franchir une quelconque difficulté. Une épreuve qui ne fait pas peur à la W12, la dernière-née de la gamme Cagiva, la marque italienne des frères Castiglioni. Ces amoureux de la moto sont en train de constituer un groupe, avec les marques Cagiva, Ducati et Husvarna, capable de faire face à la puissance et au savoir-faire japonais.

Le gros monocylindre quatre-temps de 350 centimètres cubes de la Cagiva W12 lui donne un couple impressionnant qui permet d'arracher la machine devant un obstacle. La boîte de vitesses, aux premiers rapports très courts, est étudiée pour les passages particulièrement difficiles. Aucun doute là-dessus, la W12 ne doit pas être ridicule dans une compétition d'enduro, et a fortiori pour une promenade en toute liberté sur un des rares sentiers où les motos sont encore tolérées.

Mais les qualités de la machine dans le tout-terrain, et en particulier son poids de 152 kilos, se font un peu oublier dans la circulation urbaine. Elles laissent alors la place à une multitude de petits défauts. Ils peuvent cependant être facilement corrigés, si on ne veut pas rester sur une fâcheuse impression d'inconfort.

Une fois habitués au très large guidon; qui a le mérite de passer au-dessus des rebroussements des automobiles, il faut apprendre à glisser l'impressionnante fourche avant dans le flot de la circulation que l'on domine d'une hauteur importante. A

moins de rester en appui sur les repose-pieds comme un vrai «trialiste», on doit, soit s'habituer à la selle étroite et très ferme, soit en changer rapidement la mousse. Même chose pour le sélecteur de vitesses, conçu pour affronter les chocs, mais redoutablement abrasif pour les chaussures de ville.

Ces aménagements réalisés, il faut savoir que, même équipée de pneus mixtes, la W12 n'offrira jamais tout l'équipement d'une machine conçue pour la ville et la route. L'instrumentation est réduite au minimum, et le starter difficile à atteindre. L'éclairage est anémique, les signaux trop discrets et le freinage demande à être soigneusement réglé pour être efficace. Par contre, l'autonomie de 300 kilomètres est inhabituellement importante pour ce type de machine. Autre détail qui n'est pas sans importance dans la suture et en ville, la Cagiva W12 est non polluante grâce à son pot catalytique.

Son caractère rustique est le résultat d'un compromis entre la possibilité de s'initier à la véritable moto tout terrain, et celle d'utiliser la machine dans ses trajets quotidiens. Une double utilisation qui attirera bien des jeunes, séduits par un prix concurrentiel et la réputation de robustesse de cette nouvelle moto.

La Cagiva W12 est en effet l'évolution du modèle qui vient d'être choisi par l'armée française pour équiper ses troupes. La compétition pour obtenir ce marché, important par la quantité (1 450 exemplaires à livrer), mais aussi symbolique quand on connaît les contraintes imposées aux modèles, est un gage de fiabilité. Même si le choix, fait au détriment d'une marque japonaise, peut s'expliquer par la «préférence européenne», Cagiva s'enorgueillit avec raison de présenter un modèle qui s'affronte avec succès les sauteries du Goliath.

CHRISTOPHE DE CHENAY

► Cagiva 350 W12. Prix clés en main : 28 300 francs.

CARNET DU Monde

Décès

— Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Georges CARMIER,

survenu à Paris, à l'âge de soixante-deux ans.

Les obsèques religieuses auront lieu jeudi 10 juin 1993, à 14 heures, en l'église Saint-Paul, rue Saint-Antoine, Paris-4.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— La personne du lycée Montaigne a la douleur de faire part du décès de

M. Simon DOUGLAS,

survécu.

— Le président et le conseil d'administration de l'université René-Descartes-Paris-V.

Le vice-président du groupe des sciences humaines.

Le directeur et le conseil de l'UFR de linguistique générale et appliquée.

Ses collègues, ont la tristesse d'annoncer le décès de

M^{me} le professeur

Danièle FRANÇOIS-GEIGER,

survécue le mercredi 2 juin 1993.

— Gilles Grunspan, Elisabeth Bienfait et leurs fils :

M. et M^{me} Jean-Jacques Hatt, M. et M^{me} Pierre Hatt,

M. et M^{me} Jean-Noël Hatt, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Claude GRUNSPAN-SENS, médecin psychiatre,

survécue le jeudi 4 juin 1993.

Le levée du corps aura lieu le vendredi 11 juin, à 13 h 15, à l'amphithéâtre de l'hôpital Lariboisière, 41, boulevard de la Chapelle, Paris-10.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à Terre des hommes.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Neuillonniers-en-Brie (Seine-et-Marne), où l'on se réunira à 15 heures.

Elle reposera auprès de son frère.

4, villa Blaquy, 75013 Paris.

— Nicolas Heyum, son fils,

Monica Heyum, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean HEYUM,

survécue le 22 mai 1993, à Arpajon.

Enfant Ahgrena väg 3, S-112 20 Stockholm (Suède).

Le frère Philippe LARÈRE, o.p.

est entré dans la paix du Seigneur, le 8 juin 1993, dans sa soixante-quatrième année, la quarante-septième de sa profession dominicaine, la quarante-troisième de son ordination presbytérale.

L'inhumation sera célébrée au cimetière de Saint-Jacques, 20, rue des Tanneurs, Paris-13^e, le vendredi 11 juin, à 10 h 30.

De la part Du frère Eric de Clermont-Tonnerre, prieur provincial,

du prieur et des frères du couvent Saint-Jacques,

De M. et M^{me} Didier Larère et leurs enfants,

De sa famille, Et de ses amis.

— M^{me} Jean Mazère, son épouse,

Ses enfants, Ses petits-enfants,

Et son neveu, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean MAZÈRE,

survécue le 23 mai 1993, à Paris, dans sa soixante-dix-huitième année.

L'inhumation a eu lieu au cimetière du Père-Lachaise, Paris-20^e, dans la plus stricte intimité.

51, rue de Boudinville, Paris-19.

— Les familles, Sonnet, Teissier, Pons et Delage,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean SONNET,

chevalier de la Légion d'honneur, administrateur civil de l'État,

survécue le 8 juin 1993.

Le service religieux sera célébré le vendredi 11 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-François-d'Assise, 9, rue de la Mouzaite, Paris-19.

— Pierre Touya, son fils,

Françoise Labes, sa belle-fille,

font part du décès de

Armand TOUYA,

officier d'administration, chevalier de la Légion d'honneur, AST Bilton 1926.

11-15, rue de Fontainebleau, 75020 Paris.

— Mgr François Saint-Macary, évêque de Nice, MM. les vicaires généraux, Le président et les membres du chapitre cathédral, Les chanoines, Les religieux et religieuses, Les laïcs du diocèse, Les Petites Sœurs des pauvres, Les résidents et le personnel de «Ma Maison», La maison épiscopale, Ses amis, font part du décès de

Mgr Jean MOUISSET,

évêque émérite de Nice, ancien évêque de l'École polytechnique, officier de la Légion d'honneur,

survécue à Nice, le 4 juin 1993, dans sa quatre-vingt-quatrième année, la trente et unième de son épiscopat et la quarante-troisième de son presbytérat.

Les funérailles auront lieu en la cathédrale Saint-Réparate (Vieux-Nice), le jeudi 10 juin, à 10 heures.

L'inhumation se fera dans l'intimité, au caveau des évêques.

Ni fleurs ni couronnes.

Des prières.

Plus le 23 avril 1908 à Sète (Hérault), Jean Moussier a fait son entrée au lycée de Nîmes et est entré, en 1928, à l'École polytechnique. Capitaine en 1930, il a fait en 1940 la campagne de Belgique. Entré au ministère de l'Intérieur en 1944, il participe aux combats des derniers mois de guerre. Officier d'ordonnance en 1949, Jean Moussier a été ministre de l'Intérieur, puis est devenu en 1964 directeur de l'enseignement religieux du diocèse de Marseille. Nommé évêque coadjuteur de Nice en 1962, il participe au concile Vatican II et succède le 10 août 1963 à Mgr Ruffini comme évêque de Nice en 1963. Il se retire en 1984 chez les Petites Sœurs des pauvres de Nice.

— Raymond, Jean-Philippe et Valérie Ann Schulman,

ont la grande tristesse d'annoncer le décès, le 2 juin 1993, de

Monique SCHULMAN,

née de Villeneuve de Brégnot.

Selon sa volonté, les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Un service sera célébré pour elle à 16 h 30, le 17 juin, en l'église Saint-Philippe-de-Roule, 154, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— A la suite du décès de

Berthold GOLDMAN,

survécue le 28 avril 1993, à Paris, dans sa soixante et une année, nous prions son épouse et son fils d'exprimer leur plus vive reconnaissance pour les innombrables témoignages de sympathie et d'affection qu'ils ont reçus et qui les ont profondément touchés.

Anniversaires

— Depuis le 10 juin 1988,

Emrique PEYCERÉ

n'est plus là pour nous donner chaleur et tendresse, pour partager avec nous son amour de la vie et sa sensibilité à toute épreuve.

— Il y a vingt ans, le 10 juin 1973,

Jean-François SERANNE,

ingénieur navigateur,

sous a quitté.

Que ceux qui l'ont connu se souviennent.

Nominations

— Agroalimentaire,

Groupe Artal,

François CUKIERMAN,

François Cukierman rejoint le groupe Artal en tant que directeur général d'Arta Europe aux côtés de Jean-Pierre Millet. Le groupe est présent dans le domaine du pain de mie et de la pâtisserie viennoise industrielle en Europe et devient également la biscuiterie Poult et Droyon et, conjointement à Pepsico, l'activité Spiza 30-Pizza Hut France.

François Cukierman, trente-cinq ans, ingénieur des Ponts et Chaussées et diplômé de l'INSEAD, est entré au Boston Consulting Group en 1983. Il était directeur associé au bureau de Paris du BCG depuis 1990, où il avait notamment la responsabilité de l'activité biens de grande consommation et distribution pour la France.

Rectificatif. — Contrairement à ce qu'indiquait le titre de l'article consacré à la mort de M^{me} Shibata (le Monde du 9 juin), celle-ci, distributrice et programmatrice, n'a jamais été directrice de la cinémathèque de Tokyo, fonction occupée par sa mère, M^{me} Kawakita.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 100 F

Abonnés et actionnaires 90 F

Communiqués divers 105 F

Thèses étudiants 60 F

EN BREF

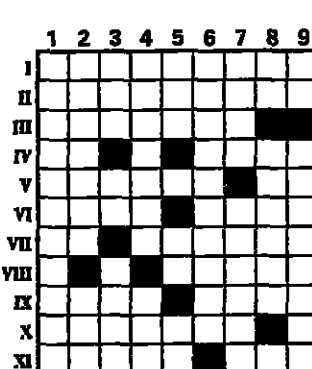
□ Concerts de musique religieuse. — Le groupe Musicanti, chœur et orchestre, direction Michael Stoddart, propose deux concerts de musique religieuse à Paris, avec, au programme, la *Missa solenne* de Haydn, le mardi 15 juin, à 20 h 45, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-La Salle, 9, rue du Docteur-Roux, 15^e, entrée libre, participation au profit de l'association Talitha Koum, association d'aide pour les jeunes filles trisomiques; le mercredi 16, à 20 h 45, en l'église Saint-Philippe-du-Roule, 154, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 8, au profit de l'association Bernard et Philippe Lalay, externat médico-pédagogique pour enfants handicapés mentaux.

□ Le prix Prince Pierre de Monaco à Paul Guimard. — Le prix Prince Pierre de Monaco a été attribué mardi 8 juin à l'écrivain Paul Guimard pour l'ensemble de son œuvre. Né en 1921, Paul Guimard a notamment obtenu le prix Interallié en 1957 pour son roman *Rue du Havre* (Denoël) puis le prix des Libraires en 1968 pour *Les Choses de la vie* (Denoël). Il a été chargé de mission à la présidence de la République en 1981 et 1982.

□ Palmars du Festival d'Annecy. — Le Festival international du film d'animation s'est tenu à Annecy du 2 au 6 juin. Le jury a récompensé du Grand Prix du film d'animation le *Fléuve aux grandes eaux*, de Frédéric Back (Canada); du Prix spécial du jury le *Village*, Mark Baker (Grande-Bretagne). Le Premier Prix du court-métrage de fiction a été attribué ex-aequo à *The Dream of a Ridiculous Man*, d'Alexander Petrov (Russie) et *The Sandman* de Colin Barry, Paul Berry et Jan Mackinnon (Grande-Bretagne). Le Prix de la première œuvre est allé à *Little Wolf*, d'An Vrombaul (Grande-Bretagne), celui du long métrage à *Porco Rosso*, d'Hayao Miyazaki (Japon), celui du film de commande et de télévision est partagé entre *Father Christmas*, de Dave Unwin (Grande-Bretagne) et *Joe's Apartment*, de John Pysan (Etats-Unis). Le public a, quant à lui, couronné *Adam*, de Peter Lord (Grande-Bretagne).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6058



HORIZONTALEMENT

I. Qu'on aurait tort de siffler.
II. Une importante relation.
III. Très condamnable quand elle est raffinée.
IV. Autrefois, il était souvent sur les dents. Dans une locution adverbiale.
V. De censure, pour une mise en cause. Pronom.
VI. Peut être considéré comme mort quand il a le flanc ouvert. Adverbe qui vaut mieux qu'un autre.
VII. Préposition. Ce que ne doit pas devenir un chanteur.
VIII. Sortent quand on se déboutonne.
IX. Une menace pour les reins. Patrie de philosophes.
X. Somme qu'on doit à un médecin.
XI. Quand ils

sont perdus, sont difficiles à gagner. Cri qui peut amener des poursuites.

VERTICALEMENT

I. A qui il ne faut accorder aucun crédit.
II. Sa mangent parfois chance. Un repère pour le goiffeur.
III. Une fille devenue belle. Pronom.
IV. Doit être enrichi pour servir de combustible. Pièce ancienne.
V. Éléments d'un cintré. Fleuve. Plut au berger.
VI. Qui veulent à ne rien perdre.
VII. Peut être voulu par un ami anonyme. Animaux.
VIII. Quartier de Lorient. Quelque chose de bétail.
IX. Préposition. Supplémentaires.
Solution du problème n° 6057

Horizontalement
I. Collision. II. Océan. III. Nettement. IV. Ci. Off. V. Icare. VI. Lu. Ingénu. VII. Illégaux. VIII. At. Ardue. IX. N.E. Age. Va. X. Tuile. Peu. XI. Ernée. O.S.

VERTICALEMENT

1. Conciliants. 2. Oléiculteur. 3. Let. In. 4. Loterie. Ale. 5. Ide. Engagée. 6. Sumo. Gare. 7. Isfeld. Pô. 8. N.F. (nouveau franc). Neuves. 9. Net. Musée.

GUY BROUTY

PARIS EN VISITES

JEUDI 10 JUIN

«Moufflard, ancien bourg Saint-Médard, son église et l'hôtel Scipion Sardin», 10 h 30, devant l'église Saint-Médard Paris, capitale historique.

«Mobilier dix-huitième siècle du Musée Cognac-Jay», 14 h 20, métro Saint-Paul (Art et Histoire).

«Tombeaux célèbres du cimetière du Père-Lachaise», 14 h 30, entrée principale, boulevard de Ménilmontant (P.-V. Jaslet).

«Coins charmants de l'Île Saint-Louis», 14 h 30, métro Sully-Morland (Paris pittoresque et insolite).

«Hôtels du Marais spécialement ornés. Passages, ruelles insolites, jardins, plafonds et escaliers incroyables», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Régénération du passé).

«Le couvent des Capucins du Marais et les hôtels d'Hozier et de Séilly», 15 heures, à l'angle de la rue du Perche et de la rue Charlot (D. Bouchard).

«Le couvent des Carmes et ses dômes», 15 heures, 70, rue de Valenciennes (R. Rojon-Kern).

«Exposition : Miyabi, l'art courtisane du Japon ancien», 15 heures, entrée du Musée Guimet, 6, place d'Iéna (Paris et son histoire).

«La Sorbonne et l'histoire de l'université», 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Tourisme culturel).

«Hôtels et église de l'Île Saint-Louis», 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Régénération du passé).

«Le couvent des Capucins du Marais et les hôtels d'Hozier et de Séilly», 15 heures, à l'angle de la rue du Perche et de la rue Charlot (D. Bouchard).

«Le couvent des Carmes et ses dômes», 15 heures, 70, rue de Valenciennes (R. Rojon-Kern).

«Exposition : Miyabi, l'art courtisane du Japon ancien», 15 heures, entrée du Musée Guimet, 6, place d'Iéna (Paris et son histoire).

«La Sorbonne et l'histoire de l'université», 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Tourisme culturel).

«Hôtels et église de l'Île Saint-Louis», 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Régénération du passé).

«Le couvent des Capucins du Marais et les hôtels d'Hozier et de Séilly», 15 heures, à l'angle de la rue du Perche et de la rue Charlot (D. Bouchard).

«Le couvent des Carmes et ses dômes», 15 heures, 70, rue de Valenciennes (R. Rojon-Kern).

«Exposition : Miyabi, l'art courtisane du Japon ancien», 15 heures, entrée du Musée Guimet, 6, place d'Iéna (Paris et son histoire).

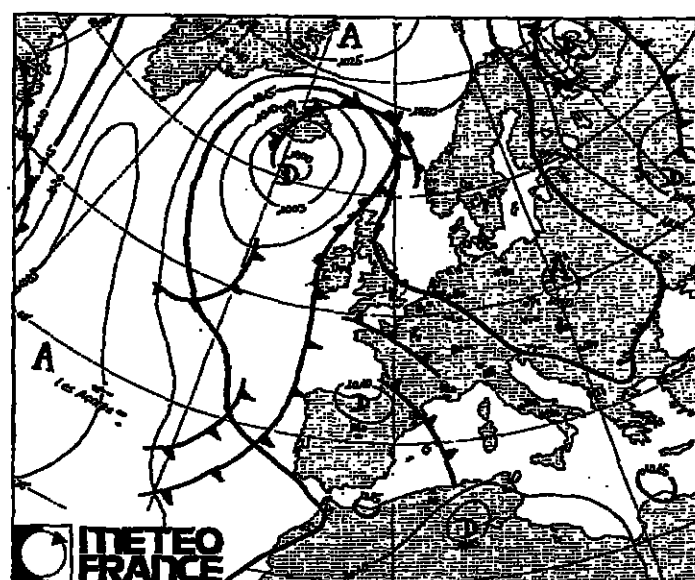
«La Sorbonne et l'histoire de l'université», 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Tourisme culturel).

«Hôtels et église de l'Île Saint-Louis», 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Régénération du passé).

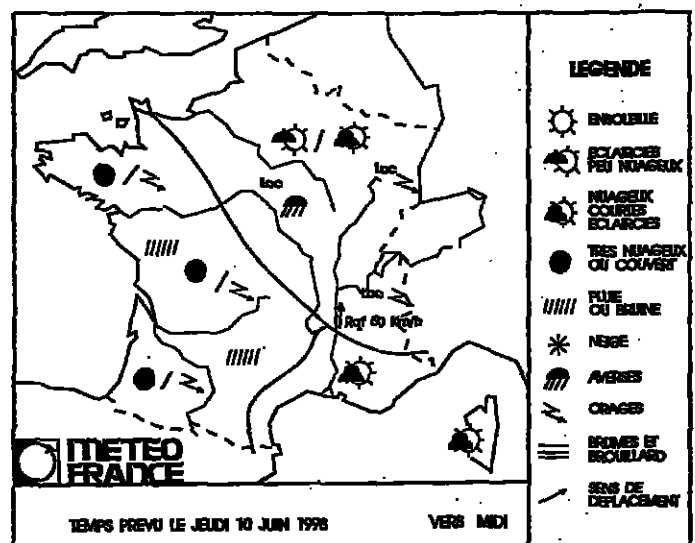
«Le couvent des Capucins du Marais et les hôtels d'Hozier et

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 9 JUIN À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 10 JUIN 1993



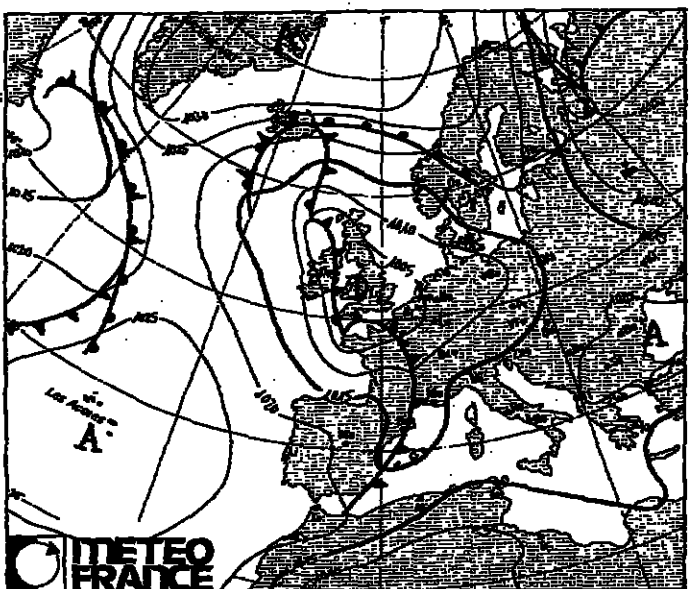
Judi : pluies orageuses sur tout le pays. - Nuages pluvieux et orages concernent la quasi-totalité de la France : sur les régions de l'ouest, les pluies et les orages se produiront tout au long de la journée. Les orages les plus forts se déclencheront au sud de la Loire, avec pluies marquées, risque de grêle et fortes rafales de vent. Le thermomètre sera à la baisse l'après-midi.

Sur le quart nord-est du pays, après les ondées de la nuit, les orages reprendront dans l'après-midi et le soir. Il fera encore lourd. Les rafales de sud atteindront 60-70 km/h dans la vallée

du Rhône. En Méditerranée, le ciel sera nuageux également. Pluies et orages gagneront le Languedoc-Roussillon en fin de journée, mais de la Provence aux Alpes et à la Corse, ils resteront ponctuels.

Les températures seront en baisse : les minimales seront comprises entre 14 degrés et 18 degrés. Les maximales ne dépasseront guère 18 degrés à 20 degrés sur le littoral de la Manche ; il fera souvent 21 degrés à 24 degrés sur la moitié ouest du pays, et entre 25 degrés et 28 degrés sur la façade est.

PRÉVISIONS POUR LE 11 JUIN 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 09-6-1993 à 18 heures TUC et le 09-6-1993 à 6 heures TUC

FRANCE	STRASBOURG	MADRID
ALGER 21 16 N	29 15 D	22 14 N
BABY 26 19 N	29 15 C	20 15 D
BORDAUX 20 17 N	29 17 C	24 15 C
BRESE 20 17 C		20 15 D
CAEN 20 17 C		20 15 D
CHERBOURG 20 17 C		20 15 D
CLERMONT-FR. 20 17 C		20 15 D
DIJON 20 17 C		20 15 D
LYON 20 17 C		20 15 D
MARSEILLE 20 17 C		20 15 D
NANCY 20 17 C		20 15 D
NICE 20 17 C		20 15 D
PARIS-MONT. 20 17 C		20 15 D
PARIS 20 17 C		20 15 D
POitiers 20 17 C		20 15 D
RENNES 20 17 C		20 15 D
ST-ETIENNE 20 17 C		20 15 D
STRASBOURG 20 17 C		20 15 D
TOULOUSE 20 17 C		20 15 D
TUNIS 20 17 C		20 15 D
VAL D'AISNE 20 17 C		20 15 D
VERMOREL 20 17 C		20 15 D
YVERDON 20 17 C		20 15 D

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Le Monde • Jeudi 10 juin 1993 • 27

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Assoiffés de lumière

ÉTRANGE assassin, qui parut d'abord fabrique et désambré comme un gros gagnant du loto. Dans cette minuscule chambre d'hôtel si peu destinée à héberger l'histoire, devant la caméra qui ronronnait, sournoise, devant ces journalistes qui griffonnaient aussi fiévreusement que dans les films ou dans ses rêves, Christian Didier semblait avoir enfin décroché le rôle de sa vie. « Le message, le voici... » Il s'empara d'une feuille, chaussa en trébuchant ses lunettes. Enfin il occupait le centre de ce tourbillon frénétique et chatoyant, de ce cercle magique qui l'avait si longtemps exclu, l'actualité. Cette fois, il n'avait pas dû

forcer les portes des Césars ou de chez Sabatier. Un simple coup de fil, et la presse était accourue. Aujourd'hui, il était l'actualité.

Mais il sait que les minutes lui sont comptées. Déjà dans l'escalier grince le pas hésitant des policiers. Si peu de temps pour tout dire, se libérer de tous ces mots qui lui encombrant la tête ! Alors il bafouille, tout se bouscule. Il explique, rectifie, remplace les choses dans leur contexte, s'étourdit. Il montre le sac qui contient l'arme, mais se garde de l'ouvrir : « Je ne veux pas faire du voyeurisme. » Assassin convenable, il sait qu'il est mal élevé, à la télévision, de paraître « faire du voyeurisme ». Et la caméra ne rate pas une miette : l'assassin de Bousquet dans la rue, dans l'escalier, bégayant, défilant sur le soleil, la lune, la cellule de Jean Moulin, la spiritualité, n'importe quoi. Tout est bon. Tout est « document », comme affirmera plus tard Gérard Carreyrou.

TF 1 devait-elle ouvrir largement son antenne à cet assassin, presque sympathique, mais assassin tout de même, au risque de tenter mille autres fous, prêts à tout pour cinq minutes magiques de célébrité ? Vaine question. Par sa logique, par ses gènes, TF 1 est poussée à devenir la cible consentante de ces assoiffés de lumière. Erick Schmitt le savait bien, qui avait exigé de

rencontrer « un journaliste de TF 1 ». Mille raisons, honteuses ou pitoyables, mille moyens - assassiner Bousquet, prendre des enfants en otage, lancer une tarte à la crème, traîner avec soi un enfant agonisant - mais un seul but : forcer l'attention. Si un jour quelque forcené, en échange de la vie d'enfants par exemple, demandait à passer en direct, alors « non, non, non », il ne faudrait pas céder, martela Gérard Carreyrou, avec autant de résolution que Christian Didier refusant le « voyeurisme ». Mais par cette énergie tartarivée, qui d'autre chercherait à convaincre que lui-même ?

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 9 juin

TF 1

- 20.50 Variétés : Sacré soirée. Émission présentée par Jean-Pierre Foucault. Hommage à Ray Ventura.
22.45 Magazine : 52 sur la Une. De Jean Bertolino. Superficie, de Jean-Luc Blain et Dominique Siniarsky.
23.45 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
0.45 TF 1 nuit.

FRANCE 2

- 20.40 Sport : Football. Match de barrage de 1^{re} et 2^e division : Cannes-Vitrolles. A 20.45, coup d'envoi ; A 21.30, M-temps. Journal des courses et Météo ; A 21.45, 2^e mi-temps.
22.35 Première Égée. Mafias russes, documentaire de Michel Hancourt et Jean-François Benignaud. Trafics, corruption, racket dans l'ex-Union soviétique.
23.35 Journal et Météo.
23.55 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.

FRANCE 3

- 20.45 ► La Marche du siècle. Magazine présenté par Jean-Marie Cavada. Que deviendront-ils ? 1983-1993, dix années pour devenir adultes : Philippe, Valérie, Franck, Jérôme, Ingrid et Florent, filmés depuis dix ans par Michel Fresnel ; Hélène Dolebecq, journaliste, co-auteur de la série ; Olivier Morin, directeur de la revue Esprit, auteur de La Peur du vide.
22.25 Journal et Météo.
23.00 Mercredi chez vous. Programme des télévisions régionales.

CANAL PLUS

- 21.00 Cinéma : China Girl. ■ Film américain d'Abel Ferrara (1987).
22.25 Flash d'informations.
22.30 Cinéma : Ville à vendre. ■ Film français de Jean-Pierre Mocky (1991).
0.15 Cinéma : La Nuit du chasseur. ■■ Film américain de Charles Laughton (1985) (v.o.).

ARTE

- 20.40 Musica : Bill T. Jones and Company. Documentaire de Misha Sorel. Portrait du danseur et chorégraphe noir américain suivi d'un ballet interprété par sa troupe.
21.40 Danse : The Mother of Three Sons. Chorégraphie : Bill T. Jones ; musique : Leroy Jenkins ; réalisation : Thomas Klees.
23.10 Documentaire : Prostitution. De Mirielle Dumas. 3. La maman du trottoir. Elle a renoncé à la prostitution pour rééduquer ses enfants et vit désormais dans une communauté religieuse.
0.05 Cinéma d'animation : Snark. En harmonie avec la montagne et l'eau, de Te Wei.
M 6
20.45 Téléfilm : RSPV. De Paul Barzman.
22.30 Téléfilm : L'Enfer du vice. De Metzger Alan.
0.05 Magazine : Vénus.
0.35 Six minutes première heure.
0.45 Magazine : Ecolo 6.
0.50 Magazine : Noubia.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Antipodes.
21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Mémoires magnétiques d'Hubert Reeves (fin).
22.40 Les Nuits magnétiques. Sept jours et six nuits, ou le temps d'un retour au pays natal (2).
0.05 Du jour au lendemain. Avec Bernard Stéphan (le Rire des dieux).
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 13 septembre à la Chapelle royale de Versailles) : Motets à la Vierge, Le Cantique des cantiques, Motets pour le temps de la Passion et de Pâques, Motets pour la Pentecôte, Vierge de Sainte-Cécile, Motet pour la Nativité, de Dumont, par le Récitair Consort de Bruxelles.
21.50 Concert (donné le 31 août 1992 lors du Festival annuel de Paris, 2^e partie) : New York, melting-pot, un portrait musical de New-York, par Jean-François Zygel, Astor Piazzolla, Susann Belling, Sonja Wieder-Atherton.
23.09 Ainsi la nuit. Quatuor pour piano et cordes n° 1 en ut mineur op. 15, de Fauré ; Sonate pour violoncelle et piano, op. 4, de Kodaly ; Concert pour violon, piano et quatuor à cordes en ré majeur op. 21, de Chausson.
0.33 L'Heure bleue. Tendances hexagonales, par Xavier Prévost. Le concert : le groupe Correspondance du saxophoniste et hautboïste Daniel Beausseur. La rétrospective Jeff Gerson, compositeur, chef d'orchestre et pianiste.

Jeudi 10 juin

TF 1

- 15.20 Série : Hawaii, police d'État.
16.20 Série : Une famille en or.
16.45 Club Docteur.
17.50 Série : La Miel et les Abeilles.
18.20 Série : Héloïse et les garçons.
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous ! Invité : Marine Delterme.
19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 0.25).
20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.50 Série : Van Lo, le fils de Marseille. De Claude Berro.
22.25 Sport : Football. Match amical : France A-Colombie, en direct de Fort-de-France ; à 22.30, Coup d'envoi ; à 23.15, M-temps ; à 23.30, 2^e mi-temps.
0.30 Journal et Météo.

FRANCE 2

- 15.35 Variétés : La Chance aux chansons. Émission présentée par Pascal Sevran. Au soleil de l'opéra.
16.25 Jeu : Des chiffres et des lettres.
18.45 Magazine : Giga.
18.30 Série : L'Équipée du Poney Express.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus. Animé par Nagui.
20.00 Journal, Météo et courses et Météo.
20.50 Magazine : Envoyé spécial. Spécial sciences. Octobre rouge : Le goût du futur.
22.30 Série : Un privé nommé Stryker. Un jour de retard, de Nick McClan.
0.05 Journal et Météo.
0.25 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.

FRANCE 3

- 15.50 Série : La croisière s'amuse.
16.40 Magazine : Zapper n'est pas jouer. Invité : Amélie Lier, Yves Simon.
18.00 Magazine : Une pêche d'enfer. Invité : Indre.
18.25 Jeu : Questions pour un champion. Verbeur, 1987-1988, de Jacques Attali.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.21, le journal de la région.
20.05 Jeu : Hugoball (et à 20.40).
20.15 Divertissement : La Classe.
20.45 Cinéma : Comme un torrent. ■■ Film américain de Vincente Minnelli (1958).
23.05 Journal et Météo.
23.35 Magazine : Pégase. À l'occasion du Salon du Bourget.

CANAL PLUS

- 15.45 Cinéma : Toutes peines confondues. ■■ Film français de Michel Deville (1991).
17.30 Sport : Basket-ball américain. Résumé du 1^{er} match de finale de la NBA.
18.00 Canaille peluche. En clair jusqu'à 20.35.
18.30 Ça cartoon.
18.50 Le Top.
19.20 Série : Tam-tam.
19.22 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Cinéma : L'Homme de ma vie. ■ Film français de Jean-Charles Tacchella (1992).
22.10 Flash d'informations.
22.10 Cinéma : Thelma et Louise. ■■ Film américain de Ridley Scott (1991) (v.o.).
0.25 Cinéma : Akira. ■ Film d'animation japonais de Katsuhiro Ohtomo (1988).

ARTE

- 17.00 Danse : Sur le câble jusqu'à 19.00.
18.30 Court métrage : Céléni remoulade. De Jean-Pierre Bazzotti (rediff.).
19.00 Magazine : Rencontre. Caroline Simonds/Yannick Noah.
19.30 Documentaire : Le Triangle de la mort. De Jerzy Siedkowski.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique : Faux et images de faux. Soirée proposée par François Niny et Alain Jaubert.
20.45 Si la télé le dit c'est que c'est vrai. Télé-montage de François Niny.
21.00 Cinéma : La Femme au portrait. ■■ Film américain de Fritz Lang (1944). Avec Edward G. Robinson, Joan Bennett, Raymond Massey (v.o.).
22.35 Documentaire : L'Effet Koulechev. De François Niny.
23.05 Reportage : Vendre la guerre. De Neil Docherty.
23.30 Documentaire : La Disparition. Montage d'Alain Jaubert.
23.40 Documentaire :

Les Leures de dame Nature.

- De François Niny.
23.50 Court métrage : L'Ambassade. De Chris Marker.
0.10 Documentaire : Zeri, le coup d'œil de l'expert. D'Alain Jaubert.
0.30 Cinéma d'animation : Snark. M, de Claudia Semper Soto.

M 6

- 14.15 Magazine : Destination musique. Mylène Fierres.
17.00 Variétés : Multitop.
17.30 Série : Les Aventures de Tintin. Le Sceptre d'Ottokar (2^e partie).
18.00 Série : L'Homme de fer.
19.00 Série : Les Rues de San-Francisco.
19.54 Six minutes d'informations. Météo.
20.00 Série : Cosby Show.
20.35 Météo 6.
20.45 Cinéma : Outsiders. ■■ Film américain de Francis Ford Coppola (1983).
22.30 Téléfilm : L'invasion des cocons. De Fred Olan Ray.
0.00 Informations : Six minutes première heure.
0.10 Magazine : Culture rock. La saga des monstres du hard rock.
0.35 Magazine : Fréquentstar.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Dramatique. En attendant le gibet, de Paul Chénouvier.
21.30 Profils perdus. Eugène Claudius-Petit.
22.40 Les Nuits magnétiques. Sept jours et six nuits, ou le temps d'un retour au pays natal (3).
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.
FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (donné le 13 septembre lors du Festival de Montreux) : Wessendonck Lieder (Der Engel, Stehe still, Im Traubhaus, Schmerzen, Traume), de Wagner ; Les Crépuscules de Prométhée, ballet op. 43, de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de la radio de Bâle.
23.09 Ainsi la nuit. Sonate pour violon et piano op. 36, de Paganini ; Romance pour flûte et piano, de Honegger ; Sonate pour violon et piano n° 2 en la majeur op. 94 bis, de Prokofiev ; Petite suite pour deux flûtes et piano, de Honegger ; Quatuor à cordes op. 35, de Chausson.
0.33 L'Heure bleue.

Les réactions après l'assassinat de René Bousquet

Serge Klarsfeld entre soulagement et frustration

Ce soir-là, Serge Klarsfeld et Annette Zaidman avaient veillé très tard. Il s'agissait pour eux de « boucler » l'ouvrage de 1 264 pages entrepris par l'avocat depuis plusieurs années : le calendrier de la persécution des Juifs en France — et d'arrêter le choix des tableaux, sommaires, notices et photos. Une tâche ardue, une délivrance aussi. Et Serge Klarsfeld, président de l'Association des fils et filles des déportés Juifs de France, se sentait finalement optimiste : « La livre se termine et Bousquet, cette fois, devrait être jugé rapidement. Les choses avancent », dit-il à sa collaboratrice, en évoquant une lettre d'information reçue le matin même de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris.

Et parmi les quelques photos classées dans la rubrique « Les FFJF n'oublient pas », il retrace un cliché pris lors d'une manifestation au numéro 34 de l'avenue Raphaël, sous les fenêtres étagées de René Bousquet : des banderoles y sont déployées et les visages sont tournés vers le système d'égout de l'immeuble où se terre l'ancien chef de la police vichyssoise. « Quand aura eu lieu le procès Bousquet, la boucle sera presque bouclée », pense Annette Zaidman en tapant sur son ordinateur jusqu'à 3 heures du matin. Le matin du mardi 8 juin.

Quelques heures plus tard, Serge Klarsfeld apprend l'assassinat de celui qu'il traquait depuis

si longtemps et dont il voulait le procès exemplaire. « Je me suis d'abord demandé qui avait pu commettre le crime. Et j'ai eu peur qu'un enfant de déporté ait voulu se venger. Quel choc c'est été ! Un choc toujours possible et toujours évité : « J'ai souvent dû déamorcer des colères, des mouvements de haine ou de désespoir. Dans les années 70, quelques velléités révalant de tuer eux-mêmes les Allemands impliqués dans la solution finale. Alors j'expliquais combien notre démarche reposait sur la mémoire, la justice, nullement sur la vengeance. Les gens ont-ils compris ? Sans doute savent-ils surtout que, dans les pays démocratiques, le procès public est le seul objectif qui vaille. »

Chez Serge Klarsfeld, ce mardi après-midi, le téléphone ne cesse de sonner. Les radios ont appelé, la télévision va débiter, des journalistes étrangers tentent de le joindre. N'était-il pas le pourfendeur de Bousquet ? Celui qui l'a traqué, poursuivi, attaqué, contraint de démissionner de toutes ses responsabilités entre 1978 et 1979 ? Et ne lui a-t-on pas voté ainsi un procès attendu, préparé de longue date ?

L'avocat sourit doucement. « Pourquoi le nier ? Ce que j'éprouve aujourd'hui, c'est avant tout du soulagement. Et tant pis si cela va à l'encontre des intérêts de la cause ! Je ne peux pas sou-

haiter la vie de ces gens-là. C'est plus fort que moi. » Il n'a jamais rencontré René Bousquet. C'est pour lui une règle absolue : « Je ne veux avoir aucun contact personnel avec ceux que je poursuis. C'est impossible. Je me construis des collères. Je ne veux rien savoir de leur personnalité, par crainte peut-être de les découvrir assez proches, culturellement, de moi. Je m'obstine à ne m'intéresser qu'à leurs actes, à scruter sur leurs photos les traits des hommes jeunes qu'ils furent pendant la guerre. Seul m'intéressait le Bousquet des années 40, ce Français patriote, imbû du sentiment national, cet homme qui fut l'un des responsables des souffrances des Juifs de France et de la déchéance morale de la France. Le reste ne m'intéresse pas. »

L'affaire est balayée

Serge Klarsfeld va donc reformer le dossier Bousquet. « L'affaire est terminée, balayée ». Des kilos de dossiers vont dégorger quelques-uns des étagères de la bibliothèque du bureau, tandis qu'un petit secrétaire qui croque sous le poids des chemises bordées va redevenir accueillant. L'avocat tourne quelques pages au hasard, tombe sur un long courrier de Bousquet : « Il se défendait avec fougue, cela lui demandait un travail fou ! » Des faits, des dates, un argumentaire très précis, une

série de références aux ouvrages publiés par Serge Klarsfeld... « Il n'y a plus aucun mystère que Bousquet ait importé dans sa tombe. Tous les documents importants ont été mis au jour. L'affaire elle-même a été un formidable levier pédagogique. Ne regrettons rien. Si ce n'est un procès qui aurait été une grande victoire pour la société française. De cela, c'est vrai, nous serons privés. »

Annette Zaidman, secrétaire générale de l'association, rentre tout juste d'une réunion consacrée à la prochaine commémoration de la rafle du Vel d'Hiv. Elle ne partage pas le « soulagement » de Serge Klarsfeld : « Impossible ! Tout ce travail que nous avons fait ! Bousquet était le vrai représentant de Vichy et le vrai procès de Vichy risque de n'être plus jamais fait. Il ne figurera pas dans les manuels scolaires comme le procès de la République. C'est révoltant. Toutefois, Papon ne sera jamais que des subalternes. »

Mardi, Béatrice, l'épouse de Serge Klarsfeld manifestait à Bonn contre le racisme. « La mémoire est un aiguillon précieux pour agir au présent », souligne Annette Zaidman. Et dans le gros livre de l'avocat qui devrait paraître le 9 juillet, elle a, le matin même, procédé à un ultime ajout dans la notice biographique de René Bousquet : « Abattu à Paris le 8 juin 1993. »

ANNICK COJEAN

Le procès civil du meurtre de la petite Céline
L'avocat de la famille Jourdan plaide la responsabilité morale de Richard Roman

La cour d'assises de l'Isère, présidée par Dominique Fourrier, a une nouvelle fois évoqué, mardi 8 juin, l'affaire de Céline Jourdan, petite fille de sept ans violée puis tuée en 1988, à la Motte-du-Caire (Alpes-de-Haute-Provence). Elle statuera le 21 juin sur les éventuels dommages et intérêts à accorder aux parents de la victime, Didier Gentil, condamné le 17 décembre 1992 à la réclusion criminelle à perpétuité, assortie d'une peine de sûreté de vingt-huit ans, a répété au cours des débats que Richard Roman, qui fut acquitté, était l'assassin de la fillette.

GRENOBLE

de notre correspondant

« On a tenté de faire une session de rattrapage », a déclaré devant le tribunal le procureur général Michel Albarède qui occupait le siège du ministère public. Le nouveau défenseur de la famille Jourdan, M. Gilbert Collard, a en effet tenté, sans remettre en question « le verdict intouchable et sacré » de la cour d'assises de l'Isère, de démontrer la « responsabilité morale » de Richard Roman dans le meurtre de Céline. S'appuyant sur les rapports d'expertises psychiatriques qui ont souligné « l'influence considérable » exercée par Richard Roman sur Didier Gentil et « l'imprégnation toxique » du premier sur le second, M. Collard a affirmé que Roman a pu manipuler à sa guise son compagnon et l'a transformé en un « automate » et un « instrument de mort ».

Pour lui, le drame de la Motte-du-Caire est « l'histoire de l'intimité marginale entre deux hommes enfermés dans un univers dissolvant, où l'un exerce un emboîtement sur l'autre (...). Sans Roman, la personnalité criminelle de Gentil n'aurait pas pu éclore. On est responsable quand on agit sur autrui ». Cette accusation proférée par la partie civile l'autorise à réclamer à Richard Roman des réparations pécuniaires d'un mon-

tant qu'elle a estimé à 500 000 francs. A l'issue de sa plaidoirie, M. Collard a déclaré avoir voulu « donner une clef au mystère criminel » de la Motte-du-Caire et être ainsi « allé jusqu'au bout des explications possibles ».

La mère de la victime n'a pas tenu à s'engager sur cette voie. Son avocat a déploré qu'« une fois de plus, dans ce procès interminable, des plaies aient été ravivées ». D'autre part, il s'est interrogé sur l'utilité d'une démarche qui risque d'aboutir « à un second acquittement de Richard Roman ».

Un nouveau « joker »

Les défenseurs de Richard Roman ont dénoncé le « terrorisme intellectuel » d'une des deux parties civiles qui s'obstine à refuser la décision des jurés grenoblois et « continue à diaboliser et à accabler un innocent ». « La thèse de l'influence est un montage à partir de rapports de psychologues hystériques », a souligné M. Alain Molla. Il faut laisser tranquille Roman qui reconstruit aujourd'hui son corps, son âme et sa vie dans une clandestinité indigne.

Didier Gentil, aujourd'hui seul dans la box des accusés, s'est brusquement levé pour clamer son innocence : « C'est Richard qui a tué la petite. » Puis il a proféré des injures à l'encontre de la cour.

Quelques instants plus tard, son avocat plaide en faveur du pourvoi en cassation de son client et il a annoncé qu'il utilisera prochainement un nouveau « joker » pour prouver qu'il n'a pas tué Céline Jourdan. M. Henry Juxamy prétend avoir eu, en effet, connaissance d'une lettre d'un stomatologue marseillais, Robert Sebaou, vacataire à la prison des Baumettes, qui a recueilli les « confidences » de Richard Roman alors détenu dans cet établissement. Ce document adressé au parquet de Grenoble, pendant le procès du mois de décembre 1992, ne fut pas versé au dossier. Le conseil de Didier Gentil a toutefois refusé d'en révéler le contenu.

CLAUDE FRANÇILLON

□ Joseph Sitruk, grand rabbin de France : « Un procès, même posthume, doit s'ouvrir. » — « Un procès même posthume doit s'ouvrir. Cette nouvelle ne nous réjouit pas et il ne faut pas perdre de vue que le peuple juif de souche est le type de peuple à nos ennemis. »

□ Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) : « Personne n'a le droit de se rendre justice lui-même. » — « Personne n'a le droit de se rendre justice soi-même. Je regrette qu'il ne puisse pas y avoir de procès Bousquet, parce que j'attache une immense valeur pédagogique à un procès qui aurait permis

de faire le procès de la collaboration en France. »

□ Pierre Aidenbaum, président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) : « Cet acte a empêché le verdict de la justice. » — La LICRA « regrette que par cet acte soit empêché le verdict de la justice, qui aurait établi la véritable responsabilité de René Bousquet dans la déportation des enfants Juifs de France. »

□ La Ligue des droits de l'homme (LDH) : « Cet assassinat aura pour conséquence d'empêcher que les responsabilités soient établies. » — La LDH « condamne l'assassinat de René Bousquet, qui aura pour pre-

mière conséquence d'empêcher que les responsabilités soient établies et regrette que les lenteurs de la justice aient empêché son jugement. » — « Elle demande, en tout état de cause, qu'en raison de leur intérêt historique, les éléments recueillis au cours de l'information soient versés aux dossiers de l'enquête et de la justice. » — « Les éléments recueillis au cours de l'information sont versés aux dossiers de l'enquête et de la justice. » — « Les éléments recueillis au cours de l'information sont versés aux dossiers de l'enquête et de la justice. »

□ Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) : « S'ils pourront se réjouir des révisions de tous genres. » — « S'ils pourront se réjouir des révisions de tous genres, ils ne pourront pas empêcher la justice de faire son travail. » — « S'ils pourront se réjouir des révisions de tous genres, ils ne pourront pas empêcher la justice de faire son travail. »

□ M. Charles Lihman : « Il fallait qu'une page d'histoire s'écrit par un procès. » — « Je suis personnellement complètement ahuri, a déclaré M. Lihman qui représente l'Association des fils et filles de déportés, partie civile dans le procès Bousquet. René Bousquet aurait comparu dans un délai relativement court. Ce que nous souhaitons, c'est que la vérité de ce temps de l'occupation sorte un petit peu avec les responsabilités qu'on pourrait déplorer. Il fallait qu'une page d'histoire s'écrit par un procès. »

□ M. Joël Nordmann, avocat des parties civiles dans l'affaire Tourvier : « La vengeance est le contraire de la justice. » — « La vengeance est le contraire de la justice. Elle étouffe le débat quand il est possible. La parole reste aux témoins, aux victimes et à l'histoire. »

□ M. Gérard Boulanger, avocat des parties civiles dans le dossier Papon : « On a volé la parole des victimes. » — « C'est une véritable catastrophe pour la démocratie, a souligné M. Boulanger. Aujourd'hui, on s'est substitué à la justice et on a volé la parole des victimes qui voulaient s'exprimer en public dans un procès public. Mais je vois bien les raisons : c'est de la faute de la justice qui a joué avec les nerfs des victimes. Les affaires traitent et on joue sur cette frustration. Les raisons sont internes à la justice mais aussi aux rapports compliqués entre elle et le pouvoir politique. »

□ Pierre Méhaignerie, ministre de la justice : « Je ne peux que condamner un tel acte. » — « La justice devait être rendue. René Bousquet devait très probablement être appelé à bref délai à répondre devant la cour d'assises de Paris de complicité de crimes contre l'humanité. L'instruction était terminée et le parquet allait déposer son réquisitoire définitif devant la chambre d'accusation. Je ne peux que condamner un tel acte. »

□ Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) : « Pas une lettre pour ce bourreau. » — « Bousquet a cessé de vivre. Quoi que l'on pense de cet acte, pas une lettre pour ce bourreau ! Ceux qui s'efforcent aujourd'hui d'atténuer la responsabilité de Bousquet, c'est une insulte à la mémoire de la V République bloquant les procédures judiciaires intentées à cet inhumain symbole de

la collaboration. Au seul profit des nostalgiques d'extrême droite, qui relèvent partout la tête. »

□ Louis Bousquet, frère de René Bousquet. — « Mon frère a eu une conduite honorable et courageuse lorsqu'il était secrétaire général de la police de Vichy », déclare Louis Bousquet sur TF1. Quand il est arrivé au ministère de l'Intérieur, les Allemands arrêtaient les Juifs français ou étrangers sans aucune distinction. Mon frère, à ce moment-là, a voulu s'y opposer, et, dans ces circonstances tragiques, il a fait ce qu'il a pu. Il lui restait le regret douloureux de ne pas avoir fait plus, mais il avait fait véritablement tout son possible. »

ANNICK COJEAN

Pour avoir fourni des produits contaminés

Le centre de transfusion sanguine de Montpellier condamné à indemniser deux hémophiles

MONTPELLIER

de notre correspondant

Le centre régional de transfusion sanguine (CRTS) de Montpellier vient d'être condamné à verser 2,2 millions de francs à deux frères hémophiles dont l'un avait été contaminé par le virus du sida et celui de l'hépatite C, et l'autre par le seul virus de l'hépatite C, ainsi qu'à leur parents.

Dans son délibéré rendu le 2 juin, mais rendu public mardi 8 juin, le tribunal de grande instance de Montpellier se fonde sur l'obligation de délivrance de produits sanguins qui était celle du CRTS et ne distingue pas le virus de l'hépatite C de celui du sida.

Gilles est né en 1964 à Montpellier où il a reçu de nombreuses injections de produits antihémophiliques fournis par le CRTS de la ville. Il a appris en 1985 qu'il était atteint par le virus HIV. Cinq ans plus tard, on lui révèle qu'il est de plus contaminé par celui de l'hépatite C.

Lilian, son frère, est né en 1968. Dès l'âge de quatre ans, son hémophilie est déclarée. Il est alors à son tour fourni en produits sanguins par le CRTS de Montpellier et découvre en 1988 qu'il a lui aussi contracté le virus de l'hépatite C.

Lors de l'audience, le CRTS a plaidé sa responsabilité, considérant qu'il était impossible de rapporter la preuve certaine de l'origine transfusionnelle de la contamination. Son assureur, l'UAP, a fait valoir qu'aucun lien de causalité entre la contamination et une fourniture précise du CRTS n'a pu être mise en évidence.

L'expert nommé a cependant considéré que la contamination des deux frères était « probablement d'origine transfusionnelle, aucune autre source de contami-

nation n'ayant été décelée ». Il a ajouté que « la dissociation des contaminations des deux frères confirmait les réserves sur l'origine et l'usage des produits transfusés ».

En conséquence, le tribunal a estimé qu'il existait « un ensemble de présomptions suffisamment graves, précises et concordantes ».

J. M.

Au conseil des ministres

M. Balladur présente son pacte pour la sécurité en Europe

Au cours du conseil des ministres (vendredi 9 juin), sous la présidence de François Mitterrand, Edouard Balladur a fait une communication sur le projet de pacte pour la sécurité et la stabilité en Europe.

Rendant compte des travaux du conseil, Nicolas Sarkozy, ministre du budget et porte-parole du gouvernement, a expliqué que les travaux préparatoires à ce projet ont été réalisés en « parfaite collaboration » entre le cabinet du président de la République, celui du premier ministre et celui du ministre des affaires étrangères.

Le porte-parole du gouvernement a expliqué que pour le premier ministre la nécessaire protection des minorités pourrait conduire à « des modifications mineures de frontières », celles-ci étant par la suite garanties par le pacte.

M. Balladur n'a pas caché, d'après M. Sarkozy, qu'il s'agit d'une affaire « extrêmement difficile et délicate, mais l'enjeu est celui de la stabilité, de la sécurité,

du respect des minorités et des droits de l'homme en Europe ». Il a ajouté que, à la lumière des événements dans l'ex-Yougoslavie « une personne ne peut douter de l'utilité d'une telle initiative ».

François Léotard a également présenté une communication sur la reconstruction au sein des armées, ce qui a permis à Edouard Balladur de rappeler qu'il avait « soutenu ce plan ». A propos de l'accord sur les oléagineux, le premier ministre a indiqué qu'il était tout à fait séparé de l'accord national sur le GATT et que le gouvernement était toujours déterminé à défendre « avec fermeté » les intérêts des agriculteurs et l'emploi (lire page 20).

Enfin, le conseil des ministres a nommé Jean-Louis Langlais, actuellement inspecteur général de l'administration, délégué général à la lutte contre la drogue et la toxicomanie. Bernard Prevost, actuel préfet de la Nièvre, a été nommé directeur de l'administration pénitentiaire.

SOMMAIRE

DÉBATS

La situation en ex-Yougoslavie... 3
Mongolie : le président Punsainlaagyn Ochirbat a été réélu à la tête de l'Etat... 6
Bolivie : la diplomatie de la coca... 8

ÉTRANGER

A l'Assemblée nationale, la majorité cherche à dépassionner le débat sur la réforme de la Banque de France... 9
Le gouvernement renonce à dans l'immédiat à son projet de compensations salariales... 10
L'examen de la loi de finances rectificative au Sénat... 10

POLITIQUE

Le cancer de l'ovaire... 11
Le procès du sang contaminé... 11
L'assassinat de René Bousquet... 12 à 15

ÉDUCATION • CAMPUS

Un entretien avec François Fillon... 16
Villes et universités en commun... 16
Les bacheliers d'Amiens... 16
Le budget scolaire des familles... 16
La France qui planche... 16 à 18

ÉCONOMIE

L'accord sur les oléagineux et les réactions en France... 19 et 20

Le rapport d'une commission d'enquête sénatoriale sur la situation de la SNCF... 21
Grandes manœuvres dans le secteur des assurances... 24
La BNF frappé par la crise... 24
Vie des entreprises... 24

COMMUNICATION

Le groupe Desfossés en quête de capitaux... 22
La réduction des effectifs dans les imprimeries parisiennes... 22

ARTS • SPECTACLES

Rendez-vous d'été... 29 à 40

Services

Abonnements... 2
Annonces classées... 22 et 23
Motocyclisme... 26
Marchés financiers... 24 et 25
Météorologie... 27
Carnet... 28
Mots croisés... 28
Radio-télévision... 27

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles » folioté 29 à 40

Le numéro du « Monde » daté 9 juin 1993 a été tiré à 516 961 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Le Monde des livres » : Casanova relu par Sollers

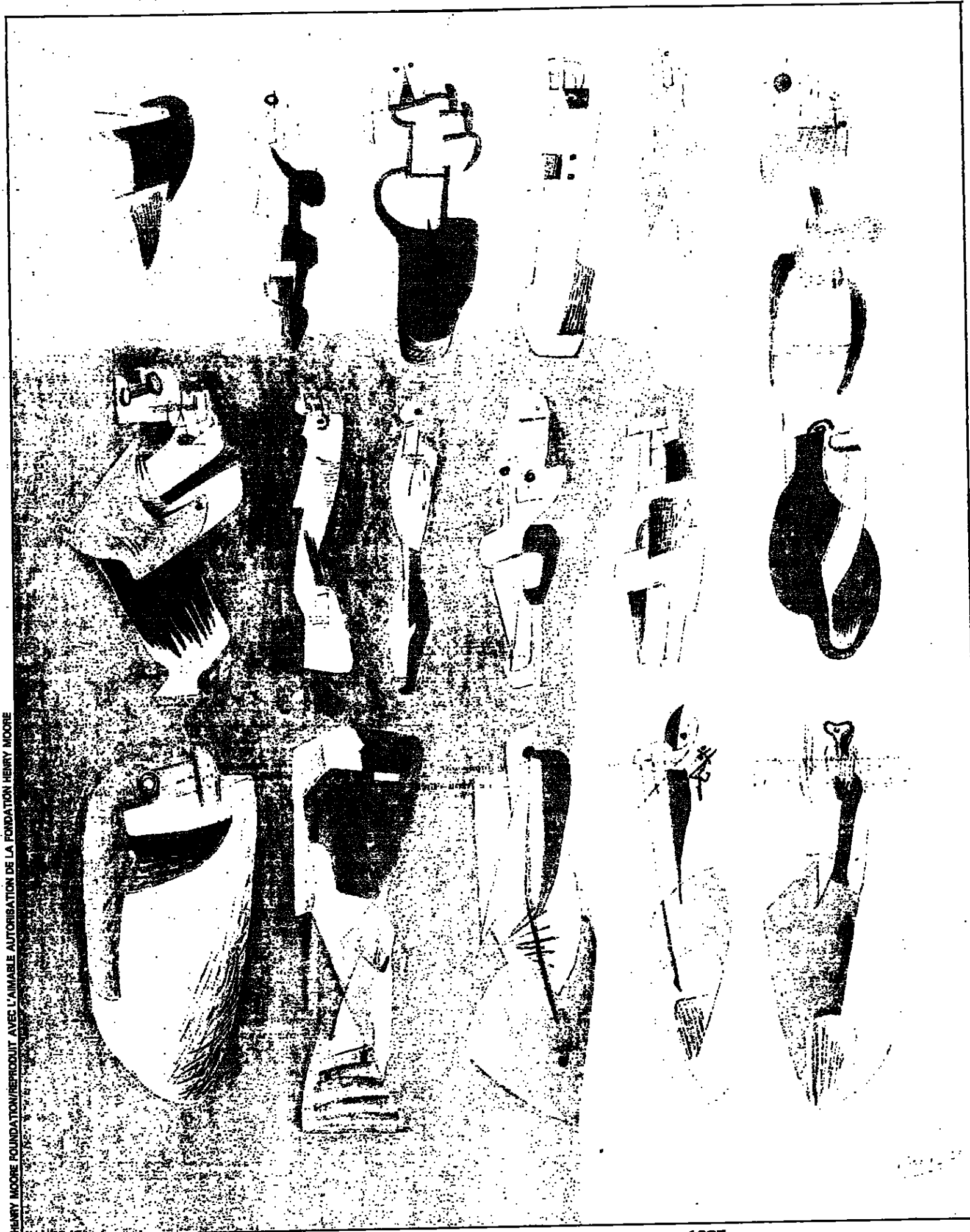
Philippe Sollers a lu la nouvelle édition des Mémoires de Casanova, qui regroupe en un seul volume le texte de cet ouvrage monumental du dix-huitième siècle. François Bont s'intéresse au personnage de d'Artagnan et à l'énigme qu'en donna son biographe au siècle dernier, tandis que Pierre Lepape présente les Nouvelles de Julio Cortázar qu'a précédées Mario Vargas Llosa, et Patrick Kéchichian un ensemble sur la poésie contemporaine. La chronique de Nicole Zand est consacrée notamment aux derniers ouvrages de Georges Nivat sur la Russie.

مكتبة الفن

Le Monde

ARTS • SPECTACLES

RENDEZ-VOUS D'ÉTÉ



Henry Moore : « Seventeen Ideas for Metal Sculpture » 1937.

HEURES DE RÊVE

Sur la carte de son imagination, le sculpteur britannique Henry Moore couchait, à la fin des années 30, « dix-sept idées pour une sculpture métallique ». Comme chaque année à pareille époque, « Le Monde Arts et Spectacles », dans la jungle des mille et un événements culturels de l'été, expositions plus ou moins prestigieuses, festivals plus ou moins renommés, propose à ses lecteurs « quelques centaines d'idées pour une aventure artistique ». Pour l'essentiel, 1993 sera le dernier « été Lang », initiatives multiples et festives, prises par les potentats locaux ou relayées par eux, qui ignorent encore la récession budgétaire. Car beaucoup voient dans ces rassemblements éphémères l'occasion de dorer leur blason, qu'il s'agisse des collectivités locales, des grandes et des petites entreprises, des grands et petits médias, des grands et petits artistes qui, aux beaux jours, se battent plus que jamais pour affirmer leur légitimité. Si l'offre est menacée, la demande est immense. L'été venu, le public se multiplie, exigeant sa part de rêve. Autour de lui, pour lui, profès-

sionnels aguerris et bénévoles acharnés se mobilisent. Le marché de la musique s'échauffe ; il n'est pas un stade, un pré, une chapelle, une cour pavée, une place ombragée qui ne résonne des accords d'un ou cent instrumentistes ; acteurs et bateleurs leur disputent souvent la place pour présenter des spectacles créés pour l'occasion ou recycler un succès des saisons passées. Le moindre espace clos devient cimaise pour une armée de plasticiens, quelquefois morts, souvent vivants qui trouvent là le moyen d'échapper pour un temps aux duretés du marché. Le bel été commence.

O. S.

MUSIQUE CLASSIQUE : PAGES 30 A 32 - JAZZ : PAGE 32 - ROCK : PAGE 33 - CHANSON MUSIQUES DU MONDE : PAGE 34 - THÉÂTRE : PAGE 35 - DANSE : PAGE 36 - ARTS : PAGES 37 A 39 - PHOTOGRAPHIE : PAGE 40 - CINÉMA : PAGE 40

3 JUIN 16 JUIN

KAROLE ARMITAGE

HUCKSTERS OF THE SOUL

48 31 11 45

Piano aux Jacobins

Du 8 au 24 septembre
Récitals Frank Bräy (8/9), Midori Nohara (10), Jean-Bernard Pommier (11), Mousa Yampoury (14), Rafael Orozco (16), Stanislav Bunin (21), Rudolf Firkušný (23), Michel Dalberto (24).

Office du tourisme, Donjon du Capitole, 31000 Toulouse. Tél. : 61-11-02-00.

NORMANDIE

Académie musicale de Creully

Du 22 au 31 juillet
Stages de chant de Jill Feldman, de clavier de Pierre Hantel, de flûte traversière par Sébastien Maré, doublés de concert : Christophe Coint et son ensemble (22), François Comperio par Laurence Boulay et Pierre Schet (25). Hommage à Purcell par Jill Feldman et Davitt Moroney (27), Bach-Telemann par Philippe Pierlot, François Farnaud, Sébastien Maré et Pierre Hantel (29). AMC quatuor de Saxe, 14880 Creully. Tél. : 31-06-01-55 et 31-6-21-34.

PAYS DE LA LOIRE

Festival musical de Saint-Florent-le-Viel

Du 11 juin au 26 juillet
Cinquième anniversaire d'une programmation régie, entre Nantes et Angers, par Pierre-Jean de San Bartolomeo et qui verra cette année, sur le thème « Orient-Occident », la confrontation d'interprètes japonais, coréens, chinois, vietnamiens avec leurs homologues européens. Seront aussi exhumés sur scène les influences réciproques des deux cultures. Beaucoup d'artistes du versant « exotique » nous sont néanmoins bien connus ou vivent tout près de nous comme Kent Nagano, Frederic Chiu, Yumi Nara, Kun Woo Park, Mitsuko Shirai, Akiko Ebi, Melvin Tan. Expositions parallèles de costumes d'opéra japonais et d'art nippon du siècle. Rencontre « bricoleur et vin » chaque soir après chaque concert.

Mairie, 49410 Saint-Florent-le-Viel. Tél. : 41-72-62-32.

Été musical Loire-Foréz

Du 1^{er} juillet au 19 août
Dix-neuf concerts, en autant de lieux différents, vont de qui s'appelle de la décentralisation ! Le programme a un centre, néanmoins, un thème plutôt, ainsi formulé : « Des musiques de la forêt ». Cinq semaines de l'été (17/7, Champagny, Festival d'été, Nidmoff (9/7), Marcoussis, Quatuor Debussy (10/7), Saint-Paul-en-Forêt), chœurs romantiques allemands (16/7), Renaissance, mais aussi Jos van Immerseel au piano-forte (10/8, Montverdun) ou l'Orchestre de la Suisse romande (12/8, Saint-Just-en-Cheval).

Été musical Loire-Foréz, BP 223, 8, place de l'Hôtel-de-Ville, 42005 Saint-Etienne, cedex 1, tél. : 77-33-12-53, fax : 77-33-07-44.

Festival de Clisson

Du 16 au 31 juillet
Musique baroque et romantique sur instruments d'époque. C'est la tendance du moment. Mais cela ne se laisse pas passer quand sont imprimés sur le même programme les noms de Christophe Coint, Jasp Schröder et son Smithson String Quartet, Kenneth Gilbert, Davitt Moroney, Alexei Loubimov et Ensemble Stradivari.

Office du tourisme, place de la Trinité, 44190 Clisson. Tél. : 40-54-02-95.

PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

Festival du Marais

Du 23 juin au 10 juillet
Gabriel Garrido est l'un des héros de l'aventure « les chemins du baroque » qui ont permis d'exhumer les musiques

baroques sazonniennes. Il dirige un chœur d'enfants et des musiciens argentins pour faire revivre cet été l'œuvre de Torrellon y Velasco, compositeur passé d'Espagne au Pérou à la fin du dix-huitième siècle. Autre moment, de haute spiritualité au programme musical de ce festival en pleine renaissance, *Brundibar*, cet opéra qu'Hans Krasa avait écrit pour les enfants du camp de Theresien. Restent pour deux concerts avec le pianofortiste Paul Komen et le violoncelliste hollandais Pieter Wisselguy, qui nous a tapé dans l'oreille grâce au disque cette année. Et du tango.

Bureau du festival, 44-46 rue François-Miron 75004, Paris. Tél. : 48-87-37-88.

Musique en l'île à Paris

Du 2 juillet au 31 août
Toute une programmation de musique ancienne hébergée pour l'essentiel par l'église Saint-Louis-en-l'île, soit en plein cœur historique de la capitale. *Requiem de Fauré* par des Anglais (11/7), *Stabat Mater* de Pergolèse (12/13, 18 et 19/8), *Requiem de Mozart* (10, 11, 21, 12 et 24/8), *Quatre saisons* Vivaldi (17/8). Il y a aussi des récitals et une intégrale par Sylvie Dussan des *Sonates* et *partitas* pour violon seul de Bach (20 et 22/7).

Réervations : 40-30-10-13.

Musique en Sorbonne

Du 27 juin au 9 juillet
Le *Printemps* était le nom de la cantate qui permit à Debussy de se présenter aux épreuves finales du Prix de Rome. Quant à Ravel, il brigna la Villa Médicis cinquantenaire avec son *Alceste* (17/8). Il y a aussi des récitals et une intégrale par Sylvie Dussan des *Sonates* et *partitas* pour violon seul de Bach (20 et 22/7).

Réceptions : 42-62-71-71.

Festival de Saint-Denis

Du 1^{er} juillet au 10 juillet
Le Festival de Saint-Denis, qui a pour parrain Jean-Pierre Le Pavec, peut se définir à la fois comme le festival de France, à la Maison de la Légion d'honneur de Saint-Denis, mais aussi comme un festival d'épave à Bobigny en passant par... la salle Pleyel. C'est là que Seiji Ozawa doublera, le 26 juin, le concert (3^e symphonie de Mahler) qu'il aura donné la veille à la basilique avec l'Orchestre national. Le même orchestre, dirigé par Charles Dutoit, donne la réplique le 19 à Françoise Pollet, Michael Myers, Jean-Philippe Rouillon dans la *Damnation de Faust* de Berlioz (MC 93, Bobigny). Esa-Pekka Salonen mène deux fois son Orchestre de Stockholm (29, Légion d'honneur), la seconde avec Barbara Hendricks en soliste (30, Basilique). Récital Rungiero Raimondo le 5 juillet (Légion d'honneur). Yves Gouvil met en scène pour trois soirées un spectacle Schumann chanté par Mirilla Giardelli (7, 8 et 9 juin, Théâtre Gérard-Philipe). Carte blanche, les 18 et 19, à Joseph Racaille, Arthur H., Philippe Decouffé, Dora Lou (lieu à déterminer).

Bureau du festival, 61 boulevard Jules-Guesde, 93200 Saint-Denis. Tél. : 42-43-77-72.

Festival de l'Orangerie de Sceaux

Du 11 juillet au 26 septembre

Puis que le détail des courses, c'est l'ambiance qui, ici, fait tout. Donc, dans les chaises confortables des week-ends d'été, un public dédoublé s'est longuement promené dans les allées du château de Sceaux pour, un peu les terminer la soirée en musique. On rend cette année hommage à Alfred Loewenguth, qui eut la riche idée d'ouvrir l'Orangerie aux bonnes oreilles il y a dix ans. 26 concerts, si on les a bien compris. La fine fleur des claviéristes français, l'Orangerie de la Philharmonie de Berlin (14/8), Luisada (28/8), Christophe Coint et ses musiciens (29/8), les 25 et 26 septembre (en fin de parcours, donc), l'intégrale des trios avec piano de Beethoven par le trio Ruvier/Kantorow/Miller.

Saison musicale de l'Orangerie de Sceaux, B. P. 52, 92333 Sceaux Cedex. Tél. : 48-80-07-93. Fax : 89-46-26-04.

PICARDIE

Festival de l'abbaye de Saint-Michel en Thiérache

Du 20 juin au 11 juillet
Il y a un orgue magnifique. Une acoustique assez accomplie pour qu'on l'ait jugée digne d'abriter des enregistrements de musique ancienne, toujours parfaits à réaliser. Et voici une programmation digne de ces deux jokers. Ensemble Sagittarius, Petite bande de Sigiswald Kuijken, Hesperion XX, Montserrat Figueras et Jordi Savall. Grigny, Bach, Pergolèse, et l'énigmatique *Salve Regina* de Leo par Barbara Schick et Europe galante (4/7). Un rendez-vous d'happy few que rebute en été la sur-consommation.

Abbaye, 02830 Saint-Michel. Tél. : 23-58-18-95.

Festival de Saint-Riquier

Du 15 au 24 juillet
Le pianiste d'ex-URSS Mikhail Rudy est ici maître des lieux. Il a invité ses connaissances et amis pour des soirées certaines sont consacrées à un compositeur unique. La soirée Brahms de Jean-Bernard Pommier, chef et soliste (16/7). Rudy avec l'Orchestre du Capitole, et son chef Michel Plasson dans un programme Ravel (23/7). Le *Stabat Mater* de Dvorak par l'Orchestre de Lituanie et des chanteurs du cru (24/7). Un festival qui révèle la Somme.

Bureau du festival, BP 3, 80135, Saint-Riquier. Tél. : 22-28-82-82.

Musique de chambre à Bagatelle

Du 15 juillet au 14 août
Deux violons, un alto, deux violoncelles, hautbois, bosson et clarinette : c'est l'Ensemble Carl Stamitz auquel ont été confiées, en fonctions variables, et dans une succession à la Weber à Milhaud, les dix concerts composant cette saison. Cinq soirées aux chandeliers, les 15, 22 et 29/7, les 5 et 12/8. Association des amis du parc et du château de Bagatelle, Hôtel de Ville, 75008 Paris R.P., tél. : 42-76-41-35 et 42-76-44-16.

POITOU-CHARENTES

Les Académies musicales de Saintes

Du 9 au 18 juillet
Philippe Herreweghe, patron et artisan principal de ces Académies, est flamand. Ce qui se lit dans l'intitulé de ses programmes : le matin est consacré aux entrées (on discutera cette année du « premier XIX^e siècle français »). Mais les concerts d'après-midi ont « Sessions de tantôt » : mini-récitals, leçons publiques mettant en présence un élève et un maître de ces Académies. L'expression est charmante. L'initiative date de cette année. Elle vient compléter l'abondante moisson d'une manifestation qu'on intitule à regret « festival » et qui demande une disponibilité universelle au cinéma, à l'histoire, à la sociologie, à l'air du temps, à ce qui est beau. Ou musique se conjugue avec qualité et passion. Consultez le programme !

Institut de musique ancienne de Saintes, Abbaye-aux-Dames, BP. 125, 17104 Saintes cedex. Tél. : 46-87-48-48.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Aix en musique

Du 12 juin au 9 juillet
C'est le legs laissé par Alain Durel à une région dont il avait fait dans les années 70 un centre d'animation de rue documentée : l'anti-Aix embourgeoisée. Donc, les concerts sont gratuits ou accessibles aux bourses des travailleurs. Répartis un peu partout dans la ville, on y accède en fonction de son envie et du remplissage (recueil) des cours ou des cloîtres. Cela commence par la *Messe sainte Cécile* de Gounod, et se termine par la *Callisto* de Cavalli dans la cour du collège Campra (130 F, prix unique). Les interprètes sont à tester dans l'instinct. L'ensemble est « modéré » par la Fondation France Télécom.

Aix en musique, Espace Forbin, 3, place John-Renaud, 13100 Aix-en-Provence. Tél. : 42-21-69-69, fax : 42-21-91-25.

Festival d'Aix-en-Provence

Du 11 au 28 juillet
On a l'impression, en annonçant à ce moment de l'année le programme d'un « premier festival lyrique de France », que tous les mélomanes en sont informés. C'est du moins ce qu'on espère en voyant se révéler la programmation d'année en année et les prix se maintenir à un niveau qui, en France, représente des sommets (800 F, première catégorie). Venez, venez les abonnés.

Alors : *Euryanthe* de Weber, mise en scène Hans-Peter Cloos, direction Jeffrey Tate, avec Thomas Moser, Karen Huffadot, Andreas Schmidt, l'English Chamber Orchestra : le rendez-vous des curieux. *Orlando* de Haendel (on le reverra cette saison aux Champs-Élysées), direction Christie, mise en scène Carcen, avec Felicity Palmer, Lynne Dawson, Jennifer Lane, les Arts florissants dans la fosse. Et la reprise d'un *Don Giovanni* dont le rôle-titre a été remplacé (William Shimmell à la place d'Andreas Schmidt, pris ailleurs comme il est dit plus haut), le Leporello de Giovanni Fumagalli, la Donna Anna d'Hillevi Martinpelto, direction Armin Jordan à la tête de l'English Chamber Orchestra. Mise en scène : Giorgio Marini : *Alte! Concerts. Récitals. Dates de représentation* du Weber : 13, 18, 22, 26, Haendel : 16, 19, 21, 23, 25, Mozart : 15, 20, 24, 27. *Ensemble du Chœur de Berlin*, les 11 et 12 à la cathédrale Saint-Sauveur, direction John Nelson.

Bureau du festival, palais de l'Ancien Archevêché, 13100, Aix-en-Provence. Tél. : 42-17-34-34, Fax : 42-96-12-61.

Festival d'Avignon-Centre Acanthes

Du 15 au 30 juillet
Trois compositeurs sont invités cette année pour donner des cours généraux, des cours de composition et présenter leurs œuvres – dont certaines exécutées sur place – devant les stagiaires retranchés à la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. Il s'agit du Britannique Harrison Birtwistle, du Français Gérard Grisey et du Suisse Klaus Huber. Du 15 au 22, Grisey parlera du timbre, du temps et de la forme. Du 15 au 30, Huber fera étudier quelques-unes de ses œuvres, dont celles qu'il a dédiées à Ferny-hough et à Nono. Du 20 au 30, Birtwistle s'attachera à quelques idées fortes : composer sans modèle : la musique tridimensionnelle ; le théâtre et la musi-

bodie (2/7), récital de clavecin d'Olivier Baumont (6/7), récital de piano Jean-Efflam Bavouzet avec toute une seconde partie consacrée à Schumann (9/7).

Bastide de Magalona, 245, boulevard Michelet, Marseille 5^e, tél. : 91-39-28-28.

Les Nuits du Théâtre antique d'Orange

Du 19 juillet au 25 août
Pas de panique. Le Théâtre antique cet été sera surpeuplé. Car, s'ajoutant aux vieilles Chorégies (lire ci-dessous), voici une nouvelle programmation classique (il y a aussi Paolo Conte, Vanessa Paradis, Johnny Hallyday) avec des stars comme s'il en pleuvait. Montserrat Caballé et José Carreras avec le Liceo de Barcelone (19/7), la *Neuvième* de Beethoven par des chanteurs du Bolchoï, le Royal Philharmonic Orchestra, direction Sir Yehudi Menuhin (20/8), Temirkanov et le Philharmonique de Saint-Petersbourg dans un programme d'hommage à Tchaïkovski (25/8).

Les Chorégies d'Orange

Du 17 juillet au 7 août
Et voici nos bonnes vieilles Chorégies et deux productions monumentales : *Traviata*, direction Plasson avec l'Orchestre du Capitole de Toulouse, avec Kathleen Cusella, Roberto Alagna, Paolo Coni, mise en scène de Francesca Zambello (17 et 20/7) ; *Otello* par le Philharmonique de Nice dirigé par Alain Guingal, mise en scène Andrei Serban, avec Nina Ramin, Vladimir Atlantov et Alain Fandary (1/8, 21 h 30).

Chorégies, BP 205, 84107 Orange Cedex. Tél. : 90-34-24-24 et 90-34-15-52. Miroir 3615 THEA CHORÉGIES.

Festival international de quatuors à cordes du Lubéron



Montserrat Caballé aux Chorégies d'Orange.

que ; le hasard et la structure formelle, ceci à partir de six de ses propres partitions. Des interprètes sont aussi conviés à des cours d'interprétation : le clarinetiste Alain Damien, le violoncelliste Walter Grimmer, le percussionniste Sylvio Gualda, le pianiste Bernhard Wambach.

Centre Acanthes, 146, rue de Rennes, 75008 Paris, tél. : 45-44-56-50. Prix du stage : 1 400 F.

Festival d'art lyrique de Beausoleil

Du 25 juin au 9 juillet
Qu'est-ce donc que Christa Ludwig vient accomplir dans le cadre de ce festival marseillais ? Ses adieux en France, vous l'avez deviné (9/7). Elle fera ses adieux à Salzbourg ce même été... Ici, la belle Stutzmann avec Catherine Collard et Gérard Cassé dans un programme Schubert-Brahms-Schumann (25/6), puis M^{me} Wendy Hoffman, mezzo elle aussi, viendra démontrer dans les *Nuits d'été* pourquoi elle a été primée au concours Reims-Elizabeth : Krivine et l'Orchestre de Nice lui donneront la réplique (3/7). Enfin, le *Voyage d'hiver* par Van Dam. A Beausoleil (6/7).

Bureau du festival, boulevard de la République, 06240 Beausoleil. Tél. : 93-86-54-22, Fax : 93-71-55-05.

Les Nuits d'été de Magalona

Du 22 juin au 9 juillet
Concerts à ciel ouvert dans la cour de la bastide. Récital de Paul Badura Skoda sur piano-forte (22/6), programme Gesualdo, Stravinsky, Maxwell Davies, Germain, Monteverdi, Ohtani par l'Ensemble Musicatraz de Roland Hayra-

de Novossibirsk par Engerer, Freire, Orozco... On y propose un panorama des œuvres pianistiques de Debussy, sur pianos d'époque, et des cours d'interprétation sur cette question. On se propose d'y faire apprécier Schubert tout à tour sur piano moderne et sur piano-forte. On inaugure un nouveau lien de concert : les carrières de Rogues, propices à l'atmosphère de l'*Amour sorcier*, première version (5/8). On annonce l'abbaye de Silvacane pour écouter Christophe Rousset dans Coperin, Davitt Moroney dans Bach, Rinaldo Alessandrini dans Scarlatti. On offre une première exécution d'une œuvre de... Schumann, le *Fénelon* de la Rote pour solistes, chœur et piano (Alain Piane). On se donne à rêver du romantisme au sommet avec un cycle des grands chœurs de Brahms, Berlioz, Schumann, Schubert, Reger. On organise une petite fête sympathique pour célébrer l'Europe des jeunes pianistes, qui se terminera à 24 mains (14/8). Et les portes resteront ouvertes pour que le profane s'ébahisse aux masterclasses des caques en résidence : les pianistes György Sebok, Claus-Christian Schuster, Jean-Claude Penneier et le violoncelliste Martin Horstein.

Bureau du festival, parc de Florance, 13840 La Roque-d'Anthéron. Tél. : 42-50-61-15, 51-16 ou 58-21. Fax : 42-50-48-88.

Festival de Menton

Du 2 au 30 août
C'est l'un des derniers festivals où le smoking reste de rigueur. Et pour un public chel, réuni sur le parvis Saint-Michel, les stars sont de rigueur. Cette année : Dzsé Raki (23/8), Sándor Vég (26/8), Barbara Hendricks (30/8). Mais il y a aussi Philippe Biamonti (30/8) ou l'Octave de la Philharmonie de Berlin (12/8).

Palais de l'Europe, avenue Boyer, BP 111, 06503, Menton Cedex. Tél. : 93-35-82-22 et 93-57-67-00.

Les XXXVIII^e Nuits de la citadelle de Sisteron

Du 21 juillet au 10 août
Musique, danse, théâtre, arts plastiques. En catégorie 1 : Jean-Marc Luisada dans Beethoven, Debussy et Chopin (2/7), le *Magnificat* de Bach et le *Gloria* de Vivaldi par l'Orchestre de chambre de Lituanie (2/7). L'Orchestre de chambre de la Communauté européenne (5/8), l'Octave de la Philharmonie de Berlin dans Mozart et Schubert (10/8). Danse : le *Les des cygnes* par le grand ballet classique de Moscou (24/7). Théâtre : le *Riche comte de Golek*, avec le ballet Galahra, mise en scène François Sayad (31/7). Exposition-Panoramas du 19 juin au 14 juillet.

Pavillon A. T. M., place de la Cathédrale, 04200 Sisteron, tél. : 92-61-06-60, fax : 92-61-28-54.

RHONE-ALPES

Festival des Arcs

Du 11 juillet au 15 août
Animation culturelle parallèle à des stages sportifs de haut niveau : l'idée des Arcs a vingt ans. Elle sera fêtée cet été dignement au gré de 40 concerts répartis sur 28 jours. Musique de chambre de rigueur. La liste des interprètes invités tient une page entière, du clarinettiste Arrippon à Zimsky, violon. A chacun de vous d'accéder jusqu'à eux.

Musique et Danse aux Arcs, 94, boulevard du Montparnasse, 75014, Tél. : 43-27-95-24.

Musiques de Lyon

Du 30 août au 11 septembre

C'est la cinquième édition d'un festival international de musique de chambre qui partage ses activités entre concerts et master classes, animations éducatives, répétitions publiques. La direction des activités est confiée pour la troisième année à l'artiste Bruno Giuranna, professeur à Berlin, et Crémone, directeur du Festival de Sarasota en Floride. Ses assistants sont le pianiste Christian Ivaldi et le violoncelliste Alain Memier. La programmation des concerts se veut « tout public », qui mène *Carnaval des animaux* et *Histoire de Babar* (5/9), à l'*Histoire du soldat* (4/9), aux grands séjours de Brahms, au quatuor de Schnittke (9/9). Les répétitions ont lieu au Conservatoire national supérieur, de 10 heures à 17 heures (un forfait doit être acquitté pour l'entrée) ; les master classes s'y déroulent également, à qualité. La formule semble si convaincante qu'elle recueille le soutien de la ville, du ministère de la culture, des conseils général et régional, ainsi que le mécénat de la Caisse des dépôts.

Musiques, 4, rue Sainte-Catherine, 69001 Lyon, tél. : 78-39-28-41, fax : 78-39-89-58.

Orchestral

Ensemble

Paris

SAISON 93-94

ABONNEZ-VOUS!

NUMERO VERI 05 42 67 57

252, rue du Fg Saint-Honoré
75008 Paris



Le Groupe des Six, dessin de Cotteau. Les Français à l'honneur à la Sorbonne.

RENDEZ-VOUS D'ÉTÉ

R O C K

bande), à Dole, avec Dee Dee Bridgewater, et Ahmad Jamal (le 2), etc.
Renseignements, tél. : 81-83-39-09.

Saint-Martin-de-Crau

Festival Mimi

Du 8 au 11 juillet
Nuit de la mémoire (8), nuit des vices durs (9), nuit pop moderne (10), nuit des provisions pour la route (11), tous les soirs après le concert Art Touny (cinéma expérimental), nous de groupe, à coucher dehors. L'adieu est attendu, Saint-Martin-de-Crau veut le dénouer.
Renseignements, tél. : 91-33-82-43.

Le Touquet

Festival de la Côte d'Opale

Du 9 au 11 juillet
Un festival insouciant à son programme, une nuit du funk (le 9 à Boulogne-sur-Mer), Jean Guisard (le 10), Johnny Hallyday (le 11 à Berck), la Compagnie Lubat avec Jo Privat et Benat Achary (le 13 au Portel), Jean-Jacques Milteau et Jean-Michel Kajdan, Didier Lockwood et Roland Dyens, Petrucciari et Joachim Klum, ne peut être foncièrement insouciant.
Renseignements, tél. : 44-88-08-06.

Andernos (Gironde)

Jazz à Andernos

Du 11 au 18 juillet
Stage de batterie et percussions pour 150 instrumentistes en présence d'Al Foster (il tourne avec Joe Henderson), hommages à Piaf, Montand et Trénet sur des orchestres originaux de Martial Solal (le 16), et pour ceux que les demi-événements effraient, Carte verte avec Lionel Hampton, Michel Legrand et Marc Michel. Les programmations verniel ne sont pas question d'âge, mais d'esprit.
Renseignements, tél. : 56-51-74-13.

Nice

JVC Grande Parade du jazz

Du 13 au 24 juillet
Nagère, c'est La Haye qui tenait ce rôle, de revue exhaustive des troupes de l'été dans un certain climat (scènes simultanées, atmosphère bon enfant, fête scolaire, jardins musicaux), impossible de citer le programme des trois podiums de Nice. C'est le jazz en tournée dans sa splendeur. Pour mémoire, ceux qu'on ne verra pas partout : Pat Metheny, Etta James, John Hendricks, Galiano, et George Wein, bien sûr, organisateur, pianiste, gastronome, mais surtout chanteur.
Renseignements : Office de tourisme de Nice, tél. : 93-87-80-80.

Bayonne

Jazz aux remparts

Du 15 au 19 juillet
Programme pour familles et enfants sages. B. B. King, Jimmy Smith et Stéphane Grappelli (accompagné par « le meilleur big band des mondes habités ») sont partout, comme raisins qu'ils ne soient pas aussi à Bayonne. On noterait la fine présence de Ray Bryant (le 16) et Hank Jones (le 17), et la perspective de les entendre n'importe comment, dans le va-et-vient festif de clients capricieux (ainsi de Harb Geller, nagère) ne rendait le fait aussi réjouissant que de programmer Glen Gould sur la scène viciée des Vingt-Quatre Heures du Mans.
Renseignements, tél. : 59-55-85-05.

Martignes

XVIII^e Festival

Du 18 au 24 juillet
Au milieu de sambistes et de bluesmen, le Workshop de Lyon, le seul groupe de free jazz qui joue depuis aussi longtemps que Lionel Hampton.
Renseignements, tél. : 42-44-43-21 et 42-46-35-40.

Antibes-Juan-les-Pins

XXXIII^e Festival International de jazz

Du 18 au 28 juillet
Parfois un programme, surtout une institution comme Antibes, donne l'impression d'imperceptiblement détonner. Julia Mijangos est au même programme que Dee Dee Bridgewater (20), on annonce une messe et free gospel, et Nigel Kennedy (le 28) succède à Michel Petrucciari (le 27). Antibes invente de nouvelles marques ou les cherche ?
Renseignements, tél. : 93-33-95-84.

Montpellier

Festival de Radio-France et de Montpellier

Du 18 au 31 juillet
Quelques moments bien calculés dans le Festival pléthorique de Radio-France : Martial Solal, Manuel Rocha, Hervé Sella, Gilbert Sigrist et Jean-Michel Pilc improvisent sur des compositions de Milhaud, Prokofiev, Rachmaninov, Tchaïkovski, Brahms, Chopin, Liszt, Schubert, Johann Strauss (le 20), trio de Laurent de Wilde (le 21), trio Philippe Lacarrière (le 23), trio Aid His Orchestra de Damik Lazo (le 24), quintette de Maurice Gompès (le 31).
Renseignements, tél. : 67-81-88-81.

Souillac (Lot)

Festival Sini Copans

Du 21 au 26 juillet
Programme très original, inspiré par la voix et l'accent les plus fâchés de l'histoire de la radio (Sini Copans) : *A Night in Havana* (film avec Dizzy Gillespie) (le 21 et le 26), Henri Texier Azur Quartet (Glenn Ferris, Bojan Zulfikarpasic, Tony Rabeson) (le 23), Carlos Maza, Michel Portal Unit (Andy Enler, François Moutin, Daniel Humair, Richard Galliano), Roy Haynes Group (le 25).
Renseignements à la mairie de Souillac : 65-32-71-00.

Luz-Saint-Sauveur

Jazz à Luz

Du 22 au 26 juillet
Mioville-Labat, Croche Cœur (le 22), Manu Dibango et le Soul Makossa Gang, Drumbeat Invité Calleja (le 23), Roy Haynes Quartet (le 24), Gérard Passand Quintet (Antonello Salis, Aldo Romano, Michel Godard, Doudou Goussard) (le 25). La fièvre est sublime (Prydzé), le générique plutôt recherché.
Renseignements : 62-82-80-50 ou 61-60.

Crest (Ardèche)

Crest Jazz Vocal

Du 2 au 7 août
Toujours porté sur les voix avec Stephanie Crawford, Michele Hendricks, Joy Kane, Roger Letson, Cyrille Martial, Mark Murphy, Marie-Claude Vallee. Et aussi, concert : Michel Legrand-Stéphane Grappelli (le 3), Von Office, Mark Murphy (le 4), René Bolling Quartet (le 5), etc.
Renseignements, tél. : 75-76-76-38.

Marciac (Gers)

Jazz in Marciac

Du 9 au 15 août
L'esprit cassoulet, confit, petit vin de pays et musiques de récréation reste solide. C'est le grand rendez-vous pittoresque de l'Assomption. Avec, pour cette édition : les Haricots rouges, Uusdo Big Band (le 9), Birek Lagrone, Chick Corea Akoustic Quartet (le 10), Tommy Flanagan-Hank Jones, Gerry Mulligan Meets Bob Brookmeyer, sp. guest Lee Konitz (le 11), et Guy Lafitte, Wynton Marsalis Septet (le 14), Jesse Davis Quartet, Roy Hargrove Sextet (le 15).
Renseignements, tél. : 62-09-31-98.

Mulhouse

Jazz à Mulhouse

Du 27 août au 4 septembre
Dans une programmation de tournées, Mulhouse tranche et invente : Yildiz Ibrahimova, Vienna Art Orchestra, Evan Parker solo (le 27), Leon Francioli solo, Palackxquartet, Barre Phillips-Michel Doneda-Alain Joule, le Blicher des silences Quintet, Han Bennink-David Moss (le 28), Trio Carver, Gian-Luigi Trovati Octet, Paul Motian, Joe Lovano, Bill Frisell, Hans Kennel, Alphonse Quartet (le 31), Scavio-Pifarelli Acoustic Quartet, Yves Robert Quartet (le 1^{er}), Zentral Quartet (feat. Connie Baner, Ulrich Gumpert, Gunter « Baby » Sommer, Ernst Ludwig Petrowski, Mico ou Art Trio, création (le 2), etc.
Renseignements, tél. : 69-46-63-95.



Willy DeVille, au Festival de jazz de Manosque, du 17 au 28 juillet. Rens. : 92-72-16-00.

ÉTRANGER

Montréal

Jazz Festival

Du 2 au 17 juillet
La scène la plus élégante de l'été change de salle. Nous sommes fiévreux (gros budgets et belle jeunesse) : avec notamment Gilberto Gil et Friends (le 3), Dee Dee Bridgewater, John McLaughlin, Santana, Joe Henderson (le 4), Al Jarreau (avec Marcus Miller, Steve Gadd, Joe Sample, Philippe Saisse) (le 6), George Benson, Chick Corea, Everet Harp, George Duke's Instant All Star Band (le 7), Vive la France (Stéphane Grappelli trio, Didier Lockwood, Mann Dibango, Festival Big Band dir. Michel Legrand), Steve Grossman, Michel Petrucciari, Eddy Louiss (le 8), Orchestre national de Lille dir. Michel Legrand
Renseignements, tél. : 67-81-88-81.

L'époque est dure aux festivals rock. Après quelques mésaventures, plusieurs grands mécènes (fabagistes et alcooliers, surtout) se sont faits très discrets sur le front du binaire. A l'autre extrémité de l'échelle, plusieurs petits festivals, dont celui de Tamaris, à Morlaix, ont rendu leur tablier, au bout d'années de bénévolat épuisant. Que reste-t-il de l'été rock ? Des traditions locales, essentiellement, le blues de Bagnols-sur-Cèze, le rock français d'Épinay-sur-Seine, les décibels tré-

FRANCE

Tours

Ancard de Tours

Du 14 au 19 juin
Des velléités pluridisciplinaires (cinéma, arts plastiques, bande dessinée, littérature) mais surtout une solide programmation rock conçue en grande partie autour des groupes du label rennais Rosebud, spécialiste de la pop bruyante (Welcome to Julian, 13th Hole, Chelsea, The Drift). Beaucoup d'artistes locaux également et, le 18 juin, les charmes d'une nuit au bord d'un lac à savourer les Américains Superchuck entourés d'excellents Français (Rosebud, Massilia Sound System, les Wampas, Burning Heads).
Tél. : 47-51-05-83.

Lille

Les Enfants terribles

Du 19 au 29 juin
Troisième édition de ce festival organisé par l'Aéronet, salle fétiche du rock lillois. Soirée d'ouverture sur la Grand-Place, avec le concert gratuit d'Urban Dance Squad, cousins bataves de la Mano Negra. Puis quatre nuits consacrées au cinéma avant l'apothéose du stade Grimonprez Jooris où fraterniseront quelques géants du rock intègre : Noir Désir, Midnight Oil, Black Crowes et surtout (les exclusivités sont si rares dans les festivals cet été) les premières venues en France de Come (blues grunge destructuré) et de Porno For Pyros, le nouveau groupe de Peter Farrel.
Tél. : 20-30-98-98.

Maubeuge

Du 28 juin au 3 juillet
Pendant huit jours, les arts de la rue se rencontrent Maubeuge en Maubeuge.

et Quincy Jones, Ray Brown trio (le 11), Première mondiale de *The Mui Woods Suite* de George Duke (avec Stanley Clarke, Billy Cobham, G. Duke, Airto Moreira et l'Orchestre national de Lille, dir. Ettore Sirta, sp. guest Rachelle Ferrell) (le 12), T. S. Monk, John Scofield (le 13), Nuit New Orleans (le 14), B. B. King et Etta James, Tribute to Muddy Waters (le 15), Ray Bryant, The Atlantic All Stars, Hank Crawford, Eddie Harris, Yusuf Lateef, Les McCann, David Newman, Robin Keyatta (le 16), Oscar Peterson Trio, Anita Baker, Bill Frisell (le 17).
Renseignements, tél. : (19) 41-21-983-46-63.

Pérouse

Umbria Jazz

Du 9 au 18 juillet
L'idée heureuse de l'Italie et un paysage peu comparable. Rien à voir avec un passé fastueux, mais tout de même : The Manhattan Transfer, Pat Metheny, B. B. King, Pino Daniele, Carla Bley Big Band, John Scofield, Stéphane Grappelli, Toots Thielemans, Christian Escoudé, The Rosenberg, etc.
Renseignements, tél. : (19) 39-75-624-32.

Victoria-Gastelz (Espagne)

16^e Festival de jazz

Du 14 au 18 juillet
Toujours le grand jeu. C'est le dernier festival d'Euskadi Sud. Les choses changent : Gerry Mulligan (Art Farmer, Les Konitz) (le 14), Ellis Marsalis et Marcus Roberts, Wynton Marsalis Septet (le 15), Bobby McFerrin (le 16), Chick Corea and Friends (Bob Berg, Eddie Gomez, Steve Gadd) (le 17). Au Teatro Principal : Gonzalo Rubalcaba Trio (le 16).
Renseignements, tél. : (19) 34-45-14-19-19.

Willisau (Suisse)

Jazz Festival Willisau 93

Du 26 au 29 août
Le plus singulier et le plus délectant des festivals très tranquilles, Willisau pourrait servir de modèle. Mais c'est toute la vie, partout, qu'il faudrait changer : Vienna Art Orchestra, Lithuanian Young Composers Orchestra, Trio Clusone (Michael Moore, Ernst Reijnders, Han Bennink), Broadway Music (feat. Paul Motian, Lee Konitz, Joe Lovano, Bill Frisell, Charlie Haden), New York Special, Reggie Workman Ensemble, Louis Scavia Octet Ellington on the Air, Gianluigi Trovati octet, Joe Zawinul et Triok Gorta, David Murray Big Band.
Renseignements, tél. : (19) 45-81-27-31.

netiques d'Angers, et quelques gros machins. Malgré les boulevards de tous ordres, les Eurockéennes de Belfort poursuivent leur effort pour accéder à la première division des festivals européens, aux côtés de Roskilde, Leyson ou Reading. C'est de ce côté surtout que l'on découvre ces groupes dont les décibels n'ont, pour l'instant, traversé l'Atlantique que sur CD, ceux qui emmènent le rock toujours un peu plus vers l'extrême.

particulièrement consacrés à la crème de l'indie-rock anglo-saxon (Red Hot Chili Peppers, Belly, Suede, Porno For Pyros, Stereo MC's...) et la promesse de raves géantes dont les Britanniques ont le secret. Le plus ecuménique des festivals anglais.
Tél. : (44) 838-688-899.

Reading

Du 27 au 29 août
Célèbre autant pour son gigantisme que

pour ses bains de boue (les ailes de la météorologie anglaise n'épargnent pas les festivals en plein air), Reading se prépare cette année à une édition plus réduite. Les grands noms de la programmation 93 : Porno For Pyros, The Cult, Therapy, Rage Against The Machine et, sans doute, New Order.

Reading Festival, 3a Parkway, Camden, NW1 7PG. Tél. : 71/516-6060.

→

Belfort

Les Eurockéennes
Du 2 au 4 juillet
L'équipe du festival a été renouvelée, mais l'ambition reste intacte. La base nautique du Malsaucy offre des cadres à ce qui est devenu, en France, l'événement rock de l'été. Trois scènes accueilleront trente concerts. Scène A pour les stars en tournée estivale (Black Crowes, Lenny Kravitz, Noir Désir, Midnight Oil), scène B pour quelques-uns des chefs de file des tendances d'aujourd'hui, Grunge (Sonic Youth, Lemonheads), fusion (Faith No More, Jesus Jones), rap (MC Solaar, Galliano, Disposable Heroes of Hiphoprisy), reggae (Ziggy Marley) ou rock plus roots (Chris Isaak, Calvin Russell, Violent Femmes). Scène C, enfin, pour l'effervescence des groupes d'ici (Roadrunner, Son e.M.C., Mr. Kariakou, Gene, Clackville...)
Base nautique du Malsaucy, tél. : 84-21-85-85.

Albi

Festival de country music

Du 5 au 10 juillet
Les gorges du Tarn auront pendant quelques jours des airs de Grand Canyon. Car peu de styles sont aussi évocateurs que la musique country, même fortement mâtinée de rhythm'n'blues. Avec les Américains Blues Brothers Band, Willy De Ville et Pony Bone, l'Anglais Wes McChes et des Orange Blues bien de chez nous.
Tél. : 63-49-75-55.

Bagnols-sur-Cèze

Bagnols Blues 93

Du 9 au 11 juillet
Du Mississippi jusqu'au pont du Gard, le blues irradie de courtoisie. Trois belles soirées de concerts ou de prestigieux anciens (Little Milton, Koko Taylor) cotoieront Bill Wharton (le guitariste gastronomique), Luther Allison (le plus parisien des bluesmen) et quelques représentants l'apex d'une tendance plus rock (Calvin Russell, Willy de Ville, Jeff Healey et notre Paul Personne national).
Théâtre de verdure du mont Cotton, tél. : 47-53-90-08.

Angers

Festival Warhead

17 juillet
Sans doute ce que l'on fera de mieux en France cet été en faveur d'un certain extrémisme rock. L'engagement physique (Faith No More, Young Gods) et le volume des larsens (Ride, Hole) signifiant encore la force du propos (Les Thugs, Consolidated, Therapy).
Palais des congrès, tél. : (1) 43-48-24-94.

Cahors

Cahors a le blues

Du 20 au 24 juillet
De grandes voix noires américaines (Liz McComb, Currie Smith), de brillants instrumentistes (Jimmy Smith, B. B. King) et un coup de pouce donné à quelques jeunes groupes français. Le blues suscite toujours des vocations.
Tél. : 85-23-95-06.

ÉTRANGER

Royaume-Uni

Glastonbury Festival

Du 25 au 27 juin
Tous les arts de la scène y sont représentés (théâtre, cirque, danse, cinéma...), mais la musique se baille la part du lion. Cinq lieux de concerts

Julien Clerc

AL'OLYMPIA BRUNO COQUATRIX

à partir du 2 novembre

Location : 47 42 25 49

RENDEZ-VOUS D'ÉTÉ



Le pyromane juge de paix

TOUT en animant la tournée de Lollapalooza, Perry Farrell se permettra quelques incursions européennes, dont l'une se fera à Lille, au festival des Enfants terribles, qui avait eu l'an passé le primat de la réunion de Television. Lollapalooza est une gigantesque tournée qui attire depuis trois étés des dizaines de milliers de jeunes à travers les États-Unis. Le rock et le rap s'y rencontrent, et le tout existe grâce à Farrell, qui était, lors de la fondation de Lollapalooza, le chanteur de Jane's Addiction. Depuis, il a dissous son premier groupe, formé Pomo for Pyros. Mais les privilégiés qui vivent Jane's Addiction au temps de sa splendeur ne tarissent pas d'éloges sur les capacités scéniques de Farrell.

The Phoenix 93

Du 18 au 18 juillet

La ville natale de Shakespeare accueille l'impressionnante armée d'un festival en passe de détrôner Reading et Glastonbury. Quatre lieux de spectacle où on appréciera les mêmes noms qu'un peu partout ailleurs (Faith No More, Black Crowes, Sonic Youth, Living Colour...), mais aussi une myriade d'artistes moins prévisibles puisés dans l'immense réservoir des scènes anglaise et irlandaise (Comeshop, Sidi Bou Said, Moonflowers, Pulp). A signaler également un lieu entièrement consacré aux médiums jazz-funk avec James Taylor Quartet, Jamiroquai, Jazzmatazz, Urban Species, MC Solar...

Stratford-Upon-Avon, tél. : (44) 81-983-07-97.

Danemark

Roskilde

Du 1^{er} au 4 juillet

Plus de cent concerts impeccablement organisés pour un événement qui chaque année attire l'Europe au Danemark. Judicieux mélange de vedettes consensuelles (Ray Charles, Neil Young, Red Hot Chili Peppers, Midnight Oil, Chris Isaak), d'une pléiade d'artistes faisant les joies de l'underground international (Cop Shoot Cop, Afghan Wigs, Jah Wobble, Cranberries, Sugar, FFF...) et d'un panorama du rock scandinave. A noter également une scène world music (Cheb Mami, Geoffrey Oryema, Mari Boine, Matilda Vezindad).

Roskilde (30 km de Copenhague), tél. : (45) 42-38-66-13.

Suisse

Laysan Rock Festival

Du 9 au 11 juillet

Plus de cent concerts impeccablement organisés pour un événement qui chaque année attire l'Europe au Danemark. Judicieux mélange de vedettes consensuelles (Ray Charles, Neil Young, Red Hot Chili Peppers, Midnight Oil, Chris Isaak), d'une pléiade d'artistes faisant les joies de l'underground international (Cop Shoot Cop, Afghan Wigs, Jah Wobble, Cranberries, Sugar, FFF...) et d'un panorama du rock scandinave. A noter également une scène world music (Cheb Mami, Geoffrey Oryema, Mari Boine, Matilda Vezindad).

Laysan (30 km de Copenhague), tél. : (45) 42-38-66-13.

Suisse

Laysan Rock Festival

Du 9 au 11 juillet

Plus de cent concerts impeccablement organisés pour un événement qui chaque année attire l'Europe au Danemark. Judicieux mélange de vedettes consensuelles (Ray Charles, Neil Young, Red Hot Chili Peppers, Midnight Oil, Chris Isaak), d'une pléiade d'artistes faisant les joies de l'underground international (Cop Shoot Cop, Afghan Wigs, Jah Wobble, Cranberries, Sugar, FFF...) et d'un panorama du rock scandinave. A noter également une scène world music (Cheb Mami, Geoffrey Oryema, Mari Boine, Matilda Vezindad).

Laysan (30 km de Copenhague), tél. : (45) 42-38-66-13.

Suisse

Laysan Rock Festival

Du 9 au 11 juillet

Plus de cent concerts impeccablement organisés pour un événement qui chaque année attire l'Europe au Danemark. Judicieux mélange de vedettes consensuelles (Ray Charles, Neil Young, Red Hot Chili Peppers, Midnight Oil, Chris Isaak), d'une pléiade d'artistes faisant les joies de l'underground international (Cop Shoot Cop, Afghan Wigs, Jah Wobble, Cranberries, Sugar, FFF...) et d'un panorama du rock scandinave. A noter également une scène world music (Cheb Mami, Geoffrey Oryema, Mari Boine, Matilda Vezindad).

Laysan (30 km de Copenhague), tél. : (45) 42-38-66-13.

Suisse

Laysan Rock Festival

Du 9 au 11 juillet

Plus de cent concerts impeccablement organisés pour un événement qui chaque année attire l'Europe au Danemark. Judicieux mélange de vedettes consensuelles (Ray Charles, Neil Young, Red Hot Chili Peppers, Midnight Oil, Chris Isaak), d'une pléiade d'artistes faisant les joies de l'underground international (Cop Shoot Cop, Afghan Wigs, Jah Wobble, Cranberries, Sugar, FFF...) et d'un panorama du rock scandinave. A noter également une scène world music (Cheb Mami, Geoffrey Oryema, Mari Boine, Matilda Vezindad).

Laysan (30 km de Copenhague), tél. : (45) 42-38-66-13.

Suisse

Laysan Rock Festival

Du 9 au 11 juillet

Plus de cent concerts impeccablement organisés pour un événement qui chaque année attire l'Europe au Danemark. Judicieux mélange de vedettes consensuelles (Ray Charles, Neil Young, Red Hot Chili Peppers, Midnight Oil, Chris Isaak), d'une pléiade d'artistes faisant les joies de l'underground international (Cop Shoot Cop, Afghan Wigs, Jah Wobble, Cranberries, Sugar, FFF...) et d'un panorama du rock scandinave. A noter également une scène world music (Cheb Mami, Geoffrey Oryema, Mari Boine, Matilda Vezindad).

Laysan (30 km de Copenhague), tél. : (45) 42-38-66-13.

Suisse

Laysan Rock Festival

Du 9 au 11 juillet

Plus de cent concerts impeccablement organisés pour un événement qui chaque année attire l'Europe au Danemark. Judicieux mélange de vedettes consensuelles (Ray Charles, Neil Young, Red Hot Chili Peppers, Midnight Oil, Chris Isaak), d'une pléiade d'artistes faisant les joies de l'underground international (Cop Shoot Cop, Afghan Wigs, Jah Wobble, Cranberries, Sugar, FFF...) et d'un panorama du rock scandinave. A noter également une scène world music (Cheb Mami, Geoffrey Oryema, Mari Boine, Matilda Vezindad).

Laysan (30 km de Copenhague), tél. : (45) 42-38-66-13.

Suisse

Laysan Rock Festival

Du 9 au 11 juillet

Plus de cent concerts impeccablement organisés pour un événement qui chaque année attire l'Europe au Danemark. Judicieux mélange de vedettes consensuelles (Ray Charles, Neil Young, Red Hot Chili Peppers, Midnight Oil, Chris Isaak), d'une pléiade d'artistes faisant les joies de l'underground international (Cop Shoot Cop, Afghan Wigs, Jah Wobble, Cranberries, Sugar, FFF...) et d'un panorama du rock scandinave. A noter également une scène world music (Cheb Mami, Geoffrey Oryema, Mari Boine, Matilda Vezindad).

Laysan (30 km de Copenhague), tél. : (45) 42-38-66-13.

Suisse

Laysan Rock Festival

Du 9 au 11 juillet

Plus de cent concerts impeccablement organisés pour un événement qui chaque année attire l'Europe au Danemark. Judicieux mélange de vedettes consensuelles (Ray Charles, Neil Young, Red Hot Chili Peppers, Midnight Oil, Chris Isaak), d'une pléiade d'artistes faisant les joies de l'underground international (Cop Shoot Cop, Afghan Wigs, Jah Wobble, Cranberries, Sugar, FFF...) et d'un panorama du rock scandinave. A noter également une scène world music (Cheb Mami, Geoffrey Oryema, Mari Boine, Matilda Vezindad).

Laysan (30 km de Copenhague), tél. : (45) 42-38-66-13.

Suisse

Laysan Rock Festival

Du 9 au 11 juillet

Plus de cent concerts impeccablement organisés pour un événement qui chaque année attire l'Europe au Danemark. Judicieux mélange de vedettes consensuelles (Ray Charles, Neil Young, Red Hot Chili Peppers, Midnight Oil, Chris Isaak), d'une pléiade d'artistes faisant les joies de l'underground international (Cop Shoot Cop, Afghan Wigs, Jah Wobble, Cranberries, Sugar, FFF...) et d'un panorama du rock scandinave. A noter également une scène world music (Cheb Mami, Geoffrey Oryema, Mari Boine, Matilda Vezindad).

Laysan (30 km de Copenhague), tél. : (45) 42-38-66-13.

Suisse

Laysan Rock Festival

Du 9 au 11 juillet

Plus de cent concerts impeccablement organisés pour un événement qui chaque année attire l'Europe au Danemark. Judicieux mélange de vedettes consensuelles (Ray Charles, Neil Young, Red Hot Chili Peppers, Midnight Oil, Chris Isaak), d'une pléiade d'artistes faisant les joies de l'underground international (Cop Shoot Cop, Afghan Wigs, Jah Wobble, Cranberries, Sugar, FFF...) et d'un panorama du rock scandinave. A noter également une scène world music (Cheb Mami, Geoffrey Oryema, Mari Boine, Matilda Vezindad).

Laysan (30 km de Copenhague), tél. : (45) 42-38-66-13.

Suisse

Laysan Rock Festival

Du 9 au 11 juillet

Plus de cent concerts impeccablement organisés pour un événement qui chaque année attire l'Europe au Danemark. Judicieux mélange de vedettes consensuelles (Ray Charles, Neil Young, Red Hot Chili Peppers, Midnight Oil, Chris Isaak), d'une pléiade d'artistes faisant les joies de l'underground international (Cop Shoot Cop, Afghan Wigs, Jah Wobble, Cranberries, Sugar, FFF...) et d'un panorama du rock scandinave. A noter également une scène world music (Cheb Mami, Geoffrey Oryema, Mari Boine, Matilda Vezindad).

Laysan (30 km de Copenhague), tél. : (45) 42-38-66-13.

Suisse

Laysan Rock Festival

Du 9 au 11 juillet

Plus de cent concerts impeccablement organisés pour un événement qui chaque année attire l'Europe au Danemark. Judicieux mélange de vedettes consensuelles (Ray Charles, Neil Young, Red Hot Chili Peppers, Midnight Oil, Chris Isaak), d'une pléiade d'artistes faisant les joies de l'underground international (Cop Shoot Cop, Afghan Wigs, Jah Wobble, Cranberries, Sugar, FFF...) et d'un panorama du rock scandinave. A noter également une scène world music (Cheb Mami, Geoffrey Oryema, Mari Boine, Matilda Vezindad).

Laysan (30 km de Copenhague), tél. : (45) 42-38-66-13.

CHANSON - MUSIQUE DU MONDE

A quoi peut bien servir un festival ? A remonter l'image de marque de municipalités en déficit ? A flatter l'orgueil de collectivités locales qui ont déjà pu mesurer leur pouvoir mais pas leur impact sociologique ? Fragilisés par leurs propres excès, les festivals de printemps et d'été assument parfois le rôle des fêtes foraines autrefois célébrées au

moment des communions solennelles. Amuseurs publics, les artistes tournent dans ce manège infernal sans savoir exactement où ils mettent les pieds. Pourtant, les amateurs, les vrais, directeurs de festival, militants de la chanson française ou partisans de l'ouverture des frontières irriguent les mois chauds d'air frais. Il en existe encore.

Aubervilliers

L'estival

Du 14 au 20 juin

Promenade de printemps en banlieue : du bricoleur Marcel Kanche (le 14) à Juliette Gréco (le 19). Avec Xavier Lacouture (le 15), le Grand Blues Band (le 16), Fly and The Tox (le 17), Cheb Mami et Savat El Atlas (le 18). Concerts également dans les quartiers : Massilia Sound System et Human Spirit (le 16, quartier Presles), Marie-Hélène Ferry (les 15, 17 et 18 à la Villette). Au p'tit Bonheur, les Clams (le 17 quartier du Landy).

Service culturel d'Aubervilliers. Tél. : 48-39-52-48.

Argenteuil

Autour de la voix

Du 17 au 27 juin

Le festival commence en mai, et se prolonge jusqu'à la fin juin. On y a vu des invités, le Breton Denez Prigent, le chanteur Kevin Coyne ou la cantatrice Marylin Horne. Il nous reste à découvrir Jacques Mahieux (le 19 juin, Cave Dimière), un des artistes français, chanteur, auteur-compositeur issu du jazz, plus intéressant du moment. Puis, une fête de la musique d'enfer avec Mambomama (le 21 sur le parvis de la Basilique). Avant la Fête de M^{me} Angot, l'opérette de Charles Lecocq, (les 25, 26 et 27, salle Maurice-Schön), l'Afrique est à l'affiche avec les populaires frères Touré Kanda et le Camerounais en rupture de banc Lapiro de M'Banga (le 24). Direction du développement culturel 3, rue des Gobelins, 95100 Argenteuil. Tél. : 39-61-25-25.

Villeneuve

Eclanova

Du 17 au 20 juin

Du spectacle de rue, des musiques dans tous les sens, de la fête foraine, le tout proposé sur la place publique (la place Lazare-Goujon) ou dans un Magic Mirror, un chapiteau hollandais tel qu'on en a vu essaimé au Printemps de Bourges ou à la Villette. Il y a beaucoup de beau monde à Villeneuve. Le 17 : FFF, Koolhaas, The Gang, Jane Banett et Alfredo Rodriguez, les Têtes raides. Le 18 : Moleque de rue, de furieux récupérateurs de bidons des faubourgs de Bahia, Ray Barreto, le merveilleux groupe vocal anglais Flying Pickets, Eric Larcene, le 19 : les Conteurs Fous, Princess Erika, Louis Chédid, Cesaré, Evora. Le 20, la ville sera entièrement vouée aux esprits forains, avec manèges, salimbiques, bateleurs et compagnie. Tout est gratuit.

Hôtel de Ville de Villeneuve. Tél. : 78-03-67-67.

Sommières

Festival de l'accordéon

Du 25 au 27 juin

Du rock (Les Garçons bouchers, le 25), de la world-music (du tango avec le Cuarteto Cedron, le 26), du musette (Louis Corchia, le 27, avec concours de danse). Un programme net, sans prétention, juste pour montrer que le piano à bretelles vit. Le tout dans les carrières de Juans, un site naturel à la mesure des événements.

1, rue de la Poterie, 30250 Sommières. Tél. : 66-77-70-39.

Paris

Festival du Marais

Du 23 juin au 10 juillet

Théâtre, expositions, poésie et, bien sûr, musique. Du 30 juin au 4 juillet, une création au Théâtre Déjazet, *Mat, le fils du temps du tango*, de et avec Valérie Muniz et Georges Rabol. Le 29, chœurs religieux gitans, par les Grands de Perpignan (église Saint-Denis du Sacrement). Le 29, Pedro Soler (au même endroit). Les 3 et 4 juillet. Musiques jésuites d'Amérique latine (église Saint-Paul-Saint-Louis).

Tél. : (1) 48-87-80-08.

Tempo Brésil

Les 29, 30 juin, 1^{er} et 3 juillet

Caetano Veloso (le 1^{er} juillet), Chico Buarque (le 29 juin), Gilberto Gil (le 30) : trois grands de la musique brésilienne se sont donné rendez-vous à l'Olympia pour créer à eux seuls un des meilleurs festivals de l'été. En première partie, des jeunes surcoups : Trio Esperanza, Tupi Nêga. Le 3 juillet, une soirée éphémère en prime, avec Pablo Milanese. Rare.

Olympia, 28, bd des Capucines, 75009 Paris. Tél. : 47-42-25-49. Loc. FNAC, Virgin Megastore, 3815 Olympia.

Caen

A Caen la Paix

Du 1^{er} au 11 juillet

Un festival de chanson qui prend de l'ampleur. La soirée d'ouverture, *Un piano pour la paix*, à interventions multiples, indique la philosophie. Le 2, le blues est roi (Bernard Allison Group, Paul Personne, Blues Brother Band). Le 3 : Talia, l'harmoniste Jean-Jacques

Milieu et de la musique dans les rues.

Le 4 : Ben Zimet, et Michel Sardon, dont on ignore les dispositions au pacifisme. Le 5 : Princess Erika, Sekou et Ramata, Mano a Mano (le 6 également). Le 7 : Johnny Hallyday, Romain Didier, Una Ranoa. Le 8 : Noir Désir, Sylvie Joy. Le 9 : Cesaré Evora. Clôture le 11 avec la superproduction Jonasz.

Théâtre de Caen, tél. : 31-30-76-20.

FNAC, tél. : 31-39-41-00.

Rennes

Les Tombées de la nuit

Du 3 au 10 juillet

Il y a des concerts partout. Au Théâtre national de Bretagne : le Fleuve, une création de Gilles Servat (le 4), Ray Lema et l'ensemble bulgare Pirtin (le 5), soirée méditerranéenne avec Il Trullin, Elena Ledda et les Corpes Donnislani (le 6), une création d'Yvan Cassar (le 9). Des musiques mélangées sous le chapiteau du jardin du Thabor : les Fabuleux Troubadours, Jo Jo Triban (le 3), le Quintet de Cornemuses (le 4), le jazz de Deborah Seffer (le 6), le musette réagré des Frères de la cote (le 7), l'accordéon d'Alain Trevarin, le trio Trovati, Testi et Vaillant (le 9). Cette quatorzième édition offre aussi de la musique en ses jardins : Sylvain Kassap (le 5), Erik Marchand et Okay Temiz (le 7), Création violons (le 9).

Office du tourisme de Rennes : 8, place du Marché Jean, 35000 Rennes. Tél. : 99-30-38-01.

Mont-de-Marsan

Flamenco

Du 5 au 10 juillet

Des vedettes du flamenco, de Cristina Hoyos aux Gitans de Ferez, El Chocolate, El Lebrjano, Pedro Pena, le spectacle d'Aire Flamenco, Juan Parilla...

Conseil général des Landes, bureau du festival, tél. : 58-06-86-86.

Corse

Festivoce

Du 6 au 15 juillet

A quelques kilomètres de Calvi, le village de Pigna domine la mer et la montagne. L'association E. voce di u Cumune y mène depuis de nombreuses années des recherches sur la culture corse, retrouve les traces d'un passé musical riche, des organes italiennes aux polyphonies campagnardes. Le festival s'est démultiplié dans quelques communes avoisinantes de l'île d'après le groupe Danza du Teatro del Mediterraneo, musiques de l'Italie centrale, danses populaires. Le 9 : l'ensemble Microgus d'Assise interprète *La Notte del folli*, en référence aux traditions liturgiques et estudiantines du 12^e et 13^e siècles. Le 11 (à Calvi), des *Cantates barbares italiennes*, par Gérard Lesnes et l'ensemble Seminario musicale. Le 13 (à Calvi), l'ensemble Organum de Marcel Péro et des chanteurs corses restituent les chants des manuscrits franciscains de l'île datant des 17^e et 18^e siècles. Le 15 (à Calvi) *E. voce di u Cumune*, une création pour voix corses et percussions.

Festivoce-E. voce di u Cumune. 20220 Pigna. Tél. : 95-61-77-31.

Nantes

Festival international d'été

Du 7 au 11 juillet

Femmes du monde : le thème choisi par le festival de Nantes est à la hauteur de ses ambitions. De la Berbere Houria Aïchi à la Mauricienne Diney Mint Abba en passant par les Belgo-Zaïroises Zap Mama, les Bulgares du chœur Pirtin. Il y aura aussi les inoubliables Amazones de Guinée. En prime, les Tambours du Rwanda, des soirées cubaines, tango, africaines, mêlées à un rythme d'enfer.

Porte Saint-Pierre, rue de l'Évêché 44000 Nantes. Tél. : 40-08-01-00.

Côte d'Opale

Du 9 au 31 juillet

De Dunkerque à Berck, tout le monde se donne rendez-vous pour faire vivre le rock, le funk, le jazz. Keziah Jones, Jean Baez (excellente), Johnny Hallyday, Nilda Fernandez, Karim Kacel, Mory Kanté, Alain Chamfort, Trisk Corporation...

Rég. : offices de tourisme des villes de Berck à Dunkerque. Tél. : 21-30-40-53.

Saint-Chartier

Rencontres internationales de luthiers et maîtres sonneurs

Du 10 au 14 juillet

Le plus grand festival de musiques traditionnelles d'Europe. Des sonneurs venus de partout, des coblas catalanes, le Violoncelle d'Orchestre (l'Orchestre national de vieilles à roue). Des expositions, des scènes libres, des stages de fabrication d'instruments, etc. Le spectacle off vaut à lui seul le déplacement.

Office du tourisme, 36100 La Châtre. Tél. : 54-48-22-44.

Dournevez

Jazz en hale

Les 10 et 11 juillet

Le port-musée de Dournevez, le premier de France, le plus grand d'Europe accueille deux jours de jazz mélangé : Ahmad Jamal, Ray Barreto, les Cubains Alma Rosa et Mayohuacan. Gospel avec Clem Hasford.

Tél. : 88-82-15-44.

La Rochelle

Les Francfolies

Du 13 au 18 juillet

Le grand rendez-vous de la chanson francophone. Sur le port, en toute quiétude, défilent les vedettes et les espoirs de l'année. Le 13 : Louis Chédid, Jean-Louis Aubert, Jacques Haurouy, Paul Personne, Princess Erika, Catherine Ribeiro. Le 14 : Ray Lema et le chœur Pirtin, Michel Fugère, Maïla Family, Eric Larcene, Vanessa Paradis et le groupe Tazaniens Tazaniens. Le 15 : les Fabuleux Troubadours, Thomas Fersen, les Innocents, Massilia Sound System, Johnny Hallyday, Zebda. Le 16 : Noir Désir, Serge Reggiani, Kai Ouma, Jodi Wini, l'Affaire Louis Trio, Nathalie Dupuy. Le 17 : Amia, Art Meno, Jacques Dutronc, Etienne Daho, Nilda Fernandez, Louise Forestier, Khaled, Luis Llach, Michel Rouyre. Le 18 : 10 Petits Indiens, Brigitte Comard, Michel Jonasz, Alain Lepeux et Richard Galliano, Les Garçons bouchers, Mauraane, Michel Rivard. Bref, de quoi remonter le moral de ceux qui croient le genre moribond.

Renseignements, réservations : 48-50-55-77. Minitel : 3615 Follz. Sur place : Le Courroux, 4, rue Saint-du-Pérot, 17000 La Rochelle.

Aries

Mosaïque gitane

Du 13 au 17 juillet

El Amor flamenco, ou *l'Amour sorcier* de Manuel de Falla dans sa première version, pour chanteurs flamenco, le tout présenté dans l'abbaye de Montmajour

Du 24 au 26 juin

C'est une aventure en soi. Ici, la musique a sa place. Pour aller l'écouter, il faut prendre le bateau depuis le vieux port, marcher dans la nuit étoilée, regarder Marseille d'en face, avant d'arriver sur le site de l'ancien hôpital de quarantaine, avec ses colonnades d'inspiration grecque et ses escaliers chantants où le son est installé dans les quartiers périphériques de Marseille. Le voyage est compris dans le prix du billet. Nuits blanches est né dans ces quartiers périphériques de Marseille avant d'être hébergé au Palais du Prado, puis de trouver son lieu idéal, les Iles du Frioul. Le budget n'est pas énorme, des jaloux lui mettent des bâtons dans les roues. Nuits blanches réside la nuit dans les étoiles, celles du Sud. Les trois soirées ne cherchent pas forcément les inédits. Mais leur main est

composé avec soin, équilibré entre les découvertes et les vedettes du jour.

Pour cette année, une ouverture en forme de Nuit des Iles : Cesaré Evora, du Cap-Vert, Danyel Wero, de la Réunion, Alfredo Rodriguez, de Cuba (le 24). Puis : les anacrétes du rap, les Américains The Last Poets, l'Angolais à la voix raupeuse Bonga, les Marocains de Jekouka (le 25), la best-generation s'y retrouvera. Clôture en jazz et blues, avec les Américains John Hammond et la Mississippi Blues Revue, les Africains du Sud, les African Jazz Pioneer, et les Mallois du Super Paul Bonick Verbeke et Marc Lelange. Le 4 : John Lewis et une soirée à thème, le Blues de l'Europe, du fado aux chants bulgares. Le 5 : Ray Lema, Michel Portal, avec Nguyen Le, Jean-François Jenny-Clark et Triok Gorta.

Tél. : 58-08-86-86.

Tulle

Nuits de nacre

Du 11 au 18 septembre

Le plus passionnant des festivals d'accrochage, mené de main de maître par Richard Galliano. Cette année, le programme sera encore d'une richesse inouïe, avec les meilleurs d'ici (Marcel Azzola), des Malgaches, des Argentins, des Américains, etc.

Tél. : 56-26-89-80.

Lorient

Festival interceltique

Du 6 au 18 août

Fort de ses 260 000 spectateurs, l'interceltique continue sur sa lancée, toujours aussi fructueuse à sa création, il y a vingt ans. Ouverture par un fest-noz, un grand, un vrai (le 6), passionnant championnat de bagad de Bretagne et création d'une *Cantate pour la paix* de René Abjean. Grande nuit de la folk irlandaise (le 7). Le 8 : Grande parade des nations celtes, concert de David Spillane. Le 9 : Alan Stivell et Loreena McKennitt. Cocktail d'atmosphère. Ensuite, le festival va de fest-noz en fest-noz, en passant par des chansons courtoises du Moyen Âge et le défilé incessant de Galois, de Galiciens ou d'Irlandais dans les

rues et les pubs de la ville. Le 11 : Anne des Iles, de Hervé Cavellier par Marc Stecker. Le 12 : Alan Stivell. Le 13 : création de *Hentou Dall Air Pulez*, de Yves Herwan Chopard avec Les Percussions de Strasbourg. Le 14 : les virtuoses de la cornemuse, les Ecossais Wolfstone. Fermeture du pub interceltique le 15 août.

Festival interceltique, 2, rue Paul-Bert 56100 Lorient. Tél. : 97-21-24-29.

Saint-Gilles

RENDEZ-VOUS D'ÉTÉ

T H E A T R E

Alès

Paroles d'Alès
Jusqu'au 19 juin
Septième édition du rendez-vous annuel de la parole méditerranéenne, où l'on se familiarise avec des textes originaux de la littérature orale, de la mythologie et de la poésie. Chaque jour, quatre rendez-vous : 18 heures, parole mythologique ; 19 heures, apéro-conte ; 20 h 30, soirée conte ; 22 heures, soirée poésie. Trois créations significatives cette année : *la Fille de Jérusalem*, avec le Centre de musique arabe de Paris, inspiré du Cantique des cantiques et du Ghazal soufi (le 17 à 21 heures au Cratère Théâtre) ; *Kyra Kyralina*, d'après Panah Itrati, dit par Boris Sverdlov (le 19 à 15 heures aux Entrepts Thalassa) ; *la Fureur gourmande*, d'Henri Cazaux et Kamel Guemoun (le 19 à 18 heures aux Entrepts Thalassa).

30, rue des Acacias, 30100 Alès. De 15 h à 19 h. Tél. : 66-30-67-29.

XVI^e Festival du jeune théâtre

Du 14 au 24 juillet
Un choix exigeant dans l'actualité de la jeune création dramatique française. Coup d'envoi avec *Méphistophélès*, spectacle de rue (le 14 à 22 h 30), puis trois créations : *les Guerriers*, de Philippe Minyana, m. s. Valérie Jallais (les 15 et 16 à 19 heures) ; *Dieu merci, on ne meurt qu'une fois*, de Monique Enckell, m. s. Abbès Zahmani (les 15 et 17 à 22 heures) ; *le Triomphe de l'amour*, de Marivaux, m. s. Anne Arigues (le 16 à 22 heures). A ne pas rater : l'attrape-théâtre *la Surprise de l'amour*, le 19 à 22 heures et la Ballatum Théâtre (*Ennemi de nocé*, le 24 à 22 heures).

Les Amis du théâtre populaire, 13, espace André-Chamson, 30100 Alès. Tél. : 66-52-26-59.

Aubagne

VII^e Festival
Du 29 juin au 4 juillet
Tous les rires se donnent rendez-vous dans cette ville provençale, de celui des découvertes de « La classe » (1) à celui de Michel Boujenah (3 à 21 heures). Des inconnus et des stars : les Frères Topolino (le 29 à 22 heures) ; Bigard (le 30 à 21 heures) ; Richard Obozniev (le 1^{er} à 22 heures) ; la Nuit des fous (avec Gustave Parking le 2 à 21 heures) ; Hôtel de ville, 13677 Aubagne Cedex. 120F. Tél. : 42-71-19-15.

L'été des festivals serait-il le moment de la plus grande confusion ou bien celui de la plus grande ouverture ? On chavire un peu à la lecture des avants-programmes concoctés là par un artiste, là par un élu local, là par un pont de la vie artistique institutionnelle. Souvent au même endroit, on mêle allègrement les genres et les partis dans le but de

séduire le plus grand nombre ; ailleurs, on parie sur une programmation univoque, et donc plus courageuse. Quel-quefois, on garde l'œil bien ouvert sur l'actualité des créations hors de France. Les manifestations réunies ici ne sont que la plus petite partie d'un maelström autrement fourmillant. Une sélection drastique.

Belloc (Haute-Vienne)

XI^e Festival
Du 19 juin au 11 juillet
Rendez-vous discret de la qualité à Belloc qui mêle musique et théâtre. Création du *Somme d'une nuit d'été*, par la compagnie Pierre Debauche (le 26 à 21 h 45) ; *rapace d'une envie de tuer sur le bout de la langue*, m. s. Xavier Duringer (le 2 à 21 h 45) ; *Lacerte Borgia*, de Victor Hugo, m. s. Vincent Garanger (le 9 à 21 h 30) ; *Monsieur Giraudoux*, de Paul Morand, m. s. Philippe Labonne (le 11 à 11 heures).

5, place Jean-de-La-Fontaine, 87300 Belloc. Tél. : 65-73-04-04.

Blaye (Gironde)

IV^e Festival
Du 28 août au 3 septembre
Le rendez-vous annuel des jeunes acteurs qui travaillent sous le regard de metteurs en scène chevronnés : *Katherine Barker*, de Jean Audureau, m. s. Jean-Louis Thamin (éclaire du Conservatoire national de région, du 26 au 28 à 20 h 30) ; *Andromaque*, de Racine, m. s. Yvan Blanloil (par le groupe bordelais intérieur nuit, du 28 au 1^{er} : horaires variables) ; *En attendant Godot*, de Beckett, m. s. Philippe Adrien (par les Chantiers de Blaye, du 1^{er} au 3 à 20 h 30).

Citadelle, 33390 Blaye. Tél. : 57-42-83-39.

Caen

Playtime 93
Du 3 au 9 juillet
Organisé par la Comédie de Caen, l'un des festivals les plus récents et les plus intéressants qui réunissent artistes français et anglais autour de l'actualité de la création dramatique britannique au Théâtre

d'Alençon, de Caen, d'Hérouville et de Cherbourg : *Call Blue Jane* (théâtre visuel), de Deborah Levy, par la compagnie Man Act (3) ; *Tableau d'une exécution*, de Howard Barker, par le Nouveau Théâtre de Bourgogne (4, 8 et 9) ; *The Desire Paths* (théâtre musical), de Graeme Miller (6 et 8) ; *Déjà vu* (lecture-spectacle), de John Osborne (4, 5, 7 et 9). Renseignements à la Comédie de Caen, 41, rue Poëlle, 14012 Caen. Tél. : 31-48-27-27. Théâtre d'Alençon. Tél. : 33-29-16-98.

Carpentras

Les Estivales
Du 18 au 31 juillet
La ville du Vancluse a confié à Jean-Pierre Darras la direction de ce festival qui mêle théâtre, danse, musique et cirque. Coup d'envoi avec la *Trilogie marseillaise*, de Pagnol, m. s. Jean-Luc Tardieu (16 et 17) ; *l'Avare*, de Molière, m. s. de Jean-Luc Moreau (19) ; *les Frères Zénil*, de Jérôme Deschamps (23 et 24) ; Jacques Weber seul en scène (26) ; *Théâtre hippique*, par le Cirque Alexis Grass (30 et 31). Tous les spectacles ont lieu à 21 h 30.

Centre culturel de la Charité, 77, rue Cortier, BP 113, 84204 Carpentras Cedex. De 80F à 150F. Tél. : 90-60-48-00.

Chalon-sur-Saône

Chalon dans la rue
Du 22 au 25 juillet
Septième édition de l'un des meilleurs festivals de théâtre de rue en France, 38 spectacles dont 12 créations par 27 compagnies venues de six pays. En vedette : les Catalans de la Fura dels Baus et Els Comediants et les plasticiens volants pour la soirée de clôture. Quatre jours et quatre nuits folles pour une splendide invitation à la fête.

Maison du festival, 16, rue de la Motte, 71100 Chalon-sur-Saône. 60 F. Tél. : 85-48-05-22.

Figeac (Lot)

VII^e Festival européen des artistes handicapés mentaux
Les 23, 24 et 25 juillet
Créé en 1987 par une association locale de parents d'enfants handicapés, ce festival initié par Martin Malvy, maire socialiste de la ville, a pour but de réunir pendant trois jours l'essentiel de la création artistique d'artistes handicapés de France et d'Europe.

Centre culturel, 2, bd Pasteur, 46100 Figeac. Tél. : 65-34-57-05.

Grenoble

IX^e Festival de théâtre européen
Du 3 au 10 juillet
Sous-titré « Toc ! toc ! toc ! Grenoble », ce festival de qualité a pour thème le voyage. Il commencera avec le Footsbarn Travelling Theater en parade (le 2) et en spectacle (du 3 au 7) avec un de leurs hits, *Roméo et Juliette*. Avant sa venue à Paris Quartier d'été, le Teatro del Silencio, du Chili, présentera *Malasombra ou les mille et une nuits d'un poète* (le 5). Des groupes français, catalans, espagnols, italiens, tchèques complètent une programmation qui mêle arts de la scène, de la rue, du cirque. Avis aux découvreurs !

Théâtre-Audon, 8, rue Pierre-Duclet, 38000 Grenoble. De 35 F à 50 F. Tél. : 76-44-80-92.

Martignes

XVIII^e Festival
Du 15 au 24 juillet
Théâtre et musique sont à l'affiche de ce petit festival à l'affiche honnête. Côté théâtre, ouverture avec le Teatro del Silencio (*lire ci-dessus*) (le 16 et 17 à 21 h 30). La compagnie Yvon Chaix présente la *Maison Tellier*, de Maupassant (le 16 et 17 à 21 h 30). D'Afrique,

l'ensemble Kotcha d'Abidjan crée *Pan-nuilles tropicales*, de Souleymane Koly. Le Ballatum Théâtre donnera *Zoo de nuit*, pièce-promenade de Michel Azama (20 à 21 heures). L'Atropeement 2 et le Workshop de Lyon animent une *Nuit de la nouvelle* (22 à 21 h 30). La compagnie Fasil, dirigée par François Fripiat et Susana Lascro, présente *Grand peur et misère* et la *Fête chez Gertrude*, d'après Brecht et Zola (23 à 21 h 30).

Centre de développement artistique et culturel, BP 215, 13898 Martignes Cedex. Tél. : 42-44-52-21. A partir du 1^{er} juillet au bureau du festival dans l'île. Tél. : 42-49-39-40/41.

Mauberge

Les Inattendus
Du 26 juin au 3 juillet
La rituelle semaine loufoque concoctée par le directeur du Théâtre du Manège, Didier Fusillier, a pour thème cette année les spirituels. Retour aux années 60, bienvenue à Maubergeopolis et ses détournements urbains, ses transformations météorologiques... Une seule règle pour les « festivaliers » : faire n'importe quoi avec des groupes de rock, de théâtre, de cirque, comme le Jim Rose Circus Sideshow (26 et 27), la Fura dels Baus (27), Dead Chickens (du 26 au 3), Art Zoyd (du 30 à 2)...

La Manège, centre culturel transfrontalier, rue de la Croix, 59600 Mauberge. Tél. : 27-65-95-40.

Montpellier

VII^e Printemps des comédiens
Du 11 juin au 7 juillet
Sous-titré « Peuples nomades », le festival de Montpellier a rendez-vous avec l'Afrique du Nord - la Route nomade (du 11 au 26, de 18 heures à 21 heures, château d'O) - avec l'Inde, le Sahara, la Roumanie et la Camargue - la Nuit nomade, animée par Sami Frey (21 à

21 h 45, château d'O) - les Tziganes avec *Noces de sang*, de Federico García Lorca par le Rom Théâtre Philipe (18 et 19, à 21 h 45, château d'O). Plusieurs créations à l'affiche : *Kala*, de Maurice Durozier (12, 15, 18, 19, 22, 26, lieux et horaires variables) ; *Roméo et Juliette*, par le Footsbarn Travelling Theater (du 30 au 24 à 21 heures, château d'O) ; des reprises : *Noun*, par la Fura dels Baus (15 au 17 à 21 h 45, château d'O) ; *l'Homme qui recherche théâtrale* de Peter Brook (du 25 au 5 à 21 h 45, château d'O) ; *Domaine Venise*, de Serge Valleri, m. s. Jacques Niche (du 11 au 20 à 20 h 45, Grammont) ; *Quilote!*, d'après Cervantes, m. s. Cora Herrendorf (25 et 26 à 21 h 45, du 29 au 1^{er} à 21 h 45, château d'O) ; *Des siècles de paix*, par les Fédérés, m. s. Olivier Perrier (du 23 au 26 à 21 h 45, château du Terral, Saint-Jean-de-Védas) ; *l'Homme qui recherche théâtrale* de Peter Brook (du 25 au 5 à 21 h 45, château d'O) ; *Domaine Venise*, de Serge Valleri, m. s. Jacques Niche (du 11 au 20 à 20 h 45, Grammont) ; *Quilote!*, d'après Cervantes, m. s. Cora Herrendorf (25 et 26 à 21 h 45, du 29 au 1^{er} à 21 h 45, château d'O) ; *Des siècles de paix*, par les Fédérés, m. s. Olivier Perrier (du 23 au 26 à 21 h 45, château du Terral, Saint-Jean-de-Védas).

Nexon (Haute-Vienne)

Capitale du cirque
Du 2 au 28 août
Dans l'un des plus anciens et des plus prestigieux harnis de France, le cirque Fratellini dresse son chapiteau pour un mois de rencontres entre le cirque et les arts. Stages internationaux des arts du cirque, rencontres cinématographiques des films de cirque, deux expositions (*le Clown et les jouets* ; *le Cirque*, photos de Pierre Etain)...

Conciergerie du château, 87800 Nexon. Tél. : 55-58-28-44.

Paris

IX^e Festival de la butte Montmartre
Jusqu'au 3 juillet
Montmartre se veut le cœur européen des arts pendant trois semaines et intitulé sous neuvième festival « 1993 : l'Europe au But... Montmartre ». Vingt et un événements de théâtre, de musique et de danse, dans cinq lieux fermés ou de plein air. Alexandra Stewart ouvre le

Paris Quartier d'été

Du 15 juillet au 15 août.
La quatrième édition de Paris Quartier d'été, festival qui réunit dans la capitale des artistes de toutes disciplines, aura lieu du 15 juillet au 15 août.

Opéra-Garnier. - Youssou N'Dour et ses invités, le 17 juillet à 20 h 30 (70 F à 120 F). Nuit africaine, le 17 de 18 h 30 à minuit, avec les Souls Brothers, des groupes du Nigeria, du Kenya, du Zimbabwe, de Guinée... (70 F à 150 F). Sur le grand escalier, le 18, à 16 heures, un défilé de mode avec concours d'élégance (entrée libre).

Chaillot. - « Le bal moderne ». Les Arts Étonnants organisent du 23 juillet au 15 août, de 19 heures à minuit, et le dimanche, de 16 heures à 22 heures, une série de bals, ordonnés par cinq chorégraphes : Philippe Decourty, Daniel Larrieu, Jose Montalvo, Ann Carlson, Doug Elkins. Quatre danseurs vont prendre en charge les visiteurs (une quarantaine par groupe), les entraîner, leur enseigner à bouger sur de la musique (30 F et 50 F). Chacun pourra choisir son chorégraphe, en changer, rester le temps qu'il lui plaît. Un album compilation édité par Virgin, accompagné d'un manuel-méthode, sera mis en vente.

Arche de la Défense. - *Le Requiem* de Verdi, par l'Orchestre de Paris, avec les chœurs de la radio-télévision de Riga, direction Jansug Kakhidze, le 24 juillet à 22 heures (entrée libre).

Parc de la Villette. - La Compagnie foraine présente sous chapiteau *Leur-Éléphant*, spectacle dans lequel on voit un cirque traditionnel déboussolé par le délire d'un commis (Benoît Régent), ancien acteur qui veut à tout prix jouer *Leur*. Du 20 juillet au 12 août, du mardi au

dimanche, à 21 heures. 80 F. « Cinéma en plein air : le western ». Du 15 juillet au 7 août, du mardi au dimanche, à 22 heures. 40 F la location d'un transat pour regarder les films sur grand écran dans les meilleures conditions.

Le kiosque à musique accueille des bals concerts, les 25 juillet, 1^{er}, 8 et 15 août. Des parades auront lieu dans le Parc les 23 et 31 juillet, les 7 et 14 août. Et des hommes-orchestres venus de toute l'Europe se produiront les 21, 23, 28 et 30 juillet, les 4, 6, 11 et 13 août. Toutes ces animations commenceront à 17 heures et sont gratuites.

Jardin du Luxembourg. - Le kiosque à musique accueille du 19 juillet au 7 août, du mardi au dimanche, à 18 heures, les Renegades de Trinidad, la Squadra de Génes, le Cuarteto Cedron, le trio Ami Flammar, Gérard Barreaux, Frédéric Stochli, Justin Valli (Madagascar), la Famille albanaise Lela de Permet. Chaque groupe se produit trois jours, les concerts sont gratuits.

Jardins du Palais Royal. - *Malasombra*, spectacle-hommage à Rimbaud, par le groupe de théâtre-mime chilien Teatro del Silencio, du 27 juillet au 1^{er} août, du mardi au dimanche, à 19 heures (entrée libre).

Musée national du Moyen Âge. - Ensemble Ultraia, programme de musiques médiévales, du 2 juillet au 1^{er} août, les vendredis à 12 h 30, les samedis et dimanche à 18 heures. Location : 43-25-62-00. 15 F et 25 F.

★ Paris Quartier d'été : 43 rue de Rivoli, 75001 Paris. Tél. : 40-28-40-33. Fax : 40-26-43-13.



« Leur-Éléphant », par la Compagnie Foraine.

MAISON
Centre Culturel de Paris
Turbulences
Rencontrer les
Jeunes Comédiens
du 10 au 13 juin 1993
Renseignements : 88 67 61 71

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
46-62-74-43

PALAIS ROYAL
CANADA THEATRE
présentent
UBU
d'après Alfred JARRY
RAFFETI MASSON
GUILHEM PELLEGRI
On parle à l'esthétique "petits thèmes
rive gauche" des années 50, au burlesque
du langage de la Comédie Gréco-
Romaine. Une image à la Dürer d'un
couple uni pour le meilleur et pour le
pire...
C. Godard Le Monde
Cette adaptation est d'une liberté farouche
et jubilaire. Ici, le théâtre a du poète, du
roi, de la couleur. B. Masson et G. Pellegrin
ont beaucoup de talent... un triomphe
russe.
M. Thébaud Le Figaro
LOCATION 42 97 59 81
ÉTUDIANTS 100 F

24 mai - 30 juin
à 20 h 45 précises
Relâche dimanche
STUDIO
THEATRE
de **VITRY**
46 81 75 50
Réservation
indispensable
PARTAGE DE MIDI
version de 1906
de Paul Claudel
Mise en scène Alain Ollivier
DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde DES LIVRES

L'Ecole Supérieure d'Art Dramatique
du Théâtre National de Strasbourg
présente
Baal
Bertolt Brecht
Traduction française Malika B.Durif
Mise en scène Daniel Girard
Par les comédiens et
scénographes du Groupe XXVII
avec le soutien du JTN
15-19 Juin 1993 à 20.30
Entrée libre,
réservation indispensable
47.93.26.30
théâtre de gennevilliers
centre dramatique national
direction bernard sobel
41, avenue des grésillons
92430 gennevilliers
métro gabriel péri ligne 13

RENDEZ-VOUS D'ÉTÉ

D A N S E

→ festival avec l'invitation de l'ange, d'André Nataf (jusqu'au 12 à 21 heures, Espace Accor), Garance interprète le *Monologue de Molly Bloom*, extrait du dernier chapitre de *Ulysse*, de Joyce (21 et 22 à 21 heures, Espace Accor). Aux Ateliers de Montmartre, la *Nuit des roses*, de Shakespeare, par le Théâtre de la Vie de Bruxelles (16 au 18 à 21 heures). Au Lavoisier moderne Proceart : *Tout d'un coup*, de l'Israélien Dani Horowitz (10 au 12 à 21 heures). *Candide*, d'après Voltaire par le Théâtre Alternatives de Sofia (en langue bulgare, 17 au 19 à 21 heures). *Y'a une mouche sur le mur*, d'après Büchner, par les franciliens de la compagnie Thunderball's (1^{er} au 3 à 21 heures). Bureau du festival, 14 bis, rue Salnt-Amand, 75018 Paris. Tél. : 42-82-46-22. Minitel 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA.

Périgueux

Mimos

Du 2 au 10 août
Le geste, tous les gestes sont au rendez-vous de Périgueux, l'un des meilleurs festivals de France. Quinze compagnies françaises et étrangères de mime contemporain, deux groupes de danses narratives, l'affiche 93 est splendide. Ouverture avec *May B*, par la compagnie Maggy Marin (le 2). Le 3 : *Massacre*, par le Théâtre du Silence (Chil). Le 4 : *Le Temps immobile*, par la compagnie Hara Strate (+4). Le 5 : *Maurice*, nouveau spectacle du groupe Licedei de Saint-Petersbourg. Le 6 : *Parade des Padox*, par la compagnie Houdart-Henrich. Le 7 : *Le Ciel paré de bragues*, par Danat Danza (Espagne). Le 8 : *Negadon*, une boîte infernale conçue par Pisco Crudo : *Passepasse*, de Bruno Meyssat. Le 9 : *Les Hommes naissent tous vagues*, par la compagnie Cottillard. Le 10 : *Impasse*, par la compagnie Stoka (Slovaquie) (+9 et 10). *Portrait de Marjolaine*, par la compagnie Marceline Lericque/Sazelen (+9). *Pythie*, par la compagnie La Môme (+9). Le 10 : *Milieu du monde*, par le Temps fort Théâtre. *Nuit magique*, par le Xarxa Théâtre (Espagne).

Perpignan

Les Estivales

Du 13 juin au 17 juillet
Priorité ici aux « cultures du Sud » avec six créations dont trois sont théâtrales : *Le Ciel de Cornille*, m. s. Francis Huster (les 13 et 14 juin, les 10 et 11 juillet). *Histoires*, par la compagnie Dagoll-Dagom (Catalogne) (4). *La Nuit des conteurs*, avec Henri Gougard, Nacer Khemir, Henri Cazaux, Kamel Guennoun et Cesc Serrat (15).

Les Estivales

Du 13 juin au 17 juillet
Priorité ici aux « cultures du Sud » avec six créations dont trois sont théâtrales : *Le Ciel de Cornille*, m. s. Francis Huster (les 13 et 14 juin, les 10 et 11 juillet). *Histoires*, par la compagnie Dagoll-Dagom (Catalogne) (4). *La Nuit des conteurs*, avec Henri Gougard, Nacer Khemir, Henri Cazaux, Kamel Guennoun et Cesc Serrat (15).

Ramatuelle

Du 1^{er} au 13 août
Le festival le plus « boulevard » de l'été avec plusieurs des grosses machines commerciales qui ont déjà fait leur preuve de grande interprétation. Cité théâtre : *Le Ciel*, m. s. Francis Huster (4). *Le Riche connaît*, de Goldoni, m. s. Francis Sayad, avec Michel Calabru (5). *Show-Biz*, de Neil Simon, avec Georges Wilson et Jacques Dufré (6). *La Moutte*, de Tchekhov, m. s. Isabelle Nanty, avec Guy Tréjan et Aurélien Clermont (9). *La Clé*, m. s. Francis Huster (10). *Popeck* (12). *Solo*, de Willy Russell, avec Josiane Balasko (13).

Spectacles tous les soirs à 21 h 30 au Théâtre de Ramatuelle. Association Festival de Ramatuelle, les Aiguilliers, 83260 Ramatuelle. Tél. : 94-78-53-83.

Sariat

Du 24 juillet au 6 août
Cela commence dans la rue avec *Une machine pour amuser le temps* conçus par Francis Kasi (24). Cela continue avec le *Ciel d'Huster* (28) et *Deux Lubiche* Alexis (29). Place aux jeunes avec Vincent Gausser et sa mise en scène de *Lacoste* Borgia, de Victor Hugo (30). Bienvenue aux Italiens de Paris avec *L'Épouse* de Goldoni, m. s. Attilio Magagnoli. Finissons avec le *Bourgeois gentilhomme*, m. s. d'Arlette Teplany (4) et les *Petites Femmes de Melpomène*, m. s. Daniel Céli.

Festival de Sariat, BP 53, 24202 Sariat Cedex. Tél. : 53-21-70-53. Information programme (service vocal), tél. : 38-70-86-70.

Sotteville-les-Rouen

Du 26 et 27 juin
20 compagnies de théâtre de rue pour un week-end de fête des plus tentants : Hors Strat. Délices Dada, Xarxa, Perillos, etc.

Bureau du festival, BP 19, 76201 Sotteville-les-Rouen Cedex. Tél. : 35-63-80-89.

Vaour

Du 4 au 12 août
Dans un petit village des Causses du Tarn, un petit rendez-vous sans prétention mais non sans ambition aux côtés de Rufus, du Petit Théâtre Baroque, d'André Brinko, de Corbiu et d'Abel et Gordon.

« Les Glycines », 81140 Vaour. De 30 F à 80 F. Tél. : 63-50-36-87.

Eté 93, personne ne bouge, on fait le point. L'heure est à l'évaluation de ces quinze dernières années. Ça promet. Il y a ceux qui rient, trop haut et trop fort, que la danse a de l'asthme. Il y a ceux qui pensent, avec plus de raison, qu'elle est en pleine transformation. Les programmeurs, un peu affolés de ne plus distinguer avec certitude qui est qui, aff-

chent Béjart et Cunningham, les ballets d'opéras et les rappeurs. La tendance est aux valeurs confirmées. Les petits nouveaux ne sont pas du bilan. On a donc sorti la toise. Chacun se tient prêt, calculatrice en main. Mais la danse n'est jamais là où l'on croit l'avoir, enfin, épinglée, étiquetée, momifiée. Elle vit. Elle bouge. A suivre!

ILE-DE-FRANCE

Paris

Festival de la butte Montmartre

Du 10 juin au 3 juillet
Il s'agit d'un festival réservé à Gigi Caciuleanu et à ses œuvres. Soit le Centre chorégraphique de Rennes et de Bretagne. De bons danseurs (du 21 au 26 juin, 3 programmes, 21 h, arènes de Montmartre). N'oublions pas le Studio Laroché-Valière (les 30, 1^{er}, 2, 3 juillet, 21 h, arènes). La danse est accompagnée de nombreux concerts. Signalons un hommage à Tchikovski, sous la direction d'Oliver Holt (le 10, Théâtre du Trionon, 21 h).

Festival de Montmartre, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

PROVENCE

ALPES-COTE D'AZUR

Aix-en-Provence

Festival d'Aix-en-Provence

Du 15 au 24 juillet
Les chorégraphes qui aiment s'exposer dans la rue sont une spécialité de l'Aix. Au même titre que les caissons. Pour ses dix-sept ans d'existence, la manifestation s'offre un petit coup de blues, avec l'enfant du pays : Odile Duboc, se penche sur dix ans de création, avec des événements intitulés 80-13 (les 16 et 17, école Chastel, à partir de 9 h jusqu'à 19 h 45) et avec *Four Mémorial* (le 22 juillet, Val de l'Arc, 22 heures). Avant Odile Duboc, Karole Armitage, avec *Hucksters of the Soul* et son élégance costumière, aura secoué les consciences de tous ceux qui assistent subitement de coup les caissons. Pour ses dix-sept ans d'existence, la manifestation s'offre un petit coup de blues, avec l'enfant du pays : Odile Duboc, se penche sur dix ans de création, avec des événements intitulés 80-13 (les 16 et 17, école Chastel, à partir de 9 h jusqu'à 19 h 45) et avec *Four Mémorial* (le 22 juillet, Val de l'Arc, 22 heures). Avant Odile Duboc, Karole Armitage, avec *Hucksters of the Soul* et son élégance costumière, aura secoué les consciences de tous ceux qui assistent subitement de coup les caissons.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

PROVENCE

ALPES-COTE D'AZUR

Aix-en-Provence

Festival d'Aix-en-Provence

Du 15 au 24 juillet
Les chorégraphes qui aiment s'exposer dans la rue sont une spécialité de l'Aix. Au même titre que les caissons. Pour ses dix-sept ans d'existence, la manifestation s'offre un petit coup de blues, avec l'enfant du pays : Odile Duboc, se penche sur dix ans de création, avec des événements intitulés 80-13 (les 16 et 17, école Chastel, à partir de 9 h jusqu'à 19 h 45) et avec *Four Mémorial* (le 22 juillet, Val de l'Arc, 22 heures). Avant Odile Duboc, Karole Armitage, avec *Hucksters of the Soul* et son élégance costumière, aura secoué les consciences de tous ceux qui assistent subitement de coup les caissons.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

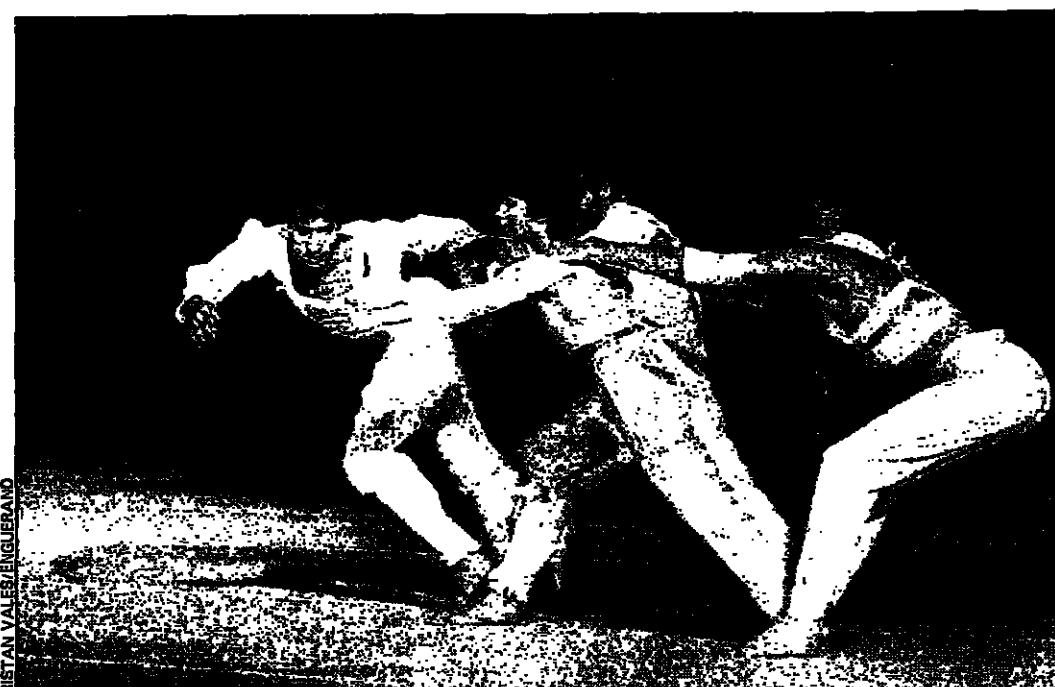
Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.

Festival d'Aix-en-Provence, rue Chappe, 75018. Frac, Mégastore, 3615 BILLETTEL, 3615 CAPITALE, 3615 THEA, bureau du Festival.



«Ulysse 84», chorégraphie de Jean-Claude Gallotta.

mais intelligemment conçu s'il s'agit de faire comprendre une évolution de la danse sur plus de vingt ans. Les *Météores* de François Raffinot devrait créer une surprise avec une sorte de parabole autour du jeu des corps et des esprits. Libération? (les 2 et 3 juillet, Amphithéâtre, 22 heures). Cie Marietta/Hervé Robbe dans *Factory* (le 4, Théâtre couvert, 19 h et 22 h). *Angone* de Mathilde Monnier arrive en voisine de Montpellier (le 6, Amphithéâtre, 22 heures). Cie La Lieuse avec *F* (le 7, Théâtre couvert, 22 heures). Et Béjart en majesté, escorté de sa nouvelle compagnie, Rudra, avec *Opéra* et le *Mandarin merveilleux* et *Un art du pas de deux* qui devrait faire salle comble (du 8 au 13, Amphithéâtre, 22 heures). On sera là, évidemment, pour la reprise de la pièce culte et fondatrice de Jean-Claude Gallotta, le célèbre *Ulysse* (les 16 et 17, Amphithéâtre, 22 heures). On sera là pour Merveille Cunningham, dont l'œuvre apparaît astrale et lumineuse, simple et magique, dans l'histoire du siècle. Sa compagnie dansera *Beach Birds* et *Enter* (le 23, Amphithéâtre, 22 heures) et *Neighbors* et *Enter* (le 24, même lieu). Les représentations seront entourées d'ateliers et de projections de films. Du bonheur en perspective. Et pour finir, la Batseva Dance Company arrive d'Israël avec *Mabul* (le 26, Amphithéâtre, 22 heures).

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Théâtre national de la danse et de l'image, Chateaufort/Toulon, BP 118, 83152 Olives Cedex. Tél. : 94-24-11-78.

Martignes

Festival de folklore mondial

Du 4 au 11 août
Festival autour des folklores et des cultures méditerranéennes. Tunisie, Andalousie, Provence. Avec des invités comme la Corte, le Québec, la Hongrie, etc. Une manière de voyager avec des expressions souvent très intéressantes, celles qui font origine.

Festival de folklore mondial-La Capoulière, 7, quai Kléber, 13500 Martignes. Tél. : 42-48-48-48.

MIDI-PYRÉNÉES

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Montpellier

Montpellier-Danse

Du 22 juin au 6 juillet
Le grand festival de danse français, et ça ne date pas d'hier. Beaucoup pourtant vont le découvrir vraiment cette année, alléchés par les « questionnements » de Jean-Paul Montanari, directeur et initiateur de la manifestation sur la danse en France. Chauvinisme? Certains seront même, pour la première fois de leur vie, initiés à Avignon. Douze ans de travail, de curiosité qui portent leurs fruits. Sur un malentendu, Car Montpellier-Danse, c'est avant tout et surtout des histoires de croisements culturels et ethniques, de mariages à l'essai. Montpellier-Danse, c'est aussi l'énergie insufflée par Dominique Bagouet, si souvent mal compris de son vivant, aujourd'hui encensé unanimement. La mort bourrelle les consciences à bon compte. Dominique Bagouet ouvre le festival avec une pièce superbe, *Le Saut de l'ange* (1987), en compagnie de Boltanski (décors), de Dussapin (musique) et du très fin Alain Neddam à la dramaturgie (du 22 au 24 juin, cour Jacques-Cœur, 22 heures). On s'en réjouit. On admire cette pièce. Elle sera suivie par *Necessito* et par un hommage, au titre peu approprié, nous semble-t-il, au style du chorégraphe *Zoukous, pingouins et autres Indiens* - rendu par tous les artistes qui ont travaillé avec Bagouet, si fragile, si fort. Et surtout si talentueux (le 6 juillet, Corum, 21 heures).

Montanari autour de Bagouet enroule le talent discret de Stéphanie Aubin, autrice de sa participation réussie à *Armitage*, cet hiver dernier, au Théâtre des Champs-Élysées (les 23 et 24, 21 heures, Opéra-Comédie). Non sans perversion, il décide de faire le point sur les ballets d'opéra, mais il ne choisit que les meilleurs : le Lyon Opéra Ballet avec *Coppélia* de Maggy Marin (25 et 26 juin, Corum, 21 heures), le Ballet du Rhin avec *Jean et Madeleine*, superbe selon les experts (le 27 juin, Opéra-Comédie, 21 heures). Disons qu'il subsiste l'ombre d'un doute certain avec le Ballet de Nancy et de Lorraine (les 29 et 30, Corum, 21 heures). Mais pour combien de ballets d'opéra qui dorment sur leurs subventions? Nos pechans nous portent, évidemment, vers Mathilde Monnier et son *Antigone*, mi-noire, mi-blanche, accouchée en Afrique (les 28 et 29 juin, cour Jacques-Cœur, 22 heures).

RENDEZ-VOUS D'ÉTÉ

A R T S

ALSACE LORRAINE FRANCHE-COMTÉ Belfort

Itinéraires niçois

Treize artistes niçois, issus de divers mouvements tels que Fluxus ou le Groupe 70 à l'affiche du Musée d'art et d'histoire du 25 juin au 22 août. Pour se remémorer l'aventure de l'école de Nice, l'itinéraire est jalonné par les œuvres de Ben, Max Chavalan, Elisabeth Mordier ou Bernard Tapie.

Musée d'art et d'histoire, château de Belfort, 90020 Belfort. Tél. : 84-25-52-58. Du 25 juin au 30 août.

Colmar

Variations sur la crucifixion

Ceux qui se souviennent de l'exposition consacrée au même thème par le Musée Picasso ne voudront pas faire le voyage, et ils auront tort. Autour du stable d'Israhel, c'est plus de 80 œuvres d'artistes du XX^e siècle qui rendent hommage à Grünewald, et cette fois-ci directement : à Paris, il s'agissait de crucifixions, ici, on montre de l'art, et du meilleur, celui qui dialogue par-delà les siècles.

Musée d'Unterlinden, 1 rue d'Unterlinden, 68000 Colmar. Tél. : 88-20-15-50. Du 25 juin au 26 septembre.

Metz

La Réalité magnifiée

La peinture flamande procure toujours un plaisir exceptionnel. On croit connaître les œuvres de Brueghel de Velours, de Rubens, de Van Dyck ou de Jordans, on a tort : bon nombre des tableaux présentés ici appartiennent à des collections privées et sont montrés en France pour la première fois. Même choc pour des œuvres prêtées par les musées de Bruxelles, d'Anvers ou de Verviers... De 1550 à 1700, c'est l'âge d'or d'une époque troublée qui est exposé ici. A ne manquer sous aucun prétexte.

Musées de la cour d'or, 2, rue du Haut-Poivre, 57000 Metz. Tél. : 87-75-10-18. Du 25 juin au 26 octobre.

Montbéliard

Piotr Klemensiewicz

Un peintre qui travaille modestement à des symboles personnels entre cartes du ciel et maisons, ombres et lumières, cercles, carrés et damiers.

Château des ducs de Wurtemberg, 25200 Montbéliard. Tél. : 81-98-22-61. Jusqu'au 31 juillet.

Nancy

Georges Folmer et l'abstraction géométrique

Dans les années 30, Folmer fut un des compagnons de route de Herbin et du groupe abstraction-création. Malgré deux expositions chez Colette Alleno en 1950 et 1951, celui qui avait fondé le groupe «Espace» en 1949 avec Félix de Méné, puis le groupe «Mémora» dans les années 50, période à laquelle il introduisit le mouvement dans son œuvre, reste très mal connu. Nancy répare une injustice envers un enfant du pays.

Musée des beaux-arts, 3, place Stanislas, 54000 Nancy. Tél. : 83-85-30-00. Du 12 juin au 19 septembre.

AQUITAINE

LANGUEDOC-ROUSSILLON

MIDI-PYRÉNÉES

Ain

John-Franklin Koenig

Ultime étape de la rétrospective itinérante d'un peintre américain de Paris devenu globe-trotter. Collaborateur avec Jean-Robert Armand de la revue *Cinéma*, en 1952, Koenig est intimement lié à toutes les aventures de l'art depuis cette date, et, aujourd'hui encore, son œuvre témoigne de la richesse d'une époque où la peinture savait avoir l'élégance de la musique.

Musée Toulouse-Lautrec, Palais de la Berbie, 61003 Aïn. Tél. : 63-64-14-09. Du 26 juin au 26 septembre.

Nos rêves

façonnant le monde

Abelton, Pedro Cabrita Reis, Rüdiger Schüttje et Jean-Pierre Uhen s'intéressent à l'habitat, aux idées que génère un espace, aux habitudes culturelles et corporelles qu'il peut susciter. L'ultime desquelles des utopies constructivistes, répatée en trois lieux.

Centre culturel de l'Abbaye, place de l'Abbaye, 61002 Aïn. Tél. : 63-64-72-72. Galerie d'essai Cinsalco et Portique, 6, rue Jules Verne, 61000 Aïn. Tél. : 63-64-74-23. Moulins abbatiaux, Salle basse, 41, rue Porta, 61000 Aïn. Jusqu'au 30 août.

Bordeaux

Jean-Pierre Raynaud

Invité par Jean-Louis Froment de Venise à Bordeaux, il occupe tous les espaces de l'Entrepôt avec un projet spécifique pour



Antoine van Dick : «Saint Jude Thaddée», au Musée de Metz



Mimmo Paladino à Sète

Il semblerait que les diverses restrictions budgétaires et l'austérité ambiante aient quelque peu limité les ambitions en matière de grandes expositions d'été. Il en est cependant qui méritent largement le détour : de Metz où la peinture flamande du XVI^e siècle est à l'honneur, aux Sables-d'Olonne avec la «tentation tactile» quand la matière caresse l'œil ; de Laon, où la peinture de Titus-Carmel déploie ses fastes à l'ombre de la cathédrale, à la Côte d'Azur avec son contingent habituel de manifestations diverses et de qualité. Henri Gervais, parfois coquin, à Nice, qui repart aussi les courbes voluptueusement calculées de Bernar Venet ; Raoul Dufy, déployant ses tissus et ses toiles à Venise et, à Saint-Paul, la présentation des collections de la Fondation Maeght, que les estivants n'ont jamais eu l'occasion de voir dans leur totalité.

la Grande Nef et montre alentour une rétrospective, depuis les «Psycho-objets» de 1964 à 1968.

MAISON D'ARTS Georges Pompidou, 46160 Cajarc. Tél. : 65-40-71-50. Jusqu'au 29 août.

Labège

Kazuo Shiraga

Shiraga fut membre du célèbre groupe Gutai, qui défiait la chronologie japonaise dans les années 50. A la fois peintre et moine bouddhiste, il tire son inspiration des deux du panthéon japonais, Kannon et Fudo, ce dernier guidant ses gestes lorsqu'il peint. Encre qu'il peint avec les pieds, suspendu à une corde, ne dira rien à ceux qui ignorent l'antique tradition qui veut que l'homme soit un intermédiaire qui puise sa force à la fois du ciel et de la terre. Et ne rendra pas compte de l'extrême puissance d'une œuvre d'exception.

Centre d'art contemporain Midi-Pyrénées, Labège-Innopolis, 31678 Labège. Tél. : 61-29-23-25. Jusqu'au 26 septembre.

Carcassonne

Jagoda Buic

Plus connue comme décoratrice de théâtre, et comme l'un des artisans du renouveau de la tapisserie, Jagoda Buic présente des travaux qui oscillent entre la sculpture et un on ne sait quoi d'indéfinissable, qui dégage une grande force poétique : l'Espace blanc ou les Arbres bleus ont une présence extraordinaire.

Château comtal et Musée des beaux-arts, 1, rue de Verdun, 11012 Carcassonne. Tél. : 88-77-73-71. Du 1^{er} juillet au 19 septembre.

Ginals

Une collection pour un musée en devenir, et son cabinet d'art graphique

En 1973, Pierre Brache et Geneviève Bonneton firent don de l'abbaye de Beaulieu et d'une précieuse collection d'œuvres des années 50 à la Caisse des monuments historiques. Vingt ans plus tard, la collection s'est considérablement enrichie et en fait un des premiers musées d'art contemporain de la région, au point qu'il faut aujourd'hui envisager son développement. Les Dubuffet, Michaux, Degottex, Hantai, Mathieu qui y sont conservés le méritent amplement.

Abbaye de Beaulieu, Centre d'art contemporain, 92330 Ginals. Tél. : 63-67-06-84. Jusqu'au 12 septembre.

Cajarc

Albert Bitran

Découvert par la galerie Armand dans les années 50, Bitran a depuis construit une œuvre profonde et subtile, dont on présente ici une rétrospective des douze dernières années. Elle s'inscrit dans le vaste travail de réévaluation de l'art français

de l'après-guerre qu'a entrepris Claire Stoullig.

Maison des arts Georges Pompidou, 46160 Cajarc. Tél. : 65-40-71-50. Jusqu'au 29 août.

Labège

Kazuo Shiraga

Shiraga fut membre du célèbre groupe Gutai, qui défiait la chronologie japonaise dans les années 50. A la fois peintre et moine bouddhiste, il tire son inspiration des deux du panthéon japonais, Kannon et Fudo, ce dernier guidant ses gestes lorsqu'il peint. Encre qu'il peint avec les pieds, suspendu à une corde, ne dira rien à ceux qui ignorent l'antique tradition qui veut que l'homme soit un intermédiaire qui puise sa force à la fois du ciel et de la terre. Et ne rendra pas compte de l'extrême puissance d'une œuvre d'exception.

Centre d'art contemporain Midi-Pyrénées, Labège-Innopolis, 31678 Labège. Tél. : 61-29-23-25. Jusqu'au 26 septembre.

Margaux

Pierre Buraglio

Après son intervention merveilleuse de respect dans la chapelle Saint-Symphorien de Pégline Saint-Germain, à Paris, Buraglio sacrifie à Bacchus, avec la même mesure, la même modestie : quelques vitres de trois fenêtres en façade déposées au sol, et une vingtaine d'œuvres dans le couloir expriment une articulation entre l'extérieur et l'intérieur d'un chateau qui abrite aussi des haut-médios. A déguster sans modération.

Château d'Arzac, 33460 Margaux. Tél. : 56-88-83-90. Du 11 juin au 30 octobre.

Mont-de-Marsan

Picasso graveur

Quarante-cinq gravures sur linoléum qui montrent Picasso à la recherche d'effets spécifiques au matériel, et lui permettent en particulier de jongler avec la couleur, précisément parce que la technique ne s'y prête guère ! Il s'agit de lui dire qu'une chose était impossible pour qu'il parvienne à un résultat. A voir pour comprendre ce qu'est une habileté diabolique.

Centre d'art contemporain, 1 bis-3, rue Saint-Vincent-de-Paul, 40000 Mont-de-Marsan. Tél. : 58-75-55-84. Du 18 juin au 29 août.

Montpellier

Grand Siècle

Peinture française du XVII^e siècle dans les collections publiques françaises : maniérisme, caravagisme, «bambocciate», classicisme, et grandes peintures d'histoire. Pour ce panorama, il a été nécessaire de faire appel au Louvre que pour un Poussin et un Lorrain.

Musée Fabre, 13, rue Montpellier, 34000 Montpellier. Tél. : 67-68-06-34. Du 1^{er} juillet au 5 septembre.

Narbonne

Antoni Tapies, œuvre gravé

C'est aujourd'hui l'un des plus grands artistes catalans, d'une inventivité extraordinaire. Connus et appréciés pour les matières somptueuses dont il fait doter ses peintures, ses gravures et ses lithographies valent la visite : elles se côtoient en rien à ses toiles.

Centre d'art et de culture de Narbonne, 1, rue de l'Écluse, 11100 Narbonne. Tél. : 68-41-40-00. Du 22 juin au 5 septembre.

Nîmes

L'Ivresse du réel

Quelques-uns des plus grands artistes de notre temps se sont inspirés, ou se sont littéralement emparés, des objets quotidiens pour les inscrire dans leur peinture. L'exposition inaugurale du tout nouveau musée de Nîmes retrace l'aventure de l'objet, qui est devenu un phénomène majeur dans l'art du XX^e siècle.

Carré d'art, place de la Maison-Carrée, 30000 Nîmes. Tél. 68-76-35-35. Jusqu'au 31 août.

Rodez

«Dommages respectueux» à Denys Puech

Le regard d'un sculpteur contemporain inspiré par le minimal art et Mondrian - François Morellet - sur l'œuvre très académique d'un artiste du siècle dernier, Denys Puech. C'est ce que propose jusqu'au 30 août le Musée des beaux-arts de Rodez sous le titre de «Dommages respectueux». Des dommages considérablement aggravés par une mise en scène que François Morellet promet «mutuelles».

Musée des beaux arts Denys-Puech, place Clemenceau, 12000 Rodez. Tél. : 65-42-70-64. Du 27 avril au 30 août.

Sète

Mimmo Paladino

A mi-chemin entre les avant-gardes internationales et l'antique magie méditerranéenne, Paladino continue sa quête canarienne. Toile après toile, ses personnages se livrent à des rites étranges, enserrés dans des couleurs précieuses et denses. Les volets qui peuvent permettre de clore ses dernières œuvres s'ouvrent de les rattacher à la tradition de l'icône : elles sont habitées.

Musée Paul-Volpéry, rue François-Davy, 34200 Sète. Tél. : 67-48-20-58. Du 17 juin au 29 août.

Le Milieu du monde

Un choix résolument contemporain d'artistes qui ont la Méditerranée pour point commun : Abanlon, Alberola, Barri, El Baz, Hadjimechalis, Hassan, Basicovic Mangos, Suxis, Zuh.

25, quai Aspland-Harber, 34200 Sète. Du 28 juin au 30 septembre.

Claude Viallat

A l'initiative d'une association, trois séries de toiles réalisées spécialement pour le lieu d'exposition par un des meilleurs représentants du défunt groupe Supports/Surfaces. C'est précisément le support qui varie : la première série est peinte sur des supports bleus et blancs, la seconde sur des toiles rabouffées recto-verso, la troisième sur des bûches.

Espace Fortant de France, 278, avenue du Maréchal-Juin, 34200 Sète. Tél. : 67-48-49-48. Du 17 juin au 15 octobre.

Sigean

Profil d'une galerie

Le LAC a été créé en 1991 par le peintre hollandais Piet Mondria. Une ancienne cave viticole accueille un ensemble impressionnant d'œuvres contemporaines d'une qualité exceptionnelle, Agnes Martin, Sol Lewitt, Carl André, Richard Serra, Beuys, Kiefer (impossible de tous les citer) qui appartiennent à un grand marchand parisien qui ne veut pas

dire son nom. Il pourrait bien se prénommer Yvon...

Lieu d'art contemporain, Hameau du Lac, 11130 Sigean. Tél. : 68-48-83-62. Du 26 juin au 3 octobre.

Uzerche

3^e Biennale du livre d'artiste

Exceptionnelle sélection de livres d'artistes russes et soviétiques depuis 1910. Salle Espace Vézère, 19140 Uzerche. Du 9 juillet au 4 octobre.

Uzès

Gilde et ses peintres

Il y a un point commun entre Bonnard, Jacques-Emile Blanche, Georges Braque ou Zoran Walter : ils ont connu Gide, l'ont portraituré, l'ont illustré : il les collectionnait aussi parfois (Braque et La Fresnaye, le bougre avait du goût). Uzès honore aujourd'hui la mémoire de son prix Nobel, qui sut évoquer ses souvenirs d'une ville à l'atmosphère rigoureuse, où il souffrait, dans *Si le grain ne meurt*. Les choses ont bien changé, c'est aujourd'hui un endroit délicieux.

Musée d'Uzès, Ancien évêché, 30700 Uzès. Tél. : 66-22-70-56. Du 25 juin au 29 août.

ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN

IRCAM Centre Georges Pompidou

Saison musicale 93 / 94

Abonnement
42 60 94 27

Parcours XX^e siècle
Musique + danse, cinéma, théâtre
Piano • Voix • Monographies
Ensembles Invités
Concerts Solistes • Pédagogie

RENDEZ-VOUS D'ÉTÉ

BOURGOGNE
RHONE-ALPES
Dijon

Saint-Petersbourg à Dijon

L'âge d'or flamand et hollandais, tel qu'il était représenté dans les collections de Catherine II, l'impératrice de toutes les Russies, une femme capable de charmer Voltaire, Diderot, et bien d'autres. Prêts par le Musée de l'Ermitage, ils sont tous là, les Rubens, Jordans, Hals, Metsu, de Hooch, Wouwerman, que la dame, vorace, achetait par collections entières.

Musée des beaux-arts, Palais des ducs de Bourgogne, 21000 Dijon. Tél. : 80-74-62-70. Du 20 juin au 27 septembre.

Chambéry

René-Maria Buriel

Rétrospective en cent tableaux, de 1930 à nos jours, sans oublier des maquettes de fresques et de vitraux, d'un peintre qui fut surréaliste avant de rejoindre les compagnons d'Albert Gleizes dans la communauté de Moly-Sabata. Religieuse et symbolique, colorée mais rigoureuse, construite selon les proportions du nombre d'or, l'œuvre de Buriel n'est connue que de ceux qui, dans la chapelle de la Salette à Aussois, dans l'église de Grignon, dans les chapelles de Vallières, bref, un peu partout en Savoie, se sont interrogés sur l'identité de l'auteur de ces vitraux incandescentes.

Musée des beaux-arts, place du Palais-de-Justice, 73000 Chambéry. Tél. : 79-33-75-03. Jusqu'au 27 septembre.

Flaine

Erik Samakhi

Promenez-vous, le soir, dans le jardin de bambous du parc de La Vilette à Paris : vous entendrez d'impossibles coucouements de crapauds exotiques. A Flaine, l'œuvre sur petit bois vous transporte également dans un autre monde, celui d'Erik Samakhi, qui sculpte les sons, ou avec les sons. Un grand bonheur.

Chapelle de Flaine, Centre d'art de Flaine, 74300 Cluses. Tél. : 50-80-85-84. En permanence.

Lyon

La collection Maeght, 1949-1993

La collection Maeght couvre trois générations de la célèbre famille de marchands de tableaux. De Kandinsky et Bonnard à Labouvie et Kuroda, le témoignage des liens professionnels et aussi amicaux qui unirent des artistes et leur galerie, à voir en complément de l'exposition organisée par la Fondation Maeght à Paris, à Venise, qui montre un choix de ses propres collections. On en profitera pour garer sa voiture au parking République dans lequel François Morellet a décliné les sept couleurs de l'arc-en-ciel.

Espace lyonnais d'art contemporain, Centre d'échanges de Perrache, 69002 Lyon. Tél. : 78-42-27-38. Jusqu'au 13 octobre. Parking République, angle de la rue Châteaubert, 69002 Lyon.

Tanlay

Regard sur l'avant-garde russe, 1910-1925

Curieuse idée, mais pas inintéressante non de là, que de confronter les avant-gardes russes du début du siècle avec leur descendance, reconnue ou pas. On passera ainsi de Malevitch, Gontcharova, Lissitzky et autres Rodtchenko à Carl André, Martin Banti, Elsworth Kelly ou Richard Long. Il s'agit en fait plus de rapports établis par un collectionneur que d'une filiation, même indirecte, mais ne boudons pas notre plaisir, on est là dans le meilleur de l'art moderne.

Centre d'art contemporain, Château de Tanlay, place du Général-de-Gaulle, 89430 Tanlay. Tél. : 86-75-76-33. Jusqu'au 3 octobre.

Villeneuve-sur-Saône

Miro

Dans la foulée de la grande rétrospective de Barcelone, l'œuvre gravé du Catalan est présenté du 11 juin au 14 août.

Centre culturel de Villeneuve, 170, rue Grenat, 69400 Villeneuve-sur-Saône. Tél. : 74-68-33-70. Du 11 juin au 14 août.

Villeneuve

Eté 93 : Regards sur la situation française

Le Nouveau Musée et le FRAC Rhône-Alpes utilisent leurs moyens pour présenter une sélection de douze artistes français de générations différentes afin de mieux montrer la diversité des propositions en matière d'art contemporain. Un choix dynamique et heureusement hétérogène.

Le Nouveau Musée/Institut d'art contemporain, 11, rue du Docteur-Dubé, 69003 Villeneuve. Tél. : 78-03-47-00. Jusqu'au 31 juillet.

BRETAGNE

PAYS DE LA LOIRE

Bignan-Locminé

De la main à la tête, l'objet théorique

On connaissait la Boite en valise de Marcel Duchamp, qui reproduisait en miniature l'ensemble de ses travaux. Denis

Marcheschi en double exposition

L'HOMME des Onze Mille Heures promène son suif et son noir de fumée en Corse, d'où il est originaire, et à Villeurbanne. Il a exploré Dante, Shakespeare et bien sûr Apollinaire et constitue peut-être une des œuvres les plus envoiées de ces dernières années. L'un des pères fondateurs de la thugonie grecque, Oronos, hante également ses insomnies. Spécialement conçue pour l'exposition de Villeurbanne, la suite Oronos reprend les techniques mêlées qui ont fait le succès de Marcheschi, qui use de suie, de cire, brûle son papier, le passe à la main noire, à l'encre de Chine, et lui fait subir ainsi une épreuve transmutationnelle, qui se poursuit depuis le 27 juillet 1991, date à laquelle il décida de produire 30 000 dessins, tous plus incandescents les uns que les autres.

* Maison du livre, 247, cours Emile-Zola, 69100 Villeurbanne. Tél. : 78-88-04-04. Jusqu'au 17 juillet.

* FRAC Corse, La Citadelle, 20250 Corte. Tél. : 95-46-03-03. Jusqu'au 25 juillet.

Zacharopoulos vient d'inventer l'exposition en valise, qui regroupe, dans d'adorables et minuscules vitrines, cent cinquante œuvres, résumé de l'art moderne et contemporain. Une performance un brin iconoclaste, mais joyeusement instructive dans ses téléscopages. Le tout dans le superbe parc de Kerguelennec, où l'on découvre avec plaisir des sculptures plongées dans la nature.

Domaine de Kerguelennec, 56500 Bignan. Tél. : 97-50-57-78. Jusqu'au 19 septembre.

Daoulas

Rome face aux barbares

Six cents objets en provenance de quarante-cinq musées d'Europe pour conter mille ans d'histoire : des débuts de la jeune République à son expansion sur une bonne partie du monde connu, sa lente décadence et sa dernière lueur occidentale, Charlemagne et le Saint-Empire romain germanique, tout ce qu'il faut savoir sur les Celtes, les Germes, les Huns, les Lombards, bref Rome, qui, née d'un sillon et d'un meurtre, avait apporté sa civilisation violente et raffinée à l'Europe barbare et, bien sûr, détruit Carthage.

Abbaye de Daoulas, 21 rue de l'Eglise,

29460 Daoulas. Tél. : 98-25-84-39. Du 19 juin au 26 septembre.

Firminy

Unité

Construite en 1967, puis évacuée il y a une dizaine d'années pour cause de crise économique, l'Unité d'habitation Le Corbusier à Firminy (Loire) accueille, sous le titre « Unité », une quarantaine d'artistes, d'architectes et de designers de toutes origines. Parmi les vingt-cinq appartements conservés en l'état, certains sont affectés à des fonctions particulières : un café, réalisé par l'artiste autrichien Heimo Zobzyr, un bureau, conçu par le Français Olivier Védrette, et une exposition de l'œuvre architecturale de Le Corbusier.

Unité d'habitation Le Corbusier, Septième rue, 42700 Firminy. Tél. : 77-58-50-58. Entrée libre. Jusqu'au 30 septembre.

Locqueneau

Jean Le Gac

Jean Le Gac devient bucolique au contact de la Bretagne et s'attaque au paysage « en rampant, en dormant, en lisant » comme le précise le sous-titre. Il s'agit en fait d'une réactualisation des Messages personnels de 1970, qui seront socialement, du Paysagiste, qui a subi différentes transformations de 1980 à 1985 et qui s'ajoutent aujourd'hui les merveilles de la vidéo, et de la Sieste du peintre, qui est à elle seule tout un programme.

Domaine de Douven, en baie de Lannion, 22000 Tréport-Locqueneau. Tél. : 98-37-97-93. Du 10 juillet au 12 septembre.

Morlaix

Camille Claudel

On ne présente plus la femme, mais on ne se lasse pas de l'artiste : rétrospective de Camille Claudel, sculptures bien sûr, mais aussi dessins et documents dont, sous le sceau du dossier de presse, certains inédits. C'est également un bel hommage au critique Gustave Geffroy, Breton d'origine.

Musée des Jacobins, place des Jacobins, 29000 Morlaix. Tél. : 98-98-68-68. Du 7 juillet au 10 novembre.

Oiron

Carlos et Mirabilia

« Curiosités et merveilles » au château d'Oiron, ouvert aux cinq sens et aux quatre éléments qui régissent autrefois l'ordonnement des cabinets de curiosités. Botanique photographique les enfants des écoles, une salle est réservée à la « peinture ultime », un salon est consacré aux belles lettres rationalistes, un autre à la Lune, un autre aux minéraux et à la Belle au bois dormant. Jean-Hubert Martin fait le pari de nous montrer la face réjouissante, cultivée et ludique de l'art actuel.

Château d'Oiron, 79000 Oiron. Tél. : 49-96-57-42. Du 1^{er} juillet au 15 septembre.

Quimper

Stanislas Kolibal

En 1992, Stanislas Kolibal a séjourné dans l'atelier Calder à Sète. Il y a réalisé des « dessins-espaces » qui ont été montrés en novembre à Tours, puis à Poitiers, accompagnés d'une rétrospective. L'exposition de Quimper met l'accent sur des pièces anciennes, avec deux œuvres plus récentes, et surtout sur les dessins qui sont une facette peu connue de l'art du Tchèque.

La Gaudier, 10, place des 137-R, 29107 Quimper. Tél. : 98-55-55-77. Jusqu'au 28 août.

Rennes

Rosa e Giallo

Un Russe, un Polonais, un Autrichien, trois Italiens et un Français partagent leurs problématiques : rapport du corps à l'espace, questionnement sur soi et son environnement social, politique, historique.

La Créole, Halle d'art contemporain, place Honoré-Commanche, 35000 Rennes. Tél. : 99-78-18-20. Du 9 juillet au 25 septembre.

Les Sables-d'Olonne

« Haptisch », la caresse de l'œil

On traduit généralement haptisch par tactile, et on l'oppose à Optisch. Le mot désigne un plaisir connu des amateurs, celui de la sensualité qui dégage la matière de certains tableaux, tout autant que le simple fait de toucher l'œuvre : c'est dire si une pareille exposition met l'eau à la bouche, et l'œil en émoi.

Musée de l'abbaye Sainte-Croix, rue de Verdun, 85100 Les Sables-d'Olonne. Tél. : 51-32-01-16. Du 3 juillet au 30 septembre.

Tours

Olivier Mosset

Claude Rutant

La peinture réduite à l'essentiel, d'une neutralité presque absolue. L'un travaille dans le champ restreint du tableau, l'autre dans l'au-delà du châssis et tout ce qui se joue à l'extérieur. Récupère ces deux artistes est une si remarquable idée qu'on se demande pourquoi on ne l'a pas fait plus tôt.

CCC, rue Racine, 37000 Tours. Tél. : 47-66-50-00. Du 3 juillet au 10 octobre.

Vannes

Autour de Delacroix

Le Musée de Vannes a le bonheur de posséder un chef-d'œuvre d'Eugène Delacroix, une Crucifixion. L'exposition réunit autour de ce tableau majeur de 1835 un ensemble de peintures ayant abordé des thèmes religieux dans la Bretagne du dix-neuvième siècle. De Flandrin à Devéria, une excellente occasion de réviser ses connaissances iconographiques.

Musée de la Côte, 9 et 11, place Sébastien-Pierre, 56000 Vannes. Tél. : 97-47-35-88. Jusqu'au 31 décembre.

CENTRE

AUVERGNE

LIMOUSIN

Brenne

Avant Centre

Invasion pacifique du parc naturel régional de la Brenne par dix artistes contemporains : un circuit de 80 kilomètres ponctué par les œuvres de Blet et Vian, Caillet, Delvaud, Deliot, Girard, Hénoupoir, Le Reste, Lerisse, Moulinet. De jeunes artistes, répartis entre l'Espace Art Brenne, l'église Saint-Cyr, le château de la Garde-Giron, la Maison du Parc et la Tannerie de Mazières qui devaient attirer du monde dans une région à découvrir.

Espace Art Brenne, Prigny, 38300 Concremiers. Tél. : 54-37-40-16. Jusqu'au 5 septembre.

Châtillon-en-Bazois

Pol Bury

Proches de l'art cinétique mais aux mouvements lents et calmes, presque imperceptibles et trompeurs, car capables de surhaussements soudains, les sculptures de Pol Bury sont un des grands plaisirs de la vie. Lorsque l'artiste l'eau au métal, pour ses fontaines, le bonheur est complet. Quand elles sont installées dans un site à leur mesure, comme la Fondation Maeght, les jardins du Palais-Royal, et maintenant un château du quinzième siècle, on confine au nirvana, ou à l'extase, selon les goûts.

Château de Châtillon-en-Bazois, 58110 Nivernais (près de Nevers). Tél. : 45-84-06-71. Du 1^{er} juillet au 15 septembre.

Chartres

Marino Marini

Une curiosité : on connaît plus ou moins Marini sculpteur, rendu célèbre par ses cavaliers intemporels, à mi-chemin entre l'Antiquité classique et l'art primitif, mais on ignore très largement son œuvre peinte. Une centaine de tableaux vont combler cette lacune et rendre justice à un artiste qui déclarait avoir toujours senti le besoin de peindre : « Je n'ai jamais commencé une sculpture sans au préalable en avoir recueilli picturalement l'essence ».

Musée des beaux-arts, 28, cloître Notre-Dame, 28000 Chartres. Tél. : 37-36-41-38. Du 19 juin au 31 octobre.

ILE-DE-FRANCE

La Courneuve

Art grandeur nature

Cinq artistes ont été invités à concevoir chacun une œuvre temporaire pour le

Michelangelo Pistoletto
« Il segno arte »

A soixante ans, Pistoletto est un des artistes italiens les plus féconds du moment. « Le segno arte » est le titre général des trois expositions consacrées à ses œuvres en France cet été. Imaginé par l'artiste, le signe est décliné en différents matériaux, selon les endroits : de la pierre de lave à Thiers, un arbre dans l'île de Vassivière, et, à Rochecourt, des miroirs, revenant ainsi aux surfaces réfléchissantes avec lesquelles il s'était fait connaître dans les années 60. Intégré dans le mouvement de l'art povera, il témoigne, dans ses sculptures, d'une attirance pour les contrastes de densité, mêlant le lourd et le léger. « Le regard en arrière est toujours un regard vers le futur », dit-il : « Le segno arte », avec ses trois

branches et son installation dans trois lieux, est pour Pistoletto une métaphore du miroir et définit un futur, un présent et un passé simultanés.

* Le Creux de l'Enfer, Vallée des Usines, 63 300 Thiers. Tél. : 73-80-26-56. Du 19 juin au 30 septembre.

* Musée départemental de Rochecourt, château de Rochecourt, 87600 Rochecourt. Tél. : 55-45-10-16. Jusqu'au 26 septembre.

* Centre d'art contemporain de Vassivière en Limousin, Ba de Vassivière, 87120 Beaumont-du-Lac. Tél. : 55-69-27-27. Du 19 juin au 26 septembre.

parc de La Courneuve. Ils ont choisi le lieu d'implantation et dialoguent à la fois avec le public et le paysage du parc. Patrick Corillon (dans la tradition du surréalisme belge), Bogomir Ecker (qui installe des haut-parleurs muets pour mieux écouter les oiseaux), Andy Goldsworthy (une étrange maison de castors en ardoises, posée au fond du lac), Wolfgang Lay (avec une jolie inversion, un portail clouté par le parc), et Christine O'Loughlin (avec des cascades de pots de fleurs).

Parc de La Courneuve, avenue Waldeck-Rochet, 93120 La Courneuve. Visites guidées gratuites. Tél. : 45-83-94-53. Jusqu'au 31 octobre.

Ecouen

Décor du château d'Ecrouen à travers les dessins d'architectes du XIX^e siècle

Avant de devenir le Musée national consacré à la Renaissance, le château d'Ecrouen était la résidence d'Anne de Montmorency, qui attira auprès de lui les artistes les plus talentueux du XVI^e siècle. Le décor a pour l'essentiel disparu, mais des relevés exécutés à la fin du XVIII^e siècle et durant la première moitié du XIX^e siècle, donnent une idée précise de ce qu'il fut au temps de sa splendeur.

Musée national de la Renaissance, château d'Ecrouen, 95440 Ecouen. Tél. : 39-90-04-04. Jusqu'au 30 août.

Ivry

Carte blanche à Daniel Dobbels

Christine Davis

Michel Jacquelin

Critique d'art et chorégraphe, Daniel Dobbels tente à travers cette exposition de réunir ses deux passions en montrant des œuvres d'artistes aussi différents que

Beuys, De Staël, Cassiowski, Kerbas, Kiril, Lalumière ou Tal Coat... L'artiste canadienne Christine Davis montre ses œuvres en France pour la première fois, un commentaire, en installations photographiques, des 120 journées et du Sala de Pasolini. Michel Jacquelin, avec Peintures et variétés, utilise également la photographie, qu'il organise en scénographies fictives.

Centre d'Art d'Ivry, 93, avenue Georges-Gosnat, 94200 Ivry. Tél. : 49-60-26-06. Du 17 juin au 1^{er} août.

Jouy-en-Josas

Azur

Bleus comme une pierre précieuse, ou comme une orange, des œuvres de Caput David Friedrich, d'Edward Hopper, de la couleur des rêves de Miró ou des tableaux de lumière de James Turrell, l'exposition regroupe tous ceux qui ont tenté de rejoindre l'azur inaccessible.

Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture, 78380 Jouy-en-Josas. Tél. : 39-56-46-46. Jusqu'au 12 septembre.

Meaux

Jochen Gerz

Pour la première fois en France, présentation de la série complète de l'œuvre de Jochen Gerz. Il was easy, composée de neuf panneaux photographiques qui mêlent textes, collages et montages. Une esthétique du fragment, adaptée à notre actuelle perception du monde, et qui permet à Gerz, poète autant que photographe, de mettre en valeur les non-développements de la nature grâce aux événements qui sont les mots.

Musée Bossuet, Ancien palais épiscopal, 77100 Meaux. Tél. : 64-34-84-45. Jusqu'au 20 septembre.

Christine O'Loughlin : « Colline », 1993. Parc de la Courneuve.



quante ans
création



RENDEZ-VOUS D'ÉTÉ



Othon Friesz à Honfleur.

Différentes natures Visions de l'art contemporain.

Sous ce titre au peu vague, seront présentées plus de deux cents œuvres comprenant de multiples formes de l'art contemporain. Les artistes du Land Art y sont présents, tout naturellement, en bonne place. Pour compléter l'exposition, faite surtout de dessins, de maquettes, de photos, de cartes et de vidéos, quatre installations de Barclay, Alouchette, Penone, Morelet.

Art Défense, Galerie Art 4, Galerie de l'Esplanade, Paris de la Défense. Du 25 juin au 26 septembre.

NORD-PAS-DE-CALAIS PICARDIE CHAMPAGNE-ARDENNE NORMANDIE

Amiens

David Tremlett

Exposition d'un Britannique globe-trotter qui expose à Amiens ses souvenirs dessinés de la Tanzanie, complétés par les acquisitions de ses œuvres par le FRAC de Picardie.

FRAC Picardie, 45, rue Pointin, 80040 Amiens. Tél. : 22-91-88-00. Du 14 juin au 2 octobre.

Caen

Les Figures d'Elstir

Dans la recherche du temps perdu. Promit avait imaginé un peintre nommé Elstir. Les organisateurs de l'exposition ont retrouvé ses tableaux - ou tout du moins ceux d'artistes contemporains de l'écrivain - un bel exercice de style.

Aubry aux dames, place Reine-Mathilde, 14036 Caen. Tél. : 31-06-98-98. Du 25 juin au 30 août.

Dunkerque

Les Salons retrouvés

C'était l'époque où la province était loin de Paris et où les artistes pouvaient y trouver une audience. Les Salons fleurissaient alors, pour les opulents clients de ce qui n'était pas encore le désert français. Le Nord vivait une période privilégiée, et l'art, entre 1815 et 1848, y a connu un élan particulier.

Musée des beaux-arts, place du Général-de-Gaulle, 59140 Dunkerque. Tél. : 28-66-21-57. Du 2 juillet au 30 août.

Honfleur

Fleurs et nus

Effluves mises à part, peu de rapports entre les deux thèmes, et entre les trois peintures : Othon Friesz, Germain, Dries. Mais une exposition agréable et collée.

Le Grenier à sel, 14001 Honfleur. Tél. : 31-89-23-30. Jusqu'au 25 juillet.

Le Havre

Philip King

Rétrospective en vingt-deux sculptures, dedans-dehors, d'un Anglais de la New Generation, formé à la St. Martin's School et opérant dans la foule d'Anthony Caro.

Musée des beaux-arts, boulevard J.-F. Kennedy, 76000 Le Havre. Tél. : 35-42-33-97. Du 27 juin au 22 août.

Précurseur de Saint-Michel-de-Crouettes, 61120 Vimoutiers. Tél. : 33-39-15-15. Mêmes dates.

Lille

La sanction du regard

Cinq installations de Marie-Odile Candas Salmon, qui se réfèrent à la cruauté supposée du regard ou à la notion de surveillance. Présentent ses références dans l'univers carcéral, multipliant judas, grilles et lers pour mieux rappeler que surveiller, c'est punir.

Musée de l'histoire Comtoise, 32, rue de la Monnaie, 59600 Lille. Tél. : 20-51-02-82. Du 9 juillet au 4 septembre.

Le Touquet

Les impressionnistes d'Auvergne-sur-Oise

Auvergne-sur-Oise doit sa célébrité à Van Gogh et au docteur Gachet, son médecin-mécanicien. Le village était fréquenté par une foule de petits maîtres dépourvus d'intérêt, que Gachet collectionnait et qu'il accrochait à ses murs en compagnie de Delacroix, Guillaumin, Ingres ou Renoir.

Musée du Touquet, avenue du Château, 82520, Le Touquet. Tél. : 21-05-62-62. Du 3 au 25 juillet.

Villeneuve-d'Ascq

Cartographies Imaginaires

Les acquisitions récentes du Fonds régional d'art contemporain : de John Armleder

à Rosemarie Trockel, en passant par Helmut Federle, Hans Haacke ou Arnulf Rainer, trente artistes bien choisis, qui donnent un panorama de la création contemporaine.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650 Villeneuve-d'Ascq. Tél. : 20-05-42-46. Jusqu'au 19 juillet.

PROVENCE-CÔTE D'AZUR

Arles

Ernest Pignon-Ernest

Une sélection des dessins et des photographies sur le travail réalisé depuis cinq ans à Naples par Pignon-Ernest, qui couvre notamment les murs de ses étranges et belles sérigraphies. L'artiste a également développé le thème de Mithra, divinité connue à Naples et Arles : sacrifices de taureaux en perspective (Lire l'encadré consacré au Festival photo d'Arles).

Eglise Saint-Martin du Mâjon, passage du Mâjon, 43-47, rue du Dr. Fanton, 13000 Arles. Tél. : 90-96-30-35. Du 6 juillet au 16 août.

Avignon

Fernando Botero

Ses dames jolies ont défini la chronique à Paris ces jours-ci, les voici exhibant leurs cœurs de bronze dans la chaleur de l'été. Au moins pour quatre d'entre elles, installées en ville. Les peintures, une certaine de toiles récentes, préfèrent la

fraîcheur des grandes salles de la chapelle du Palais des papes, qu'elles quitteront en septembre pour les froidures de Moscou et de Saint-Petersbourg.

Palais des papes, 84008 Avignon. Tél. : 90-27-50-00. Jusqu'au 5 septembre.

Cannes

Victor Brauner

Peintures, dessins, gravures, 40 œuvres d'un

surréaliste étonnant, en provenance de divers musées, dont celui de l'abbaye de Sainte-Croix aux Sablons-d'Olonnes, mais aussi d'une collection privée. A voir également, la commande faite à Jean Le Gac pour les cellules du Fort, dont l'inauguration se fera le 24 juin.

La Malmaison, 47, La Croisette, 06400 Cannes. Tél. : 93-38-55-28. Du 26 juin à la fin octobre.

Fréjus

Playtime

Le Centre d'art contemporain Le Capiton fait suite à la Fondation Daniel-Tempion à Fréjus. On y verra cet été huit artistes qui ont en commun d'avoir abordé l'art comme un jeu, où peut intervenir le hasard. De l'incertitude chez Armleder, Fritze, Dolzup, Lavier, Magnin, Morelet, Polke et Taroni : un très beau thème.

Le Capiton, Zone Industrielle du Capiton, 83800 Fréjus. Tél. : 94-17-56-90. A partir du 11 juillet.

Istres

Peter Klasen

Rétrospective d'un pionnier de la figuration narrative des années 60 à nos jours. Dans la chaleur de l'été, le réalisme glacé des œuvres de Klasen rafraîchira tous ceux qui pénétreront son univers clos et inquiétant. Les amateurs d'astrologie prendront quelques leçons, et ceux de rhétorique aussi : Klasen est passé maître dans l'art difficile de la métonymie.

Centre d'art contemporain, 2, rue Alphonse-Daudet, 13800 Istres. Tél. : 42-56-31-88. Jusqu'au 31 août.

La Clotat

Gérard Schneider

Robert Malaval

Rétrospective itinérante de l'œuvre de Gérard Schneider, qui fut, avec Hans Hartung, Georges Mathieu et Pierre Soulages, un des témoins de l'abstraction lyrique d'après-guerre. Quand la puissance du geste se mêle à une technique parfaitement maîtrisée et que la peinture se déploie dans un espace sans limite, Schneider parvient à une forme de perfection. Robert Malaval, un artiste à redécouvrir, qui exerce très largement les frontières de l'école de Nice, lui succède aux cimaises durant le mois d'août.

Chapelle des Pénitents-Bleus, esplanade du 8-Mai-1945, 06100 La Clotat. Tél. : 42-08-10-11. Schneider : du 12 juin au 31 juillet ; Malaval : du 4 au 31 août.

L'Isle-sur-la-Sorgue

Un parcours d'art contemporain

Soixante-douze œuvres de dix-huit artistes qui font de l'Isle-sur-la-Sorgue un lieu de référence.

Gillet et Arman, rapprochent Germaine Richier de César. Un choix éclectique et probablement passionnant de Gérard Duroni.

Campredon, 20, rue du Docteur-Tellier, 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue. Tél. : 90-38-17-41. Jusqu'au 17 octobre.

Mouans-Sartoux

Espace libéré

L'espace de l'art concret donne quartier libre à dix artistes habituellement présents dans ses collections : Robert Barry, Ernst Caramelle, Alan Charlton, Dan Flavin, Christoph Haerle, Olivier Mosset, Fred Sandback, Adrian Schries, Roman Signer, Michel Verjux envahissent les salles du château et confrontent le spectateur aux œuvres d'une manière très active. Un encouragement à faire intervenir plus souvent ces artistes directement sur l'architecture.

Espace de l'art concret, château de Mouans, 06370 Mouans-Sartoux. Tél. : 93-75-91-50. Du 4 juillet au 21 novembre.

Nice

Henri Gervex

Après Bordeaux et Paris, Nice accueille un familier de la Côte d'Azur, mais celle de la Belle Époque : Henri Gervex, peintre satirique et scandaleux de la torride Rolla, veut mieux que la réputation de peintre mondain qu'il traîne depuis sa mort en 1929. Certes, il ne dédaignait pas les grands de ce monde - ou du demi-monde - mais il était aussi un artiste étonnamment moderne et plein d'humour, comme Maupassant, dont il était l'ami.

Musée des beaux-arts, 33, avenue des Baumettes, 06000 Nice. Tél. : 93-44-60-72. Jusqu'au 29 août.

Le principe de réalité

Non, non, nous annonçons-t-on, « il ne s'agit pas d'un retour de la réalité, mais bien d'une éfraction inédite de celle-ci, libérée de toute médiation, de toute entrave esthétique » (7). Avec entre autres Philippe Puren et Philippe Perrin.

Ville Arson, 20, avenue Stéphane-Liégeois, 06100 Nice. Tél. : 93-84-40-04. Du 4 juillet au 3 octobre.

Marcel Alocio

On « la peinture en patchwork ». L'exposition de ce vrai Nipois qui a flirté avec Fluxus avant de pratiquer le tissu, peint, déchiré, défilé, ramené, rappelle sa belle époque Support-Surface.

Musée d'art moderne et d'art contemporain, Promenade des Arts, 06300 Nice. Tél. : 93-62-61-62. Du 2 juillet au 30 août.

Le Monde des DEBATS

Le Monde

LES 30-40 ANS : UNE GÉNÉRATION CULTURELLE ?

Des écrivains, des musiciens, un peintre, un cinéaste, un metteur en scène, une photographe, nés entre 1953 et 1963, expliquent comment dans leur travail de créateur ils se situent par rapport à la génération qui les a précédés et celle qui a suivi.

SERVICE MILITAIRE OU SERVICE CIVIL

Faut-il, comme certains le souhaitent, affecter davantage d'appelés à des activités civiles ? Ne risque-t-on pas ainsi de dénaturer le sens même du service national et de réserver à des soldats des emplois que pourraient occuper des chômeurs ? Les opinions d'un général, d'un spécialiste des questions de défense nationale, d'un syndicaliste, d'un démographe.

BLANCHIR LE TRAVAIL AU NOIR

Le travail clandestin ne cesse de se développer en France comme ailleurs : doit-on l'interdire ou le prendre en compte comme un dernier recours avant l'exclusion ? Les points de vue d'un sociologue et d'un économiste.

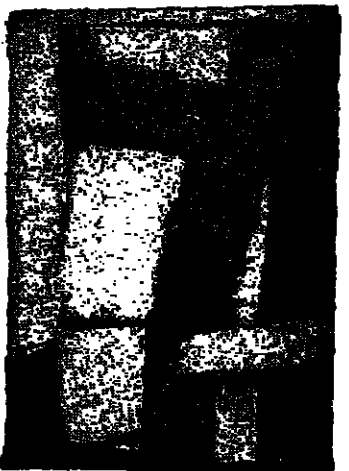
INTERVENIR EN YUGOSLAVIE ?

Les Européens, lorsqu'ils s'interrogent sur l'attitude qu'ils doivent adopter vis-à-vis de l'ex-Yugoslavie, ne peuvent manquer d'évoquer deux précédents de l'avant-guerre : la guerre d'Ethiopie et la guerre d'Espagne. Les réflexions d'un historien.

NUMÉRO DE JUIN 1993 - 30 F

Rétrospectives Olivier Debré

Cinquante ans de création



PRÉSENTÉE dans trois lieux distincts, une rétrospective retrace un demi-siècle de la peinture d'Olivier Debré, depuis ses premières abstractions en 1943 jusqu'à ses œuvres les plus récentes, intégrées à l'architecture. La répartition se fait par thèmes : natures-mortes et signes-personnages à Montbéliard, signes-paysages à Valence et carnets de voyage à Ajaccio. La première exposition surprendra ceux qui croient connaître l'artiste en révélant des œuvres des années 40 très violemment marquées par la guerre et par la question du : comment faire la peinture de la guerre et de l'horreur ? Debré y apparaît comme un continuiste singulier de Picasso et un dessinateur expressionniste. Dans les deux autres expo-

sitions, moins déconcertantes sans doute, se développe la recherche de l'espace et de la lumière. Peu à peu, les formats s'allongent et s'agrandissent, le geste gagne en ampleur, la couleur en intensité. Au sentiment tragique des débuts succède un sentiment de la nature poétique et éblouissante.

* Musées de Montbéliard, château des ducs de Wurtemberg, 25200 Montbéliard. Tél. : 81-99-22-61. Du 17 juin au 31 août.
Musée de Valence, 4, place des Ormeaux, 26000 Valence. Tél. : 75-79-20-80. Du 18 juin au 31 août.
Musée Fesch, 30, rue du Cardinal-Fesch, 20000 Ajaccio. Tél. : 95-21-48-17. Du 19 juin au 31 août.

RENDEZ-VOUS D'ÉTÉ

P H O T O G R A P H I E

Bernar Venet

Importante rétrospective des trente dernières années de l'œuvre de Bernar Venet, des diagrammes et dessins industriels aux grandes et belles sculptures aux courbes tantôt circulaires, tantôt indéfinies.

Musée d'art moderne et contemporain, commande des Arts, 05300 Nice. Tél. : 93-82-81-82. Du 25 juin au 12 septembre.

Saint-Paul

150 œuvres des collections de la Fondation Maeght

De Bonnard à Arroyo, en passant par des ensembles uniques de Giacometti, Calder ou Miró, la Fondation Maeght expose ses trésors. Une occasion unique de les voir durant l'été, habituellement réservés à des expositions temporaires.

Fondation Maeght, 06570 Saint-Paul-de-Vence. Tél. : 93-82-81-83. Du 4 juillet au 4 octobre.

Saint-Tropez

Ker-Xavier Roussel

Première rétrospective d'importance, depuis 1968, d'un membre discret du groupe des Nabis, où s'illustrèrent Bonnard, Vuillard, Maurice Denis et autres Sérusier. Roussel évolua vers une peinture décorative, puisant ses sujets dans la mythologie, faisant évoluer ses nymphes grecques sur fond de jardins d'île-de-France.

Musée de l'Annonciade, quai 83, 83990 Saint-Tropez. Tél. : 94-97-04-01. Du 3 juillet au 11 octobre.

Saint-Rémy-de-Provence

Les années 60 à la Galerie de France

Le couple a fait les beaux jours de l'art en France après-guerre, jusqu'à la disparition tragique de Myrman Prévot. Avec Gildo Caputo, de 1952 à 1977, ils ont exposé et défendu les plus grands : Gonzalez, Manaster, Soulages, Hartung, Magaldi, Gillet, Zao Wot-Ki, et Mario Prassinos qui est à l'origine de la donation à Saint-Rémy.

La Donation Mario Prassinos, Chapelle Notre-Dame-de-Pitié, avenue Durand-Maillane, 13210 Saint-Rémy-de-Provence. Tél. : 90-82-35-13. Jusqu'en septembre.

Toulon

L'Eloge de la peinture

Journaliste à France-Culture, critique d'art et éditeur, Alia Arvia fait une importante donation au Musée de Toulon : Ernest Pignon-Ernest, Le Boul'ch, Cousinier, Cucchi, Morellet, Malaval et on en oublie, à travers plus de 200 œuvres... Parallèlement, il organise une exposition rassemblant Barcelo, Brown, Fetting, Garouste, Kirby, Lanneau et Plagnol.

Musée de Toulon, 113, boulevard du Général-Leclerc, 83000 Toulon. Tél. : 94-93-15-54. Du 2 juillet au 30 octobre.

Vence

Dufy, le peintre décorateur

On a redécouvert ses tissus imprimés à Houffouin au printemps. A Vence, ses peintures et ses œuvres décoratives seront mises en regard l'une et l'autre : céramiques, tapisseries, tissus et peintures recomposent l'histoire d'un homme qui Raoul Dufy avait établi entre elles.

Château de Villeneuve, Fondation Enlène-Happes, place du Frère, 06140, Vence. Tél. : 93-86-78-78. Du 1^{er} juillet au 30 octobre.

Arman

A l'occasion de l'ouverture du Château Notre-Dame-des-Flours, transformé par Marianne et Pierre Nalon en galerie de villégiature, exposition des *Accumulations de collections d'Arman*. Une nouvelle série d'une douzaine de pièces, dérivée de son exposition, l'année dernière à New-York, qui veut « mettre en situation des collections ».

Château Notre-Dame-des-Flours, 06140 Vence. Tél. : 93-24-82-00. Du 13 juillet au 13 novembre.

La sélection « Arts » a été établie par Harry Bellet
« Architecture » : Frédéric Elchmann
« Photo » : Michel Guerin.

La photographie a gagné ses lettres de noblesse par pleine chaleur, dans les festivals de l'été, loin de la capitale. Aujourd'hui, « la photo des champs », pas toujours rigoureuse, pas toujours bien accrochée, est présente dans villes et villages. Arles avait montré la voie, il y a presque vingt-cinq ans, quand Lucien Clergue, Michel Tournier et quelques autres ont trouvé un cadre idéal pour projeter les clichés au milieu de vestiges antiques. Arles n'est plus seul. Il y a par exemple Perpignan, où les reporters toutes catégories confondues ont trouvé une terre d'accueil au-delà des pages de magazines. Une belle façon de finir l'été.

Lectoure (Gers)

L'été photographique

Dans un village de 4 000 habitants au cœur du Gers, se trouve un des centres nationaux de la photographie qui présente ces photos de sculptures de Rodin par Evgen Baver. Ce dernier est aveugle. Nous avons déjà dit beaucoup de bien des « images mentales » de ce Slovène installé à Paris. Également au programme : *J'ai couru le monde*, de Alain Turpin et *Berlin. No man's land*, de Jean-Claude Moulton.

Centre photographique de Lectoure, 6, rue Sédillac, 32700 Lectoure. Tél. : 82-88-83-72. Du 24 juillet au 23 août.

Montpellier

Imagina

Trente-cinq photographes du monde entier donnent en quatre cents images leur vision d'Almeria, en Espagne. La ville andalouse, lieu d'un festival photo crédible, est vue par les Espagnols Toni Cany et Ouka Lel, la Mexicaine Graciela Turbide, l'Américain William Klein, l'Australien Max Pam, l'Iranien Abbas ou la Française Martine Franck. « Ce fut le projet de transformer Almeria en une boîte à lumières où elle demeure immobile à jamais » a écrit le photographe Manuel Falco.

Les expositions ont lieu dans trois espaces : Espace Photo Ange, Corum et Carré Sainte-Anne. Catalogue, 500 pages, 650 francs. Renseignements : Montpellier-Photo-Vision, 1, rue des Écoles, 34 000 Montpellier. Tél. : 87-80-43-71. Du 28 juin au 4 septembre.

Limoges

Joachim Mogarra

Frédéric Paul a donné une bonne réputation à son bel espace du FRAC Limousin en présentant quelques expositions habiles et de qualité sur des artistes utilisant la photographie : William Wegman, Lynne Cohen, Douglas Huebler. Voilà pour l'été Joachim Mogarra, sous le titre *Une exposition ponctuelle*. Frédéric Paul aime bien les images pleines d'humour. Cette exposition semble en avoir une bonne dose. Détournement d'objets ou d'images d'archives, photos prises dans la cuisine, la salle de bains ou depuis son canapé. « Avec la photographie, dit-il, nul besoin de se lever les mains ; il s'agit d'une simple rue de l'esprit sur les choses du monde ».

Fonds régional d'art contemporain du Limousin, Impasse des Charentes, 87100 Limoges. Tél. : 85-77-08-88. Du 17 juin au 3 octobre.

Nîmes

Isabel Muñoz

Après José Koudelka en 1991 et Hervé Guibert l'an dernier, la ville de Nîmes présente cette année le travail d'Isabel Muñoz joliment intitulé « Flamenco, tango et danses orientales ». L'espace est superbe, épuré et devrait convenir aux tirages grands formats incroyablement soignés, au patine et à l'albumine. Mais aussi à cet défilé de mouvements, de corps et de vitalité.

« Flamenco, tango et danses orientales », Ecole de Nîmes, 10, Grand-Rue, 30000 Nîmes. Tél. : 86-67-29-11. Du 7 au 31 juillet.

Perpignan

Visa pour l'image

Le photojournalisme a trouvé, depuis cinq ans, ses marques à Perpignan, à une date judicieuse : la fin d'été, juste avant la rentrée scolaire. Trente-six expositions, six soirées, débats et conférences sont au programme, ainsi qu'un marché fort utile pour les professionnels. Ce festival, qui a toujours privilégié l'éducation, présente le travail de l'Américain Bill Eppidge à qui l'on doit le dernier reportage sur Bob Kennedy avant sa mort en 1968.

5^e Festival international du photo-reportage de Perpignan. Expositions du 4 au 19 septembre, soirées du 6 au 11 septembre. Renseignements : 3814, code PERPIGNAN. Tél. à Paris : 42-33-93-05.

Visions d'auteurs à Arles

Du 6 juillet au 15 août

Les vingt-quatrième Rencontres internationales de la photographie d'Arles ont pour titre « Visions d'auteurs », un label suffisamment écumenique pour pouvoir y insérer les facettes les plus larges de l'image fixe. Les Rencontres, qui auront lieu du 6 au 10 juillet, sont également placées sous le signe de l'austérité : 6 millions de budget au lieu de 9 l'année précédente, trois soirées au lieu de cinq, dix-huit expositions au lieu d'une trentaine, dix jours de stages au lieu de trois semaines, suppression des expositions thématiques.

On retrouve au programme des auteurs confirmés (Richard Avedon, Larry Fink, Ernest Pignon-Ernest, Harry Callahan, Cecil Beaton), d'autres dits « plasticiens » (Lynn Butler, Raymond April, Louis Jarmes), et quelques noms à découvrir comme Gilles Ehmant ou Koji Inoue.

Les soirées au Théâtre antique ont pour thème « Nuit noire » (7 juillet), « In and Out of Fashion », un film inédit de William Klein (9 juillet) et « Jazz comme une image » (10 juillet) où l'on peut compter sur Guy Le Querrec et sur le quartet Portal, Scavie, Texier, Drouot pour chauffer l'ambiance lors de la soirée de clôture.

* Rencontres internationales de la photographie d'Arles, 10, rond-point des Arènes, Arles. Tél. : 90-96-76-06. Les expositions ont lieu du 6 juillet au 15 août. Les soirées et animations du 6 au 10 juillet.



Richard McCarthy, par Richard Avedon.

C I N É M A

Le cinéma n'attend pas l'été pour s'adonner aux joies de la « festivité » : avec quelque deux cents manifestations (pour la France seulement), les cinéphiles bénéficient toute l'année de l'activisme d'associations, de municipalités ou d'organismes qui ont fait des festivals un réseau serré de diffusion des films « différents », ceux dont les grands circuits n'assurent jamais la diffusion, ceux que les ciné-clubs en péril peinent désormais

à montrer. Mais l'été n'interrompt pas non plus ce mouvement, avec ses manifestations-phares (La Rochelle, au premier chef, ou, à l'étranger, Locarno, Passaro, Taormine, Pordenone...), mais aussi des havres de cinéma ouverts à ceux qui préfèrent, ou doivent rester à Paris, et des rendez-vous plus « pointus », hauts lieux de la curiosité, d'Avignon à Douarnenez.

Paris

Cinéma arménien

Du 9 juin au 26 juillet

Fidèle à ses grandes rétrospectives de cinématographies nationales, le Centre Pompidou propose le plus vaste ensemble jamais organisé de films d'Arménie, de l'aube du siècle à aujourd'hui, mais aussi de la prolifique diaspora arménienne dans le monde. Deux noms dominent, ceux de Paradjanov et de Petchian, mais bien d'autres sont à découvrir.

Salle Georges au Centre Georges-Pompidou. Tél. : 44-78-43-66.

Huitième Festival

du film de Paris

Du 14 au 21 juin

Traditionnellement destiné au jeune public, le Festival de Paris a choisi pour thème pour sa huitième édition « Cinéma et musique » : *Zigfield Folies*, *Don Giovanni*, *Bird*, *Hair* figurent au programme de la sélection spécialisée, tandis que quinze jeunes jurés venus de quinze pays décideront des palmarès au sein des dix titres inédits en compétition. Durant toute la durée du Festival un « ciné-village », abritant acteurs, réalisateurs et techniciens, accueillera le jeune public sur le cours La Reine.

Cinéma UGC Triomphe, 32, avenue des Champs-Élysées (8^e). M^{rs} Georges-V. Tél. : 45-74-93-50.

La Ciné-village, cours La Reine-Pont Alexandre-III, M^{rs} Champs-Élysées-Châteauneuf (8^e). Renseignements : 47-54-11-00.

Avignon

The French-American Workshop

Du 28 juin au 4 juillet

Pour son dixième anniversaire, le « Workshop », rendez-vous toujours convivial et désormais régulier des indépendants français et américains, rend cette année hommage à Melville, Bogdanovich, Claude Miller, Arthur Penn, Bertrand Tavernier.

Tél. : 90-25-92-23.

La Rochelle

21^e Festival international1^{er} au 11 juillet

Il y a beau temps que La Rochelle est

notée en lettres rouges sur l'agenda de tous les vrais cinéphiles : sous la houlette de Jean-Loup Passek, son Festival est devenu une indispensable fenêtre sur les cinématographies du monde, toujours curieux de nouveautés, et impressionnant de sérieux dans l'organisation de rétrospectives. Cette année, en plus de la sélection d'indépendants et outre les toujours indispensables Michel Piccoli, La Rochelle rend notamment hommage au Mexicain Arturo Ripstein, à l'Iranien Mahmalbaf et au Russe Sokourov, autant de personnalités marquantes et mal connues ici.

Tél. : 43-28-08-28.

Paris

Espionnage à la Cinémathèque

Du 1^{er} juillet au 31 août

Durant tout l'été, la Cinémathèque convie un genre fréquemment sous-estimé par les cinéphiles. Les espions ont pu inspirer de grands metteurs en scène (Pabst, Lang, Sternberg, Tourneur, Hitchcock, Welles, Mankiewicz, Huston, Fuller...), et offrir des rôles mémorables à des acteurs surtout : Garbo, Dietrich, Feilich ou Jeanne Moreau. Mais Dita Parlo, James Bond et ses épouses (Matt Helm, Fift, OSS 117, Coplan...) ne sont pas oubliés dans ce panorama qui mêle avec délicatesse l'humour et la distraction.

Palais de Chaillot, Cinémathèque française. Tél. : 47-04-24-24.

Douarnenez

Peuples d'Inde

Du 22 au 29 août

Consacré aux cinématographies indépendantes ou régionales, le Festival de Douarnenez se tourne pour sa 16^e édition vers la diversité du sous-continent indien, en présentant un panorama de fictions et de documentaires représentatif de cette mosaïque culturelle, mais aussi un aperçu des regards occidentaux sur l'Inde, réelle (le Fleuve de Renshi) ou mythique (le Tigre du Bengale et le Tombeau hindou de Lang).

Tél. : 98-82-08-21 ou 97-23.

La sélection « Cinéma » a été établie par Jean-Michel Prodon



Mariène Dietrich, Agent X27 en mission à la Cinémathèque.

Centre Georges Pompidou
Grande Salle
CYCLE SAMUEL BECKETT
du 9 au 12 juin 20h30
MAY B
chorégraphie Maguy Marin
réservation 44 78 13 15
vendredi 18 juin 18h
L'ÉCRITURE ET LES AUTRES ARTS
débat animé par Tom Bishop (entrée libre)

Six provinces auraient fa...

M. Rafsanjani

Borge
Aubou
labyrinthe
la Pléiade